



L'ÉPOQUE - SUPPLÉMENT

LE RETOUR DES ÉBATS PLAN-PLAN

Ukraine : les Etats-Unis, du soutien au lâchage

► Trois ans après l'invasion russe de l'Ukraine, Donald Trump menace de mettre brutalement un terme à l'assistance continue à Kiev

► L'empressement du nouveau président à imposer une paix qui serait en partie dictée par Moscou est lourd de menaces pour l'Ukraine

► Parmi les griefs de Trump contre Zelensky, le refus de ce dernier de lui rétrocéder la moitié du revenu des ressources minières de l'Ukraine

► « Les Ukrainiens ont cessé de croire en un happy end dans cette guerre », déplore l'écrivain Andreï Kourkov dans un entretien au « Monde »

► La montée de courants antisystème et d'extrême droite dans certains pays dessine le retour de l'ancien glacis soviétique

PAGES 2-3 ET DE 16 À 19

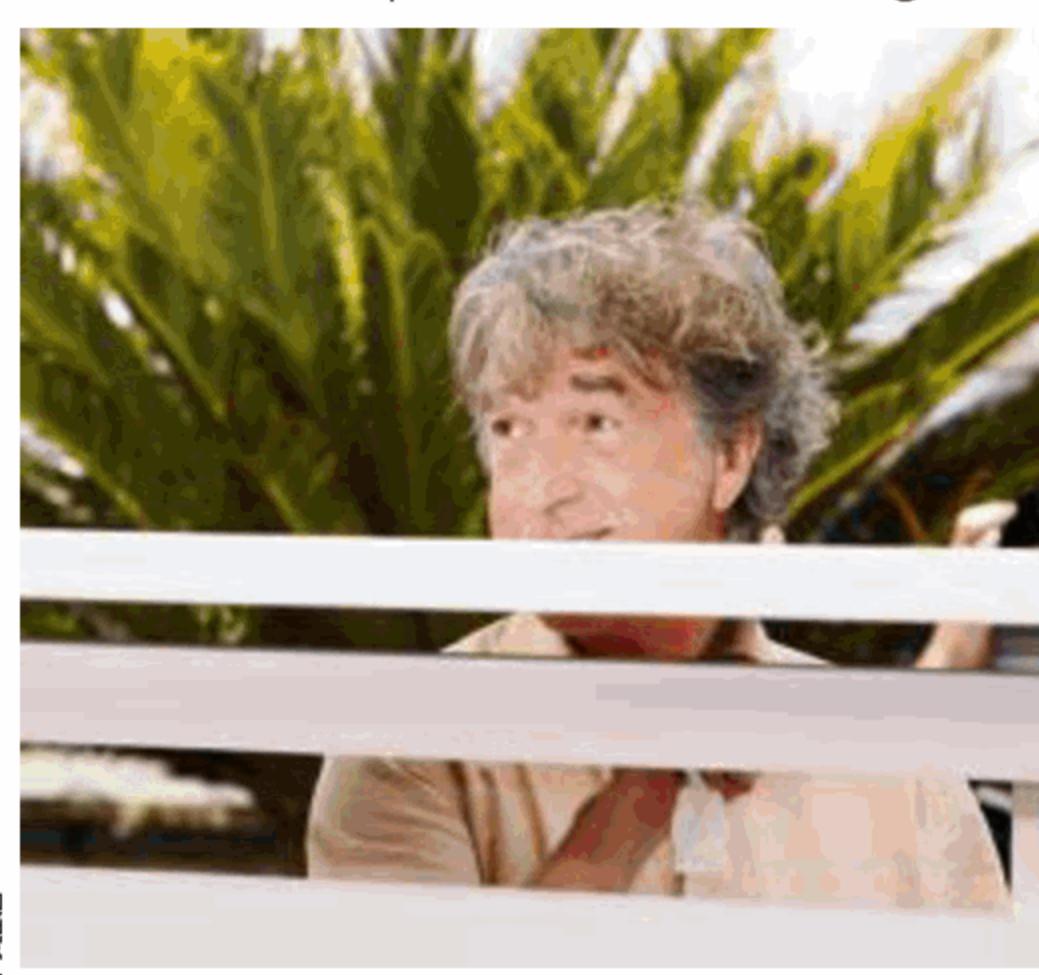
AGRICULTEURS L'ATTENTE APRÈS LA COLÈRE



PAGE 12 ET
ÉDITORIAL PAGE 31

Au Salon international de l'agriculture, à Paris, le 22 février. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Rencontre François Cluzet, une enfance pleine de mensonges



A Cannes, en 2022. IMAGESPACE/SIPA VIA REUTERS

COMÉDIAS, DRAMES, théâtre et cinéma, François Cluzet est, à 69 ans, l'un des acteurs français les plus appréciés du public. Le succès d'*Intouchables* en 2011 lui a offert une notoriété mondiale. Il est actuellement sur scène aux Bouffes parisiens, où il joue le rôle d'un psychanalyste interné dans un établissement psychiatrique dans *Encore une journée divine*, une pièce adaptée du roman de Denis Michelis (Noir sur blanc, 2021). Comme un rappel de son passé tourmenté.

PAGE 27

Document Derrière les mots de J. D. Vance à Munich

ALORS QUE la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine était au centre de la Conférence sur la sécurité réunie à Munich du 14 au 16 février, le vice-président américain, J. D. Vance, n'en a pratiquement pas touché mot dans son discours. A la place, il s'est

lancé dans une attaque contre les démocraties européennes. Ce faisant, M. Vance a posé les Etats-Unis en adversaires de l'Etat de droit qui prévaut en Europe depuis 1945. *Le Monde* publie l'intégralité du discours, et des éléments d'explication.

PAGES 20 À 22

Culture
Le vague à l'âme des musées juifs en Europe

Depuis l'attaque du 7-Octobre, les établissements consacrés à l'art et à la culture juifs sont visés par des actes antisémites et connaissent des baisses de fréquentation

PAGE 23

Mayotte
La biodiversité durement affectée par le cyclone Chido

PAGE 6

Pauvreté
Rocinha, la favela la plus peuplée du Brésil

PAGE 14

IA Le « moment DeepSeek » de l'économie chinoise

L'ENTRÉE, il y a un mois, de cette start-up chinoise d'intelligence artificielle (IA) dans la cour des grands suscite un enthousiasme dans le pays, largement orchestré par le pouvoir. Le 17 février, le président Xi Jinping s'est, en particulier, mis en scène en grand timonier des patrons de la tech, soulignant la façon dont le Parti communiste et les entreprises privées, en particulier celles des nouvelles technologies, avancent main dans la main. Et tous les of-

ficiels locaux, ainsi que les acteurs économiques, sont instantanément priés d'utiliser DeepSeek dans leurs activités.

L'étoile chinoise a ouvert une course à l'usage de son modèle d'IA. Si les Etats-Unis dominent le design des semi-conducteurs et sont précurseurs dans le développement de l'intelligence artificielle, la Chine estime que rien n'est encore écrit pour ce qui est de sa diffusion.

PAGE 13

Politique
Le RN assume un discours à plusieurs voix

Marine Le Pen laisse ses élus libres d'exprimer des opinions contraires sur les sujets d'actualité, une cacophonie destinée à élargir l'électorat du Rassemblement national

PAGE 7

Bétharram

Un ancien surveillant mis en examen pour viol

Dans cette affaire tentaculaire, où une centaine de victimes ont été entendues, un ancien surveillant de l'établissement est poursuivi pour viol et agression sexuelle

PAGE 10



GUERRE EN UKRAINE

Trois ans de guerre en Ukraine : les Etats-Unis, du soutien au lâchage

De retour à la Maison Blanche, Donald Trump menace de mettre brutalement un terme à l'assistance continue à Kiev, mais sans issue clairement dessinée

WASHINGTON - correspondant

Trois ans de guerre, et un pont vital s'écroule. Pour l'Ukraine, le passage de l'administration Biden à l'ère Trump se résume en quelques formules. De la mobilisation au risque d'abandon. De l'empathie au mépris. Du soutien sur mesure à la pression sans retenue. L'empressement du nouveau président à imposer une paix est lourd de menaces pour Kiev, qui ne peut se passer de l'appui de Washington. Mais une «pax americana» dictée pour l'essentiel à Moscou, sans égard pour la victime, serait un drame, s'ajoutant à tous les sacrifices consentis pour défendre la souveraineté nationale et le territoire, déjà fracturé par l'annexion de la Crimée, en 2014 et l'invasion de 2022.

Pendant trois ans, les Etats-Unis se sont tenus aux côtés de l'Ukraine. D'abord surpris par sa résistance et les déconvenues de l'armée russe, Joe Biden a ensuite œuvré à mobiliser les alliés, pour soutenir Volodymyr Zelensky et son peuple. Mais le vétérane démocrate, forgé intellectuellement par la guerre froide, s'est aussi fixé des limites, en raison d'une crainte : celle d'un conflit entre grandes puissances nucléaires, s'étendant au-delà des frontières ukrainiennes.

L'effort américain a d'abord été préventif, et inhabitat. A compter du mois de novembre 2021, après une visite à Moscou du patron de la CIA, William Burns, Washington a décidé de déclassifier des informations sur la mobilisation militaire russe à la frontière avec l'Ukraine. Ne croyant guère à l'idée d'exercices militaires, la Maison Blanche dénonce les intentions du Kremlin.

Lorsque la guerre débute, les alliés ne peuvent se dire surpris. Les sombres prévisions sur un écroulement du pouvoir à Kiev, une prise de la capitale par les chars russes et une

fuite de Zelensky ne se confirment en rien. Côté occidental, la réaction est rapide, avec des vagues de sanctions économiques coordonnées et de premières livraisons d'armes. «Dans cette première phase, les Etats-Unis ont essayé de se concentrer sur ce qu'il était possible d'acheminer le plus vite possible, comme les fusils d'assaut, les armes antichars ou les obus d'artillerie», explique Dara Massicot, experte au cercle de réflexion Carnegie Endowment for International Peace.

CONTRAINTE ARTIFICIELLES

Fin mai 2022, dans une tribune au *New York Times*, Joe Biden présente la logique de son soutien à l'Ukraine. Washington vient enfin d'accepter de fournir des systèmes de lance-roquettes multiples (Himars), montés sur des blindés légers, à condition qu'ils ne soient pas employés pour viser la Russie. «Nous n'encourageons pas et ne permettons pas à l'Ukraine de frapper au-delà de ses frontières, explique Joe Biden. Nous ne voulons pas prolonger la guerre simplement pour infliger de la souffrance à la Russie.»

La guerre va pourtant se prolonger. Les Etats-Unis finiront, trop tardivement, par libérer l'armée ukrainienne de contraintes artificielles. «Cela aurait été plus efficace du point de vue opérationnel si le feu vert avait été donné [pour frapper en Russie] lorsque les Himars ont été livrés en 2022, parce que les Russes n'y étaient pas encore adaptés, ils n'avaient pas appris à les abattre ou à brouiller leurs communications», note Dara Massicot. Sur le plan diplomatique, Joe Biden réussit à consolider le bloc occidental, mais son récit sur un affrontement entre démocraties et régimes illibéraux ne prend pas. Les pays du Sud observent avec un certain scepticisme la mobilisation pour l'Ukraine. Pour eux, il s'agit d'un conflit européen et non d'une affaire mondiale où chacun devrait prendre position.

«NOTRE SOUTIEN À L'UKRAINE NE FAIBLIRA PAS, L'OTAN NE SERA PAS DIVISÉE, ET NOUS NE NOUS FATIGUERONS PAS»

JOE BIDEN
ancien président des Etats-Unis, lors d'un discours en février 2023



En novembre 2022, le général Mark Milley, chef d'état-major des forces armées, constate publiquement les succès militaires ukrainiens inattendus. Au lieu de formuler des rêves irréalistes de débandade russe, il dit ceci : «Vous voulez négocier à un moment où vous êtes en position de force, et votre adversaire en situation de faiblesse. Et il est possible, peut-être, qu'il y ait une solution politique.» Le message est clair : les stocks d'armes et de munitions sont limités, les Russes capables de se reprendre après leurs errements initiaux, et l'inscription du conflit dans la durée ne profitera pas à Kiev. Mais Vladimir Poutine sait aussi tout cela, et il n'offre aucune ouverture. Joe Biden, lui, ne la cherche même pas. Les canaux diplomatiques sont rompus.

En décembre 2022, Volodymyr Zelensky est reçu triomphalement à Washington. Il y obtient, enfin, une batterie de missiles Patriot. Son objectif : «survivre à cet hiver». Déjà, dans l'opinion publique américaine, une érosion se constate, après l'empathie et le choc des premiers mois de conflit. Près d'une personne interrogée sur deux – contre 39 % en juillet 2022 – souhaite que Washington pousse Kiev à une solution négociée avec Moscou. «Il serait naïf d'attendre des pas vers la paix de la part de la Russie, qui se plaît à être un Etat terroriste», note Volodymyr Zelensky devant le Congrès.

En février 2023, Joe Biden effectue une visite surprise et risquée à Kiev. Puis il prononce un discours solennel à Varsovie, à l'occasion du

Beaucoup de Russes se réfugient dans une «boîte noire intérieure»

A Moscou, des psychologues racontent les difficultés des patients à vivre entre soutien implicite au Kremlin et rejet de la guerre en Ukraine

TÉMOIGNAGES

Loin du front militaire, Ania vit au jour le jour les méfaits de «cette guerre qui n'en finit pas...» La jeune psychologue, qui a requis l'anonymat, suit des soldats de retour du front mais aussi des civils : des cadres supérieurs d'entreprises publiques, des informaticiens exilés puis revenus, des adolescents sous le choc. Dans son cabinet au sous-sol d'un bâtiment du centre de Moscou, des Russes lui confient leurs troubles, déchirés par trois ans d'«opération militaire spéciale», selon les mots du Kremlin, lancée en février 2022 en Ukraine. Dans l'intimité, Ania les reçoit et les accompagne.

Dans la plupart des cas, ce sont davantage des troubles que des pathologies. Il s'agit de parler avec ces opposants à la guerre, contraints en public de faire semblant de la soutenir. «Je les aide à apaiser diverses formes de stress nées de la difficulté d'errer entre deux vies parallèles et contradictoires. Dans certains cas, cela ressemble à une forme de schizophrénie», note Ania qui mène souvent ses consultations jusqu'à tard le soir.

«L'ampleur des dissonances de leurs doubles vies, entre soutien apparent au Kremlin et opposition intérieure au régime et à sa guerre, empire avec le temps. Comment vivre à terme avec ce sentiment de culpabilité?», s'interroge la psychologue, jointe par téléphone par le biais d'un réseau sécurisé. Sage précaution alors que, ces derniers mois, la répression de toute voix critique s'en prend fréquemment aux journalistes, aux avocats, aux médecins...

«**Quête de nouveaux repères**»
«Il faut parfois attendre cinq rencontres avant que la parole se libère», raconte Ania, régulièrement contactée par de nouveaux patients. «Leur paradigme a été balayé par la réalité. Ils se créent de nouvelles chaînes logiques et se disent dans leur for intérieur : "J'ai une idée de la vie mais les autres, l'Etat, le système, m'en imposent une autre." La plupart ne peuvent pas se défendre et se referment.» Comme sous l'URSS, de nombreux Russes vivent une forme d'«immigration intérieure».

Pour échapper à cet enfermement, certains compensent

comme ils peuvent. «Ils se réfugient dans le sport ou des activités manuelles. Cela les éloigne de l'actualité», explique Ania, qui conseille à chacun de lâcher son téléphone portable et les fils d'information Telegram. A Moscou, beaucoup conjurent l'angoisse en démultipliant les fêtes, en se rendant dans des restaurants chics et chers, très loin du conflit. Malgré l'inflation, la société de consommation bat toujours son plein. Les dépenses des Russes pour célébrer le Nouvel An 2025 ont ainsi augmenté de 180 % par rapport à 2022. Des affiches pour le recrutement de volontaires au front rappellent pourtant aux passants que la guerre n'est pas loin. Mais dans les couloirs du métro comme à l'entrée des magasins, la plupart les ignorent. Un environnement tout en paradoxes.

Cette mobilisation indirecte des esprits est soigneusement orchestrée par les autorités et leurs divers relais. Exemple parmi d'autres : le spectacle du grand cirque de Tsvetnoï Boulevard, au centre de Moscou, se finit par une jeune gymnaste qui, habillée en colombe, danse sur podium décoré

du drapeau russe. «Le message est clair : la Russie, partie combattre les fascistes en Ukraine, apporte la paix en Europe!», estime un spectateur qui, libéral dans l'âme et opposant au Kremlin, a dû donner quelques explications à ses enfants, une fois sorti du cirque.

Il raconte lui aussi les contradictions quotidiennes qu'il rencontre. «A l'école, tous les lundis matin, il y a un cours de "discussion sur les choses importantes", relais des thèmes de la propagande. Mais, chez nous, l'éducation se fait aussi à la maison, insiste ce père de deux adolescents, habitué à zigzaguer entre deux vies. Depuis trois ans, je vis plongé dans mes existences parallèles.» Sa femme, elle, en est persuadé : le problème n'est pas en Russie «mais dans ce monde devenu fou». Leur conclusion commune : «Nous ne pouvons rien changer; vivons donc avant tout notre vie, dans notre réalité familiale.»

Pour les élites à Moscou, essayer d'amorcer des changements est considéré comme plus dangereux que de ne rien faire. Beaucoup dans la classe moyenne aisée et éduquée «se réfugient au milieu de

cet environnement plein de paradoxes dans une sorte de boîte noire, en quête de nouveaux repères pour chasser les mauvaises idées», explique Margarita, autre psychologue jointe par téléphone et ayant, elle aussi, requis l'anonymat. A l'intérieur : des processus et pensées invisibles, comme des territoires offshore psychologiques.» Pour fuir un régime et une guerre qu'ils ne soutiennent pas, mais contraints de rester dans leur pays, la plupart de ses patients se trouvent des refuges : famille, travail mais aussi musique ou théâtre.

Apathie politique générale

A Moscou, une interprétation de *La Mouette* joue sur les sous-entendus derrière les débats entre mondes ancien et nouveau issus de cette pièce d'Anton Tchekhov. Son autre grand classique, *La Dame au petit chien*, improbable histoire d'amour entre deux personnes mariées, a aussi été revisité. «C'est devenu une séance de thérapie de couple par hypnose où chacun vit deux vies, intérieure et extérieure. Comme beaucoup de Russes depuis trois ans!», insiste Margarita.

L'intériorisation de ces diverses frustrations renforce l'apathie politique générale. D'autant plus que la répression contre toute voix critique s'accompagne d'un retour des vieilles méthodes de délation. «Il vaut mieux ne plus rien dire en public. Cela peut être répété», témoigne Anton. Ce jeune opposant préfère désormais dialoguer avec tout interlocuteur occidental par écran interposé et sans donner son nom. Au moins, on ne pourra pas me prendre en photo et me classer agent de l'étranger.»

Son refuge : sa fille nouvelle-née et la défense de l'environnement. «Avec ma famille, je construis ma vie loin de la guerre mais aussi loin du Kremlin. Et, en défendant la forêt à côté de chez moi, j'agis pour la collectivité. Je vois que je suis utile», raconte Anton, se recentrant ainsi sur le positif et le collectif à petite échelle. Il y a trois ans, le jeune homme souffrait de troubles psychologiques. Aujourd'hui, il dit «ne plus vivre avec ce sens de culpabilité qui [le] minait en 2022. Equilibre fragile car la guerre est sans fin...» ■

BENJAMIN QUÉNELLE



Une photo du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et de son ancien homologue américain, Joe Biden, au Musée national de l'histoire de l'Ukraine, à Kiev, le 19 février.

RAFAEL YAGHOBZADEH POUR « LE MONDE »

premier anniversaire du début de la guerre. «*Notre soutien à l'Ukraine ne faiblira pas, l'OTAN ne sera pas divisée, et nous ne nous fatiguons pas.*» Joe Biden l'assure : l'Ukraine «ne sera jamais une victoire pour la Russie».

Pourtant, à la fin de l'été 2023, des critiques anonymes apparaissent, côté américain, contre la stratégie ukrainienne. Kiev aurait trop dispersé ses forces, gaspillé des moyens et des vies humaines. Mais que faire sans forces aériennes, sans moyens de frappes à longue portée ? Le Pentagone n'a cessé d'insister sur le fait qu'aucune arme n'est décisive en soi et que le principal problème ukrainien est celui des capacités humaines.

EMPOIGNADE BUDGÉTAIRE

M. Zelensky, lui, a résisté à la pression américaine, refusant d'abaisser à 18 ans l'âge de la conscription. En septembre 2023, il est de retour à Washington. Chez les républicains de la Chambre, le soutien à Kiev ne va plus de soi. Il est relégué comme un paramètre, parmi d'autres, dans l'empoignade budgétaire avec l'administration démocrate. A la Maison Blanche, on s'accroche avec une confiance mal placée à l'idée qu'il existe toujours une majorité bipartisane, en faveur d'une nouvelle tranche d'aide.

Les besoins sont urgents, les élus américains guère pressés. Le désavantage en munitions subi par Kiev – un obus ukrainien pour cinq russes tirés – et en systèmes de défense antimissiles est flagrant. En avril 2024, après plus de six mois d'échecs et de blocages républicains, la Chambre des représentants adopte un nouveau paquet d'aide au bénéfice de l'Ukraine, d'un montant de 60,8 milliards de dollars (57 milliards d'euros). Soulagement et amertume se confondent. Ce retard énorme n'a pas eu seulement des conséquences opérationnelles. Il a renversé la dy-

namique. Vladimir Poutine en est convaincu : le temps joue en sa faveur, les Occidentaux perdront haleine et motivation.

La constante, depuis février 2022, a été la souplesse des «*lignes rouges*» américaines. De façon toujours tardive, l'administration Biden a fini par donner son feu vert aux demandes successives de Kiev. Les chars M1 Abrams ou les avions de chasse F-16, d'abord exclus, ont fini par être livrés. Les opérations ukrainiennes en Russie ? Là aussi, les résistances ont cédu. D'abord, en Crimée annexée, sous forme clandestine, puis dans la région de Belgorod, et enfin dans celle de Koursk. Face à la multiplication des tirs de missiles russes sur la ville de Kharkiv, en mai 2024, la Maison Blanche a enfin accepté des frappes ukrainiennes en Russie même.

Puis il a fallu attendre que l'élection présidentielle américaine passe pour que l'administration Biden autorise, au cas par cas, l'usage par l'armée ukrainienne de missiles à longue portée pour atteindre la Russie en profondeur, avec les Army Tactical Missile Systems (ATACMS). La raison officielle : le déploiement de 10 000 soldats nord-coréens, après la prise de territoires dans la région de Koursk, en Russie, par l'armée ukrainienne. Le rôle de la Corée du Nord marque en creux un échec de Joe Biden. La guerre n'est pas contenue. Iran, Russie, Chine : un trio autoritaire collabore, dans l'espoir d'assister enfin à la déchéance de la puissance américaine.

Joe Biden, lui, n'a jamais dessiné les contours d'une issue possible. Que serait une défaite de Moscou ou une victoire de Kiev ? «*Rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine*», martèlent les officiels à Washington, dans une formule respectueuse. Pour sortir de l'impasse, Donald Trump semble retenir une autre formule : tout avec la Russie, et l'Ukraine devra suivre. ■

PIOTR SMOLAR

La colère noire de Trump contre Zelensky à propos des terres rares

Le président américain n'a pas supporté que l'Ukrainien refuse de lui rétrocéder la moitié du revenu des ressources minières du pays

WASHINGTON - correspondant

La scène, racontée par une source bien informée, est d'une violence symbolique rare. Elle dit le basculement provoqué par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Arrivé à Kiev par train, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, s'est entretenu le 12 février avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'invité venait pour un diktat, un court document en main. Soit son hôte signait sur-le-champ un projet d'accord sur les minéraux stratégiques ukrainiens – autrement dit, les terres rares –, en rétrocédant la moitié aux Etats-Unis, soit Washington, selon Scott Bessent, mettait un terme au soutien économique et militaire à l'Ukraine, en cours depuis trois ans.

Ces terres rares, tant convoitées, regorgent de lithium pour les batteries de téléphone, d'uranium pour faire tourner les centrales nucléaires, de graphite pour les batteries de voiture électrique ou encore de titane, prisé dans le secteur aérospatial. A cela s'ajoutent du pétrole et du gaz. Le potentiel d'exploitation de ces richesses est très théorique à ce stade, pour des raisons de sécurité et de capacités industrielles. Mais il suscite l'intérêt pressant de la Maison Blanche, d'autant que Volodymyr Zelensky a lui-même suggéré, à l'automne, une exploitation commune.

Ce jour-là, face au chantage de Scott Bessent, Volodymyr Zelensky gagne du temps, promet d'étudier la proposition et s'imagine déjà la corriger. Il rappelle qu'un tel accord doit être validé par le Parlement (la Rada). Son invité ne cache pas son exaspération, insiste pour que le président signe. Pourtant, selon cette même source, le document américain est dépourvu de toute précision sur les investissements envisagés par Washington dans les structures industrielles locales, déjà très datées. Il prévoit aussi que l'accord ne puisse être contesté que devant la justice de New York.

Respect à l'égard de Poutine
C'est à la lumière de cette rencontre «confrontationnelle» qu'il faut comprendre l'accès de fureur de Donald Trump contre le président ukrainien. Jeudi 20 février, en salle de presse à la Maison Blanche, Mike Waltz ne voulait pas dire qui a déclenché la guerre en Ukraine. En revanche, le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis a souligné que Donald Trump «est clairement très frustré par le président Zelensky». Mike Waltz a dénoncé les insultes «inacceptables» venant supposément de Kiev, à l'endroit de l'administration américaine.

Le constat inverse s'impose pourtant. Une cascade de propos

DANS LA LOGIQUE TRUMPIENNE, L'UKRAINE A ABUSÉ DES ÉTATS-UNIS DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE, EN BÉNÉFICIANTE D'UNE AIDE GRATUITE

méprisants, de menaces et de mensonges a été observé à Washington contre le dirigeant ukrainien. Donald Trump est allé jusqu'à le traiter de «dictateur». Une violence verbale qui contraste avec le respect exprimé à l'égard de Vladimir Poutine, au moment même où les relations diplomatiques étaient renouées avec la Russie. Au point que, selon le *Financial Times*, Washington s'opposerait à qualifier Moscou d'*«agresseur»*, dans le communiqué préparé entre membres du G7, avant le troisième anniversaire de la guerre.

La colère de Donald Trump à l'encontre de Volodymyr Zelensky a forcément des ressorts multiples. Le dirigeant ukrainien est associé à la première procédure de destitution contre lui, fin 2019. En outre, le président américain respecte davantage les figures autoritaires comme Vladimir Poutine ou le Chinois Xi Jinping que son homologue ukrainien. Le président ukrainien a exprimé un courage personnel dans la défense de son pays et des valeurs chères à l'Occident. Donald Trump, lui, croit dans la logique de la force et en la distinction entre chasseurs et proies. «Il faut être deux pour le tango», avait dit le candidat, en recevant le dirigeant ukrainien à la Trump Tower, en octobre 2024. Au tango, un seul conduit.

Non convié à Riyad, en Arabie saoudite, pour la reprise de contact entre Américains et Russes, Volodymyr Zelensky a manifesté sa mauvaise humeur. Il a aussi réagi aux propos de Donald Trump, en estimant que ce dernier vivait dans un «espace de désinformation». Selon les conseillers du président américain, l'expression l'aurait exaspéré. Mais la raison la plus déterminante dans l'offensive déclenchée par le milliardaire tient au sous-sol ukrainien.

Dans la logique trumpienne, l'Ukraine a abusé des Etats-Unis depuis le début de la guerre, en bénéficiant d'une aide gratuite, militaire et financière. Donald Trump avance des chiffres faux : 350 milliards de dollars côté américain (334 milliards d'euros), contre 100 milliards pour les Européens. En réalité, les Etats-Unis ont alloué un montant total

d'environ 183 milliards de dollars, dont 65 milliards d'aide militaire, représentant pour l'essentiel une subvention au complexe miltaro-industriel national. Mais, dans cette logique entretenue par Donald Trump, l'heure de l'addition serait venue pour Kiev, sous la forme de garanties.

Les Etats-Unis ont donc réclamé la moitié des minéraux contenus dans ces terres rares, une part estimée à 500 milliards de dollars par le président américain, soit une tentative d'extorsion sans précédent des ressources stratégiques d'un pays extrêmement fragilisé par la guerre. Mike Waltz a affirmé jeudi qu'une «*occasion historique*» s'offrait à Volodymyr Zelensky, celle d'*«agrandir le gâteau»* de ces ressources, grâce aux investissements américains. Il a notamment cité une fonderie en mauvais état, qui, si elle était restaurée, *«représenterait l'équivalent de la totalité des importations d'aluminium en Amérique pendant une année entière»*.

«Voyage dangereux»

Pour Donald Trump, le refus de signer de son homologue constitue un affront. Dans l'avion le ramenant de Mar-a-Lago à Washington, le 19 février, il est revenu sur les conditions de cette mission. Scott Bessent, selon lui, «a été traité assez rudement, parce qu'en gros, ils [les Ukrainiens] lui ont dit non, et Zelensky dormait et n'était pas disponible pour le voir». C'est évidemment faux. Une photo a immortalisé la poignée de mains entre les deux hommes. Donald Trump a aussi insisté sur le fait que le déplacement en train, en provenance de Varsovie, était «un voyage dangereux», alors que son prédécesseur, Joe Biden, l'avait effectué.

Pour comprendre l'approche maximaliste de Donald Trump, il suffit de consulter son livre référence, *The Art of the Deal*, publié en 1987. Le magnat de l'immobilier y écrivait ceci : «Mon style pour conclure un accord est assez simple et direct. Je vis très haut, et puis je continue à pousser et pousser pour obtenir ce que je recherche. Parfois, je me contente de moins que ce que j'espérais, mais dans la plupart des cas, je finis quand même avec ce que je veux.»

Selon sa propre expression, Donald Trump a l'intention de «ressusciter» cet accord sur les terres rares, sous une forme ou une autre, malgré le refus initial de Kiev. Il en fait une condition préalable à toute aide militaire à venir, tout en continuant à attaquer la légitimité de Volodymyr Zelensky, selon les éléments de langage prisés à Moscou. Le président américain réclame des élections en Ukraine et promet une enquête sur le détournement supposé d'une partie des fonds alloués par les Etats-Unis. ■

P. SM.



Otages franco-israéliens : Paris à la manœuvre

La diplomatie française a tenté de favoriser la libération des binationaux détenus par le Hamas à Gaza

RÉCIT

JÉRUSALEM - correspondance

Le lendemain de la libération de l'otage israélien Ofer Kalderon, relâché par le Hamas le 1^{er} février, sa belle-sœur Sharon publie un communiqué : « *Après 484 jours en enfer, nous pouvons enfin le serrer dans nos bras. Nous sommes profondément reconnaissants envers le gouvernement français, le président Macron, Anne-Claire Legendre [conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient à l'Elysée] et Paul Soler [conseiller à l'Elysée], pour leur aide précieuse. Je tiens également à remercier le président Trump et son équipe pour leur rôle dans la conclusion de l'accord qui a permis le retour d'Ofer au pays.* » Nissan, le frère de l'otage, renouvelle aussi ses remerciements au gouvernement français et cite également Matthieu Clouvel, le consul général de France à Tel-Aviv.

Le communiqué de la famille Kalderon, remerciant la France avant les Etats-Unis, illustre le rôle discret joué par Paris, entre diplomatie de l'ombre et patient travail d'accompagnement, dans la crise qui s'est ouverte le 7 octobre 2023 avec l'attaque terroriste menée par le Hamas. Car le pire massacre de l'histoire d'Israël, avec quelque 1200 victimes et 251 personnes kidnappées, est aussi une tragédie française : l'Hexagone est le deuxième pays le plus touché, en nombre de victimes, après l'Etat hébreu : 82 personnes possédant la nationalité française, selon une source judiciaire. Parmi elles, 49 ont trouvé la mort, 27 ont été blessées. Côté otages, cinq ont été libérés, deux sont morts et un autre, dont la mort a été annoncée en janvier par un groupe associé au Hamas, est encore en captivité.

« Expérience opérationnelle »

Le nombre élevé de victimes françaises est le résultat d'une histoire. La France abrite la première communauté juive d'Europe et nombre d'Israéliens ont hérité de la nationalité de leurs parents ou grands-parents, originaires des anciennes colonies françaises, notamment du Maghreb. Le consulat de France à Tel-Aviv comptait, fin décembre 2024, quelque 70 000 Français dans ses listes. Mais l'inscription n'est pas obligatoire et certains le sont sans le savoir — la communauté franco-israélienne compterait entre 180 000 et 200 000 personnes. Ainsi, Ofer Kalderon a obtenu la nationalité française par sa femme, Hadas Dan, qu'elle-même a héritée de son grand-père, William Jaoui-Dan, juif de Tunisie.

Quand le Hamas lance son attaque le 7 octobre, la situation a quelque chose de tristement familier, côté français. L'événement évoque les attentats de janvier et novembre 2015. « *La France a une grande expérience opérationnelle,* »



L'otage israélien Ofer Kalderon avec ses enfants, après sa libération, le 1^{er} février. MAAYAN TOAF/BUREAU DE PRESSE DU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN/AFP

L'Hexagone est le deuxième pays le plus touché, en nombre de victimes, après l'Etat hébreu

malheureusement, des attaques terroristes. Il a tout de suite été décidé de porter assistance à Israël, notamment pour ce qui est du recensement des victimes », explique au *Monde* une source à l'Elysée.

Le 12 octobre 2023, le président de la République déclare : « *Nous avons renforcé nos moyens pour épauler sur place les près de 200 000 Français qui vivent aujourd'hui en Israël.* » Il veut rassurer les familles dont des membres ont été capturés par le Hamas : « *Nous ferons tout pour que ces otages, quelle que soit leur nationalité, soient libérés.* »

Sur les 251 personnes enlevées par le Hamas et affiliés, huit sont de nationalité française. Il y a trois enfants, Eitan Yahalom, Erez et Sahar Kalderon. Et cinq adultes : une jeune femme, Mia Schem, qui assistait au festival de musique Nova avec son ami Elya Toledano, lui aussi kidnappé, tout comme Orion Hernandez-Radoux, franco-mexicain ; enfin, Ofer Kalderon et Ohad Yahalom, deux pères de famille enlevés dans le kibbutz de Nir Oz avec leurs enfants.

L'Elysée s'empare du dossier, en coordination avec le Centre de crise et de soutien du ministère des affaires étrangères. Il s'agit d'obtenir la libération de tous les otages en lien avec l'ensemble des partenaires, Israéliens, Américains, Qatars et Egyptiens, et de tenter de mettre en place une assistance humanitaire pour Gaza. Le parquet national antiterroriste ouvre une enquête le 12 octobre avec les chefs d'accusation suivants : « assassinats et tentatives d'assassinat », « enlèvement et séquestration », le tout « en relation avec une entreprise terroriste ». Cela permet de fournir un appui à la justice du pays dans lequel se commettent les faits, si elle le sollicite. A ce jour, 31 plaintes ont été déposées.

Dans la coopération avec les Israéliens, Paris veut faire jouer sa proximité avec des Etats arabes : l'Egypte, partenaire militaire et commercial, la Jordanie, pivot sécuritaire régional, mais surtout le Qatar, où vivent des cadres du Hamas. Côté français, deux canaux prennent forme. Un canal politico-diplomatique avec Mohamed Ben Abderrahmane Al Thani, premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, interlocuteur privilégié de tous les acteurs internationaux sur cette crise, et un canal entre services de renseignement, avec l'Egypte.

La France, qui n'entretient pas de relations avec le Hamas, ne fait pas directement partie des négociations.

« *Elle n'est pas en première ligne, mais en proche deuxième ligne* », observe Daniel Shek, ancien ambassadeur d'Israël en France et membre du Forum des familles d'otages et de disparus, qui a été l'un des points de contact entre les proches des captifs et l'Elysée.

« On a mouillé la chemise »

Il s'agit donc de connaître, pour les Français, les exigences des différents acteurs, notamment du Hamas, et de voir s'il est possible de peser sur les détails. Le gouvernement s'active, parfois avec succès comme dans le cas Mia Schem. En novembre 2023, au premier échange de captifs entre Israël et le mouvement islamiste palestinien, les jeunes adultes en bonne santé ne font pas partie des listes prioritaires. L'Elysée tente d'identifier le meilleur levier pour agir auprès du Hamas afin que Mia Schem soit libérée. C'est du côté de Doha que les choses bougent. Le mouvement islamiste palestinien demande que sa nationalité française soit justifiée, la veille du dernier jour des échanges. En trois heures, une copie authentique du passeport est envoyée, le 28 novembre à 23 h 39, aux interlocuteurs qataris.

Le lendemain, alors qu'Amit Soussana, une autre otage, allait partir seule, Mia Schem est mise dans le véhicule du Hamas : elle fut ainsi la dernière otage libérée lors de cet échange. « *On a mouillé la chemise, pour elle et les [trois] en-*

fants. Jusqu'au bout, le président est intervenu auprès du Qatar », se souvient Frédéric Journès, ambassadeur de France en Israël.

Mais aux bonnes nouvelles succèdent les mauvaises. Le 15 décembre, l'armée israélienne annonce avoir récupéré la dépouille d'Elya Toledano dans Gaza. Frédéric Journès, Matthieu Clouvel, le consul général, et Mathieu Hédoïn, porte-parole de l'ambassade, se rendent à la levée de corps. Car parallèlement aux actions secrètes, un travail d'accompagnement des victimes du 7-Octobre est assuré par les services diplomatiques français en Israël. Les diplomates rendent visite aux blessés et aux déplacés — des dizaines de milliers d'Israéliens ont fui les alentours de la bande de Gaza et la frontière avec le Liban.

Les proches des otages font l'objet d'un suivi particulier, avec un contact régulier, au moins une fois par semaine, parfois plusieurs fois par jour dans les périodes les plus intenses. « *Les familles passent par des hauts et des bas. Il faut accompagner ça* », explique l'ambassadeur Frédéric Journès. Le gouvernement israélien, dominé par la droite et l'extrême droite, relégué la cause du retour des otages au second plan. Si les critiques contre l'action de la France au Proche-Orient peuvent être nombreuses en Israël, ce travail de terrain est peu à peu remarqué. « *La France figure sans doute parmi les pays les plus impliqués, les plus mobilisés,*

les plus responsables et les plus ambitieux pour essayer de sauver les otages », remarque Daniel Shek.

En janvier 2024, alors que la guerre entre dans l'une de ses phases les plus dures, un petit chargement entre dans la bande de Gaza. Il s'agit de médicaments destinés à 45 otages parmi les 132 alors encore détenus dans l'enclave, le résultat d'une opération franco-qatarie. A l'initiative, deux Israéliens, David Sprecher, avocat spécialisé en droit aérien, et Hagai Levine, médecin offrant ses services au Forum des otages. David Sprecher trouve une oreille attentive à l'Elysée. « *Il y a eu des médicaments envoyés, mais aussi des vitamines à donner à tous les otages, pour montrer qu'on ne les oubliait pas* », se souvient David Sprecher. Doron Steinbrecher, l'une des otages libérées le 19 janvier, confirmera avoir reçu des médicaments. En quinze mois de captivité, ce sont les seuls colis que les détenus du Hamas ont reçus de l'extérieur.

Des proches reçus à Paris

En mai 2024, le corps d'Orion Hernandez-Radoux est retrouvé dans le nord de Gaza. Il aurait été tué lors de l'attaque du 7-Octobre. Les diplomates français sont présents à la levée de corps, puis organisent le rapatriement de la dépouille au Mexique. A cette date, il reste encore deux otages détenant la nationalité française à Gaza, Ofer Kalderon et Ohad Yahalom. Un an après l'attaque, le 7 octobre 2024, les proches des captifs et ceux des victimes sont reçus à Paris. « *On a rencontré tous les hauts responsables, dont Emmanuel Macron. On n'attendait rien des Français, mais ils ont été là, tout au long de ce dur chemin, bien plus que notre gouvernement* », évoque Sharon Kalderon, belle-sœur d'Ofer.

Les négociations, longtemps bloquées, aboutissent à l'approche du retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Nombre d'Etats veulent abaisser la limite d'âge des personnes libérables dans la première phase, originellement fixée à plus de 60 ans. La France prend part à la lutte : Ohad Yahalom a 50 ans en avril 2024, tandis qu'Ofer Kalderon a 54 ans. « *On propose d'aller à cette limite d'âge-là [54 ans], et en échange, on garantit que 600 tonnes d'aide humanitaire entreront chaque jour* », confie une source à l'Elysée.

Le 17 janvier, le gouvernement israélien approuve l'accord avec le Hamas. Le lendemain, le président de la République s'entretient au téléphone avec les deux familles. Et le 1^{er} février, Ofer Kalderon sort enfin. Il tombe dans les bras de ses enfants. Une autre épreuve commence : le retour à la vie. « *Il va mieux, confie sa sœur. Même s'il arrive à peine à monter des escaliers... Ça va être long, mais Ofer a toujours été très optimiste. C'est comme ça qu'il a tenu.* » ■

SAMUEL FOREY

Les pays arabes ébauchent un plan de reconstruction de Gaza

Des représentants des pays du Golfe, de l'Egypte et de la Jordanie envisagent une gouvernance sans le Hamas ni l'Autorité palestinienne

BEYROUTH - correspondante

A Riyad, vendredi 21 février, les dirigeants des pays du Golfe, d'Egypte et de Jordanie ont affiché leur unité. Ils avaient été conviés par le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, pour formuler une contre-proposition au plan énoncé par le président américain, Donald Trump, de prendre le contrôle de la bande de Gaza et de déplacer 2 millions de Gazaouis hors de l'enclave. Les dirigeants arabes sont en quête d'une position com-

mune sur le financement de la reconstruction, estimée à 53 milliards de dollars (50,6 milliards d'euros) par la Banque mondiale, et la future gouvernance de la bande de Gaza. Leur proposition doit être présentée au Caire, le 4 mars, lors d'un sommet d'urgence des pays de la Ligue arabe.

Vendredi, les dirigeants arabes se sont penchés sur un plan élaboré par l'Egypte. Ce plan, dévoilé par quotidien émirati *The National*, prévoit trois phases étagées sur trois à cinq ans, avec dans un premier temps des zones sécuri-

sées pour reloger temporairement les déplacés et déblayer les décombres. La reconstruction interviendrait dans une deuxième phase avec l'organisation d'une conférence internationale réunissant les bailleurs internationaux. Un processus politique en vue de la solution à deux Etats serait relancé dans la troisième phase.

La proposition égyptienne prévoit la mise sur pied d'un comité pour gouverner la bande de Gaza, composé de notables et de fonctionnaires locaux. Le Hamas, au pouvoir dans l'enclave depuis

2007, n'y disposerait d'aucun rôle. L'Autorité palestinienne, dirigée par le président Mahmoud Abbas, serait chargée d'établir cette instance, mais n'y serait pas représentée. La sécurité serait confiée à une force de police locale sélectionnée et formée par l'Egypte.

Le Caire plaide, enfin, pour la création d'une agence indépendante pour superviser la reconstruction, ainsi que d'un fonds international, abondé par l'Union européenne, les Nations unies et surtout les pays du Golfe. Ces derniers redoutent néanmoins que

les efforts de reconstruction soient anéantis par de nouveaux cycles de violence.

Le refus opposé par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, à la création d'un Etat palestinien constitue un sérieux obstacle à la mise en œuvre de ce plan. La proposition égyptienne répond en revanche à l'exigence d'Israël que ni le Hamas ni l'Autorité palestinienne ne jouent un rôle dans la gouvernance. Le Hamas s'est, par le passé, dit prêt à céder la gouvernance de Gaza mais il refuse de se désarmer. ■

HÉLÈNE SALLON



Ayman Asfari, lors d'une réunion de la plateforme de la société civile Madaniya, à Damas, le 6 janvier. LOUAI BESHARA/AFP

Asfari, le milliardaire qui rêve de peser sur l'avenir de la Syrie

L'homme d'affaires syro-britannique, fondateur de la plateforme de la société civile syrienne, est pressenti pour le poste de premier ministre

PORTRAIT

BEYROUTH - correspondante

Parmi les noms qui circulent pour le poste de premier ministre en Syrie, celui d'Ayman Asfari figure en bonne place. Tout juste revenu au pays, pour la première fois depuis 2010, l'homme d'affaires syro-britannique avait décrété, le 5 janvier, un entretien avec Ahmed Al-Charaa, un entrepreneur avec qui il a noué une relation de confiance. Alors que le nouveau dirigeant syrien portait encore peu d'attention à l'opposition en exil, le milliardaire de 66 ans, au carnet d'adresses bien fourni, déterminé à compter dans la future Syrie, avait été reçu en tant que fondateur de la plateforme de la société civile Madaniya (« civique »). Cette première prise de contact avec Ahmed Al-Charaa a « très agréablement surpris », « impressionné » même, confie-t-il au *Monde*. L'homme lui a semblé maîtriser ses dossiers. « Je n'ai absolument aucun doute sur le fait qu'il porte un véritable projet national syrien et qu'il agit dans l'intérêt du peuple syrien », estime le fondateur de Madaniya.

Le président par intérim syrien l'a assuré de son intention de former un gouvernement inclusif, d'organiser des élections libres et de garantir l'égalité de tous les Syriens en tant que citoyens. « Les promesses sont ambitieuses, mais il subsiste des interrogations et inquiétudes sur leur mise en œuvre », note Ayman Asfari. Il dit néanmoins comprendre les défis auxquels M. Al-Charaa est confronté : l'impératif sécuritaire, le délabrement des institutions, la multiplicité des dossiers et les divergences de vues dans son entourage.

Ayman Asfari a, lui aussi, visiblement fait mouche. Plusieurs experts et jeunes talents syriens qu'il a recommandés au dirigeant de Damas ont été embauchés dans les administrations. L'avocat Ibrahim Olabi, membre du conseil d'administration de Madaniya, a été nommé conseiller juridique au ministère des affaires étrangères. Hoda Al-Atassi, cofondatrice de Madaniya, et Hind Kabawat, une militante civique, ont été nommées au comité de préparation du

dialogue national, les deux seules représentantes de la société civile aux côtés de cinq hommes proches d'Ahmed Al-Charaa. « On pourrait toujours dire que nous aurions aimé que le comité soit plus inclusif. Mais je comprends aussi que le gouvernement doit trouver un équilibre entre les intérêts de toutes les parties concernées. Il faut davantage de personnes compétentes. C'est la même chose pour le gouvernement. Nous attendons de voir sa composition », commente Ayman Asfari. Certains l'appuient, en coulisses, pour qu'il prenne la tête de ce futur gouvernement.

Il est apparu sur le devant de la scène lors de la conférence internationale sur la Syrie, à Paris, le 13 février. Le ministère des affaires étrangères syrien, emmené par Assad Hassan Al-Chibani, s'est associé, avec le Quai d'Orsay, à la conférence de la société civile organisée par Madaniya la veille à l'Institut du monde arabe (IMA). Ayman Asfari et son bras droit, l'urbaniste Sawsan Abou Zainedin, ont été conviés à la réunion entre diplomates français et syriens.

« Excellente réputation »

« Ayman Asfari jouit d'une excellente réputation dans la société civile. Al-Charaa attache de l'importance à son opinion, ce qui lui donne un réel levier d'action. Nous ne faisons pas confiance à Al-Charaa, mais nous avons confiance en Asfari », assure un membre de la société civile syrienne. « Ayman Asfari a clairement des ambitions politiques. Il joue le jeu de l'engagement avec le pouvoir. Il est intelligent, charismatique, mais peut-il susciter un intérêt chez Al-Charaa ? », s'interroge un diplomate.

De son positionnement vis-à-vis du pouvoir, Ayman Asfari répond que « les objectifs qu'Ahmed Al-Charaa s'est fixés pour cette période de transition sont en phase avec les [leurs]. S'ils constat[ent] des écarts par rapport à ces engagements, il sera de [leur] responsabilité de les signaler, de proposer des corrections et de veiller à ce qu'ils rest[ent] sur la voie qu'ils souhait[ent] tous suivre ».

C'est à Paris, et à l'IMA déjà, que, le 6 juin 2023, Ayman Asfari avait

Lors du soulèvement en 2011, Asfari est devenu l'un des principaux financiers de l'opposition civile

annoncé le lancement de Madaniya, en présence de 170 associations membres et d'une dizaine de diplomates occidentaux. Alors que le régime de Bachar Al-Assad semblait indéboulonnable, il faisait le pari de fédérer ceux qui, en Syrie et dans la diaspora, pouvaient offrir une autre solution de gouvernance, notamment parmi la jeunesse. La plateforme offrait à cette personnalité une crédibilité.

Le pari a fonctionné. Avec 200 organisations membres et une cinquantaine d'autres en cours d'adhésion, Madaniya a établi un réseau solide. Elle a désormais un siège à Damas, dans la maison Farhi, l'ancien palais qu'avait acheté le milliardaire en 2008 au cœur du quartier juif de la vieille ville. « Nous ne pensions jamais pouvoir opérer avec un tel niveau de liberté en Syrie, après avoir longtemps dû travailler à l'étranger, ou dans la clandestinité », se félicite M. Asfari.

Au déclenchement du soulèvement syrien en 2011, de l'étranger, le milliardaire est devenu l'un des principaux financiers de l'opposition civile. Fils d'un médecin devenu député puis diplomate, ce sunnite né à Idlib en 1958 a fait ses études à l'université de Pennsylvanie (Etats-Unis). Installé à Londres, il a fait fortune dans le pétrole et le gaz. Sa société d'ingénierie pétrolière, Petrofac, a réalisé de nombreux projets en Syrie dans les années 2000. Il en a quitté la direction en 2020 après un scandale de corruption au Royaume-Uni, pour créer la société Venterra, qui fournit des services pour l'industrie éolienne offshore. « [Ayman Asfari] est une figure originale du monde des affaires, qui a une image plutôt propre et qui n'a pas

été mêlé aux affaires du régime », estime un bon observateur.

La fondation qui porte son nom et qu'il a créée avec son épouse en 2006 pour financer notamment des bourses d'études pour les Syriens à l'étranger a soutenu les associations de l'opposition. En 2012, l'entrepreneur a fait un don à l'Université américaine de Beyrouth pour créer l'Institut Asfari, afin d'accompagner l'écosystème de la société civile alors en germe dans la région. Il a travaillé avec Bassma Kodmani, une figure de l'opposition syrienne décédée en 2023.

Campagne de Hillary Clinton

Longtemps donateur du Parti conservateur britannique, Ayman Asfari a aussi conseillé l'équipe de la démocrate américaine Hillary Clinton sur la Syrie, lors de la campagne de 2016 perdue face à Trump. La même année, il fait un pari sur l'avenir en reprenant pied en Syrie. Il rachète des parts de la société britannique Gulfsands Petroleum, dont les activités dans des champs pétroliers du nord-est syrien sont suspendues du fait des sanctions américaines.

Son retour à Damas, en janvier, lui a laissé un sentiment mitigé. La détérioration économique du pays et le niveau de pauvreté l'ont attristé. « En même temps, j'ai ressenti une immense joie. Beaucoup de gens ont décidé de tourner la page et regardent désormais vers l'avenir avec un certain optimisme », poursuit-il. La justice transitionnelle, le développement et la transition politique sont, à ses yeux, prioritaires.

Mais l'urgence, dit-il, est la levée des sanctions internationales. « La Syrie est comme un patient mourant qui a été transféré en soins intensifs. Aujourd'hui, alors que la Syrie est encore malade, elle doit en plus supporter le poids de sanctions paralytiques, déplore-t-il. Ce qui m'inquiète est que si ce gouvernement échoue dans cette période cruciale, de graves mouvements de grève pourraient compromettre tout le processus de transition politique en cours. » ■

GHAZAL GOLSHIRI (à PARIS)
ET HÉLÈNE SALLON

En Azerbaïdjan, des journalistes incarcérés par les autorités

Bakou a ordonné la fermeture des bureaux de la BBC et de Radio Free Europe

Le 14 février, la plus ancienne et dernière agence d'information indépendante du pays, Turan, a fermé

La répression contre les journalistes indépendants du pouvoir s'accélère en Azerbaïdjan en vue d'une purge complète du paysage médiatique national. Vendredi 21 février, un tribunal de Bakou a envoyé le journaliste indépendant azerbaïdjanais Nurlan Gahramanli, 28 ans, pour un mois et demi en détention provisoire. Connu sous son pseudonyme « Nurlan Libre », le journaliste est accusé de « contrebande » par la justice, qui a déjà utilisé ce prétexte pour embastiller plusieurs dizaines de voix critiques depuis un an. Nurlan Gahramanli se savait dans le collimateur du pouvoir azerbaïdjanais. Il avait écrit au *Monde* début janvier, pour signaler avoir reçu une offre d'emploi douteuse venant d'un individu se faisant passer pour un journaliste français du quotidien. Lui et d'autres journalistes azerbaïdjanais ont reçu le même genre d'offre, en réalité des appâts car le pouvoir azerbaïdjanais emprise pour « contrebande » les journalistes percevant des revenus de l'étranger.

Préssentant une arrestation imminente, Nurlan Gahramanli avait préparé une vidéo dans laquelle il expliquait : « 25 journalistes sont emprisonnés dans ce pays, et je serai probablement le 26. Je suis fier de rejoindre mes camarades. » Détenu depuis le 21 août 2024, l'éditorialiste et politiste Bahruz Samadov, 28 ans, a annoncé vendredi commencer une grève de la faim pour protester contre sa détention et l'accusation de « haute trahison » dont il fait l'objet.

La répression pousse d'autres journalistes à jeter l'éponge au vu des risques encourus. Mehman Aliyev, 68 ans, a mis fin le 14 février à l'existence de la plus ancienne et dernière agence d'information indépendante, Turan, qui employait huit journalistes. Fondateur de l'agence, il explique au

Monde de sentir usé de travailler dans un environnement « qui se dégrade continuellement depuis 1998, avec une volonté de saper toute indépendance des médias ». La répression n'est pas nouvelle, insiste-t-il, mais d'avoir vu fermer Toplum TV et Meydan récemment n'a rien de rassurant. La répression pousse d'autres journalistes à jeter l'éponge au vu des risques encourus. Mehman Aliyev, 68 ans, a mis fin le 14 février à l'existence de la plus ancienne et dernière agence d'information indépendante, Turan, qui employait huit journalistes. Fondateur de l'agence, il explique au *Monde* de sentir usé de travailler dans un environnement « qui se dégrade continuellement depuis 1998, avec une volonté de saper toute indépendance des médias ». La répression n'est pas nouvelle, insiste-t-il, mais d'avoir vu fermer Toplum TV et Meydan récemment n'a rien de rassurant.

Il s'est senti personnellement visé lorsque Sputnik.az, une agence de propagande russe disposant d'un bureau à Bakou, a publié, en mars 2024, un article désignant Turan comme l'organe central de l'influence occidentale en Azerbaïdjan. « J'ignore si le pouvoir azerbaïdjanais a voulu nous attaquer par le biais de la propagande russe ou si c'est juste une initiative russe, en tout cas, c'est un signal, car l'article est sorti la veille d'une visite de notre président en Russie », explique Mehman Aliyev. Ironiquement, la veille de la fermeture de Turan, c'est Sputnik.az qui prenait des coups. Selon le média proche du pouvoir Caliber.az, 40 employés russes du média de propagande d'Etat ont été priés de quitter le pays, afin qu'il ne reste en Azerbaïdjan qu'un seul correspondant russe. Cette réduction de l'appareil d'influence russe intervient dans un contexte de refroidissement entre Moscou et Bakou, provoqué par la catastrophe aérienne du 25 décembre 2024. Un avion de ligne azerbaïdjanais avait été touché par des tirs de missiles russes au-dessus de Grozny, puis s'était écrasé dans des circonstances inexpliquées sur le territoire kazakh. Bakou s'offusque que Moscou n'ait pas l'intention de reconnaître sa responsabilité.

Le pouvoir azerbaïdjanais fait preuve d'une même intolerance envers les antennes des médias occidentaux sur son territoire. Depuis début février, les bureaux de Voice of America, Radio Free Europe (tous deux financés par le gouvernement américain) et de la BBC ont été fermés à Bakou. Une parenthèse de près de trente ans se referme brutalement, comme une porte de prison sur les derniers journalistes indépendants. ■

La répression s'étend hors des frontières, où des journalistes en exil ont été la cible d'agressions

EMMANUEL GRYNSZPAN

A Mayotte, la biodiversité durement affectée

Le cyclone Chido puis la tempête Dikeledi ont frappé sévèrement la faune et la flore de l'archipel

REPORTAGE

MAYOTTE - envoyé spécial

Sur un terrain escarpé, encombré d'un enchevêtrement d'arbres couchés et de branches cassées, un pompier se fraie un chemin pour arroser les braises d'un tronc encore debout, dans la forêt domaniale de Combani, au centre de Mayotte. Plus haut sur le chemin d'accès, à côté d'un fourgon pompe-tonne, le lieutenant Moussa, du service d'incendie et de secours du département, dirige les opérations. La veille, lui et ses équipiers sont restés là jusqu'à minuit. Des hélicoptères ont bombardé de l'eau sur la forêt fumante et calcinée. «Le feu est éteint, mais ça peut repartir», prévient l'officier.

Début février, des feux ont éclaté dans plusieurs massifs de l'île. Au total, près de 100 hectares de forêt ont été détruits. «A l'échelle de l'archipel [de 376 kilomètres carrés], c'est énorme», se désespère Michel Charpentier, président de l'association Les Naturalistes de Mayotte. C'est une catastrophe supplémentaire après le cyclone Chido», qui a ravagé l'île le 14 décembre 2024. Ces incendies sont d'origine volontaire, provoqués par «des personnes qui pratiquent la culture sur brûlis», explique Djamarad Saindou, le directeur de la Réserve naturelle nationale des forêts de Mayotte, couvrant 2800 hectares. Les flammes servent à défricher avant de planter bananiers ou plants de manioc.

Avec le vent, elles se propagent. Selon Djamarad Saindou, les ravages laissés par le cyclone Chido dans ces forêts de badamiers, acacias, manguiers, cocotiers et avocatiers disséminés «faciliteront» la culture sur brûlis: «Le bois est sec, facile à enflammer. Le travail de déboisement est à moitié fait.» Depuis des années, la pression exercée sur les forêts de Mayotte est toujours plus forte en raison des occupations illégales de terrain par des familles qui pratiquent des cultures revendues à des intermédiaires fourrissant les petits étals des marchés ou les vendeuses disséminées le long des routes.

Les bananiers ou le manioc «qui n'ont rien à faire là» et les feux viennent s'ajouter aux dévastations de Chido. «C'est le calvaire de la forêt», résume M. Saindou. Quasiment aucun arbre n'a échappé aux vents de plus de 200 km/h du cyclone. La Réserve



naturelle nationale craint que des espèces envahissantes exotiques, dont certaines lianes, prennent l'ascendant sur des espèces endémiques affaiblies.

Sur le bout des branches des arbres meurtris, des pousses apparaissent. Un signe jugé positif indiquant que la canopée, qui a disparu, se régénère. Mais dans cette île où l'eau manque, les spécialistes redoutent déjà la prochaine saison des pluies – de novembre à mars – en raison de la perte de couverture végétale. En effet, l'évapotranspiration des feuilles est garante d'une bonne humidité. «Aujourd'hui, chaque arbre et chaque feuille comptent», insiste Djamarad Saindou. Les destructions d'arbres entraînent en outre l'érosion des sols par ruissellement. Le travail de replantation, qui nécessite d'identifier les espèces les plus touchées et de faire venir les graines manquantes, sera long. Entre quinze et vingt ans seront nécessaires pour que la forêt se régénère, estime la Réserve naturelle nationale.

Parmi les victimes de cette casse figurent en premier lieu les chauves-souris frugivores, appelées «rousettes» à Mayotte et les makis, ces lémuriens emblématiques de l'île. Selon les observations des naturalistes, les premières ont trouvé de nouveaux gîtes dans le sud de l'île, moins touché par le cyclone. D'autres ont vraisemblablement migré vers les Comores voisines. Les makis, dont l'espèce est classée vulnérable, ont, eux, été «désorientés par la destruction de leur habitat qui les a aussi privés de nourriture», s'inquiète Thani Mohamed Ibourou, conservateur de la réserve naturelle nationale de l'îlot Mbouzi. Dans cette région, 36 arbres avaient été arrachés ou couchés par Chido selon l'associa-



Dans la forêt domaniale de Combani, à Mayotte, le 1^{er} février. MORGAN FACHE/DIVERGENCE POUR «LE MONDE

d'individus, se sont séparés, et beaucoup se sont fait écraser par des voitures en traversant des routes pour aller trouver de quoi manger. Mais, nuance M. Ibourou, «les makis bruns sont connus pour leur forte capacité de résilience».

Autre espèce sensible et emblématique de Mayotte, la tortue marine. Sur les plages de ponte de Saziley, dans le sud, fréquentées par plus de la moitié des individus de l'île, plus de 10 000 œufs ont été perdus après la tempête Dikeledi en janvier, qui a frappé moins d'un mois après Chido. Les pluies diluviales et les torrents d'eau qui se jetaient dans l'océan, ajoutés à la forte houle et la marée haute, ont «décapé la couverture de sable et déterré plus d'une centaine de nids de tortues qui, en plus, sont régulièrement la cible de braconnage», explique Michel Charpentier, président de l'association Les Naturalistes de Mayotte. Dans cette région, 36 arbres avaient été arrachés ou couchés par Chido selon l'associa-

tion, dont 9 baobabs appartenant à des espèces indigènes caractéristiques de cette forêt sèche du littoral. Deux individus monumentaux centenaires n'ont pas résisté. Une image symbolique «d'impacts irréversibles», souligne Michel Charpentier.

La mangrove a bien résisté

Contrairement à la forêt, la mangrove, qui s'étend sur 720 hectares, a plutôt bien résisté. Des palétuviers ont certes été arrachés ou renversés dans les secteurs les plus touchés. Mais la plupart du temps, ces arbres reconnaissables à leur système racinaire aérien ont surtout perdu en densité avec des branches cassées. Désormais, des feuilles repoussent. «Les dégâts sont plus nets dans l'arrière-mangrove, sur la partie la plus sèche», constate Marie Fourest, chargée de mission mangrove au conservatoire du littoral à Mayotte.

Les scientifiques s'inquiètent de la disparition d'oiseaux qui y nichent, comme le crabier blanc,

Parmi les victimes des tempêtes figurent les chauves-souris frugivores et les makis, des lémuriens

une espèce protégée de héron classée «en danger d'extinction» par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Une partie a migré vers le centre de l'île et le lac Karihani. Aucun bilan sur leur mortalité ne peut être établi jusqu'à présent. Comme pour les autres espèces qui habitent la mangrove. Celle-ci est par ailleurs largement polluée par le plastique. La tempête Dikeledi a charrié des quantités impressionnantes de déchets. Une pollution encore plus visible à cause de la

sévere taille des palétuviers causée par Chido. «Heureusement, de plus en plus d'associations et de villages se mobilisent pour nettoyer, observe Marie Fourest. Les habitants prennent conscience que la mangrove les a protégés.» Dans la baie de Bouéni, dans le sud, où se trouve une zone de mangrove de plus de 200 hectares, les villages ont été épargnés par le cyclone.

Quant au lagon, soumis à l'effet mécanique de vagues hautes de 3 à 5 mètres, il était déjà en piteux état avant le passage des intempéries. En mars et avril 2024, les récifs coralliens ont connu un phénomène massif de blanchiment provoqué par El Niño en raison de canicules sous-marines, avec de l'eau à plus de 30 °C. «Le cyclone Chido a cassé beaucoup de colonies déjà mortes, relève Gabriel Barathieu, responsable de l'association Deep Blue Exploration, spécialisée dans l'étude des coraux. Ce qui peut donc laisser de la place à de nouvelles colonies.» ■

JÉRÔME TALPIN

L'exposition aux PFAS associée à des altérations du placenta

Une étude sur 367 femmes enceintes éclaire l'impact des PFAS sur la santé placentaire, un organe vital pour le développement du fœtus

Un placenta au poids réduit et moins vascularisé, voilà ce que risquent les femmes enceintes les plus exposées aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), selon une étude publiée fin janvier par Sadia Khan (université Grenoble-Alpes) et ses collègues, dans la revue *Environment International*. Alors que les députés français ont définitivement approuvé, jeudi 20 février, une législation «pionnière» prohibant ces substances dans trois catégories de produits du quotidien (cosmétiques, textiles et farts de ski) et instaurant une redevance sur le principe «pollueur-payeur», ces travaux apportent un nouvel éclairage sur l'impact sanitaire de ces composés.

Très prisées des industriels du fait de leurs propriétés antiadhésives et imperméabilisantes ainsi que de leur résistance à des températures très élevées, les PFAS sont contenus dans de nombreux objets du quotidien. «On commence à ac-

cumuler beaucoup de preuves sur l'effet d'un certain nombre de PFAS sur la santé», rappelle Xavier Coumoul, professeur de toxicologie et de biochimie à l'université Paris Cité et directeur de l'équipe MetaTox à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), qui n'a pas participé à l'étude. Deux de ces composés, le PFOA et le PFOS, ont ainsi respectivement été classés «cancérogène certain pour l'humain» (groupe 1) et «cancérogène possible» (groupe 2B) en 2023 par le Centre international de recherche sur le cancer.

En étudiant l'impact des PFAS sur la santé placentaire, les chercheurs se sont focalisés sur une «période de grande vulnérabilité» et un «organe absolument essentiel pour le développement de l'enfant», souligne le toxicologue, estimant que les résultats «soulèvent des questions sur la vascularisation des organes en développement du fœtus». «Quand on a commencé notre étude, on dispo-

bloise Sepages, reposent sur l'analyse de la concentration de 26 PFAS dans le sang de 367 femmes enceintes et du poids de leur placenta à l'accouchement, ainsi que sur l'étude de la vascularisation du placenta et de son vieillissement.

Les chercheurs ont ainsi constaté que l'exposition à plusieurs PFAS – les PFHxA (acides perfluorohexanoïques), les PFHpA (acides perfluorooctanoïques) et les PFTDA (acides perfluorotridécanoïques) – était associée à des altérations des villosités placentaires, des structures qui assurent les échanges fœto-maternels. «Ces échanges sont cruciaux pour le bon développement du fœtus, ils permettent aussi bien l'apport d'oxygène et de nutriments de la mère vers le fœtus, que l'élimination des déchets du fœtus vers la mère», rappelle Claire Philippat. Les altérations observées suggèrent une moins bonne irrigation du placenta chez les femmes exposées à l'un de ces PFAS par rap-

port à celles chez qui ces composés n'étaient pas détectés.

Les chercheurs ont aussi constaté que le poids du placenta était plus faible chez les femmes présentant de forts taux de PFAS dans le sang. Or, pointent-ils, une baisse du poids du placenta peut en refléter une altération des fonctions et constituer un élément central de la vulnérabilité des nouveau-nés face à de futures maladies.

«Spectre assez large des effets» Comment faire pour limiter le contact avec les substances identifiées? «Il est très difficile, au niveau individuel, d'identifier les sources d'exposition aux PFAS dans la vie courante et de les éliminer», répond Mme Philippat. La famille des PFAS est très utilisée dans l'industrie du fait de sa capacité chimique à repousser à la fois l'eau et les graisses, donc on en retrouve dans tout ce qui est contenants alimentaires, des vêtements techniques, moussettes anti-incendie, cosmétiques...»

«A mes yeux, la protection des populations passe donc aujourd'hui plutôt par la réglementation des sources d'exposition, poursuit-elle. Notre étude met en évidence le spectre assez large des effets potentiels des PFAS sur la santé, avec des effets sur le placenta – qui est un organe-clé pour le bon déroulement de la grossesse – et montre aussi que plusieurs PFAS peuvent avoir un effet sur un même paramètre, ce qui va dans le sens d'une réglementation par familles de substances plutôt que par composés individuels.»

Les chercheurs, de leur côté, souhaitent reproduire leur travail dans une cohorte nationale de plus grande ampleur, ce qui permettrait d'étudier des événements de santé plus rares, notamment chez les enfants, et d'étendre les recherches à d'autres substances chimiques comme les bisphénols et les phtalates, et à leurs effets cumulatifs. ■

SYLVIE BURNOUF

Au sein du RN, une cacophonie assumée

En laissant ses députés exprimer des opinions contraires, Marine Le Pen opère une révolution dans le parti

Et si l'arrivée du printemps ou un soudain troisième de Marine Le Pen pour le communisme? «*Elle laisse cent fleurs s'épanouir*», sourit Jean-Philippe Tanguy, un de ses plus proches députés, en référence au mouvement de liberté d'expression que lança Mao Zedong en 1956, avant de sanctionner les plus virulents contestataires du Parti communiste chinois. Depuis plusieurs semaines, la triple candidate à la présidentielle se contente de laisser ses troupes exprimer librement des opinions contraires sur divers sujets d'actualité. Une révolution dans le parti d'extrême droite, à l'essence verticale et autoritaire, où les divergences de fond sont normalement tuées ou réprimées.

La censure du gouvernement de François Bayrou à l'occasion du budget? Le député de la Somme M. Tanguy et d'autres se sont exprimés en faveur d'une chute du premier ministre, à rebours de la position du Rassemblement national (RN). L'attrait pour Bruno Retailleau de l'électorat libéral et conservateur, convoité par le président du RN, Jordan Bardella? Le député du Nord Sébastien Chenu se félicite que le ministre de l'intérieur «*crante idéologiquement [les positions du RN] dans l'opinion*», quand son collègue du Pas-de-Calais Bruno Bilde, avec d'autres parlementaires, le dépèce en «*clown low cost de [Nicolas] Sarkozy*» et en «*crocodile de la politique: grande gueule, petits bras*».

Le violent discours du vice-président américain J. D. Vance, le 14 février à Munich (Bavière), contre des démocraties européennes accusées d'étouffer la liberté d'expression et la liberté religieuse? «*Une ingérence étrangère*», selon Jean-Philippe Tanguy; «*un ballon d'oxygène*», pour Julie Rechagnoeux et «*un discours d'anatholie*», pour Virginie Joron, toutes deux eurodéputées. La menace d'exil du PDG de LVMH, Bernard Arnault, pour dénoncer la politique fiscale du gouvernement? Jordan Bardella y voit le «*cri d'alarme*» d'un homme «*qui prend des risques*», tandis que Sébastien Chenu épingle un patron responsable de la situation par son «*soutien*» et son «*vote*» en faveur d'Emmanuel Macron.

Quand la parole est trop lâche ou trop éloignée de sa ligne, Marine Le Pen met en garde. «*Ni [George] Soros ni [Elon] Musk*», a rappelé la députée du Pas-de-Calais, mardi 18 février, en réunion de groupe, goûtant peu la fascination de certains de ses élus pour le second,



Marine Le Pen, présidente du groupe RN au Palais-Bourbon, à la Maison de la chimie, à Paris, le 27 janvier. BERTRAND GUAY/AFP

un milliardaire conservateur et libertarien devenu membre de l'administration du président des Etats-Unis, Donald Trump.

La théorie des deux râteaux

Mais rien n'est fait pour calmer la cacophonie qui règne jusqu'au sommet du parti, où Marine Le Pen peut moquer la vision «*de droite*» qui consisterait à réduire le nombre de fonctionnaires et Jordan Bardella s'en faire le défenseur. De l'opportunitisme? «*Du darwinisme*, euphémise Jean-Philippe Tanguy. *Marine laisse [dire], elle regarde ce qui prend dans l'opinion, puis elle tranche. Quand on est à 40 % [dans les sondages], il faut faire un bouquet.*» Même au prix de la cohérence.

Depuis longtemps, le RN justifie chaque dissonance par sa volonté d'agrégation à terme des électeurs aux intérêts discordants : à Marine Le Pen, aspirante cheffe de l'Etat, le populisme, le pouvoir d'achat et

La formation abandonnerait ses oripeaux dégagistes pour travailler son costume de «parti de gouvernement»

les classes populaires; à Jordan Bardella, aspirant chef d'une majorité ancrée à droite, la séduction des milieux économiques et libéraux. Mais leur «théorie des deux râteaux» vire ces derniers temps à la contradiction, avec le risque de braquer en interne les cadres craignant un changement de ligne.

Plusieurs proches de Marine Le Pen, heureux que les «droitards» n'aient plus droit de cité au RN, ont peu goûté le déplacement à

Washington de Jordan Bardella, convié vendredi 21 février à la convention Conservative Political Action Conference, grand-messe des conservateurs américains. Tout quand sa présence aux Etats-Unis l'a empêché de représenter le RN à la réunion des dirigeants politiques convoquée par Emmanuel Macron, jeudi, pour échanger sur la guerre en Ukraine et le rapprochement russe-américain. Un séjour pour rien, finalement: l'eurodéputé a annulé son intervention après le salut nazi réalisé sur scène par Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump et invité vedette du congrès du Front national (FN) en 2018.

Loin de s'offusquer de la confusion qui tient lieu de ligne au RN, l'état-major du groupe parlementaire la justifie par la «*mue*» du mouvement en pleine période de «*flottement*» politique. Faute de texte majeur susceptible de justifier une censure du gouverne-

ment, et sans perspective d'élections à même de renverser la tripartition actuelle de l'Assemblée nationale, la formation abandonnerait ses oripeaux dégagistes pour travailler son costume de «parti de gouvernement».

Au centre du jeu

«*Nous ne sommes plus dans l'opposition pure et simple, la censure facile. On vise désormais le long terme. Alors forcément, ça frotte un peu [en interne]*», résume la direction du groupe. Un attentisme que certains expliquent par l'actualité délicate du RN, après la mort de son fondateur Jean-Marie Le Pen, le 7 janvier, et avant le jugement de sa fille et d'autres cadres dans l'affaire des assistants parlementaires européens du FN, le 31 mars.

La nomination de Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel a offert un énième exemple de ce «*flou*» assumé. Fustigeant d'abord la «*dérive*»

consistant à «*systématiquement nommer des politiques*» à la tête de l'institution, Marine Le Pen, placée au centre du jeu par l'opposition des députés Les Républicains, a permis la promotion de ce très proche d'Emmanuel Macron en choisissant l'abstention de ses troupes.

«*Les gens sont très attentifs au côté raisonnable des politiques: il est de bon ton de montrer qu'on gérera demain la France sans que ce soit la révolution permanente, en respectant nos oppositions*», explique Louis Aliot, vice-président du RN et maire de Perpignan. Plus on avance, plus on a de députés, plus on se doit de montrer qu'on agira dans le respect de la loi et la Constitution.» Dans sa quête de respectabilité, le parti d'extrême droite ne se contente plus de faire le jeu des institutions; il est désormais prêt à composer avec le «*système*» qu'il promettait de renverser. ■

CORENTIN LESUEUR

Au Sénat, un activisme droitier des Républicains sur le régional

Les sénateurs LR multiplient les propositions de loi sur l'immigration et la sécurité, et marquent leur soutien au ministre de l'intérieur

L'expression «à train de sénateur» semble perdre de son lustre. Depuis plusieurs semaines, la majorité sénatoriale de droite et du centre fait preuve d'un activisme législatif intense, multipliant les propositions de loi, notamment sur des sujets régaliens. Jeudi 20 février, les sénateurs votaient un texte visant à interdire le mariage des personnes étrangères en situation irrégulière; le 18 février, une proposition interdisant le voile dans les compétitions sportives; le 4 février, c'était celle sur la lutte contre le narcotrafic. Arrivent, le 18 mars, un texte créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales et un autre visant à faciliter le maintien en

rétention des personnes présentant de forts risques de récidive.

«*C'est lunaire!*», lâche le sénateur communiste de Paris Ian Brossat. Il remarque cependant que ce phénomène n'est pas nouveau dans une chambre réputée pour son conservatisme. Sinon que Les Républicains (LR) siègent désormais au gouvernement. Défendant un «*soutien vigilant*», Mathieu Darnaud (Ardèche), le président du groupe LR du Sénat, avait annoncé la couleur face au premier ministre, François Bayrou: pas de hausse d'impôts, appui aux agriculteurs, protection des collectivités locales et accent «*sur le régional*».

De fait, une proposition de loi a été votée, le 27 janvier, pour «lever les contraintes au métier

d'agriculteur»; une autre sur l'eau et l'assainissement arrive le 10 mars. Et si le texte sur la lutte contre le narcotrafic était transpartisan, jusqu'au Parti socialiste, c'est bien sur l'immigration, la sécurité ou les questions identitaires que les sénateurs portent leur attention. «*Ce sont des sujets qu'on a travaillés depuis longtemps, qu'on a expertisés. Et des sujets plébiscités par les Français!*», explique Mathieu Darnaud.

Bienveillance du gouvernement
De l'avis de tous les sénateurs consultés, l'influence du ministre de l'intérieur sur ses anciennes troupes est majeure. Nombre d'élus LR disent que leur ancien collègue indique le chemin du retour du parti de droite au centre de la vie

politique française. Et si une «*grande loi*» Retailleau inquiète le reste de la coalition gouvernementale, qu'à cela ne tienne. «*Il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale, donc il faut un peu de souplesse sur la forme. Au lieu d'avoir un projet de loi, on aura des propositions de loi. Ce qui compte, c'est le résultat*», détaille la sénatrice LR de Paris Agnès Evren.

Cependant, lorsque le véhicule législatif est une proposition de loi, pour engager la navette avec l'Assemblée nationale, il vaut mieux avoir la bienveillance du gouvernement. Et la donne a changé. «*Quand j'ai été élue [en octobre 2021], le gouvernement se retrouvait souvent dans le camp des oppositions contre ces propositions de loi outrancières*», note

Mélanie Vogel (Les Ecologistes, Français établis hors de France). Désormais, le gouvernement peut donner des avis favorables.

Le 12 février, le ministre de la justice, Gérald Darmanin, a créé la surprise en annonçant son avis favorable au texte sur l'interdiction du mariage pour les étrangers en situation irrégulière, une disposition pourtant inconstitutionnelle. «*On se retrouve dans des situations ubuesques où le gouvernement est sur une position plus à droite que les LR du Sénat, qui sont déjà sur les positions de l'extrême droite!*», s'indigne Mme Vogel.

Le gouvernement assure qu'il n'y a pas d'inclinaison particulière à donner des avis favorables ou de sagesse sur les propositions de LR, mais qu'il faut bien que chaque

membre de la coalition gouvernementale soit respecté. Pour l'instant, malgré l'absence, à ce jour, de textes sur l'immigration dans le programme législatif prévisionnel du gouvernement pour la fin de la session à l'Assemblée nationale, les LR du Sénat s'estiment respectés. Mais qu'en est-il des autres? Si une partie des députés Renaissance souhaitent suivre l'inclination de leurs collègues du Palais du Luxembourg, c'est moins le cas de l'«aile gauche» ou de certains élus MoDem, qui n'apprécient que peu l'activisme droitier de LR. Et le vote de confirmation de Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel – que les sénateurs LR ont rejeté – n'a rien fait pour arranger les choses. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

Sur l'économie, Bayrou revient à la politique de l'offre macroniste

Le gouvernement relance le projet de loi sur la simplification de la vie des entreprises de Bruno Le Maire et souhaite se montrer probusiness

Le projet a bien failli tomber à l'eau. Une première fois en juin 2024, quand Emmanuel Macron a discuté avec les sénateurs. Puis à l'automne, lorsque la chute du gouvernement Barnier a de nouveau suspendu la navette parlementaire. A chaque fois, pourtant, le projet de loi « de simplification de la vie économique » a été repêché. Le signe de son caractère majeur pour les macronistes au pouvoir, au-delà des changements de gouvernement.

Le voici donc de retour, ce rescapé éminemment symbolique, qui prévoit notamment d'alléger diverses procédures administratives, de supprimer certains formulaires Cerfa, de faciliter l'accès

des PME aux marchés publics ou encore de vérifier avant de voter une loi qu'elle est bien applicable aux petites entreprises. Pour « relancer le chantier », la ministre chargée du commerce, de l'artisanat, des PME et de l'économie sociale et solidaire, Véronique Louwagie, a entamé, vendredi 21 février, un « tour de France de la simplification », avec une première étape dans le Calvados. « A chaque fois, il s'agira de rencontrer les entrepreneurs pour comprendre ce qui peut concrètement leur simplifier la vie, afin d'enrichir le projet de loi », explique son cabinet. Une présentation officielle est attendue le 4 mars à Bercy avec les ministres concernés, des parlementaires et des représentants du monde économique.

Hausse d'impôts
Le texte lui-même, déjà voté au Sénat, devrait être examiné début avril à l'Assemblée, d'abord en commission, puis en séance. Mise en sommeil après la chute du gouvernement Barnier, la commission spéciale présidée par le député Les Républicains (LR) du Territoire de Belfort, Ian Boucard, a repris ses auditions mardi 18 février.

La relance de ce dossier devrait mettre fin à l'incertitude autour de la politique économique de François Bayrou. En début d'année, les tractations autour du budget 2025 ont semé le doute. Porté par un ministre de l'économie issu de la gauche rocardienne, Eric Lombard, et adopté grâce à l'abstention bienveillante des députés socialistes, le texte prévoit avant tout des hausses d'impôts, y compris sur les sociétés. Il reporte à des jours meilleurs la suppression d'un impôt très décrié par les industriels, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le budget de la Sécurité sociale, lui, diminue les allégements de cotisations patronales, et alourdit donc le coût du travail. L'inverse exact de la « politique de l'offre » mise en place en France depuis une douzaine d'années pour soutenir les entreprises, et devenu le mantra d'Emmanuel Macron. Le patronat s'en plaint sur tous les tons.

La crise des comptes publics allait-elle signer l'abandon définitif de la ligne probusiness ? Pas du tout, assure Eric Lombard. L'ancien patron de la Caisse des dépôts défend totalement les

mesures prises depuis 2017, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, pour réduire les prélevements qui pèsent sur les entreprises et les investisseurs susceptibles de les financer. Et ce, malgré le manque à gagner que ces décisions ont entraîné pour les finances publiques, de l'ordre de 60 milliards d'euros par an.

L'épreuve du budget passée, le patron de Bercy entend montrer qu'il maintient le cap de la politique de l'offre. Ainsi est-ce au nom de l'« attractivité » de la France pour les entreprises et les investisseurs qu'il se prépare à livrer la bataille de la simplification. « Pour beaucoup de dirigeants d'entreprises – et j'ai été l'un d'entre eux pendant plus de vingt ans – je sais combien l'emballage de la norme et de formalités peut détourner un frein », a-t-il affirmé lors de ses voeux, en janvier. Selon le gouvernement, les normes et les « complexités du quotidien » coûteraient « 4 % du produit intérieur brut » à l'économie, une estimation difficile à vérifier.

Pas de consensus

Faute de marge de manœuvre financière pour aider les entreprises, Eric Lombard entend au moins « simplifier, moderniser et fluidifier l'environnement administratif et réglementaire » afin de « libérer et renforcer la compétitivité » de l'économie. Des mots similaires à ceux employés par Emmanuel Macron lorsqu'il était ministre de l'économie, entre 2014 et 2016, et voulait « déverrouiller l'économie » avec sa loi Macron. Au départ, l'Elysée avait d'ailleurs envisagé d'appeler « loi Macron 2 » le projet actuellement sur la table.

A présent, la ministre déléguée Véronique Louwagie s'est vu assigner une double mission : « S'assurer que ce texte conserve son ambition initiale, telle qu'initiée

La ministre chargée du commerce, Véronique Louwagie, a déjà eu un aperçu de la complexité du dossier sur le terrain

par Bruno Le Maire » en 2024, quand il dirigeait Bercy, et le faire voter. Rude tâche, car le projet de loi n'a rien de consensuel. Au Sénat, la majorité de droite avait critiqué l'emblée son « manque d'ambition », et son « lien tenu avec les promesses » du gouvernement, tout en abandonnant l'idée, trop complexe, de ramener le bulletin de salaire « de 55 à 15 lignes », selon l'annonce initiale de Bruno Le Maire.

« Le texte n'est pas à la hauteur de son titre, regrette toujours Christophe Naegelen, député (UDI) des Vosges et corapporteur du projet. Si l'on voulait vraiment simplifier la vie des chefs d'entreprise, on pourrait par exemple modifier le rôle des directions départementales des territoires ou celui des architectes des Bâtiments de France, pour que leurs avis n'imposent plus aux acteurs économiques. »

A gauche, le ton est tout autre. « Il y a des simplifications à opérer, admet le député socialiste de Seine-Maritime Gérard Leseul, vice-président de la commission spéciale. Mais cela ne peut pas se faire au détriment des normes sociales et environnementales. Il ne faut pas que ce projet fourre-tout entraîne une ultralibéralisation de l'économie. »

Sur le terrain, Véronique Louwagie a déjà eu un aperçu de la complexité du dossier. Le 12 février,

elle a commencé à rencontrer des entrepreneurs du Val-d'Oise pour parler simplification. Le premier, patron d'une toute jeune société de pâtes, lui a suggéré d'étoffer la direction départementale de la protection des populations, qui assure les inspections sanitaires, pour mieux accompagner les entreprises. Pas sûr que la ministre ait en tête de renforcer l'effectif de cette administration. Puis la question de la TVA est arrivée sur la table. Selon le budget 2025, les microentrepreneurs devront la payer dès 25 000 euros de chiffre d'affaires annuel, au lieu de 37 500 euros jusqu'alors. Est-ce cela, la simplification ?

« Peut-être pour l'administration, mais pas pour nous ! », répond, agacée, Barbara Vigan, réflexologue à Marseille et secrétaire générale du Syndicat professionnel des réflexologues. Pour tous les microentrepreneurs qui étaient comme moi dans cette fourchette, c'est une catastrophe. Nous ne pourrons jamais augmenter nos tarifs pour répercuter la taxe. »

Amir Reza-Tofighi, le nouveau président de la Confédération des petites et moyennes entreprises, se montre plus positif. « On espère que cette loi sera votée et appliquée sous peu, affirme-t-il avec encouragement. Parfois, l'administration nous demande quatre fois la même information. Ou elle impose d'énormes délais. Avant de construire une usine, il faut par exemple dix-huit mois pour obtenir les autorisations. On pourrait diviser ça par deux ! Il est possible de simplifier sans dérégler, sans impact sur l'environnement, la santé ou la sécurité. » Sa crainte est qu'après le projet de loi relancé ces jours-ci la France se remette à empiler les contraintes. « Peut-être faudrait-il une loi de simplification par an », suggère-t-il. Message passé à François Bayrou. ■

DENIS COSNARD

Le budget de Marseille encore rejeté par le tribunal administratif

Le maire, Benoît Payan, fait face à une série de revers administratifs qui commence à peser pour sa majorité de gauche

MARSEILLE - correspondant

Les décisions du tribunal administratif de Marseille se suivent et se ressemblent pour le Printemps marseillais, la majorité de gauche, citoyenne et écologiste, qui gère la ville depuis 2020. Comme en 2022, les juges ont décidé, jeudi 20 février, de rejeter le budget prévisionnel de la commune pour 2024, en annulant la délibération qui l'adoptait, votée en conseil municipal le 15 décembre 2023.

Le jugement ne prendra toutefois effet que le 1^{er} août 2025. Pour éviter ce qu'il appelle « des conséquences manifestement excessives », le tribunal administratif donne au maire divers gauche, Benoît Payan, près de six mois pour se mettre en conformité avec le code général des collectivités territoriales, en reprenant le processus de validation du budget et en faisant voter une

« régularisation rétroactive ». La justice estime que l'adoption des comptes de la commune a été entachée d'un vice de procédure. Selon elle, les conseillers municipaux n'ont pas reçu en octobre 2023, lors de l'étude des orientations budgétaires préalable au vote, des informations suffisamment précises « sur le volume des dépenses d'investissement et la programmation des engagements pluriannuels de la ville ». Une erreur formelle, qui ne change rien aux affectations budgétaires de l'année 2024, pour la plupart déjà consommées, mais qui s'avère gênante pour la municipalité en place. D'autant plus que le même type de faute administrative était à l'origine de la première annulation du budget, en 2022.

La droite marseillaise, initiatrice de la requête par le biais du conseiller municipal Les Républicains (LR) Didier Tani, se réjouit de la décision. Catherine Pila, prési-

La droite marseillaise, initiatrice de la requête, se réjouit de la décision

dente LR du principal groupe d'opposition. Une volonté pour Marseille, y lit la preuve de « l'amateurisme » de Benoît Payan et de sa majorité. « La deuxième ville de France voit son budget annulé pour la deuxième fois [en quatre ans], ce qui en dit long sur la gestion actuelle », souligne l'élu. Spécialiste des questions budgétaires et à l'origine de la procédure de 2022, le conseiller municipal Pierre Robin (LR) fustige, lui, les ratés d'une majorité « avec des dizaines d'élus, de collaborateurs de cabinet et de hauts fonctionnaires,

qui promettaient une gestion exemplaire et performante ».

« C'est un non événement qui va nous obliger à repasser, en conseil municipal, un document qui existe déjà. Certains ont beaucoup de temps à perdre, à faire perdre aux Marseillais et à nos services. Si c'est comme ça qu'ils ont envie de s'opposer, je les laisse faire », a réagi Benoît Payan, ciblant son opposition, en marge d'une opération de communication, jeudi. Selon les informations du *Monde*, la municipalité marseillaise ne devrait pas faire appel de la décision et prévoit de faire voter une nouvelle délibération en avril.

Reste que cette décision judiciaire s'inscrit dans une série de revers, qui commence à peser pour la majorité en place. Un mois plus tôt, le 20 janvier, le même tribunal administratif a notamment annulé l'accord-cadre par lequel la municipalité s'est liée avec la Société publique des

écoles marseillaises (SPEM), structure créée à 50 % avec l'Etat pour mener à bien la rénovation de 188 établissements. Un échec symbolique pour Benoît Payan, qui s'était réjoui en janvier 2022 de la célérité avec laquelle la SPEM était née. Et qui fait de la remise à niveau du parc scolaire de sa ville, pièce maîtresse du plan lancé en 2021 Marseille en grand, l'un des enjeux majeurs de son mandat.

Grossière faille

Dans ce dossier, la contestation n'était pas portée par son opposition, mais par un collectif d'usagers des écoles, dont plusieurs membres ont été des soutiens du Printemps marseillais avant son accession au pouvoir. Ce « collectif des écoles » voulait dénoncer le choix fait par la ville – et l'Etat coactionnaire – de confier des missions de maintenance et d'entretien des futures écoles

à des sociétés privées, en plus des contrats des chantiers de rénovation et de construction des écoles.

« Un partenariat public-privé déguisé » pour les opposants, qui ont porté avec succès devant les juges une grossière faille administrative : l'interdiction par le code de l'urbanisme de la possibilité pour une société publique locale d'aménagement d'intérêt national, comme la SPEM, d'attribuer ces missions d'entretien et de maintenance à des entreprises privées.

Là encore, le tribunal a donné à la ville jusqu'au 1^{er} août 2025 pour trouver une solution. Outre un appel préparé conjointement avec l'Etat, la municipalité marseillaise explore plusieurs pistes pour se mettre en conformité. Dont celle, par une niche parlementaire, de faire modifier les dispositions légales qui ont conduit à la décision des juges. ■

GILLES ROF

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
CARINE BÉCARD



Jean-Philippe Tanguy,
député RN de la Somme et président
délégué du groupe RN à l'Assemblée
nationale

avec Nathalie Saint-Cricq
et Françoise Fressoz

france inter

franceinfo:
TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowitz / RF

A Paris, des crispations autour de la piétonnisation

La maire de la capitale, Anne Hidalgo, poursuit le réaménagement de l'espace public, non sans quelques heurts

Anne Hidalgo avait prévenu : si elle ne se représente pas à un troisième mandat, elle restera maire « jusqu'au dernier jour », « avec la même énergie que depuis le début ». Pour sa onzième et dernière année de mandat complète, la maire socialiste de Paris continue de faire avancer ses grands chantiers de piétonnisation dans des endroits emblématiques de la capitale, quitte à susciter quelques crispations avec les acteurs locaux.

Place du Trocadéro : une « illégalité grave et manifeste » A la Préfecture de police de Paris, on n'a pas le souvenir d'un tel désaccord avec la maire et d'une telle « attitude cavalière » de sa part, qui tranche avec le caractère habituellement constructif de leurs relations. L'objet : les plots en béton posés sur une partie de la place du Trocadéro (16^e arrondissement) pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, et qui restreignent toujours la circulation. Ceux-ci, installés en mai 2024, devaient être retirés après les Jeux, conformément à l'autorisation accordée par la Préfecture de police.

Proche de plusieurs ambassades, de musées et de la tour Eiffel, le rond-point du Trocadéro fait partie des endroits de Paris où le préfet de police exerce une compétence pleine et entière, notamment sur la circulation.

Autrement dit : les services municipaux doivent obéir à la Préfecture. Cette dernière a donc adressé un premier courrier à la maire, le 25 septembre 2024, pour lui demander de retirer ses plots, et de rétablir la circulation comme convenu. Sans effet. Deux semaines plus tard, le 7 octobre 2024, c'est une mise en demeure que reçoit Anne Hidalgo, sans plus de résultat.

Plutôt que de céder, l'élu demande une réunion de concertation pour remettre les choses à plat. Ce rendez-vous se tient le 4 février au soir, avec les acteurs concernés : Ville, préfet, mairie d'arrondissement, RATP, services de secours, représentants de commerçants, des musées, etc. Le climat est un peu tendu et Anne Hidalgo, mise en minorité, accepte de retirer les plots.

Depuis, toujours rien. « *Le temps de la concertation est fini. Désormais le droit doit primer* », sermonne-t-on aujourd'hui à la Préfecture, rappelant que « *la légitimité politique de la maire ne l'autorise pas à s'écartez des règles du droit* ». Considérant que la situation « *constitue une illégalité grave et manifeste* », le cabinet du préfet n'exclut pas de réquisitionner les services municipaux, si rien n'évolue prochainement.



Une banderole contre les travaux de piétonnisation des rues de Montmartre, à Paris, le 6 février. OLIVIER ARANDEL/« LE PARISIEN »/MAXPPP

L'entièvre suppression du stationnement inquiète une partie des habitants de Montmartre

dent encore, le font pour une bonne raison, avance Anne Renaudie, présidente de l'association à l'origine de la pétition, Vivre à Montmartre. Elle cite des exemples d'habitants qui se retrouvent « pris au piège », parce que porteur quotidien de charge lourde, travailleur de nuit, personne âgée... « *J'en-tends que cela peut engendrer une contrainte supplémentaire pour des riverains, mais elle sera largement compensée par un accroissement de leur qualité de vie* », promet le maire, selon qui « dès que l'on change une habitude, les gens perçoivent la difficulté, mais mettent plus longtemps à voir les bénéfices ».

Bénéfices qui sont précisément le second point d'interrogation des opposants au projet, soutenus par les élus locaux Rudolph Granier (Les Républicains) et Pierre-Yves Bournazel (Horizons).

« *Enlever les voitures pour mettre quoi à la place ? Des terrasses de*

cafés ? Des magasins de souvenirs ? », questionne Anne Renaudie, qui craint une « *disneylandisation* » avec « *des rues aménagées et balisées pour le tourisme* » et « *une saturation de personnes déversées sur la Butte* ».

La question de savoir à qui profitera ce projet à 5,5 millions d'euros peut se poser dans des quartiers où le nombre de touristes par habitant est plus élevé qu'à Venise et où, selon les données de l'Atelier parisien d'urbanisme, on compte par endroits plus de 28 % de logements inoccupés dans le total des habitations (la moyenne à Paris étant à 18,8 %). Si Eric Lejoindre admet que l'occupation de l'espace libéré reste impensée, il croit à une réappropriation naturelle par les habitants, poussés de plus en plus dehors par le réchauffement climatique et des appartements trop petits. En 2019, dans une tribune au *Monde*, le maire de Paris Centre, Ariel Weil (Parti socialiste), a toutefois souligné que « *l'espace dédié aux véhicules motorisés pour privilégier les piétons et la végétalisation* » et « *redonner à la place de la Concorde son attrait en rétablissant le lien entre l'avenue des Champs-Elysées et le jardin des Tuilleries* », tout en préservant le patrimoine de ce site inauguré en 1772. D'ici à quelques semaines, un projet lauréat sera sélectionné parmi cinq équipes de maîtrise d'œuvre.

Jeanne d'Hauteserre a toutefois tenu à ajouter un dernier point dans les recommandations : une « *charte pour harmoniser les événements privés de courte durée* », afin de se prémunir du « *risque de privatisation* » de cet endroit classé monument historique et utilisé lors des Jeux.

Déjà, en 2023, la place avait été occupée cent cinquante-six jours pour des événements, selon un calcul du *Parisien*. « *Je serai très vigilante*, promet la maire. On ne

refait pas cette place pour la rendre festive. »

De l'autre côté de la Seine, la piétonnisation du secteur de la rue Mouffetard (5^e arrondissement), l'une des plus anciennes de Paris, devrait être terminée d'ici à l'été. Là aussi, la maire, Florence Berthout (Horizons), soutient ce projet qu'elle considère avoir « *coconstruit* » avec la Ville. C'est elle qui avait voulu le soumettre aux voix des habitants, en avril 2023, en parallèle de la votation citoyenne sur les trottinettes. Le oui l'avait emporté à 82 %. Ce qui n'empêche pas aujourd'hui certains riverains et commerçants de douter de la pertinence de ce projet, passé de 750 000 à 1,4 million d'euros, dans une rue déjà quasi-piétonne et de craindre une augmentation des nuisances sonores de ce quartier festif.

En parallèle de ces projets emblématiques, des « *rues aux enfants* » continuent d'éclorer dans Paris. Depuis 2020, plus de 200 voies ont été partiellement ou entièrement piétonnées aux abords d'écoles. La Ville espère en « apaiser » 100 de plus d'ici à 2026. Calmes, sécurisées, elles séduisent tellement les habitants qu'elles provoquent déjà un effet de bord, qui n'avait peut-être pas été anticipé : une nette augmentation du prix de l'immobilier dans ces quartiers. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

La Ville organise une votation citoyenne, très critiquée à droite

Les habitants de 16 ans et plus seront appelés à se prononcer sur la végétalisation et la piétonnisation de nouvelles rues dans Paris le 23 mars

Ce sera la troisième fois que les Parisiens seront invités à voter pour autre chose que des élections. Dimanche 23 mars, la Ville de Paris organise une nouvelle votation – sans doute la dernière de la mandature de la maire, Anne Hidalgo – afin de recueillir l'avis de ses résidents sur la question suivante : pour ou contre végétaliser et rendre piétonnes 500 nouvelles rues dans la capitale ?

De fait, la politique de réduction de la voiture dans Paris et le réaménagement de l'espace public en faveur des cyclistes et des piétons sont bien engagés depuis des

années. Mais, à un an des élections municipales de 2026, et alors que la maire socialiste a signifié son souhait d'*« accélérer »* la transformation écologique de la ville, la majorité de gauche veut s'assurer de l'approbation des Parisiens pour poursuivre la piétonnisation. Promis, si le non l'emporte, elle n'ira pas plus loin.

« *C'est un coup de com, balai Philippe Goujon, maire Les Républicains (LR) du 15^e arrondissement. Tout le monde est pour les jardins, les arbres... Qui peut être contre les rues-jardins ?* » « *Il est évident qu'à une question aussi basique, tout le monde va répondre*

oui. C'est l'illusion de consulter et surtout l'art de manipuler », a également déploré Valérie Montandon, élue LR du 12^e arrondissement. Elle aurait préféré qu'on demande l'avis des Parisiens sur la zone à trafic limité mise en place dans le centre de Paris. « *Un simulacre de démocratie* », a encore dénoncé le groupe Changer Paris de la maire du 7^e arrondissement, Rachida Dati, dans un communiqué publié le 15 janvier.

« *Il y a quand même un enjeu, défend, de son côté, Patrick Bloche, premier adjoint de Mme Hidalgo. Ce sont deux visions de Paris qui s'opposent. En votant pour*

vous donnez un signal clair pour la poursuite de la réduction des voitures dans la capitale. » L'élue du 11^e arrondissement rappelle que la piétonnisation de ces nouvelles rues – qui coûtera environ 500 000 euros par rue – ira de pair avec le retrait de quelque 10 000 places de stationnement, soit l'équivalent de ce qui a déjà été supprimé depuis 2020.

« Procès en légitimité » Autre angle d'attaque de l'opposition : la faible participation attendue, alors que les précédentes votations, en avril 2023, sur les trottinettes et, en février 2024, sur

les tarifs de stationnement des véhicules lourds avaient motivé respectivement 7,46 % et 5,68 % des inscrits sur les listes électorales.

« *Je conteste ce procès en légitimité de la votation* », répond Patrick Bloche, qui considère ces taux comme « *tout à fait conséquent* ». Il ne manque pas de les comparer au résultat de Rachida Dati lors du premier tour des élections municipales 2020 : la candidate de droite avait alors recueilli 22,7 % des suffrages exprimés, mais 9,4 % des inscrits. Une nouveauté a toutefois été introduite pour renforcer l'assise de ce vote : les Parisiens âgés de 16 à 18 ans

pourront participer, à condition d'en faire la demande préalablement, conformément à la position connue d'Anne Hidalgo en faveur du vote dès 16 ans.

En parallèle, les mairies d'arrondissement ont été invitées à proposer également des questions locales, mais seulement sept sur dix-sept le feront, dont six de gauche. « *On nous a demandé de faire des suggestions avant même de savoir quelle sera la question principale posée par la mairie centrale, c'est une mascarade* », déplore Jérémie Redler, maire LR du 16^e arrondissement. ■

HÉ. B.

Bétharram : un an d'enquête et une mise en examen

Une centaine de victimes ont été entendues depuis février 2024, mettant en cause 11 personnes dans une affaire tentaculaire

Plus de 100 lettres dénonçant des faits de viol, d'agression sexuelle et de violence commis sur une période de cinquante ans, 97 victimes entendues mettant en cause 11 personnes dont seules trois sont encore en vie... Le long communiqué du parquet de Pau, publié vendredi 21 février et détaillant un an d'enquête sur l'établissement privé sous contrat Notre-Dame de Bétharram (Pyrénées-Atlantiques), donne la mesure de l'ampleur de l'affaire qui a conduit, le même jour, à l'ouverture d'une information judiciaire.

A l'issue des gardes à vue de deux laïques et d'un religieux mis en cause, un seul des trois hommes est mis en examen pour des faits de « viol par personne ayant autorité » entre 1991 et 1994 et « agression sexuelle sur mineur de 15 ans » en 2004. Le suspect est un laïque, né en 1965, et était encore en fonctions en 2024 dans l'établissement, avant d'être écarté après l'ouverture de l'enquête judiciaire. Il a été placé en détention provisoire.

Cet ancien surveillant était entendu pour faits de « viols sur mi-

neur de 15 ans par personne ayant autorité », commis en 1986 puis entre 1991 et 1994, au préjudice de deux victimes ; « agressions sexuelles sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité », de 1986 à 2004, au préjudice de cinq victimes, et enfin pour des faits de « violences volontaires sur mineur de 15 ans », de 1986 à 1989, au préjudice de 19 victimes.

L'ancien surveillant a reconnu, au cours de ses auditions, avoir pu porter des gifles aux élèves, mais a contesté avoir commis des violences plus graves et toute infraction à caractère sexuel. Le procureur de Pau, Rodolphe Lorry, souligne qu'une partie de ces faits étaient couverts par le délai de prescription.

Cent quarante dénonciations

Les deux autres hommes placés en garde à vue la semaine du 17 février, un ancien prêtre né en 1931 et un ancien surveillant né en 1955, sont ressortis libres en raison du délai de prescription, a précisé le procureur. La liste des faits qui leur sont reprochés était vertigineuse : l'ancien religieux, aujourd'hui nonagénaire, a reconnu lors de son audition une seule agression sexuelle aujourd'hui prescrite (il lui en était reproché plusieurs entre 1957 et 1962, au préjudice d'une victime). Le second surveillant, lui, était accusé de viol par une victime, d'agressions sexuelles par 18 victimes et de violences par 55 victimes.

Depuis le 1^{er} février 2024 et la réception, par le parquet, de 20 let-



L'ensemble scolaire du Beau Rameau, anciennement Notre-Dame de Bétharram, à Lestelle-Bétharram, le 20 janvier. GAIZKA IROZ/AFP

tres de victimes, la procédure n'a cessé de s'étoffer. Au 31 janvier 2025, 112 missives ont été enregistrées pour des faits de viol et d'agression sexuelle s'étalant entre 1955 et 2004. Vendredi, le collectif des victimes s'est félicité « d'être enfin entendu par la justice », estimant que « d'autres Bétharram [pourraient] se manifester, parce que la parole est en train de se libérer », a déclaré son porte-parole, Alain Esquerre. Il y aurait désormais en tout 140 dénonciations, selon le collectif, qui a reçu plusieurs témoignages ces dernières semaines.

La section de recherche de Pau a également procédé à des auditions libres de quatre anciens personnels laïques, mis en cause pour des violences « graves et répétées », survenues entre 1976 et 1996. « Seuls trois mis en cause admettaient avoir commis des violences, précise le parquet. Deux d'entre eux reconnaissaient avoir seulement asséné des gifles, lorsque le troisième concédait avoir également pu tirer les cheveux des enfants ou leur donner des coups avec le poing fermé. » Tous sont cependant ressortis libres, les faits étant tous prescrits. La communication du parquet de Pau

montre, en outre, l'accumulation de signalements à la justice depuis des décennies concernant Notre-Dame de Bétharram, alors que l'affaire connaît un rebond médiatique et politique depuis début février avec la publication de nouveaux éléments par *Mediapart*, après des révélations du *Monde* puis du *Point* en 2024.

Suicide d'un prêtre

Le procureur de Pau a ainsi rappelé l'existence de plusieurs enquêtes au cours des années 1990. En 1996, un surveillant a été condamné après une gifle ayant provoqué la perte d'audition partielle de la victime. En 1997, un élève a dénoncé des faits de viol par l'ancien père directeur de l'institution. Mis en examen et placé en détention, le prêtre a été visé par une deuxième plainte et s'est suicidé en 2000, après sa libération sous contrôle judiciaire.

Le parquet révèle également l'existence d'autres signalements non encore dévoilés dans la presse : en 2005, un ancien élève a évoqué des faits de viol et d'agression sexuelle par un personnel civil de l'institution, une procédure classée sans suite pour infraction « insuffisamment caractérisée ».

Le suspect est un laïc, né en 1965, et était encore en fonctions en 2024 dans l'établissement

L'éducation nationale de l'époque, François Bayrou (1993-1997), avant de saisir l'occasion d'une remise de décoration pour interroger directement l'école bénarais, dont plusieurs enfants ont été scolarisés à Bétharram, où sa femme a enseigné le catéchisme.

L'éducation nationale reconnaît, de son côté, que « l'Etat n'a pas été au rendez-vous », selon l'expression d'Elisabeth Borne, interrogée vendredi sur BFM-TV. La ministre de l'éducation a reconnu qu'il était « difficile de comprendre » pourquoi l'Etat n'avait pas réagi plus tôt.

En 1996, une visite d'inspection à Notre-Dame de Bétharram avait été demandée par François Bayrou, alors ministre, à la suite de la plainte déposée la même année pour la gifle ayant provoqué une perte d'audition partielle. Ecrit à l'issue d'une visite d'une journée, le rapport de trois pages conclut que Bétharram n'était « pas un établissement où les élèves étaient brutalisés ». Retrouvé par Radio France, l'ancien inspecteur de 88 ans a reconnu qu'il n'avait pas cherché à en savoir plus sur les mauvais traitements. ■

VIOALINE MORIN ET ÉLÉA POMMIERS

Le communiqué du parquet de Pau montre l'accumulation de signalements à la justice depuis des décennies

En Corse, les appels au « sursaut » après l'assassinat d'une étudiante

Une femme de 19 ans a été tuée alors qu'elle conduisait seule le véhicule de son compagnon, réputé proche d'un clan criminel

AJACCIO – correspondant

L'émotion est toujours vive en Corse, une semaine après l'assassinat, samedi 15 février à Ponte-Leccia, dans le centre de l'île, de Chloé A., une étudiante de 19 ans, vraisemblablement ciblée par erreur dans le cadre d'une vendetta entre clans criminels. « Un nouveau pas a été franchi dans l'horreur », s'est indigné au lendemain le président de l'exécutif, l'autonomiste Gilles Siméoni, refusant cette « spirale de violence » émanant de « dérives mafieuses », alors qu'un rapport détaillant 30 propositions pour lutter contre le crime organisé sera débattu jeudi 27 février à l'Assemblée de Corse.

« Dérives mafieuses » – et non mafia –, l'expression est dans l'air du temps. Elle a été reprise par le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, au Palais-Bourbon, mardi 18 février, pour évoquer ces faits, puis employée vendredi à Ajaccio lors de la présentation du plan départemental de restauration de la sécurité du quotidien par le préfet de Corse,

Jérôme Filippini, qui dit préférer l'action à la « sémantique ».

Le document préfectoral souligne sans surprise un paradoxe éprouvé : la Corse affiche le plus faible taux national de faits de délinquance du quotidien (34,5 en 2024 pour 1 000 habitants en Corse-du-Sud par exemple), alors qu'elle est la région métropolitaine la plus criminogène avec un taux moyen de 3,45 homicides pour 100 000 habitants. L'île compte déjà trois assassinats depuis le début de l'année 2025 et les services de l'Etat ont enregistré 18 homicides et 16 tentatives pour 355 000 habitants en 2024. « Le mythe du voyou doit être déconstruit », déclare au *Monde* le procureur de la République d'Ajaccio, Nicolas Septe, demandant des « outils juridiques appropriés », et précisant que « la société civile doit s'en saisir. »

La société corse, justement, se repasse en boucle le scénario glaçant qui s'est joué à Ponte-Leccia samedi aux alentours de 22 heures – la juridiction interrégionale spécialisée de Marseille est désormais saisie. Alors que la jeune

Deux collectifs antimafia ont annoncé la tenue d'une marche blanche en hommage à la victime, très probablement ciblée par erreur

femme conduisait seule le véhicule de son compagnon, elle est tombée dans un guet-apens tendu par deux tueurs munis d'une arme de poing semi-automatique et d'un fusil. « Selon les premières constatations, une quinzaine d'impacts de 9 mm et de chevrotines ont été relevés », déclare Nicolas Bessone, le procureur de la République de Marseille. Une poignée de minutes plus tard, le véhicule des tueurs était retrouvé incendié à une vingtaine de kilomètres de la scène de crime, avec les deux ar-

mes calcinées à bord, a confirmé le parquet, stigmate supplémentaire du grand banditisme.

Les investigations menées en cosasine par la police judiciaire et la section de recherches de la gendarmerie se concentrent sur la thèse d'*« une erreur sur la personne »*, estimant que c'est le « compagnon de la jeune femme, réputé proche d'un clan criminel, qui pourrait être la cible réelle, faisant de l'étudiante une victime collatérale », dixit une source judiciaire. « Cette tragédie pourrait être raccrochée à la longue rivalité entre les clans criminels Costa et Mattei présents dans le centre Corse », précise une source policière en préférant rester prudente.

« Banalisation de la violence »

A la suite de cet homicide, les deux collectifs insulaires antimafia, Maffia No, à Vita Ié (non à la mafia, oui à la vie) et Massimu Susini (du nom d'une personne assassinée en 2019) avaient appelé à la tenue d'une marche blanche samedi 22 février à Ajaccio avec pour mot d'ordre : « Assasini, maffiosi, fora ! » (« assassins,

mafieux, dehors ! »). Cette manifestation a été finalement reportée au 8 mars à la demande de la mère de la victime. La section insulaire de la Ligue des droits de l'homme a appelé de son côté à ne pas « abandonner la jeunesse face à cette banalisation de la violence dont elle est souvent victime ».

Les appels au « sursaut » se multiplient sur l'île, émanant d'élus, de personnalités ou de membres de la société civile comme le syndicat étudiant à l'université de Corse Ghjuventù Indipendentista (« Jeunesse indépendantiste »), qui redoute que cette « barbarie » soit le signe que la Corse puisse être à l'avenir une « réplique du chaos napolitain », en référence aux nombreux homicides perpétrés par les mafias visant habituellement les proches de leurs ennemis. « Nous appelons le peuple corse à rejeter toute pratique mafieuse et à marginaliser ceux qui s'en rendent complices », conclut le syndicat nationaliste.

« Cette problématique apparaît grâce à la société civile qui se réveille enfin, analyse le criminolo-

gue Stéphane Quéré. Je ne suis pas d'accord avec le terme de mafia, mais les deux collectifs corse ont beaucoup travaillé et bénéficient aujourd'hui d'une reconnaissance des autorités de l'Etat. » Les procureurs d'Ajaccio et Bastia participeront d'ailleurs au premier colloque antimafia qui se tiendra à Cargèse les 28 février et 1^{er} mars, à l'initiative du collectif Massimu Susini.

« La Corse n'est pas comparable à Naples qui subit des guets-apens et des arrestations tous les jours et des balles perdues toutes les semaines. Naples, c'est le chaos avec des quartiers qui font trois fois la taille de Bastia abandonnés par l'Etat, juge Madeleine Rossi, journaliste indépendante spécialiste de la mafia. Ce qui manque en Corse, c'est l'assujettissement du territoire et le contrôle de la population par les liens de violence et de menaces. » En 2022, le Service d'information, de renseignement et d'analyse stratégique sur la criminalité organisée dénombrait 25 bandes criminelles dans l'île. ■

PAUL ORTOLI

A Rennes, le procès d'un viol « ordinaire »

Marty G., 31 ans, a été condamné pour des pénétrations digitales commises sur une amie endormie

Une femme a été violée dans son sommeil; son agresseur reconnaît que « c'est un viol », mais n'avait « pas l'intention » de violer. Comment ne pas songer au procès des viols de Mazan? L'audience, qui s'est tenue devant la cour d'assises de Rennes, jeudi 20 et vendredi 21 février, en est pourtant bien loin.

Le nombre d'accusés, la perversion de Dominique Pelicot (et d'autres), le mode opératoire, l'attention médiatique: l'extraordinaire était partout lors du procès historique d'Avignon. Rien d'historique à Rennes, pas de haie d'honneur pour la victime, pas de banderoles, quasiment pas de public, et trois journalistes pour assister au procès ordinaire d'un viol « ordinaire » commis par un homme ordinaire. « Un crime d'une affligeante banalité, de ceux qui encombrent nos juridictions », a résumé Anne Bouillon, avocate de la plaignante, spécialisée dans le droit des femmes. Chaque année en France, 62 000 femmes sont victimes de viol ou d'une tentative de viol. Elles connaissent

leur agresseur dans neuf cas sur dix. Leur histoire ressemble plus souvent à celle de Soraya R. qu'à celle de Gisèle Pelicot.

Soraya R. et Marty G., 29 et 31 ans, se sont rencontrés pendant leurs études à Nantes en 2017, ils sont devenus bons amis. Il appréciait son énergie et sa bienveillance, elle s'était prise d'affection pour ce grand garçon introverti et cultivé, sensible et angoissé, gros consommateur de cannabis, qui se situe, selon l'expertise psychiatrique, « dans le large spectre de la normale » – pas de pathologie mentale, aucun traumatisme majeur.

Déni agressif

Le 14 janvier 2020, la soirée débute dans un bar, se termine chez une amie commune, Soraya et Marty s'endorment tout habillés sur le même clic-clac, chacun de son côté. En ouvrant les yeux au petit matin, la jeune femme croit être réveillée par le jour qui se lève, avant de comprendre qu'elle est en fait réveillée par « une sensation » : celle des doigts de Marty G. dans son vagin. Tétanisée, incapable

de réagir, elle attend. Il s'arrête, se retourne, se rendort. Elle s'en va. Elle écrit ce SMS le lendemain: « J'aimerais vraiment que ce qui s'est passé hier ne se reproduise jamais. »

– Excuse-moi Soraya, j'ai vrillé, je suis vraiment désolé, je te promets que ça ne se reproduira plus jamais. »

Deux jours plus tard: « As-tu conscience que ton acte relève du viol? »

– Tu considères que c'est un viol, toi? Je suis désolé, j'étais encore saoul, j'ai voulu te faire du bien. C'était très con. »

Elle lui propose de s'engager dans une thérapie, prévoit qu'elle portera plainte si l'il ne le fait pas. Marty G. minimise, la fait culpabiliser: « J'ai un mal-être profond. Personne ne me comprend. J'ai des envies d'en finir depuis plusieurs mois. Porte plainte si ça peut te soulager. Tu as déjà brisé tout ce qui me maintenait en vie »; « Tout ce que tu cherches, c'est me mettre au plus mal possible, et tu as réussi parce que je suis dans un état de dépression dingue »;

« Je trouve bien ridicule que ça prenne de telles proportions pour un instant d'égarrement dans un état second. » Dix jours après les faits, Soraya porte plainte sur les conseils insistants d'une amie. « Avant, pour moi, le viol, c'était de l'ordre du spectaculaire, dans une ruelle sombre, avec éventuellement plusieurs agresseurs, a-t-elle dit à la barre. Je me suis rendu compte que la loi ne disait pas la même chose. »

Quatre ans s'écoulent avant le premier procès. Quatre ans pendant lesquels Soraya s'enfonce dans la dépression, et Marty G. dans un déni agressif. A l'instruction, il ne reconnaît plus la pénétration mais de simples caresses, croit se souvenir que la plaignante en était « l'initiatrice »;

« Pour moi, le viol, c'était de l'ordre du spectaculaire (...). Je me suis rendu compte que la loi ne disait pas la même chose »

SORAYA R.
victime de Marty G.

qu'elle était, en tout cas, « beaucoup plus consentante que ce qu'elle laisse dire ». Ce positionnement lui vaut une condamnation à six ans de prison, en février 2024, devant la cour criminelle de Loire-Atlantique.

La détention lui a ouvert les yeux, a-t-il assuré vendredi, lors du procès en appel. « J'ai pris conscience que j'étais dans le déni. Je n'étais pas capable d'admettre ce que j'avais pu faire, parce que je pensais être un allié du féminisme, je n'avais eu que des relations avec des féministes engagées. C'est terrible, dégoûtant, répugnant. Je n'ai pas de mots pour qualifier ce que j'ai fait, mais je l'ai fait. »

La contrition s'est pourtant révélée ambiguë. « Pourquoi avez-vous violé Soraya? », a demandé Mme Bouillon. Marty G. s'est embourré dans des explications confuses, a évoqué « l'absence de [son] père », « le cancer de [son] grand-père », « l'émergence du Covid », son « éco-anxiété ». L'alcool et le cannabis, ce soir-là, lui avaient donné « envie de sexe », et dans son « état second », il affirme avoir d'abord cru se trouver avec sa petite amie sur le clic-clac – ce qui aurait aussi constitué un viol – avant de comprendre qu'il s'agissait de

Soraya, et de continuer « quelques secondes, et je n'aurais pas dû ».

« Vous aviez « envie de sexe », elle est là, elle dort, vous y allez, a tranché Mme Bouillon.

– Non... Je n'avais pas l'intention de profiter de son sommeil, mais je l'ai fait quand même, sans le vouloir.

– Un viol sans le vouloir, donc. »

Pure opportunité

Un cas d'école, en réalité, du « viol d'opportunité » décrit récemment, dans nos colonnes, par la sociologue Irène Théry et par Anne Bouillon elle-même. « On ne vole pas une femme qui dort par inadvertance, a plaidé l'avocate. Marty G. avait « envie de sexe », alors il a profité du sommeil de Soraya pour commettre un viol par pure opportunité. Parce que ce matin-là, sur ce canapé-lit, c'était possible. Marty G. s'est cru autorisé, comme tant d'autres, à ne pas s'empêcher. C'est cela, la raison du viol. »

« Pétri de regrets », l'accusé a juré qu'il avait changé, et ne ferait « plus souffrir aucune femme ». Soraya ne le croit pas: « Il n'écoute que son corps, je suis persuadée qu'il pourrait reproduire les faits, se cacher derrière sa timidité, et dire que c'est un petit dérapage. »

L'avocat général, lui, a voulu le croire, et saluer le « pas » effectué depuis le premier procès – « se reconnaître aujourd'hui comme auteur d'un viol, c'est rare ». Trois ans de prison requis. Cinq ans, dont un avec sursis, prononcés. En détention, Marty G. se forme pour devenir paysan-boulangier avec sa nouvelle petite amie. Soraya n'est pas en état de travailler. Elle compte entamer des démarches pour ne plus pouvoir avoir d'enfant, car elle aurait peur, si elle donnait naissance à une fille, de « ne pas pouvoir la protéger ». ■

HENRI SECKEL

IMMIGRATION
La Cimade se retire d'un centre de rétention

La Cimade, l'une des principales associations d'aide aux migrants et de défense de leurs droits, a annoncé, vendredi 21 février, son retrait du centre de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), en raison d'une gestion jugée « de plus en plus carcérale ». « La Cimade a pris la décision de mettre fin » le 1^{er} janvier à son intervention, « ne pouvant plus remplir ses missions dans de bonnes conditions », explique-t-elle dans un communiqué. Jusqu'à 240 étrangers menacés d'expulsion peuvent être enfermés dans ce CRA situé près de l'aéroport de Roissy. – (AFP)

NOUVELLE-CALÉDONIE
Début de visite chahuté pour Manuel Valls

En déplacement dans l'archipel pour tenter d'aboutir à un accord politique entre indépendantistes et non-indépendantistes, le ministre des Outre-mer a subi, samedi 22 février, les huées de quelque 500 militants loyalistes, selon les forces de l'ordre. En affirmant que les accords de Nouméa « s'imposent », Manuel Valls a provoqué leur colère. Après un dépôt de gerbe à la croix de Lorraine, ponctué par les sifflets, les « non, c'est non! », il est allé à la rencontre des manifestants. « Il ne faut pas croire ce que l'on nous dit. Pourquoi vous ne resteriez pas français? », a-t-il interrogé, précisant que ses récentes déclarations étaient un rappel de ce que contient la Constitution française au sujet de l'archipel. – (AFP)

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne: 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats: nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Mobilier de France

LES PRIX DE LANCEMENT
2724€ CANAPÉ GIGI™ **1970€** dont 20% d'éco-part

*Prix de lancement valable du 20/02/25 au 24/05/25 en France métropolitaine, hors livraison. Offre non cumulable avec autres promotions et avantages en cours. **GIGI - Canapé L. 224 x H. 99 x P. 108 cm. Habillage en tissu cat. 5 Krystal Ol Ivory, 100% polyester. Structure en traverses de sapin et panneaux de particules. Suspensions avec sangles entrecroisées. Garnissage : assises en mousse polyuréthane HR densité 35 kg/m³, accoudoirs en mousse polyuréthane HR 18 kg/m³, dossier en flocons de polyester. Dossiers avec système avancé / reculé et accoudoirs relevables multipositions. Piétement en fer coloris noir mat. Fabrication italienne. Photo non contractuelle.

MAISON CHARLES ANTIQUE Achète

Displacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr



Canapé TORNADO 1990€

3 places L 235 cm, dossier mobile 2 profondeurs, tissu G0 nombreux coloris, piétement métallique, coussins d'assise mousse 35 kg/m³ + couche de ouate avec viscolastique. Fabriqué en Europe. Existe dans d'autres dimensions. Prix hors livraison, photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Mobilier de France : 63 rue de la Convention Paris 15
7j/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels
Canapés, literie mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World,
Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
MERCI DE NOUS CONSULTER
stephane.pesque@mpublicite.fr

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr



Au Salon de l'agriculture, à Paris, samedi 22 février. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Contraste. Après le chaos de 2024, le 61^e Salon international de l'agriculture a été inauguré, dans le calme aux premières heures de la matinée, et sous haute surveillance policière, samedi 22 février, au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, par Emmanuel Macron. Avant l'ouverture, au premier étage du hall 1, le président de la République a rencontré un à un, les syndicats d'exploitants agricoles : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Jeunes Agriculteurs (JA), Confédération paysanne et Coordination rurale (CR), représentants d'une colère agricole qui s'est peu à peu muée en une inquiétude latente et une forte attente.

« Nos agriculteurs ne peuvent pas être la variable d'ajustement » du pouvoir d'achat et des accords commerciaux, a déclaré M. Macron, devant un panel de journalistes, espérant apaiser cette inquiétude, juste avant d'aller couper le traditionnel ruban tricolore, sous l'œil d'Oupette, la vache limousine égérie de l'édition 2025.

Mais l'état d'esprit reste marqué par la crise dans laquelle est plongée la France rurale depuis début 2024. Dès 7 heures, samedi, un groupe d'une vingtaine d'agriculteurs adhérents à la CR, très virulente dans la critique de la politique agricole française et forte de sa percée aux élections aux chambres d'agricultures de janvier, attendait l'ouverture au public. La moitié d'entre eux a mis le reconnaissable bonnet jaune de la CR. L'ambiance est calme. « On espère faire un petit coucou à Macron, mais on n'est pas sûrs qu'on pourra l'approcher », dit l'un d'eux. Une vingtaine d'entre eux est aussi parvenue à pénétrer dans le hall 1 avant l'ouverture et compte bien aussi se faire entendre.

Un an auparavant, l'ouverture du salon de 2024, restera comme un mauvais souvenir dans les mémoires. D'abord dans celle du président de la République chahuté et hué à son arrivée dans la « plus grande ferme de France » installée chaque année porte de Versailles, à Paris. Mais aussi pour les organisateurs débordés par des syndicats, prêts à en découdre en pleine crise de colère agricole. Sans oublier le public familial contraint de faire le pied de grue devant le parc des expositions à la suite d'une ouverture retardée par les événements.

Entretemps, se sont déroulées les élections aux chambres d'agriculture. Ce rendez-vous organisé tous les six ans est l'occasion pour les syndicats agricoles de mesurer leur force. Il a joué le rôle d'aiguillon des manifestations organisées sur l'ensemble du territoire depuis l'automne 2023. Les militants ont mené une campagne dure sur le terrain et, fait nouveau, très médiatisée. Le verdict,

Une vingtaine d'agriculteurs de la Coordination rurale, virulente dans la critique de la politique agricole, attendait l'ouverture au public, samedi

Salon de l'agriculture : de la colère à l'inquiétude latente

Un an après l'édition 2024 très agitée de la grande foire agricole, l'exécutif se targue d'avoir répondu aux attentes du monde rural

toujours provisoire, est tombé le 6 février. La FNSEA, associée une nouvelle fois aux JA, n'a pu que constater sa perte de terrain face à la percée de la CR qui revendique la prise de quatorze chambres d'agriculture, mais aussi à l'ancre de la Confédération paysanne qui affirme en avoir gagné trois, sans compter Mayotte où l'élection a été reportée d'un an.

« Retour du productivisme »
Depuis un an, le gouvernement a aussi tenté de répondre aux attentes exprimées par la colère agricole, prêtant particulièrement l'oreille aux demandes pressantes de la FNSEA. Symbole de la volonté de passer sous les fourches caudines de ce syndicat agricole, la loi d'orientation pour la souveraineté agricole et alimentaire, longtemps attendue, a vécu une procédure anormalement accélérée dans la dernière ligne droite, pour être adoptée en extérieur, jeudi 20 février, juste avant l'ouverture du salon. « Un premier pas pour réaffirmer la vocation productive de l'agriculture », a immédiatement réagi la FNSEA, se félicitant que le texte inscrive dans le code rural le caractère « d'intérêt général majeur » de l'agriculture à condition que cette reconnaissance « se traduise dans les textes à venir ».

Autre motif de satisfaction, les différentes mesures d'allégement de charges fiscales et sociales promises au monde agricole ont été inscrites dans le projet de loi de finances et le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Et ce, malgré les aléas de l'agenda politique bousculé par la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, puis la chute du gouvernement de Michel Barnier à la suite du vote d'une motion de

censure, début décembre 2024. Le ministère de l'agriculture chiffre l'effort de l'Etat à près de 500 millions d'euros. Et de citer, par exemple, la suppression de la hausse de la fiscalité sur le gazole non-routière, une mesure qui avait servi d'étincelle à la colère dans le Sud-Ouest en janvier 2024, un avantage fiscal pour les détenteurs de cheptel bovin ou encore la prise en compte des vingt-cinq meilleures années pour les retraites agricoles.

La plupart de ces tentatives d'apaisement auprès des syndicats agricoles se sont faites au détriment de la protection de l'environnement. Les mois écoulés ont été marqués par plusieurs revirements, dont un des plus marquants concerne les espèces protégées. Dans l'article 13 de la loi d'orientation pour la souveraineté agricole et alimentaire, les législateurs ont introduit une présomption de non-intentionnalité en cas d'atteinte à des espèces de faune ou de flore menacées, rendant très difficiles les recours juridiques. En outre, ces infractions ont été sorties du champ pénal et ne seraient plus sanctionnées au maximum que d'une amende de 450 euros. Une dépénalisation qui ne se restreint pas aux activités agricoles et s'appliquerait, entre autres, à des activités de chasse ou forestières.

Si la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, s'est défendue d'accorder un « permis de détruire la nature », il s'agit, pour l'association France nature environnement, de « la pire régression du droit de l'environnement depuis au moins une décennie ». Selon le député (Parti socialiste) de Meurthe-et-Moselle, Dominique Potier, « avec cette loi, nous assistons à une contre-révolution culturelle. Elle supprime toute référence à l'agro-

FNSEA et JA veulent profiter de la tribune que leur procure le salon pour continuer à mettre la pression sur l'Etat

cologie. C'est le retour du productivisme et du corporatisme ».

Au nom de la remise à plat de la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs, les gouvernements successifs se sont principalement attaqués aux normes environnementales. Un des premiers axes de réponse aux protestations agricoles a été de proposer un assouplissement du plan Eco-phyto, qui vise à réduire de moitié l'usage de produits phytosanitaires d'ici à 2050. Dès février 2024, l'ancien premier ministre Gabriel Attal annonçait un changement d'indicateur de référence pour le suivi du plan. Officiellement, l'objectif de -50 % est maintenu, mais le thermomètre a été changé, rendant quasi-impossible le suivi. Les scientifiques spécialistes du sujet y ont vu « la fin des efforts sur la réduction des pesticides ».

La proposition de loi sénatoriale pour « lever les entraves au métier d'agriculteur », examinée en janvier au Sénat, est devenue à son tour une pièce maîtresse de la réponse politique aux colères agricoles. L'exécutif a accueilli avec bienveillance ce texte controversé, qui doit encore être examiné à l'Assemblée nationale et qui prévoit la

réintroduction de l'acétamipride, un néonicotinoïde aujourd'hui interdit en France en raison de ses effets très persistants dans l'environnement, notamment sur les pollinisateurs. Cette proposition de loi annule également la séparation de la vente et du conseil en matière de phytosanitaires, un principe durablement acquis qui devait permettre une indépendance du conseil stratégique auprès des agriculteurs.

Discussions sur le contrôle

L'offensive ne s'est pas jouée qu'au Parlement. La France a œuvré avec d'autres Etats à Bruxelles pour assouplir les règles de versement d'aides de la politique agricole commune (PAC). En quelques semaines, au printemps 2024, des principes négociés pendant des années ont été réécrits ou supprimés, sans étude d'impact, notamment les conditionnalités à respecter pour toucher des aides directes en matière de rotation des cultures, couverture des sols, et infrastructures agroécologiques comme les haies – pratiques agro-nomiques qui font consensus.

D'autres discussions se sont déroulées dans les coulisses des cabinets ministériels, sur les contrôles notamment. A l'automne 2024, le gouvernement convient de mettre en place un contrôle unique administratif sur l'année et lance des travaux pour un port d'armes discret des agents de l'Office français de la biodiversité (OFB), chargés de faire respecter les règles environnementales. Les relations semblaient sur le point de s'apaiser entre syndicats agricoles et agences de l'Etat quand le premier ministre, François Bayrou, rallume la mèche le 14 janvier, qualifiant de « faute » les contrôles des agents dans les fermes, armé à

la ceinture. En réalité, les contrôles sont peu fréquents – moins de 10 % des exploitations font l'objet d'un contrôle chaque année – et rarement conflictuels. Après une grève inédite fin janvier, les agents de l'OFB, s'estimant « lâchés » par l'exécutif, ont de nouveau appelé à se mobiliser le 25 mars.

Mais déjà, FNSEA et JA, veulent profiter de la tribune que leur procure le salon pour continuer à mettre la pression sur le gouvernement. « Même si cette année, la venue du président de la République est plus symbolique que politique, car il s'est mis en retrait de la politique nationale, son rôle reste important sur les sujets géopolitiques et sur la PAC. Nous voulons qu'il vienne avec un plan de défense de l'agriculture », a déclaré Pierrick Horel, président des JA, à la veille de l'ouverture du salon.

Pour la PAC, la première demande est celle d'un maintien du budget alors que le débat sur la future programmation sera bientôt ouvert à Bruxelles. Quant aux craintes suscitées par les tensions géopolitiques, la perspective du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et les éventuels droits de douane sur les produits vendus aux Etats-Unis, « le président doit donner à la France les moyens de se protéger », estime M. Horel avant d'ajouter que sur le volet national, « nous nous occupons avec les parlementaires et le gouvernement de faire évoluer les outils législatifs ».

Au menu des prochaines semaines : une évolution de la loi EGALIM qui encadre les négociations commerciales entre industriels et grande distribution et est censée assurer une juste rémunération des agriculteurs. Des discussions tarifaires qui doivent se conclure le 1^{er} mars, en plein cœur du salon (qui se clôture le 2 mars). Les manquements à son application et le contournement de la loi par les distributeurs jouant des centrales d'achat européennes sont souvent pointés du doigt. Autre sujet mis sur la table, celui du foncier. Les JA annoncent des Etats généraux du foncier, devant déboucher sur une loi. Deux thématiques-clés pour le renouvellement des générations, un enjeu majeur encore loin d'être résolu à l'ouverture du salon. ■

MATHILDE GÉRARD
ET LAURENCE GIRARD

IA : un « moment DeepSeek » saisit l'économie chinoise

La start-up d'intelligence artificielle, présentée en janvier, suscite à travers la Chine un enthousiasme largement orchestré par le pouvoir

PÉKIN - correspondant

Au milieu des rizières du très rural Guangxi, le canton de Binyang n'est pas la Silicon Valley, mais le secrétaire local du Parti communiste chinois (PCC) n'en a pas moins d'ambitions pour ses subalternes. «Aujourd'hui, je vais vous donner des instructions. Chacun d'entre vous doit installer au moins deux applications d'intelligence artificielle [IA]», a lancé Liang Zhanfan, mercredi 19 février, devant les cadres de sa circonscription. Ces derniers ont dû télécharger DeepSeek bien sûr, ainsi que Doubao, l'IA lancée par la maison mère de TikTok, Byte-Dance. «Si vous êtes capable de davantage, vous pouvez en utiliser plus, mais vous devez déjà en maîtriser au moins deux», a déclaré le supérieur, préditant que dans six mois l'IA aura tout changé.

Il ne s'est écoulé qu'un mois depuis ce 20 janvier où la start-up DeepSeek, lancée par un patron de hedge fund (fonds d'investissement spéculatif), Liang Wengfeng, a présenté une IA entraînée pour une fraction des coûts enregistrés chez OpenAI et les autres leaders américains. L'avènement de ChatGPT, fin 2022, avait plongé la Chine dans l'effroi. Le pays réalisait l'avance prise par les Etats-Unis dans la course technologique. Mais voici aujourd'hui la Chine gagnée par un «moment Deepseek». Il est bienvenu alors que le pouvoir central cherchait le moyen de réinjecter de la confiance dans une économie en ralentissement et alors que les ménages, inquiets de l'avenir, se montrent réticents ou n'ont pas les moyens de consommer.

Plus un jour ne se passe sans qu'un acteur économique majeur du pays n'aggrave DeepSeek à ses services. Lorsque le géant Tencent, dont l'application WeChat est centrale dans la vie des Chinois – outil de paiement, principal moyen de communication, réservation de tous les services possibles –, a annoncé intégrer DeepSeek dans ses fonctions de recherche, lundi 17 février, son cours de Bourse a grimpé à son plus haut niveau depuis trois ans. Le groupe Baidu, qui a bâti sa réussite sur son moteur de recherche et avait lancé avec un succès très mitigé sa propre IA, Ernie, en 2023, s'est aussi converti à

DeepSeek, et l'incorpore dans ses services. Surtout, il a changé de modèle économique pour sa propre IA en choisissant de la placer à son tour en open source, c'est-à-dire adoptable librement par tous les développeurs, une clé de la généralisation de l'utilisation de l'application.

L'étoile chinoise de l'IA a ouvert une course à l'usage. Car, si les Etats-Unis dominent largement le design des semi-conducteurs et se sont montrés précurseurs dans le développement de l'IA, la Chine estime que rien n'est encore écrit pour ce qui est de sa diffusion. La Chine a pour elle sa forte population avec une pénétration très élevée du numérique dans la vie quotidienne, et des chaînes de production industrielles d'une ampleur inégalée qui sont autant de terrains de perfectionnement de l'IA.

Jack Ma réhabilité

A Ningbo, le troisième port de conteneurs de la planète, le gestionnaire de l'infrastructure affirme commencer à utiliser DeepSeek pour sa gestion des flux logistiques. Les grands ports de Canton, dans l'estuaire de la rivière des Perles, et de Wuhan, sur le fleuve Yangzi Jiang, s'y convertissent aussi. L'université de Shenzhen, dans la capitale de la tech chinoise, face à Hongkong, a lancé un cours sur l'IA pour que les étudiants plus généralistes soient sensibilisés à DeepSeek. Celle de la province du Zhejiang a fait de même.

Cet élan n'a pas échappé au pouvoir central. Après une année 2024 où chaque mois le ralentissement s'est accentué, le président chinois, Xi Jinping, a saisi cet instant pour souligner comment le Parti communiste et les entreprises privées, en particulier celles des nouvelles technologies, avancent main dans la main.

Lundi 17 février, dans le Palais du peuple, à Pékin, M. Xi a reçu nombreux grands patrons chinois, surtout ceux des secteurs d'avenir. La mise en scène ne laissait aucun doute sur la hiérarchie, en opposition très calculée aux images d'Elon Musk et de son fils semblant avoir pris leurs quartiers dans le bureau Oval de la Maison Blanche, empiétant sur les pouvoirs du président américain, Donald Trump. La presse chinoise, pilotée par le département de la propagande, a essentiellement mon-

L'engouement est bienvenu pour l'Etat central, qui cherchait à réinjecter de la confiance dans une économie en ralentissement

tré les patrons alignés de dos à une table d'étude, face à Xi Jinping leur parlant tel un professeur. «Le moment est venu pour la majorité des entreprises et entrepreneurs privés de montrer leur talent», leur a-t-il dit, dans un «discours important», selon les médias d'Etat.

Parmi ces milliardaires se tenait Jack Ma, le fondateur du géant de l'e-commerce Alibaba, applaudissant l'entrée du président et comme réhabilité par ce contact avec le secrétaire du PCC, après sa purge. L'homme d'affaires le plus célèbre et un temps le plus riche du pays s'était cru permis en 2020 de critiquer publiquement le régulateur financier. Résultat, M. Ma n'était plus apparu sur aucun média et la question s'était posée de son statut dans un pays où nombre d'hommes d'affaires ont été arrêtés et condamnés pour leur collusion avec des officiels tombés en disgrâce. Au fil des douze années de pouvoir de Xi Jinping, une certaine terreur a fini par s'installer dans les milieux d'affaires chinois, entravant nécessairement l'initiative économique.

Mais, lundi, Xi Jinping a paru vouloir ouvrir un nouveau chapitre, même si les efforts de la presse et des analystes financiers dans les heures qui suivirent pour identifier qui avait été invité – et donc qui est actuellement sous des auspices favorables – ont montré que c'est bien le politique qui détermine le sort de chacun.

Une fois que le pouvoir donne son imprimatur, toute la nation doit montrer qu'elle suit le mouvement, d'où les réunions d'officiels locaux se prenant de passion pour DeepSeek. A Changsha, dans le Sud, les officiels promettent d'utiliser DeepSeek pour réduire les embouteillages et identifier les risques d'incendies. A Zhengzhou, dans l'Est, les cadres doivent «étudier en profondeur»

comment utiliser l'application pour résoudre les problèmes du peuple. Le groupe Huawei, devenu depuis les sanctions américaines à son encontre la tête de pont de l'effort d'autonomisation technologique de la Chine, a intégré DeepSeek à son système d'exploitation de smartphones, tandis que le constructeur automobile Great Wall Motors le fait entrer dans ses véhicules connectés.

L'arrivée de DeepSeek et l'inflexion du président chinois sur le privé arrivent à un moment opportun. Depuis l'automne 2024, le gouvernement avait multiplié les annonces en soutien à l'économie mais sans parvenir à susciter l'entrain espéré. Les Chinois se désespèrent d'entendre des discours sur la productivité et les technologies de pointe tout en constatant que leurs économies ont fondu avec la chute du marché immobilier et, qu'avec le risque du chômage, l'avenir de leurs enfants ne sera pas nécessairement meilleur que le leur. Ils attendent de voir quelles mesures concrètes le gouvernement pourra annoncer durant le grand rendez-vous politique de l'année, la session de l'Assemblée nationale populaire, qui s'ouvrira le 5 mars. Pékin, de son côté, espère que l'optimisme a déjà commencé à s'installer. ■

HAROLD THIBAULT

Les becs sucrés sont gâtés. Ils pourront se régaler sans bourse délier. Le cours du sucre a, en effet, connu un reflux. Sur les marchés, il s'est déprécié de près de 13 % en 2024 – même s'il a, depuis mi-février, repassé les 20 cents (20 centimes d'euros) la livre à New York. Un effet Saint-Valentin? Si les gourmands sont comblés, la potion est amère pour les sucriers. Le géant coopératif français Tereos a vu son chiffre d'affaires fondre de 16 %, à 4,6 milliards d'euros, sur les neuf premiers mois de son exercice 2024-2025. Et sa marge a minci.

Les coups de ce marché de denrées mondialisé nécessitant de lourds capitaux ont eu raison des deux dernières sucreries privées françaises. Mi-janvier, la sucrerie Ouvré Fils de Souppes-sur-Loing (Seine-et-Marne) a annoncé fermer ses portes. Tombée en panne pendant la campagne et suspectée d'une pollution accidentelle au sucre du canal du Loing, elle a stoppé son activité. Un arrêt brutal pour sa centaine de salariés. Début février, Lesaffre Frères, propriétaire d'une usine à Nangis (Seine-et-Marne), a aussi baissé pavillon. La sucrerie sera croquée par le groupe coopératif Cristal Union. Nouvel effet domino dans la filière française.

Reste à connaître l'étendue des champs de betteraves qui seront plantés au printemps. En 2024, la surface de racines sucrées avait bondi de 8 %, dépassant à nou-

veau le seuil des 400 000 hectares. Les planteurs salivaient après avoir écoulé, à prix d'or, plus de 55 euros la tonne, leur marchandise en 2023, lorsque la poudre blanche flambait. Sauf que la décrue des cours a amoindri leurs espoirs. Cristal Union s'est engagé à verser 40 euros la tonne pour la campagne qui vient de s'achever.

Les rendements, eux, ont glissé sous la moyenne. Pas à cause de la jaunisse transmise par un puçeron, mais par manque de soleil et d'excès de pluie. Les planteurs de betteraves sont pourtant aux avant-postes pour réclamer le retour des néonicotinoïdes, ces insecticides tueurs d'abeilles.

Frein d'urgence

La filière juge aussi déloyales les importations de sucre ukrainien en Europe. L'Ukraine avait le droit d'écouler 20 000 tonnes sans droit de douane avant le début de l'invasion russe, en 2022, puis le volume est passé à 500 000 tonnes en 2023. Sous la pression des sucriers européens, Buxelles a placé un frein d'urgence pour limiter le flux à 270 000 tonnes en 2024. Il a été actionné pour éviter de déstabiliser le marché.

Avec l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur, 190 000 tonnes supplémentaires de sucre sans droits de douane pourraient se déverser dans la balance. Les sucriers de l'UE font la guerre à ce surpoids. ■

2,3 MILLIONS

C'est le nombre de véhicules circulant en France métropolitaine qui doivent encore faire remplacer leurs airbags défaillants de la marque Takata, a annoncé, vendredi 21 février, le gouvernement, en révélant une campagne d'immobilisation chez Volkswagen après celle de Citroën. «Les airbags de plus de 2,3 millions de véhicules sont encore à remplacer en métropole», a indiqué le ministère des transports, qui précise que le groupe Volkswagen a demandé à plus de 250 000 clients français de ne plus conduire leur voiture, rendue dangereuse par ces équipements. Le scandale des airbags du japonais Takata – qui a fait faillite entre-temps – secoue le secteur depuis 2014. En France, ils ont provoqué au moins un décès en métropole et onze outre-mer.

AUTOMOBILE Autolib' : Bolloré devra être indemnisé de 66 millions d'euros

Plusieurs dizaines de communes franciliennes qui avaient utilisé le service d'autopartage Autolib' entre 2011 et 2018, devront verser 66 millions d'euros au groupe Bolloré, tranché, vendredi 21 février, la cour administrative d'appel de Paris. La société Autolib', fi-

liale du groupe du milliardaire breton, demandait réparation des préjudices subis en raison de la résiliation du contrat en 2018 par le syndicat mixte Autolib' Vélib' Métropole (SAVM), après l'échec économique du service. Le groupe Bolloré avait, dans la foulée, attaqué le SAVM en justice, lui réclamant 235 millions d'euros, mais avait perdu en 2023 en première instance. – (AFP)

ESPACE Le premier vol commercial d'Ariane-6 reporté

Le premier lancement commercial de la nouvelle fusée européenne Ariane-6, prévu le 26 février, est reporté à une date encore inconnue, en raison d'opérations de vérifications concernant l'acheminement du satellite militaire qui doit être embarqué, a annoncé, vendredi 21 février, Arianespace. – (AFP)

FERROVIAIRE Futur TGV: la SNCF prévoit une mise en service début 2026

SNCF Voyageurs vise une entrée en service du futur train à grande vitesse, le TGV M, début 2026, même si «une course contre la montre» est engagée pour y parvenir, a indiqué, vendredi 21 février, l'opérateur ferroviaire. Le programme a déjà un an de retard, puisque les premières rames étaient attendues pour l'été 2024. – (AFP)



MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

La potion est amère pour les sucriers

Le Monde HORS-SÉRIE ÉDITION 2025 LE BILAN DU MONDE + ATLAS DE 198 PAYS + 15 PAGES DE DÉBATS : NARHES MOHAMMADI, SEBASTIEN JEAN, IRÈNE THÉRY, RAPHAËL LLORCA, RAJAT VELLAUD-BELKAÏD, JAN MERWYN MÜLLER, CAROLA KLOCK... 

DÉCONSTRUCTION

Gaza, Liban, Israël, Syrie, Ukraine, Soudan, mais aussi Mayotte, Valence, l'onde de choc des guerres, crises et catastrophes naturelles plonge l'humanité dans l'incertitude, comme si elle avait basculé dans l'inconnu accréditant l'idée d'un monde en pleine déconstruction.

Pour mieux mesurer l'état du monde en transition, le *Bilan du Monde* dresse l'état des lieux des 198 pays du globe après une année d'épreuves et d'événements locaux et internationaux.

Une publication indispensable pour comprendre le monde d'aujourd'hui et revisiter l'année 2024.

Chez votre marchand de journaux et sur le monde.fr/boutique.

Le Monde

RIO DE JANEIRO - correspondance

Quinze mètres carrés. C'est la surface que Joao Pedro Lima, un père célibataire de 21 ans aux bras musclés et tatoués, partage avec son bébé de 1 an, Sophia. Ce *kitnet* (« studio ») aménagé dans le sous-sol d'un immeuble en brique de trois étages, au bout d'une ruelle étroite et sombre, est le seul logement qu'il a pu louer à Rocinha, un énorme bidonville niché sur une colline dans le sud de Rio de Janeiro. Faute d'espace, père et fille partagent un lit d'une place et demie, tandis que les WC sont installés dans la douche, séparée du reste du studio par une simple porte coulissante. N'ayant pas de place pour une table, Sophia prend ses repas, assise sur les genoux, sur un canapé étroit recouvert d'un tissu fleuri, collé au lit. Joao, lui, mange debout.

Le jeune homme, qui travaille dans une agence de voyages, ne se plaint pourtant pas de ce manque de confort. Il se considère même comme un « privilégié » : « Ici, ce logement est un luxe », assure-t-il. Comme le reste des bidonvilles du pays, Rocinha est en effet confronté à une forte expansion démographique. « Il est de plus en plus difficile de trouver un logement de qualité », déplore Joao. *« Là où j'habitais avant, il n'y avait aucune ventilation, et ma fille faisait des crises d'asthme. »* Selon le dernier recensement démographique au Brésil effectué en 2022, dont les résultats ont été publiés le 11 novembre 2024, la population habitant dans des bidonvilles du pays, appelés « favelas », est passée de 11 à 16 millions de personnes en dix ans, soit de 6 % à 8,1 % de la population nationale (203 millions de personnes en 2022).

ELLE POUSSÉ VERS LE HAUT !

Durant cette période, Rocinha, la plus grande favela du pays, a gagné au moins 2860 habitants, portant sa population totale à 72 021 personnes. Avec 48 367 habitants par kilomètre carré, elle affiche la plus forte densité démographique du pays. L'association locale de résidents assure toutefois que la densité serait en réalité encore plus élevée. Elle indique avoir relevé 170 000 habitants, soit une densité de 118 000 habitants par kilomètre carré, 22 fois plus que la moyenne de Rio de Janeiro !

Cet afflux de population s'explique principalement par la « localisation privilégiée de Rocinha au sein de Rio de Janeiro », explique Kharine Gil, sociologue et chercheuse, contributrice au Dictionnaire des favelas Marielle-Franco, un centre de ressources qui se consacre à l'étude des favelas. Entourée de deux des quartiers les plus aisés de la ville, São Conrado, au sud, et Gavea, au nord, Rocinha « attire beaucoup de migrants, notamment venus du Nord-Este [la région la plus pauvre du pays], qui cherchent à trouver des emplois dans les quartiers aisés », souvent comme maçons, serveurs ou employés domestiques. Selon le recensement, 56,8 % de la population se déclare « parda » (« brun » ou métis) et 16,1 % se considère « noire ».

Mais Rocinha n'est plus capable d'accueillir cette population croissante. « La favela n'a plus d'espace pour se développer horizontalement », constate Alex de Jesus Telles, 48 ans, un vendeur ambulant de lunettes de soleil. Debout à côté de son étal, à la sortie d'une bouche de métro au pied de la favela, il contemple derrière lui les petites maisons de brique ou de béton empilées les unes sur les autres,



Sur un terrain de football de la favela Rocinha, à Rio de Janeiro, le 22 novembre 2022. CARL DE SOUZA/AFP

PLEIN CADRE

Rocinha, la favela la plus peuplée du Brésil

Dans ce quartier de Rio de Janeiro affluent les migrants qui cherchent du travail dans les quartiers riches limitrophes. Au pays de Lula, 16 millions de personnes vivent dans des bidonvilles

qui ont fait naître des immeubles multicolores fragiles à l'allure disparate. Elles occupent presque toute la colline autrefois recouverte de forêt tropicale. « Maintenant, Rocinha pousse vers le haut ! », s'exclame-t-il. Lui-même a notamment construit deux *kitnets* sur la maison héritée de ses parents afin de permettre à chacun de ses six enfants d'avoir un logement. A une quinzaine de minutes à pied du métro, sur la route principale qui grimpe à travers Rocinha, un bâtiment a même battu les records : avec 11 étages, il est surnommé « Empire State » par les habitants de Rocinha.

Mais ces constructions informelles répondent rarement aux normes de sécurité et d'urbanisme. « Elles n'ont souvent pas de ventilation adéquate et manquent d'éclairage et d'exposition au soleil », s'inquiète Geronimo Leitao, architecte et urbaniste de l'université fédérale de Rio de Janeiro. Construits de manière anarchique, les nouveaux logements bouchent souvent les fenêtres des voisins, grignotent les der-

niers espaces verts et occupent les trottoirs des rues bruyantes où défilent les motos-taxis.

Certaines ruelles, appelées « *bacos* », sont devenues si étroites qu'elles ressemblent à des tunnels. La plupart ne sont plus accessibles en voiture, ce qui complique l'accès de services basiques, tels que la poste – les habitants n'ont presque jamais d'adresse officielle – ou le passage des camions de pompiers ou des ambulances. « J'ai déjà dû transporter des personnes malades ou handicapées dans des charrettes pour les emmener vers un centre de santé », assure Giliard Barreto,

un ancien agent de santé local (employé municipal qui fait le lien entre les populations pauvres et les services de santé publique), cofondateur du collectif humanitaire Tamo Junto à Rocinha. Mais ces constructions informelles répondent rarement aux normes de sécurité et d'urbanisme. « Elles n'ont souvent pas de ventilation adéquate et manquent d'éclairage et d'exposition au soleil », s'inquiète Geronimo Leitao, architecte et urbaniste de l'université fédérale de Rio de Janeiro. Construits de manière anarchique, les nouveaux logements bouchent souvent les fenêtres des voisins, grignotent les der-

DES TONNES D'ORDURES

La gestion des déchets est aussi un défi. Les habitants sont contraints de jeter leurs ordures dans de grands conteneurs installés dans les rues les plus larges, où les camions poubelle parviennent à circuler. Mais ces infrastructures sont insuffisantes pour les quelque 200 tonnes produites chaque jour à Rocinha : des montagnes de sacs plastiques, de restes alimentaires et des appareils électroménagers s'accumulent ainsi le long des routes, dégageant des odeurs nauséabondes.

Quand il pleut, « les rues sans canalisations adéquates deviennent des cascades et emportent les dé-

chets jusqu'en bas de la colline », explique Joao Mina, sociologue urbain à l'Institut d'études sociales et politiques. Les détritus se concentrent souvent dans un canal qui longe une rue dans la partie est de Rocinha appelée « Valao », où s'écoulent les eaux usées. Ce vaste égout à ciel ouvert, recouvert par des tôles, est devenu un foyer de transmission de maladies.

A Rocinha, « les logements absolument insalubres, non ventilés, habités par une forte densité de personnes sont un terrain fertile pour les maladies », déplore Roberta Gondim, chercheuse à l'Ecole nationale de santé publique de la Fondation Oswaldo Cruz. En 2023, le taux d'incidence de la tuberculose dans la favela, avec 35,4 cas pour 10 000 habitants, selon la mairie de Rio de Janeiro, était dix fois supérieur au taux moyen national (3,7 pour 10 000 habitants).

Malgré les efforts des équipes des trois centres de santé de famille du quartier, qui effectuent fréquemment des visites à domicile pour diagnostiquer des malades et les soigner, la tuberculose persiste. « Tant que les conditions de vie des habitants ne seront pas améliorées, ils continueront de tomber malades », avertit Mme Gondim. Notre problème ne réside pas dans le manque de médicaments, de médecins ou de technologies, mais dans les inégalités sociales. »

Face à l'urgence d'améliorer les conditions de vie des habitants, l'Association des résidents de Rocinha tente de trouver des solu-

Menezes, urbaniste spécialiste de Rocinha du Laboratoire habitat et forme urbaine. Pour lui, cela n'est possible que grâce à des « services publics, y compris la police, pour interdire de construire dans les zones illégales ». Selon l'urbaniste, pendant les années 2010, de grands travaux d'infrastructures entrepris dans le cadre des Programmes d'accélération de la croissance 1 et 2 mis en place par les premiers gouvernements de Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2011) et de Dilma Rousseff (2011-2016), du Parti des travailleurs, avaient permis quelques progrès dans la favela.

« Les logements insalubres, non ventilés, habités par une forte densité de personnes sont un terrain pour les maladies »

ROBERTA GONDIM,
chercheuse à la Fondation
Oswaldo Cruz

tions. « Nous menons des négociations avec des entreprises privées pour obtenir de l'eau potable, assainir l'eau et bénéficier de l'électricité à tarif réduit », explique Joao Bosco, qui préside l'organisation. Il rappelle que 3 861 familles de Rocinha vivent dans une situation de pauvreté extrême, c'est-à-dire avec des revenus inférieurs à 209 reais (32 euros) par mois et ne peuvent payer un contrat d'électricité. La plupart raccordent donc clandestinement des câbles au réseau électrique. Toutefois, en raison de l'expansion démographique, le système sature fréquemment. « En 2024, un quartier de Rocinha comptant près de 2 000 maisons a dû passer vingt jours sans électricité », rappelle M. Bosco.

Ces aides ponctuelles du privé risquent de ne pas suffire. « Rocinha a besoin de régulation et de contrôle », analyse Marat Troina

PROJETS PARALYSÉS Certaines rues ont été élargies, et des familles habitant dans des logements insalubres ont été relogées. Un complexe sportif, une bibliothèque et une clinique ont également été construits. « Nous avons même obtenu une station de métro en bas de la favela ! », se félicite Antonio Xaolin Ferreira de Melo, 72 ans, un ancien employé du métro de Rio qui s'était battu, à l'époque, pour que Rocinha puisse profiter de ce moyen de transport. En parallèle, en 2011, l'Etat de Rio de Janeiro a mené des opérations de police pour récupérer le contrôle du bidonville, dirigé par des narcotrafiquants.

Mais à la suite de l'opération anticorruption « Lava Jato », qui a conduit à la destitution de Dilma Rousseff, les projets à Rocinha ont été « paralysés », déplore M. Troina Menezes. Accusé de versements de pots-de-vin à des dirigeants politiques et des fonctionnaires, le géant de la construction Odebrecht, chargé de nombreux projets urbanistiques à Rocinha, a suspendu les travaux. « Depuis, malheureusement, Rocinha connaît une régression : la densité continue d'augmenter, et les problèmes s'aggravent », regrette M. Troina Menezes. Malgré l'annonce d'un nouveau programme d'accélération de la croissance par Lula, à nouveau à la tête du Brésil depuis janvier 2023, l'urbaniste estime que « l'avenir à Rocinha semble peu prometteur ». ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

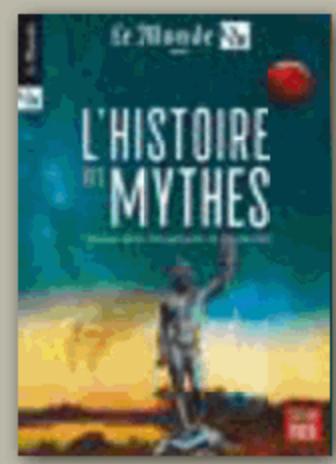
Certaines ruelles, appelées « becos », sont devenues si étroites qu'elles ressemblent à des tunnels



En kiosque



Dès jeudi 20 février



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection

Dès mercredi 19 février,
le volume n° 5
LE ROI ARTHUR CONTRE LES ONZE ROYAUMES

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.souscription.frLe Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes
soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU « MONDE »

Naissance

Nantes.

Annie et Jean-Noël PEROIS, ses arrière-grands-parents, Kristina et Jean-Yves GUILLAUME, ses grands-parents,

ont le grand bonheur d'annoncer la naissance de

Olivia,

le 9 février 2025,

au foyer de Sophie et Jérémie FAUSSION.

« Aînée d'une nouvelle génération ! »

Anniversaire de naissance

De Paris, le 23 février 1995 à Bruxelles, le 23 février 2025, en passant par Soulac, Lyon, Grand Rapids, Nagoya et Dubaï,

Astrid

a trente ans aujourd'hui.

Bon anniversaire Princesse !

Décès

Helmut BERGER, avocat en droit des brevets,

est décédé le 21 janvier 2025, à Montpellier.

Il était né le 27 mars 1939, à Lunen, en Westphalie.

Colette Berger.

Issy-les-Moulineaux. Paris.

Mme Yvonne Boisaubert, sa mère, Mme Nathalie Mérai, sa compagne, Camille, Apo, Louis, Claire, Paul, ses enfants, Hippolyte et Hyacinthe, ses petits-enfants, Les familles Boisaubert-Baillion, Le Bour-Boisaubert, Sanguinée, Leherpeur,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Gilles BOISAUBERT,

survenu le 18 février 2025, à Clamart.

La cérémonie d'adieu se déroulera en Bourgogne, au cimetière d'Ozenay (Saône-et-Loire), le 27 février, à 11 heures.

Nous remercions chaleureusement les équipes de l'hôpital Percy de Clamart, pour le soutien fraternel et les soins apportés à Gilles durant son combat contre la maladie.

Yves et Sylvie, son fils et sa belle-fille, Ses cousins, cousines, Ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel BOUCIRAN,

homme passionné, professeur de mathématiques, ingénieur et chercheur en résistance des matériaux, un pionnier de l'informatique,

survenu le 9 février 2025, à Saint-Germain-en-Laye, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Michel repose au cimetière des Champeaux, à Montmorency.

Mme Raymond Braun, née Claude Schmitt, Hervé (+), Thierry, Valérie, Joséphine, Thomas, ses enfants et leurs conjoints, Célestine, Grégoire, Justine, Victor, Noé, Malo, ses petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès du

docteur Raymond BRAUN, neuro-psychiatre, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 30 janvier 2025, à Paris, dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie d'adieu a été célébrée dans l'intimité familiale.

Danielle Fleury, née Rude, son épouse,

Pierre-Alexis, Claire, Juliette, son fils, sa fille et sa belle-fille, Marion et Thomas, ses petits-enfants

Ainsi que toute sa famille Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel FLEURY, X 52, géographe, ingénieur en chef SNCF,

survenu le 10 février 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Un hommage lui sera rendu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le 24 février, à 13 heures.

Anne Guilhon, son épouse, Muriel Guilhon, sa fille,

Carl et Sarah, Maël et Michela, ses fils et belles-filles, Farah, Enzo et Laouén, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Alain GUILHON,

survenu le 14 janvier 2025.

La cérémonie d'adieu a eu lieu le 25 janvier, au crématorium de Quimper.

Sanae, La famille

Et ses amis en Algérie et en France,

ont l'immense douleur d'annoncer le décès brutal de

Mehdi HAMMOUCHE,

survenu le 2 février 2025, à Limoges.

Odile, Marie-Brigitte, François et Laurence, ses enfants,

Denis, Philippe, Sophie et Jean-Nicolas, ses gendres et belle-fille, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jacques JESSEL,

ministre plénipotentiaire honoraire, ENA promotion « Alexis de Tocqueville », officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 février, à 14 heures, en l'église de Frasnay-Reugny (Nièvre) et sera suivie de son inhumation auprès de

Monique,

son épouse.

Emmanuelle Martineau, née Roederer, son épouse,

Le docteur Jacques Martineau, son père, Alexandre et Liliane Martineau, Pierre Martineau, ses frères et belle-sœur,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Emmanuel MARTINEAU,

ancien élève de l'école normale supérieure (Ulm, 1966), agrégé de philosophie (1970), docteur ès lettres (1993),

survenu le 3 février 2025, à Boulogne-Billancourt, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie d'adieu et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Châteaufort (Vallée de Chevreuse).

745, avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt, roederer.martineau@wanadoo.fr

Sulniac (Morbihan). Le Lonzac (Corrèze).

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

M. Claude MICHON,

survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Il fut un fidèle lecteur du *Monde* depuis ses dix-huit ans.

Claude laisse dans le deuil sa famille et ses proches.

La cérémonie sera célébrée le mardi 25 février 2025, en l'église du Lonzac (Corrèze), suivie de l'inhumation au cimetière.

Des dons en faveur de l'Association Leucémie Espoir 56 seront préférés.

Dans l'espérance que cet avis trouve écho auprès de ceux qui l'ont connu et apprécié.

Sa famille, Ses amis,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Maurice PERGNIER,

23 octobre 1938 - 12 février 2025, professeur émérite des Universités.

claire.forestier@free.fr

Eléonore Pistilli, son épouse, Alain et Catherine Pistilli, ses enfants,

Alexandre, Vanessa, Fabio, Angela, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Antoine PISTILLI,

né le 9 octobre 1929, à Isola Del Liri, en Italie, ingénieur aéronautique chez Dassault,

survenu le 13 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Une messe aura lieu le mardi 25 février, à 14 heures, en l'église Saint-Gilles de Saint-Leu-la-Forêt, 4, rue de l'Eglise, suivie de la crémation au crématorium de Cormeilles-en-Parisis, 27, rue Georges-Méliès, à 16 heures.

Nantes. Tigy. Bourg-la-Reine.

Ses nièces et neveux

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Marie-Christine RÉBY,

peintre, ancienne directrice du Mouvement du Nid,

survenu le 11 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

La cérémonie aura lieu le mardi 25 février, à 15 heures, au crématorium du Val-de-Bièvre, à Arcueil.

Régis et Audrey Renouard Larivière, ses enfants,

Ferdinand et Giulia, Isaac et Anny, Nathanaël, Joachim et Bérénice, ses petits-enfants,

Aurelio, Marcella, ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Mme Henri RENOARD LARIVIÈRE,

née Christiane de ROLLEPOT,

survenu le 1^{er} février 2025, dans sa cent deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 14 février, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

6, allée Georges-Rouault, 75020 Paris.

Marie Lionnet, sa mère, Antony Ricolfi, son père,

Lynn Tan-Ricolfi, son épouse et sa fille, Nicole,

Thomas et Emmanuel Ricolfi, ses frères et leurs épouses,

Raphaëlle et Elodie, Alix, Olivia, Elina, Martin et Charlotte, ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part que

Guillaume RICOLFI,

après s'être battu comme un lion contre la maladie, s'en est allé entouré de tout notre amour, dans sa trente-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 février 2025, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris 16^e.

ricolfi.antonny@gmail.com

Michèle Robequain, son épouse,

Etienne, Benoît, Bertrand et Lucie, ses enfants et leurs conjoints, Sara, Johanne, Sophie et Olivier,

Alexandre, Manon, Chloé, Anne, Judith, Louisa, Simon, Sofia, Alice,

Le premier ministre hongrois peut se frotter les mains. Stimulé par l'empressement de Donald Trump à négocier la paix en Ukraine avec Vladimir Poutine, dans le dos de Kiev et de l'Union européenne (UE), dont son pays fait partie, Viktor Orbán s'est félicité du retour de la Russie dans le grand jeu. «*Si le président américain fait la paix, je pense que la Russie sera réintégrée dans l'économie mondiale, dans le système de sécurité européen et même dans le système énergétique et économique européen*», a-t-il déclaré sur les ondes de Magyar Radio, la radio d'Etat, vendredi 14 février.

L'enlisement du conflit, la fatigue des opinions publiques, la crainte de l'escalade jouent en faveur de Moscou et au détriment de Bruxelles. Une ligne de fracture se creuse en Europe entre les Etats résolus à se protéger des appétits du prédateur russe, tels la Pologne et les pays baltes, et les adeptes de l'apaisement envers le régime de Vladimir Poutine. Déjà constitué de la Hongrie et de la Slovaquie, auxquelles peuvent s'ajouter une Bulgarie de plus en plus hésitante et une Serbie, non-membre de l'UE, mais historiquement proche de la Russie, ce camp pourrait s'étendre, à l'occasion de scrutins cruciaux, prévus cette année en Allemagne, en République tchèque et en Roumanie.

Restée dépendante des hydrocarbures russes, opposée aux sanctions contre Moscou, la Hongrie a «beaucoup à gagner de la paix», qui donnerait, a répété M. Orbán lors de son intervention radiophonique, un «énorme coup de pouce à l'économie» nationale, en particulier si le gaz russe bon marché, perçu par son gouvernement comme la clé du redémarrage économique, se remettait à circuler à pleins tuyaux.

Le premier ministre slovaque, Robert Fico, dont le pays est tout aussi tributaire de Gazprom, est sur la même ligne. Les deux dirigeants eurosceptiques partagent un même manque d'empathie envers le sort des Ukrainiens. Peu leur importe que cette paix puisse se faire sur le dos de deux principes fondamentaux de l'UE – le respect de la volonté des peuples et des frontières. Ils n'en ont cure, puisque, comme l'a expliqué M. Orbán au micro, «les jours de l'Union européenne sont comptés». «L'avenir ne s'écrit pas en Europe», a-t-il prédit, oubliant des bénéfices recueillis par son pays depuis son adhésion à l'UE, en 2004.

Avec, en son sein, des responsables politiques qui parlent sur sa chute, la famille européenne a du souci à se faire. Si, au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le nationaliste hongrois paraissait isolé, sa vision du monde, conforme à celle du président russe, Vladimir Poutine, fait aujourd'hui des émules dans l'ancien glacis soviétique.

«Orban recrute de plus en plus d'Etats membres pour rejoindre son axe de paralysie», constate Gabrielius Landsbergis, ministre des affaires étrangères lituanien de 2020 à 2024. Paralysie, car la Hongrie «bloque plus de la moitié des décisions de politique étrangère de l'UE et continue de faire obstruction à la Facilité européenne pour la paix, un fonds destiné à soutenir la défense de l'Ukraine», écrit-il dans une tribune publiée sur le site de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, le 11 février.

«Cette partie de l'Europe est aujourd'hui le terrain d'un bras de fer géopolitique où personne ne se sent à l'abri», relève Tatiana Kastouéva-Jean, qui dirige le Centre Russie/Eurasie de l'Institut français des relations internationales. Les tensions se manifestent parfois là où on ne les attend pas, comme le montre l'exemple de la Roumanie, pays très ancré dans l'UE et dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN], qui a dû annuler [le 6 décembre 2024] l'élection présidentielle pour cause d'ingérence russe.»

«LES TENSIONS SE MANIFESTENT PARFOIS LÀ OÙ ON NE LES ATTEND PAS, COMME LE MONTRÉ L'EXEMPLE DE LA ROUMANIE»

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN
directrice du centre Russie/Eurasie de l'IFRI

La Roumanie ne se remet pas du cataclysme démocratique qu'a représenté ce scrutin. A la surprise générale, un candidat complotiste et prorusse, Calin Georgescu, est arrivé en tête au premier tour, le 24 novembre 2024. Inconnu de la scène politique roumaine, cet ancien haut fonctionnaire a réussi à décrocher 23 % des voix, dans un pays où tous les sondages montrent pourtant un fort attachement à l'UE et à l'OTAN.

Après une campagne exclusivement menée sur TikTok, M. Georgescu a profité d'une vaste manipulation de ce réseau social, orchestrée, selon les services de renseignement roumains, par un «acteur étatique». Les regards se sont alors tournés vers la Russie. À l'évidence, l'arrivée à Bucarest d'un président proche du Kremlin fragiliserait la défense du flanc est de l'Alliance, pour laquelle perdre un adhérent disposant d'un accès stratégique à la mer Noire serait un coup dur. Une perspective qui réjouit M. Georgescu, opposé aux projets de l'OTAN dans son pays: l'installation du système de défense antimissile à Deveselu, dans le sud de la Roumanie, et, au bord de la mer Noire, à Constanta, le gigantesque chantier d'extension de la base aérienne vouée à devenir la plus grosse implantation militaire de la région.

BOMBE À RETARDEMENT

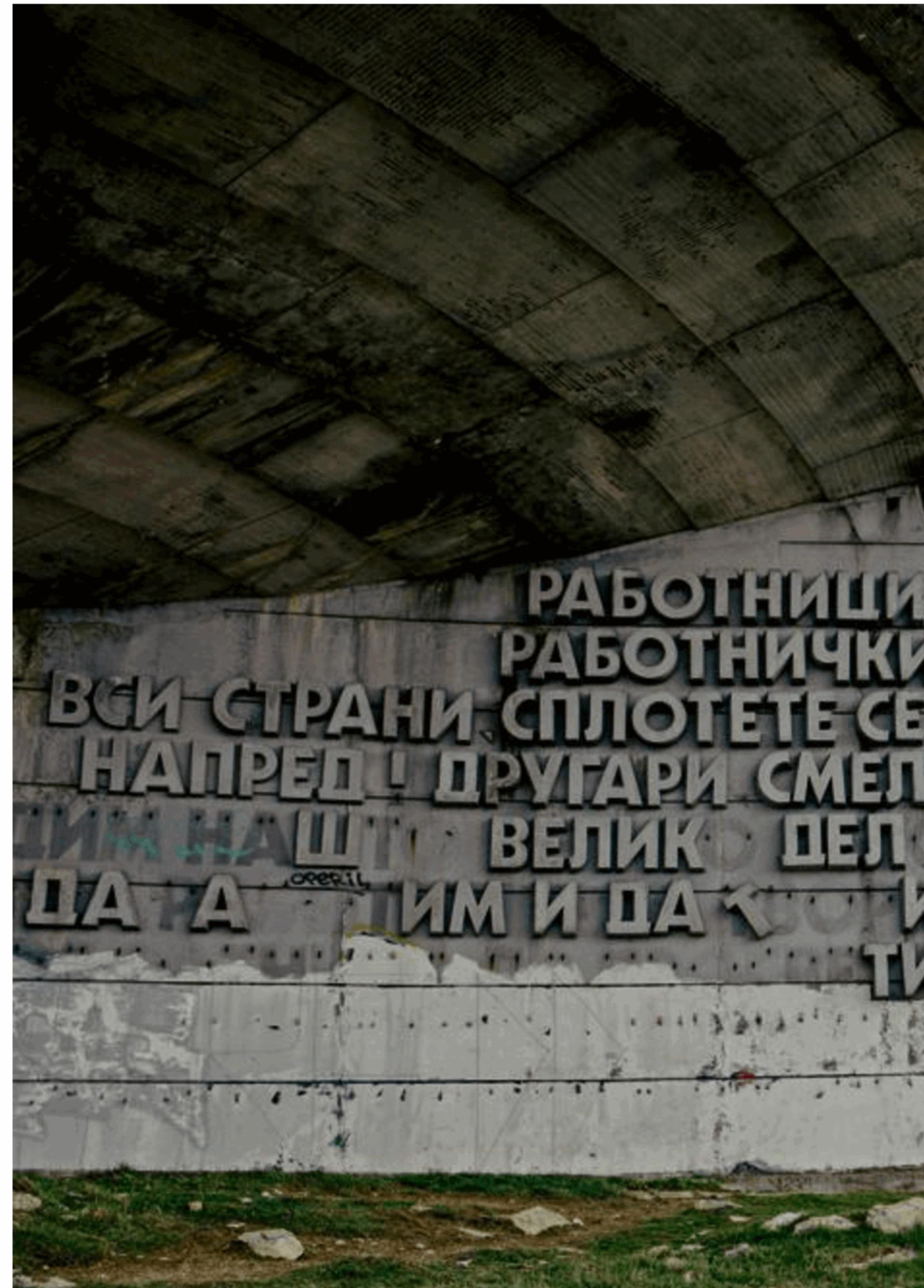
Alors qu'il mène campagne pour la nouvelle élection présidentielle, prévue en mai, le candidat TikTok continue de propager des messages calqués sur ceux du Kremlin. Dans un podcast diffusé le 29 janvier, il s'est dit persuadé que «l'Ukraine est un Etat fictif» et que ses «frontières vont certainement changer». Estimant que «la guerre est perdue» pour Kiev, il a suggéré que la Roumanie pourrait récupérer certains territoires où vit une minorité roumanophone, comme la «Bucovine du Nord», une région annexée par Joseph Staline dans le cadre du pacte germano-soviétique de 1939, pour être rattachée à ce qui était alors la République socialiste soviétique d'Ukraine. Un thème cher à la Russie, qui a suggéré, quelques jours plus tard, par la voix de Sergueï Narychkine, le chef du service de renseignement extérieur, l'organisation prochaine, à Moscou, d'une conférence d'historiens hongrois, slovaques, polonais, roumains, invités à discuter du partage des régions ukrainiennes de l'Ouest.

Face aux propos radicaux de M. Georgescu, la Cour constitutionnelle roumaine pourrait décider d'empêcher sa candidature, comme elle avait bloqué, à l'automne 2024, celle de Diana Iovanović Sosoacă, représentante d'un parti d'extrême droite, antisémite et prorusse. Mais ces décisions judiciaires diviseront profondément le pays, où les partisans de l'extrême droite descendront régulièrement dans la rue pour dénoncer un «coup d'Etat». Même le camp pro-européen n'est pas certain que l'annulation du scrutin était pertinente face à un électoral dégagiste, animé par la colère contre les deux grandes formations actuellement aux affaires.

«Il ne faut pas tirer de fausses conclusions du scrutin de 2024», rappelle Remus Stefureac, directeur de l'institut de sondage Insycop, qui a publié, en janvier, une enquête d'opinion en Roumanie. «Même les électeurs de Georgescu sont très majoritairement pro-UE et pro-OTAN», constate-t-il, certain qu'il s'agit là, surtout, d'un «message antisystème» ayant séduit l'électeur issu des «zones rurales et petites villes, avec des bas salaires et peu de possibilités d'emploi». En effet, relève M. Stefureac, «les campagnes de désinformation très sophistiquées de la Russie n'évoquent jamais un soutien direct de Moscou, elles utilisent les sujets internes, les frustrations économiques». D'après ce sondage, 48,5 % des Roumains interrogés ont ainsi le sentiment d'être une «colonie de l'UE et des Etats-Unis» et 68,1 % sont «opposés à toute reconnaissance légale des couples du même sexe», thèmes les plus saillants de la propagande russe.

Pour autant, les Roumains ne souhaitent pas se rapprocher de Moscou. «Aux yeux de la plupart d'entre eux, la Russie et Poutine restent un grand danger», assure ainsi le premier ministre roumain de 2015 à 2017, Dacian Ciolos, centriste et pro-européen. La Russie n'est pas à l'origine de nos faiblesses, mais elle speculate sur celles-ci.» Il déplore par ailleurs le fait que les raisons de l'annulation du scrutin restent «mal expliquées». Si une enquête judiciaire a été ouverte, elle n'a débouché pour l'instant sur aucune information publique.

Véritable bombe à retardement, la prochaine échéance électorale en Roumanie se présente mal pour l'UE. M. Georgescu pourrait obtenir un score encore meilleur qu'en novembre 2024, selon les sondages actuels. Une



Russie Retour de l'ancien glacis soviétique

Trois ans après le début de la guerre en Ukraine, la montée de courants antisystèmes et d'extrême droite fragilise la famille européenne, au moment où son allié américain la lâche. Des failles exploitées par Moscou



Un monument construit en 1981 par le Parti communiste bulgare, abandonné après la chute du régime, en 1989. A Bouzloudja, en Bulgarie, le 1^{er} mai 2022.
NANNA HEITMANN / MAGNUM PHOTOS

tendance qu'il faut toutefois prendre avec précaution, les autres candidats n'étant pas encore connus. « Le président roumain a moins de pouvoirs que son homologue français », relativise aussi M. Stefureac. Mais nul doute qu'en cas de victoire M. Georgescu alignerait sa diplomatie sur celle de Viktor Orban et de Robert Fico. Et il disposerait quand même de quelques leviers de décision. « Le président est le chef du conseil de sécurité et peut affecter sérieusement notre coopération avec l'Occident, sans compter qu'il a aussi la main sur les services de renseignement », s'inquiète Iulian Fota, secrétaire d'Etat, de 2022 à 2024, au ministère des affaires étrangères de la Roumanie.

LA GÉORGIE, JADIS ÉLÈVE MODÈLE

La poussée rouge-brun, antisystème et d'extrême droite, guette aussi la Moldavie, un pays candidat à l'adhésion à l'UE, où les partis prorusse, rassemblés au sein de la coalition Alternativa, ont le vent en poupe. Leur objectif est de faire tomber le gouvernement formé par la présidente pro-européenne, Maia Sandu, lors des prochaines législatives, qui doivent se tenir avant le 26 octobre. Habiles à exploiter le mécontentement de la population, qu'alimente une énergie devenue trop chère, ces relais du Kremlin accusent le pouvoir en place d'être « incapable » de négocier des tarifs gaziers préférentiels avec Moscou.

Il est vrai que, dès le début de l'invasion de l'Ukraine, Gazprom a divisé par trois les livraisons de gaz à la Moldavie, à partir duquel 80 % de l'électricité est produite, provoquant une forte inflation et la chute du pouvoir d'achat. En guise de modèle, l'extrême droite cite la région de Transnistrie, séparatiste et prorusse, qui reçoit gratuitement du gaz russe depuis trente ans, tout en exportant ses biens vers la Moldavie et l'UE.

« La Moldavie pourrait être le prochain coup sur l'échiquier de la lutte d'influence entre Moscou et Bruxelles, dit craindr Tatiana Kastouéva-Jean. Ce pays a plusieurs facteurs de vulnérabilité : la pauvreté, le nombre de russophones qui suivent les médias du Kremlin et une région sécessionniste de longue date, la

Transnistrie. » « Une autre région récalcitrante aux autorités centrales est la Gagaouzie, une province autonome prorusse dont la gouverneure, Evgenia Gutul, s'est fait prendre en photo aux côtés de Vladimir Poutine, en 2024, ajoute-t-elle. Maia Sandu (...) risque de perdre sa majorité parlementaire. »

Autre pièce majeure de l'échiquier, la Géorgie regarde de plus en plus franchement vers Moscou. L'invasion de l'Ukraine a poussé le parti au pouvoir depuis 2012, Rêve géorgien, à choisir son camp. Jusqu'alors tourné vers l'Europe – l'intégration euroatlantique est même inscrite dans la Constitution –, le pays a opéré, après février 2022, un revirement spectaculaire en se rapprochant de Moscou. En choisissant de ménager son voisin du Nord au détriment de Bruxelles, Bidzina Ivanichvili, l'oligarque qui dirige la Géorgie en sous-main, a fait un « calcul opportuniste », analyse Marie Dumoulin, chercheuse au groupe de réflexion Conseil européen pour les relations internationales. « Comme les présidents Ilham Aliyev en Azerbaïdjan et Alexandre Loukachenko en Biélorussie, il table sur une victoire de la Russie en Ukraine et veut être dans le camp des vainqueurs », avance-t-elle.

Paradoxalement, ce basculement s'est accéléré au moment même où l'UE offrait à la Géorgie une occasion historique d'ouvrir des négociations d'adhésion. Malgré des réformes à la traîne, Bruxelles lui a en effet accordé, en décembre 2023, le statut de candidat. Stratégique avant tout, cette décision visait à éviter de jeter le pays dans les bras russes. « Avec l'invasion de l'Ukraine, les Européens ont pris brutalement conscience de cette confrontation géopolitique avec la Russie, relève Mme Dumoulin. Avant, ils l'ignoraient ou refusaient de la voir. »

De fait, en octroyant son feu vert, Bruxelles a précipité, malgré elle, le retour de la Géorgie dans le giron russe. Non seulement parce qu'une intégration européenne et son corollaire – des réformes pour améliorer la transparence et la démocratie – auraient été incompatibles avec le projet de M. Ivanichvili de maintenir son emprise. Mais aussi parce

que le Kremlin ne voulait pas perdre cette ancienne république soviétique de la rive orientale de la mer Noire, une aire maritime considérée depuis toujours par les dirigeants russes comme leur sphère d'influence pérenne.

Après l'obtention par la Géorgie de son statut de candidat à l'UE – au grand soulagement de la population, à 80 % pro-européenne –, Rêve géorgien a tout mis en œuvre pour faire avorter le processus, à une vitesse vertigineuse. La Géorgie a d'abord adopté, en mai 2024, une législation sur l'« influence étrangère », calquée sur une loi russe de 2012 visant à réduire au silence la société civile et les médias indépendants, puis promulgué, cinq mois plus tard, une loi restreignant les droits des LGBT+. La victoire – entachée de fraudes – de Rêve géorgien aux législatives d'octobre 2024, suivie de l'annonce, le mois suivant, de la suspension du processus d'adhésion à l'UE et d'une violente répression des manifestations pro-européennes, a achevé d'enterrer la perspective d'une Géorgie européenne.

Ce pays, qui faisait naguère figure d'élève modèle dans la région en matière de démocratisation, avec le soutien financier des Européens et des Américains, sombre aujourd'hui dans l'autoritarisme et multiplie les appels du pied à la Russie, dont les troupes occupent 20 % du territoire depuis la guerre de 2008. A l'époque, les chars russes s'étaient arrêtés à 80 kilomètres de Tbilissi. Aujourd'hui, Moscou applaudit : fin novembre 2024, Vladimir Poutine s'est dit « impressionné par le courage » du gouvernement géorgien, devenu son appui le plus fiable dans le Caucase, bien que Tbilissi continue de tenir un discours pro-européen de façade pour ne pas se mettre complètement à dos la population. « Poutine n'a même plus besoin d'envahir militairement la Géorgie », dit en souriant Gotcha Javakhishvili, ancien ambassadeur de Géorgie en France, premier diplomate du pays à avoir démissionné, en mai 2024, pour protester contre la loi sur l'« influence étrangère ».

MENACE EXISTENTIELLE

Pourtant, des milliers de Géorgiens manifestent chaque jour contre le gouvernement, dans l'espoir de sauver leur avenir européen. Même si une partie de la population est perméable à la propagande du gouvernement, qui compare l'Europe à un empire de dépravés, la plupart des Géorgiens associent l'UE à la sécurité, à la prospérité, à la liberté, à la démocratie, à la justice et au respect des droits humains. Leur désir d'Europe est aussi fort que leur rejet de la Russie, perçue par une immense majorité comme une puissance ennemie et une menace existentielle, jusque dans les rangs des partisans de Rêve géorgien.

Traumatisés par la guerre russo-géorgienne de 2008, les manifestants pro-européens s'efforcent de rester pacifiques pour éviter un nouveau conflit. Leur priorité est de ne pas donner raison à la propagande du pouvoir, qui les accuse de vouloir organiser un « nouveau Maidan » – du nom de la révolution ukrainienne de l'hiver 2013-2014, à l'issue de laquelle le président prorusse, Viktor Ianoukovitch, avait pris la fuite, exfiltré par un commando venu de Moscou. Mais, en Géorgie, l'opposition politique est trop faible pour incarner une alternative crédible. Le désespoir gagne les rangs. Beaucoup songent désormais à quitter le pays.

Affaiblie par les divisions internes, accaparée par d'autres combats, l'UE se contente de condamner le « recul démocratique » de Tbilissi, sans parvenir à s'accorder sur des sanctions. « La Russie sait très bien jusqu'où peut aller Bruxelles, qui se borne à exprimer sa « préoccupation profonde », se désole M. Javakhishvili. Si la Géorgie tombe aux mains de la Russie, l'Arménie pourrait, à son tour, devoir renoncer à ses ambitions de rapprochement avec l'UE. C'est un énorme sujet de préoccupation en Arménie, car la Géorgie est sa porte d'accès avec l'Europe, la frontière avec la Turquie étant fermée », souligne Areg Kochinyan, président du groupe de réflexion arménien Research Center on Security Policy, à Erevan. L'eau se refermerait sur ce pays, objet d'un blocus de la part de ses voisins turc et azerbaïdjanaise, au moment où il cherche à réduire sa dépendance à la Russie en diversifiant ses alliances.

De la Hongrie à la Géorgie, l'UE a fort à faire pour rivaliser avec la Russie et sa boîte à outils, allant de l'attrait du gaz aux manipulations électoralles, en passant par la captation des réseaux sociaux et l'instrumentalisation des minorités. Pour pousser son avantage, le Kremlin profite aussi des « fragilités des démocraties, qu'il sait très bien exploiter », note Mme Kastouéva-Jean, étonnée par la lenteur

des réactions occidentales. « Paris a mis du temps pour fermer les médias pro-Kremlin comme Russia Today [RT] et Sputnik, précise-t-elle. A présent, Xenia Fedorova, l'ancienne directrice de RT France, publie un livre dans lequel elle dénonce les « atteintes à la liberté d'expression » en Europe. Des médias complotistes ont pignon sur rue dans les pays européens. »

Des agences destinées à contrer les ingérences numériques étrangères ont été créées sur le territoire européen, comme la française Viginum, mais, selon la chercheuse, « l'investissement est insuffisant, et cette lutte se heurte en interne à l'opposition de forces considérant que les vrais risques sont les migrants et non la Russie ». « Ces forces, conclut-elle, sont les meilleurs alliés du régime russe. »

« MULTIPLIER LES ZONES DE FRICTION »

Pour gagner les coeurs et les esprits, Moscou insiste sur sa défense des « valeurs traditionnelles », en opposition aux problématiques de genre et de diversité. Ses arguments séduisent les populations conservatrices d'une partie de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, où « ces questions ne passent vraiment pas », affirme l'historienne Françoise Thom, spécialiste de ces régions. L'Eglise orthodoxe russe est un allié de poids dans la propagation de ce message. Plusieurs Eglises orthodoxes d'Europe de l'Est, dont celle de Moldavie et de Géorgie, lui sont directement affiliées ou entretiennent avec elle des relations étroites, ce qui permet à Moscou de contourner les gouvernements et les médias locaux pour diffuser un discours prorusses dans des centaines de paroisses.

Pour l'UE, le constat est amer. Non seulement Vladimir Poutine gagne des alliés dans les Etats de l'ex-URSS et en Europe centrale, où les courants « antisystème » marquent des points dans les opinions, mais ses méthodes sont désormais adoubées par la nouvelle administration américaine. Prenant la parole, le 14 février, à la Conférence de Munich pour la sécurité, J. D. Vance, le vice-président américain, a pris soin de minimiser le problème de l'ingérence russe. Il a comparé l'annulation du scrutin présidentiel en Roumanie aux pratiques de l'ère communiste, assurant qu'elle avait eu lieu « sur la base des faibles soupçons d'une agence de renseignement » et grâce à une « énorme pression des voisins » sur les autorités de Bucarest. « Si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique d'un pays étranger, alors c'est qu'elle n'était pas très forte », a-t-il déclaré devant le gotha européen de la diplomatie et de la défense.

Lâchés par l'allié américain, les Vingt-Sept ont intérêt à resserrer leurs rangs pour contenir au mieux la vague prorusses montante. « Si l'UE ne mène pas une politique étrangère plus active, le scénario géorgien, c'est-à-dire l'arrivée au pouvoir de partis prétendument pacifistes, mais en fait collaborationnistes, peut prévaloir en Europe », prévient Mme Thom. D'autant que le président russe n'a rien perdu de sa détermination à affaiblir l'UE, qu'il méprise et dont il qualifie les dirigeants de « tous de Washington ». Sa capacité de nuisance est illimitée. Selon un politologue soucieux de conserver l'anonymat, car proche de la présidence russe : « Vladimir Poutine sait que, de son vivant, il n'y aura pas de retour en arrière avec l'Europe de l'Ouest. Même s'il ne veut pas multiplier les expansions territoriales, il peut multiplier les zones de friction pour mieux semer et entretenir le désordre. »

De ce point de vue, la main tendue de Donald Trump tombe à point nommé. Elle conforte la conviction du président russe selon laquelle la Russie n'a d'égal que les Etats-Unis, tandis que l'Europe n'est qu'une variable d'ajustement. Comme ses prédécesseurs, Vladimir Poutine perçoit le monde comme une copropriété Moscou-Washington, divisible en sphères d'influence – une pensée récurrente chez les locataires du Kremlin. « Je te demande une chose : donne l'Europe à la Russie (...) ; tu peux prendre tous les autres Etats sous ton aile, moi, je prendrai les Etats européens et j'assurerai leur sécurité », avait dit le président réformateur Boris Eltsine à son homologue américain, Bill Clinton, dans une conversation en tête à tête, en marge du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à Istanbul (Turquie), en 1999, et dont le contenu sténographique a depuis été rendu public. A l'époque, M. Clinton avait rembarré son interlocuteur. Il est peu probable que Donald Trump fasse de même lorsqu'il rencontrera Vladimir Poutine. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
(VIENNE, CORRESPONDANT RÉGIONAL),
EMMANUEL GRYNSZPAN,
MARIE JÉGO, BENJAMIN QUÉNELLE
ET FAUSTINE VINCENT

Les vastes réserves ukrainiennes, objet de convoitise américaine

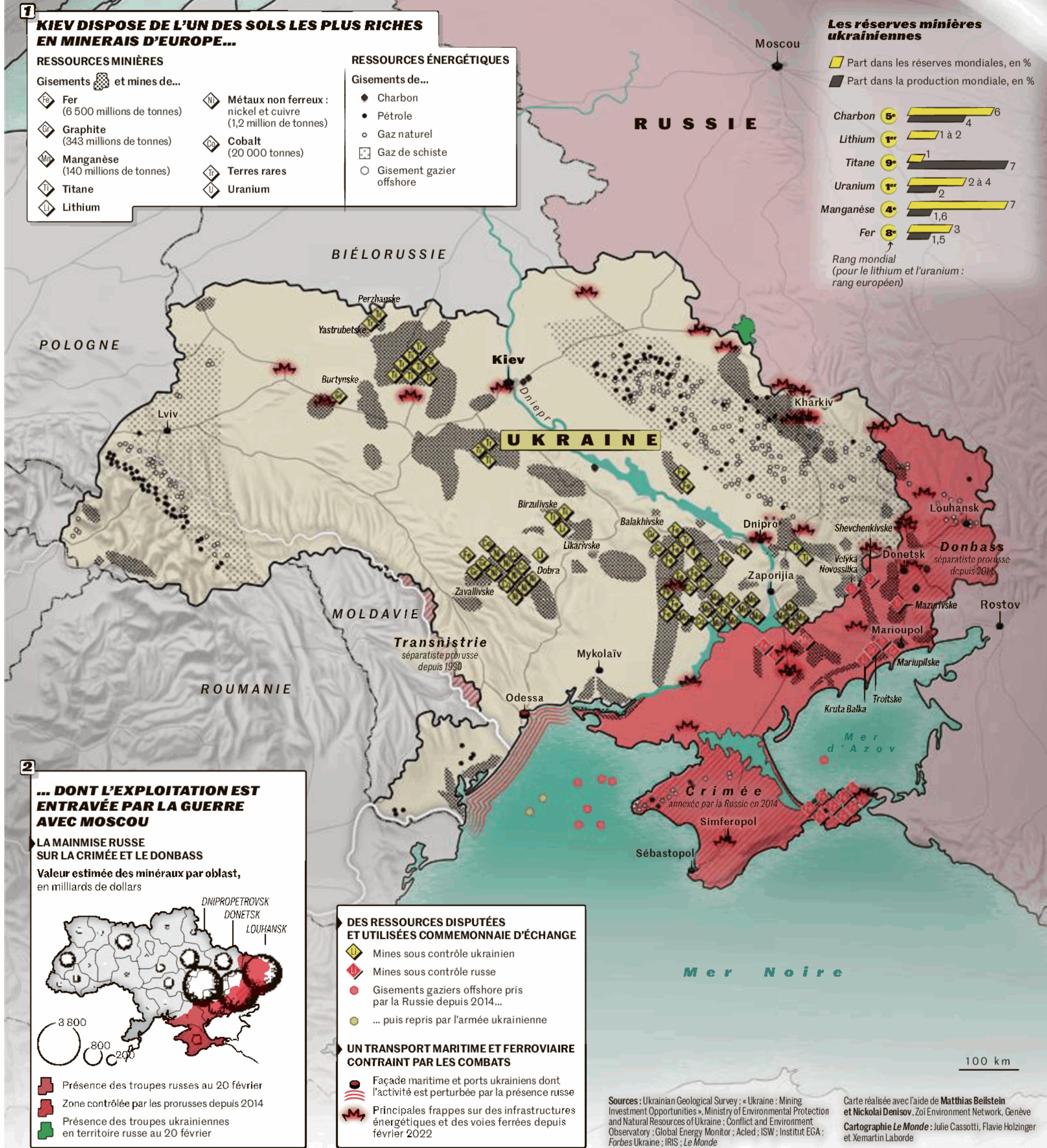
Les richesses naturelles du pays, dont une partie est déjà sous contrôle russe, pourraient être l'un des atouts de Kiev dans les discussions sur la fin des combats

A l'exception de l'agriculture et du charbon, les ressources ukrainiennes sont restées sous-développées durant l'époque soviétique et dans les années qui ont suivi l'indépendance, en 1991. La volonté de Kiev d'y remédier, par la privatisation de son pétrole et de son gaz, a été laminée par l'annexion russe de la Crimée et la guerre du Donbass, en 2014. L'Ukraine s'est ensuite

employée à accroître ses investissements dans les minéraux critiques, multipliant la vente de permis miniers. En juillet 2021, Kiev signait un partenariat stratégique pour l'exploitation des matières premières avec l'Union européenne (UE), désireuse de limiter sa dépendance vis-à-vis de la Chine. Des perspectives à leur tour compromises par l'invasion russe de 2022.

Kiev conditionne tout accord sur l'exploitation du sous-sol ukrainien, passé avec Washington ou avec des pays de l'UE, à des garanties de sécurité. En février, Donald Trump a émis une proposition selon laquelle les Etats-Unis obtiendraient des droits exclusifs et « à perpétuité » sur « les ressources minérales, pétrolières et gazières, les ports, les autres infrastructures », en dédommagement

de l'aide versée depuis 2022. La facture, évaluée à 500 milliards de dollars (477 milliards d'euros), est bien supérieure à la totalité des aides validées par le Congrès, dont la valeur s'établit à 175 milliards de dollars. Ce projet n'envisage en outre aucune forme d'assistance à Kiev. L'accord a été rejeté, le 12 février, par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.



Andreï Kourkov

« Les Ukrainiens ont cessé de croire en un happy end dans cette guerre »

ENTRETIEN

KIEV - envoyé spécial

L'écrivain ukrainien Andreï Kourkov, 63 ans, auteur de romans traduits dans le monde entier tels que *Le Pingouin* ou *Les Abeilles grises* (Liana Levi, 2000 et 2022), est aussi un commentateur avisé de l'actualité de l'Ukraine (*Journal de Maïdan*, Liana Levi, 2014) et du conflit russe-ukrainien, qu'il chronique dans un journal de guerre. Le second opus, *Notre guerre quotidienne*, est paru début février en français (Noir sur blanc, 256 pages, 22,50 euros). A travers ses écrits et ses interventions publiques, il est devenu l'une des voix de l'Ukraine à l'étranger.

Le 24 février 2022, la Russie entamait son invasion militaire de l'Ukraine, un tournant majeur dans ce conflit armé qui dure depuis onze ans. Quel bilan tirez-vous de ces trois dernières années ?

Ce sont les années les plus tragiques de l'Ukraine indépendante. C'est la seconde fois dans son histoire que l'existence même du pays est remise en cause par la Russie, avec la même violence que durant la guerre d'indépendance, de 1917 à 1921. La différence est que, cette fois, l'Ukraine est beaucoup plus unie et plus forte, et que le monde soutient son indépendance.

Comment la guerre a-t-elle changé votre vie ?

Tout a changé. Les choses matérielles n'ont plus de valeur. Je me sens comme un nomade. Je me sens chez moi, ici, à Kiev, mais tout ce que je possède appartient à la guerre, à l'inconnu. Presque tous mes textes sont sur la guerre, presque toutes mes pensées portent sur la guerre. J'ai perdu une partie de mon sens de l'humour. J'ai accepté l'existence des violences envers les êtres humains comme quelque chose de presque naturel. Mon prochain roman contient par exemple une scène qui est si violente que je n'aurais pas pu l'écrire avant la guerre, sans la guerre. J'avais des limites, une autocensure. J'évitais d'utiliser la violence dans mes textes, ne trouvant ça ni agréable ni acceptable. Elle est maintenant acceptable dans la littérature.

Vos romans sont empreints d'ironie.

Dans leurs moqueries envers l'invasion russe, les Ukrainiens se sont aussi fait remarquer par leur sens de l'humour. Comment celui-ci peut-il survivre à la guerre ?

L'humour va survivre, j'en suis sûr, mais différemment. Pour ma part, je suis peut-être devenu plus cynique. Mon humour est devenu plus noir. En Ukraine, en 2022, il y avait beaucoup d'humour, notamment de la part des soldats, comme dans ces vidéos enregistrées entre les combats. Ils le faisaient pour motiver la population, leurs amis. Cela a pris fin en 2023, avec la disparition de l'optimisme, du sentiment d'euphorie et de l'idée que tout allait finir vite et bien pour l'Ukraine.

Certains craignent que l'unité et l'esprit de résistance affichés par les Ukrainiens soient en train de s'émousser...

Les gens ne sont plus aussi solides qu'au début de la guerre. L'esprit de résistance est toujours là, mais les Ukrainiens sont fatigués et traumatisés. Certains cherchent désormais des ennemis en leur sein, pas sur le front. La Russie participe à cette division, avec ses campagnes de désinformation. Sur les réseaux sociaux, les comptes les plus actifs à propos de la guerre sont des faux, russes.

Dans le premier opus de votre journal de guerre, « Journal d'une invasion » (Noir sur blanc, 2023), vous écriviez que les Ukrainiens sont « programmés pour vaincre, être heureux, survivre aux circonstances les plus difficiles, pour aimer la vie ». Etes-vous toujours optimiste ?



A Kiev, le 28 janvier. GUILLAUME HERBAUT/VU' POUR « LE MONDE »

« LES UKRAINIENS SONT FATIGUÉS ET TRAUMATISÉS. CERTAINS CHERCHENT DÉSORMAIS DES ENNEMIS EN LEUR SEIN, PAS SUR LE FRONT »

Je suis optimiste, mais la question de la survie ne se pose plus de la même façon. Les soldats constatent que, pour d'autres qu'eux, survivre ne consiste plus à rejoindre le combat, mais au contraire à se cacher. Au début de la guerre, la majorité des Ukrainiens ne pensaient pas à leur survie personnelle. Ils se comportaient comme les propriétaires du pays : si tu appartiens à une terre et que cette terre t'appartient, il faut la défendre.

Aujourd'hui, il n'y a plus de volontaires pour rejoindre l'armée ; il y a des mobilisés qui acceptent la situation, et d'autres mobilisés qui ne sont pas heureux. C'est la conséquence de la fin d'une croyance, pour beaucoup, en un happy end. Face à la Russie qui continue d'avancer et d'envoyer toujours plus de soldats, certains pensent qu'on ne pourra pas gagner la guerre.

Voit-on l'émergence d'une littérature de guerre en Ukraine ?

Cette littérature a toujours existé, mais les meilleurs romans sur les guerres sont en général écrits après la fin des combats. Aujourd'hui, nous avons des journaux, des essais, des Mémoires. Entre 300 et 400 livres ont été écrits par des soldats sur la guerre dans le Donbass, depuis 2014 – souvent faibles d'un point de vue littéraire, mais très sincères. Il y a aussi des écrivains professionnels devenus soldats, comme Artem Chapeye, Marikyan Kamyshev ou Oleksandr Mykhed, dont les écrits sont très appréciés. Je pense qu'ils écrivent de bons romans après la guerre.

Pour ma part, je n'imagine pas écrire une fiction sur la guerre actuelle pour le moment. Pour mes romans, je me cache dans les événements de 1917 à 1921, avec du matériau historique, c'est plus facile. Je pense comprendre les événements et les gens d'aujourd'hui,

mais inventer des personnages quand de vraies personnes vivent de vraies situations serait une responsabilité trop lourde.

Que la guerre a-t-elle changé à la culture ukrainienne ?

Plus d'une centaine d'écrivains, de poètes et de traducteurs ont été tués. De fait, beaucoup de livres qui auraient dû être écrits n'existent jamais. C'est la troisième année qui passe, presque sans nouveau roman ukrainien. Et de plus en plus d'Ukrainiens lisent des romans étrangers traduits. Je pense qu'ils sont aussi fatigués de lire la littérature ukrainienne de non-fiction sur la guerre. Dans les librairies, je remarque qu'ils ne s'en approchent pas. Il y a déjà trop de guerre dans la réalité.

Ukrainien russophone d'origine, écrivant désormais la fiction en russe et la non-fiction en ukrainien, quel regard portez-vous sur le débat autour de l'utilisation de la langue russe en Ukraine ?

Dans les interventions publiques, il n'est plus possible d'utiliser la langue russe sans être critiqué, voire catalogué comme traître. Mais elle existe dans la vie privée et dans la rue. Actuellement, les libraires ne vendent plus mes livres publiés en russe. Il ne s'agit pas d'une interdiction légale, mais de la crainte qu'un activiste fasse un scandale et réclame le boycott de leur librairie. Cela dit, avant la guerre, déjà, mes romans avaient de plus gros tirages en traduction ukrainienne qu'en version originale russe.

J'accepte cette situation, car la langue russe a été utilisée par [Vladimir] Poutine comme l'une des raisons de l'agression de l'Ukraine. Le paradoxe, c'est qu'après la guerre il y aura beaucoup moins de russophones dans ce pays, dans la mesure où nombre d'entre eux

L'écrivain ukrainien évoque les « années les plus tragiques dans l'histoire » de son pays. Selon lui, un éventuel accord de paix ou de cessez-le-feu ne marquera pas la fin du conflit

se trouvaient dans les régions de l'Est et du Sud, et que beaucoup ont été tués par l'armée russe ou se sont réfugiés à l'étranger. Après la guerre, nous aurons des discussions sur la culture russophone en Ukraine, et il y aura évidemment des gens qui lutteront contre l'utilisation de la langue russe.

Plus généralement, comment vivez-vous le rejet de la culture russe en Ukraine ?

La culture russe a été instrumentalisée depuis toujours – au moins depuis le début de l'Union soviétique – par le pouvoir politique. L'idée était de russifier l'Ukraine avec les moyens de la culture, avec des monuments à la gloire d'écrivains russes, puis avec la télévision. Le pays comptait plus de 800 rues [Alexandre] Pouchkine [1799-1837], alors qu'aucune ne portait le nom d'un écrivain ukrainien des années 1920-1930, dont la majorité ont été tués par Staline.

Aujourd'hui, en territoire occupé par l'armée russe, les livres ukrainiens sont détruits et remplacés par des livres russes dans les bibliothèques. Devant les ruines du théâtre de Marioupol, l'armée russe a affiché les portraits de Pouchkine, de [Fiodor] Dostoïevski [1821-1881] et de [Léon] Tolstoï [1828-1910]. C'est la guerre par la culture. Ce mur entre les cultures ukrainienne et russe existera longtemps. Un Ukrainien ne voit pas la différence entre culture russe et politique russe.

Pensez-vous que la Russie puisse accepter un jour l'indépendance de l'Ukraine ?

Poutine, non, mais la Russie de l'après-Poutine, peut-être. C'est la dernière guerre de Poutine, il ne veut pas la perdre. Je pense qu'il souffre beaucoup de l'absence de victoire.

En Ukraine, on parle de la nécessité d'une « victoire » contre la Russie. A vos yeux, que serait une victoire ?

La victoire est que l'Ukraine demeure indépendante. Elle n'a pas les moyens actuellement de libérer tous les territoires occupés et annexés, mais elle ne peut pas accepter, ni légitimer, un changement de frontières. S'il y a un accord de paix ou de cessez-le-feu, ce sera avec des conditions temporaires, il ne marquera pas la fin du conflit. Cela ne fonctionnera que jusqu'au prochain accord, ou à la prochaine guerre.

Craignez-vous une guerre encore longue ?

Je ne vois pas l'énergie, ni en Russie ni en Ukraine, pour continuer une guerre d'une telle intensité pendant des années. Mais Poutine ne semble pas vouloir y mettre fin. Quant aux Etats-Unis, [le président américain, Donald] Trump est-il capable de provoquer l'arrêt de la guerre ? Ce n'est pas clair.

Comment imaginez-vous la paix ?

Le silence durant la nuit, sans les sirènes d'alerte. Pas de gens qui en mobilisent d'autres dans les rues. Beaucoup de monde dans les cafés. Et peut-être, particulièrement dans les villages, plus de gens dans les églises qu'auparavant, priant pour que la paix continue [il rit]. Mais, après la guerre, l'Ukraine devra, pour survivre, conserver une armée immense. La société sera différente, beaucoup plus militante et militarisée qu'auparavant. Il y aura des tensions politiques et des violences. L'Ukraine va perdre une partie de sa tolérance traditionnelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉMY OURDAN

Derrière les mots de J. D. Vance à Munich

PAR WILLIAM AUDUREAU,
PHILIPPE BERNARD,
MAXIME FERRER,
ASSMA MAAD
ET MANON ROMAIN

Alors que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine était au centre de la Conférence de Munich sur la sécurité, du 14 au 16 février, le vice-président américain, J. D. Vance, n'en a pratiquement pas touché mot dans le discours qu'il y a prononcé le 14 février. A la place, il s'est lancé dans une violente attaque contre les démocraties européennes. En les appelant à rompre le « cordon sanitaire » avec l'extrême droite et en attaquant les règles européennes en matière de libertés publiques, M. Vance a posé les Etats-Unis de Donald Trump en adversaires de l'Etat de droit qui prévaut en Europe depuis 1945. « Le Monde » publie ce discours dans son intégralité, assorti d'éléments d'explication



Discours du vice-président américain, le 14 février 2025, à la Conférence de Munich sur la sécurité

Il cible Thierry Breton

Le vice-président américain fait référence à une intervention de Thierry Breton. L'ancien commissaire européen français, le 9 janvier sur RMC, réagissait à l'échange sur X entre Elon Musk et la responsable du parti d'extrême droite allemand Alternative für Deutschland (AfD), Alice Weidel. M. Breton a rappelé que le propriétaire du réseau social a « le droit de dire ce qu'il veut », mais pas sur les réseaux sociaux. Tant que ceux-ci sont disponibles en Europe, la parole y est régie par le règlement européen sur les services numériques, qui oblige les plateformes numériques à réguler leurs contenus, notamment pour éviter la désinformation ou les contenus illégaux.

Exhortant l'Union européenne (UE) et ses membres à faire appliquer leurs lois sur les contenus en ligne, Thierry Breton a alors prononcé cette phrase : «*Faisons appliquer nos lois, en Europe, lorsqu'elles risquent d'être circonvenues et qu'elles peuvent, si on ne les applique pas, conduire à des interférences. On l'a fait en Roumanie, il faudra évidemment le faire si c'est nécessaire en Allemagne.*» A l'époque, la phrase, sortie de son contexte, est largement reprise sur les réseaux sociaux. Certains y voient un aveu que l'Europe a annulé les élections en Roumanie et qu'elle pourrait faire de même en Allemagne. Comme l'a montré *Libération*, cette thèse est relayée par Elon Musk lui-même, qui dépeint Thierry Breton en «*tyran de l'Europe*». Réponse de l'ancien commissaire au milliardaire : l'UE n'a le pouvoir d'annuler aucune élection dans les pays membres.

Merci à tous les délégués, toutes les personnalités et tous les professionnels des médias qui sont réunis ici. Je remercie tout particulièrement les hôtes de la Conférence de Munich sur la sécurité, qui organisent un événement aussi incroyable. Nous sommes ravis d'être ici.

L'une des choses dont je souhaite vous parler aujourd'hui, bien sûr, ce sont nos valeurs communes. C'est un plaisir de revenir en Allemagne. Comme vous venez de l'entendre, je suis venu ici l'an dernier en tant que sénateur américain. Je viens de rencontrer le secrétaire d'Etat [britannique] aux affaires étrangères, David Lammy, et j'ai plaisanté sur le fait qu'[en 2024] nous occupions tous deux des postes différents.

Aujourd'hui, il est temps pour tous nos pays, pour nous tous qui avons eu la chance de nous voir confier le pouvoir politique par nos peuples respectifs, de l'utiliser avec sagesse dans le but d'améliorer leurs vies.

J'ai eu la chance, durant mon séjour ici, au cours des dernières vingt-quatre heures, de passer un peu de temps à l'extérieur des murs de cette salle de conférence, et j'ai été impressionné par l'hospitalité des gens, alors qu'ils sont, bien sûr, sous le choc du terrible attentat d'hier [le 13 février, une voiture-bélier a foncé sur la foule dans une manifestation syndicale à Munich, faisant 2 morts et 37 blessés].

La première fois que je suis venu à Munich, c'était lors d'un voyage personnel avec mon épouse, qui m'accompagne aujourd'hui également. J'ai toujours aimé la ville de Munich, et j'ai toujours aimé ses habitants. Je tiens à dire que nous sommes très émus, que nos pensées et nos prières vont à Munich, et à tous ceux qui ont été touchés par le mal infligé à cette magnifique communauté. Nous pensons à vous, nous prions pour vous, et nous vous soutiendrons au cours des jours et des semaines à venir.

[Applaudissements]

Merci. J'espère que ce ne sont pas les derniers applaudissements de mon discours...

[Rires]

Si nous nous réunissons lors de cette conférence, bien sûr, c'est pour discuter de sécurité. Habituellement, nous entendons par là les menaces qui pèsent sur notre sécurité extérieure. Je vois une multitude de grands chefs militaires dans la salle aujourd'hui.

Mais, si l'administration Trump se préoccupe vivement de la sécurité européenne, et si elle est convaincue que nous pouvons parvenir à un accord raisonnable entre la Russie et l'Ukraine, nous pensons également qu'il est important qu'au cours des prochaines années l'Europe mette les bouchées doubles pour parvenir à assurer elle-même sa défense. La menace qui me semble la plus inquiétante pour l'Europe n'est ni la Russie, ni la Chine, ni aucun autre acteur extérieur. La menace qui m'inquiète le plus vient de l'intérieur : l'Europe s'éloigne de certaines de ses valeurs les plus fondamentales – des valeurs que partagent les Etats-Unis d'Amérique.

J'ai été frappé de voir un ancien commissaire européen s'exprimer récemment à la télévision pour se réjouir que le gouvernement roumain ait annulé les élections dans le pays. Il a même averti que, si les choses ne se passaient pas comme il le fallait, la même chose pourrait se produire en Allemagne.

Ces déclarations cavalières sont choquantes pour des oreilles américaines. Depuis des années, on nous répète que tout ce que nous faisons, quand nous apportons nos financements et notre soutien, nous le faisons au nom de nos valeurs démocratiques communes.

On justifie tout, depuis notre politique vis-à-vis de l'Ukraine jusqu'aux mesures de censure numérique, au nom de la défense de la démocratie. Mais, lorsque des tribunaux européens annulent des élections et que des hauts responsables menacent d'en annuler d'autres, nous ne pouvons que nous demander si nous plaçons la barre suffisamment haut. Et je dis «nous», parce que je pense fondamentalement que nous sommes du même côté. Mais nous devons faire davantage que parler de nos valeurs démocratiques. Nous devons les incarner.

Comme s'en souviennent beaucoup d'entre vous qui êtes présents dans cette salle, la guerre froide a opposé les défenseurs de la démocratie à des forces bien plus tyranniques de ce continent. Repensons à ceux qui censuraient les dissidents, fermaient les églises, annulaient les élections. Etaient-ils du bon côté ? Bien sûr que non et, Dieu merci, ils ont perdu la guerre froide. Ils ont perdu parce qu'ils n'avaient ni estimé ni respect pour la liberté et ses extraordinaires possibilités – la liberté de surprendre, de faire des erreurs, d'inventer, de construire.

Il anticipe une « coupure » des réseaux sociaux

J.D. Vance fait référence à des prises de parole datant de juillet 2023. Après les émeutes qui ont agité la France à la suite de la mort de Nahel, en partie alimentées sur les réseaux sociaux par une surenchère de vidéos de destructions, Emmanuel Macron émet l'idée controversée de « se mettre en situation de les réguler ou les couper ».

Trois semaines plus tard, après avoir été sollicité par une soixantaine d'organisations non gouvernementales hostiles à cette idée, le commissaire européen d'alors, Thierry Breton, évoque la possibilité d'une fermeture des plateformes « dans les cas extrêmes », dans le cadre de la législation européenne sur les services numériques. Au nom de la défense de la liberté d'expression, il s'oppose néanmoins à ce que leurs services soient « bloqués ou dégradés sur des bases arbitraires ou injustifiées ».

Le règlement européen envisage la possibilité de saisir les autorités judiciaires compétentes en dernier recours, si le propriétaire de la plateforme et les fournisseurs d'accès n'ont pas d'eux-mêmes adopté des mesures. Ce dispositif ne vise pas la catégorie très large du « contenu haineux », mais les messages qui constituent une infraction pénale menaçant de manière « sérieuse » la sécurité ou la vie des personnes.

Dans ce passage, J.D. Vance emploie en anglais le terme *commissars* pour désigner les commissaires européens, et non pas celui de *commissionners* qu'il utilise pourtant quelques minutes auparavant. Le choix de ce mot n'est pas neutre. Le terme *commissar* renvoie aux commissaires politiques de l'URSS, chargés notamment de la propagande communiste et dont l'institution s'est progressivement muée en police des mœurs pour les officiers soviétiques.

Il condamne l'annulation de l'élection présidentielle en Roumanie

L'annulation du second tour de la présidentielle en Roumanie, décidée par la Cour constitutionnelle le 6 décembre 2024, premier cas du genre en Europe, fait suite au succès d'un candidat prorusse, Calin Georgescu, dans ce pays pourtant fortement pro-européen. M. Georgescu, qui n'avait participé à aucun débat ni investi la moindre somme d'argent dans la campagne, était arrivé en tête du premier tour. Les « vagues soupçons d'une agence de renseignement » évoqués par M. Vance renvoient à l'analyse des services de renseignement roumains. Selon ces derniers, la combinaison de vidéos associées à des mots-clés et relayées, moyennant une rémunération dissimulée, par plus d'une centaine d'influenceurs totalisant 8 millions d'abonnés actifs avait abouti à ce que le nom de M. Georgescu soit hissé, à la veille du vote, parmi les premiers contenus promus en ligne.

Les autorités roumaines ne sont pas parvenues à prouver l'ingérence de Moscou, mais elles sont convaincues de la réalité de l'ingérence russe et l'enquête se poursuit. « Nous disposons d'éléments qui confirment que la Russie tente de manipuler des influenceurs dans [des] pays européens, dont la France », a déclaré de son côté, le 18 décembre 2024, le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot.

J. D. Vance lui-même n'est pas loin de l'admettre puisqu'il déclare un peu plus loin que les Etats-Unis « pensent », comme les Européens, « qu'il est mal que les Russes achètent des publicités sur les réseaux sociaux pour influencer les élections ». L'objet véritable de sa référence au cas roumain semble moins de nier l'implication russe que de saper le principe de la démocratie en Europe, qui, selon lui, « n'est pas très solide au départ » si elle « peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique provenant d'un pays étranger ». Autrement dit, elle ne vaut pas bien cher. Une appréciation stupéfiante dans la bouche du vice-président de Donald Trump, qui a gracié plus de 1500 personnes condamnées pour l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021.

On ne peut pas forcer les gens à être innovants ou créatifs, tout comme on ne peut pas les forcer à penser, à croire, à éprouver une chose. Et nous sommes convaincus que tout cela est lié. Malheureusement, lorsque je regarde l'Europe aujourd'hui, je ne comprends pas toujours clairement ce qui est arrivé à certains des vainqueurs de la guerre froide.

Je pense à Bruxelles, où les commissaires avertissent les citoyens qu'ils comptent couper l'accès aux réseaux sociaux en période de troubles dès lors qu'ils détectent ce qu'ils jugent être, je cite, « des contenus haineux ».

Je pense à ce pays, l'Allemagne, où la police s'en prend à des citoyens soupçonnés de poster des commentaires antiféministes en ligne, je cite, de « la lutte contre la misogynie sur Internet ».

Je pense à la Suède, où [fin janvier] le gouvernement a condamné un militant chrétien qui a brûlé des exemplaires du Coran, actes qui ont valu à son ami de se faire assassiner. Et, comme l'a noté le juge chargé de l'affaire, dans une remarque à faire froid dans le dos, les lois suédoises censées protéger la liberté d'expression ne donnent pas, je cite, « carte blanche pour dire ou faire n'importe quoi au risque d'offenser le groupe dont les convictions sont ciblées ».

Et, avec peut-être plus d'inquiétude encore, je pense à présent à nos très chers amis du Royaume-Uni, où le recul de la liberté de conscience est tel que les libertés fondamentales, en particulier des croyants britanniques, sont menacées.

Il y a un peu plus de deux ans, le gouvernement britannique inculpait Adam Smith-Connor, un kinésithérapeute de 51 ans, vétéran de l'armée, de ce crime odieux : prier en silence, pendant trois minutes, à 50 mètres d'une clinique pratiquant l'avortement – sans gêner personne, sans interagir avec qui que ce soit, il a simplement prié seul, dans son coin, en silence. Quand des policiers britanniques l'ont remarqué et qu'ils lui ont demandé quel était l'objet de ses prières, M. Adam a répondu, simplement, qu'il priait au nom du fils non né dont lui et sa petite amie de l'époque, des années plus tôt, avaient décidé d'avorter.

Mais les policiers sont restés de marbre. Adam [Smith-Connor] a été jugé coupable d'avoir enfreint la nouvelle loi du gouvernement sur les « zones tampons », qui sanctionne les prières silencieuses et toute autre action susceptible d'influencer la décision d'une personne dans un rayon de 200 mètres autour d'une structure pratiquant l'avortement. Il a été condamné à payer plusieurs milliers de livres de frais de justice à l'accusation.

J'aimerais pouvoir dire qu'il s'agit d'un malheureux hasard – d'un cas isolé et insensé de loi mal rédigée, appliquée à une seule personne. Mais non, en octobre [2024], il y a quelques mois à peine, le gouvernement écossais a commencé à envoyer des lettres aux citoyens qui habitent à l'intérieur de « zones d'accès sécurisées » pour les avertir que, même le fait de prier en privé, à leur domicile, pouvait constituer une infraction à la loi. Et, bien entendu, le gouvernement invite les destinataires de ces courriers à dénoncer tout citoyen soupçonné de crime de pensée. Au Royaume-Uni comme dans toute l'Europe, j'en ai peur, la liberté d'expression est en déclin.

Par courtoisie, mes amis, mais aussi par souci de la vérité, je dois admettre que parfois les voix les plus fortes qui appellent à la censure ne viennent pas d'Europe, mais de mon pays, où le précédent gouvernement a menacé et intimidé les réseaux sociaux pour qu'ils censorient les prétextes fausses informations – par exemple l'idée selon laquelle le coronavirus était probablement sorti d'un laboratoire chinois. Notre gouvernement a encouragé des entreprises privées à bâillonner les personnes qui osaient dire ce qui s'est ensuite révélé être une vérité incontestable.

Je suis donc venu ici aujourd'hui avec un constat, mais aussi avec une proposition. Tout comme l'administration Biden a cherché à tout prix à faire taire les gens qui disaient ce qu'ils pensaient, l'administration Trump fera précisément le contraire. Et j'espère que nous pourrons travailler ensemble en ce sens.

A Washington, il y a un nouveau shérif. Et sous la présidence de Donald Trump, même si nous ne sommes pas d'accord avec votre vision des choses, nous nous battons pour défendre votre droit de l'exprimer dans l'espace public, que l'on soit d'accord ou non avec.

[Quelques applaudissements.]

La situation se détériore au point qu'en décembre [2024] la Roumanie a annulé les résultats d'une élection présidentielle sur la base des soupçons fragiles d'une agence de renseignement, et sous la pression énorme de ses voisins du continent.

La raison, d'après ce que je comprends, est que de fausses informations russes ont influencé les élections roumaines. Mais je demande à mes amis européens de prendre un peu de recul. Vous pouvez penser que la Russie n'a pas à acheter des publicités sur des réseaux sociaux pour influencer vos élections. C'est en tout cas ce que nous pensons. Vous pouvez même le condamner sur la scène internationale. Mais si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité en ligne venant d'un pays étranger, c'est qu'elle n'est pas très solide.

[Quelques applaudissements.]

La bonne nouvelle, c'est que je pense que vos démocraties sont nettement moins fragiles que beaucoup ne le craignent. Et je suis convaincu que laisser nos citoyens s'exprimer ne fera que les renforcer. Ce qui, bien sûr, nous ramène à Munich, où les organisateurs de cette conférence ont interdit aux représentants des partis populistes de gauche comme de droite de participer à ces discussions.

Encore une fois, nous ne sommes pas obligés d'être d'accord avec tout ce que disent les gens, mais, quand des dirigeants politiques représentent un grand nombre d'électeurs, il est de notre devoir d'au moins accepter de dialoguer avec eux.

Nous sommes beaucoup, de l'autre côté de l'Atlantique, à avoir de plus en plus l'impression que des intérêts anciens et tenaces se cachent derrière ces vilains mots datant de l'ère soviétique, derrière toute cette « désinformation » et cette « propagande ». Parce qu'ils n'aiment tout simplement pas l'idée qu'une personne avec un autre point de vue puisse exprimer une opinion différente ou, Dieu nous garde, voter pour un autre candidat ou, pis encore, remporter une élection.

Nous nous sommes réunis ici aujourd'hui pour une conférence sur la sécurité, et je suis certain qu'en venant vous vous êtes tous préparés à parler des manières d'augmenter les dépenses de défense au cours des prochaines années, en fonction de vos nouveaux objectifs. Et c'est très bien, car, comme le président Trump l'a très clairement dit, il pense que nos amis européens doivent jouer un rôle plus grand dans l'avenir de ce continent. Vous avez déjà entendu ce terme, « partage du fardeau », eh bien nous pensons qu'il est important, dans le cadre de notre alliance, que, d'un côté, les Européens redoublent d'efforts et que, de l'autre, l'Amérique se concentre sur des régions du monde qui se trouvent en grand danger.

Il croit que l'antiféminisme est criminalisé

En mars 2024, à la veille de la Journée internationale des droits des femmes, les autorités allemandes ont effectivement interpellé 45 suspects dans 11 Länder différents dans le cadre d'une journée de lutte contre la misogynie sur Internet. Mais les individus appréhendés ne l'ont pas été pour avoir exprimé des opinions « antiféministes ». Ils sont accusés d'avoir posté des « publications misogynes ayant une portée criminelle », selon un communiqué conjoint du bureau du procureur national et de la police criminelle fédérale. Cette qualification recouvre le partage non consenti de photos ou de vidéos de nus, les insultes à caractère sexuel, les encouragements aux violences sexuelles et au viol, ainsi qu'en l'envoi de vidéos de torture et de meurtre.

Il dénonce la condamnation d'un opposant à l'avortement au Royaume-Uni

Le vice-président américain fait référence à un événement survenu en novembre 2022 à Bournemouth, dans le sud de l'Angleterre. Un ex-militaire britannique, Adam Smith-Connor, a prié devant une clinique pratiquant l'avortement, alors qu'une « zone de sécurité » était mise en place pour tenir à distance les opposants à l'interruption volontaire de grossesse. Cette zone tampon avait été instaurée par un arrêté pris par les autorités locales en octobre 2022 pour tenir à l'écart les militants et garantir que les femmes ne soient pas harcelées ou intimidées. Tout auteur d'infraction s'exposait alors à une amende, voire à une condamnation judiciaire. Le quotidien britannique *The Guardian* avait notamment rapporté qu'un membre de la clinique avait aperçu une patiente se blesser en tentant d'escalader un mur pour éviter les intimidations des manifestants.

En priant devant l'établissement, Adam Smith-Connor n'a pas respecté le périmètre de protection. Il a également refusé de quitter les lieux malgré les injonctions d'un officier de police. L'ancien combattant a été déféré au tribunal pour avoir refusé de payer son amende et a été condamné en octobre 2024 à payer plus de 9 000 livres (environ 11 000 euros) de frais de justice. En vertu d'une loi votée en 2023, les zones tampons ont été généralisées autour des cliniques pratiquant l'avortement en Angleterre et au Pays de Galles en octobre 2024.

J. D. Vance est connu pour ses positions hostiles au droit à l'avortement. Il déclarait en 2022 qu'il était favorable à une interdiction totale de l'IVG aux Etats-Unis. Mais, en 2024, le colistier de Donald Trump a nié ces propos et déclaré qu'il revenait à chaque Etat de décider de sa législation.

Il déplore l'interdiction des partis populistes à la Conférence de Munich

Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) et le parti de gauche Alliance Sahra Wagenknecht, hostiles aux armes à l'Ukraine et considérés comme favorables aux intérêts russes, n'ont en effet pas été invités à participer à la Conférence de Munich. Les organisateurs ont invité le comportement des deux partis lors du discours du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, au Bundestag, en juin 2024 – les élus avaient alors quitté l'hémicycle. Mais, tout en paraissant reprocher l'absence des partis populistes « de gauche et de droite », le vice-président américain a fait son choix : c'est Alice Weidel, la dirigeante de l'AfD, avec qui il s'est entretenu.





Permettez-moi d'ailleurs de vous demander ceci : comment comptez-vous réfléchir à des questions budgétaires si nous ne savons même pas ce que nous défendons ? J'ai déjà entendu beaucoup de choses lors des échanges que j'ai eus ici – et j'ai mené un grand nombre, un très grand nombre de discussions très intéressantes avec de nombreuses personnes présentes dans cette salle –, j'ai entendu beaucoup de choses sur ce contre quoi vous devez vous défendre et, bien sûr, c'est important. Mais ce qui me semble moins clair, et ce qui l'est, je crois, pour de nombreux citoyens européens, c'est ce pour quoi vous vous battez exactement. Quelle est la vision positive qui anime ce pacte de sécurité, auquel nous accordons tous tant d'importance ?

Je suis profondément convaincu qu'il ne peut y avoir de sécurité si on a peur des voix, des opinions et de la conscience de son peuple. L'Europe est confrontée à de nombreux défis, mais la crise que le continent doit d'urgence affronter, la crise, je pense, que nous devons affronter tous ensemble, c'est nous qui l'avons provoquée.

Si vous avez peur de vos électeurs, il n'y a rien que les Etats-Unis puissent faire pour vous. Il n'y a rien, non plus, que vous puissiez faire pour le peuple américain qui a élu le président Trump et moi-même.

Car vous avez besoin de mandats démocratiques si vous voulez accomplir des choses importantes dans les années à venir. N'avons-nous pas appris que les mandats faibles produisent des résultats fragiles ? Vous pourriez accomplir tant de grandes choses avec le genre de mandat démocratique que vous obtiendriez, je le pense, en étant davantage à l'écoute de vos citoyens.

Si vous voulez avoir des économies compétitives, si vous voulez profiter d'une énergie à un prix abordable et sécuriser vos chaînes d'approvisionnement, alors il vous faut des mandats pour gouverner, car, pour avoir tout cela, vous devrez faire des choix difficiles. Nous savons très bien tout cela aux Etats-Unis.

On ne peut pas remporter un mandat démocratique en censurant ses opposants ou en les jetant en prison – qu'il s'agisse du chef de l'opposition, d'une humble chrétienne qui prie chez elle ou d'un journaliste qui tente de faire son travail. On ne peut pas non plus remporter de mandat démocratique en méprisant son électoral et en décider à sa place de qui a le droit de faire partie de notre société.

Aussi, de tous les défis auxquels sont confrontées les nations qui sont représentées ici, je pense qu'il n'y en a pas de plus urgent que celui de l'immigration de masse. Aujourd'hui, près d'une personne sur cinq vivant dans ce pays est née à l'étranger. Ce qui est, bien sûr, un record historique. Aux Etats-Unis, les chiffres sont similaires – et ils atteignent également un record historique.

Entre 2021 et 2022, le nombre de migrants arrivés dans l'Union européenne en provenance d'un pays non-membre a doublé. Et, évidemment, il a beaucoup augmenté depuis. Nous connaissons tous la situation, elle ne sort pas de nulle part. Elle est le résultat d'une série de décisions conscientes prises par des responsables politiques de tout le continent, et du monde entier, depuis une décennie.

Hier, dans cette ville, nous avons vu l'horreur que provoquent ces décisions. Et, bien sûr, je ne peux en parler une nouvelle fois sans penser aux pauvres victimes, pour qui cette magnifique journée d'hiver à Munich s'est achevée en drame. Nous leur adressons nos pensées et nos prières. Mais pourquoi en sommes-nous arrivés là ? C'est une histoire tragique, une histoire que nous avons trop souvent entendue en Europe et, malheureusement, aux Etats-Unis aussi : un demandeur d'asile, souvent un jeune homme dans la vingtaine, déjà connu des services de police, fonce dans une foule avec sa voiture et brise une communauté. Comme de fois devrons-nous vivre ce genre de drame avant de changer de cap, de donner une nouvelle direction à notre civilisation commune ?

Aucun électeur de ce continent ne s'est rendu aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions de migrants. Mais savez-vous pour quoi les électeurs ont voté ? **[Au Royaume-Uni], ils ont voté pour le Brexit. Que l'on soit d'accord ou non, ils ont voté pour le Brexit.** Et de plus en plus d'électeurs, dans toute l'Europe, votent pour des dirigeants politiques qui promettent de mettre un terme à l'immigration incontrôlée.

Il s'avère que je partage beaucoup de ces préoccupations, mais vous n'êtes pas obligés d'être d'accord avec moi. Je pense simplement que les gens sont attachés à leur pays. Ils tiennent à leurs rêves. A leur sécurité. Ils veulent pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Et ils sont intelligents. Je pense que c'est l'une des choses les plus importantes que j'ai apprises lors de ma brève carrière politique. Contrairement à ce que l'on peut entendre à quelques montagnes d'ici, à Davos [Suisse], les citoyens de tous nos pays ne se considèrent pas comme des animaux instruits ou des pions interchangeables dans l'économie mondiale. Il n'est donc guère surprenant qu'ils ne veuillent pas de dirigeants qui les déplacent à leur guise ou qui les ignorent obstinément. La démocratie doit justement trancher ces grandes questions dans les urnes.

Je crois que, lorsqu'on ignore les gens, lorsqu'on méprise leurs préoccupations ou, pis, lorsqu'on ferme des médias, que l'on annule des élections, que l'on exclut des gens des processus politiques, on ne protège en fait rien. C'est au contraire le moyen le plus sûr de détruire la démocratie. Exprimer ses opinions n'est pas s'ingérer dans une élection, même quand les personnes qui expriment leurs opinions se trouvent dans un autre pays, même quand ces personnes sont très influentes.

Croyez-moi, et je le dis avec beaucoup d'humour, si la démocratie américaine a survécu à dix années de reproches de Greta Thunberg, vous survivrez bien à quelques mois d'Elon Musk. Mais aucune démocratie – qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'Allemagne ou de l'Europe – ne survivra si elle dit à des millions d'électeurs que leurs idées et leurs préoccupations, leurs aspirations, leur détersse n'ont aucune valeur et ne méritent même pas d'être prises en considération.

La démocratie repose sur ce principe sacré : la voix du peuple compte. Elle n'a pas de place pour les « cordons sanitaires ». Soit on respecte ce principe, soit on ne le respecte pas. Les Européens, les citoyens ont leur mot à dire. Et les dirigeants européens doivent faire un choix. Je crois fermement que nous ne devons pas avoir peur de l'avenir.

On peut tout à fait accueillir ce que le peuple nous dit, même si cela nous surprend, même si nous ne sommes pas d'accord. Cela permet d'aborder l'avenir avec certitude et confiance, en sachant que l'on a le soutien de son pays. Pour moi, c'est cela la véritable magie de la démocratie. Ce ne sont pas ces monuments en pierre ou ces magnifiques hôtels. Ce ne sont pas non plus ces grandes institutions que nos sociétés ont construites.

Croire en la démocratie, c'est reconnaître que chacun de nos citoyens détient une forme de sagesse et qu'il a son mot à dire. Si nous refusons d'entendre ce qu'ils nous disent, même nos combats en apparence les plus fructueux ne nous apporteront pas grand-chose de solide.

Comme l'a dit un jour le pape Jean Paul II [1920-2005], qui est à mes yeux le plus grand défenseur de la démocratie sur ce continent et ailleurs : « *N'ayez pas peur !* » Nous ne devons pas avoir peur de nos peuples, même lorsqu'ils expriment des opinions qui ne sont pas en accord avec celles de leurs dirigeants. Je vous remercie. Je vous souhaite bonne chance à tous. Dieu vous bénisse. **[Applaudissements.]** ■

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

Il instrumentalise les chiffres de l'immigration

Selon Destatis, l'office allemand des statistiques, presque 14 millions de résidents allemands sont étrangers. Cela correspond à 15 % des 84,5 millions d'habitants. J. D. Vance surestime donc légèrement ce chiffre, mais il est vrai que c'est un record historique. Selon le Bureau de recensement américain, le nombre est similaire aux Etats-Unis, où une personne sur sept est de nationalité étrangère, le plus haut niveau depuis 1910. Le vice-président reprend correctement les chiffres de l'immigration dans l'Union européenne (UE) entre 2021 et 2022. Mais il omet d'en préciser le contexte : en 2022, les pays de l'UE ont accueilli plus de 1,8 million de ressortissants ukrainiens après l'invasion russe (contre 100 000 l'année précédente), ce qui explique environ deux tiers de la hausse.

Il met en avant le vote populaire en faveur du Brexit

Les Britanniques ont certes voté à 51,9 % en faveur du Brexit le 23 juin 2016. Mais les résultats économiques moindres qu'attendu, la déception à l'égard des promesses non tenues de la sortie de l'Union européenne (UE) et l'isolement du pays en Europe leur ont fait changer d'avis. Selon une moyenne des six derniers sondages, 57 % d'entre eux regrettent leur choix et seraient désormais favorables à l'appartenance à l'UE.

J. D. Vance fait allusion au fait que, lors du référendum de 2016, l'hostilité à l'immigration était l'une des motivations des électeurs britanniques qui ont voté en faveur du Brexit. Il passe sous silence le fait que, depuis le Brexit, le Royaume-Uni connaît des flux d'immigration (d'Afrique et d'Asie et non plus d'Europe) record.

Il s'indigne de l'ostracisation de l'extrême droite en Allemagne

Par cette déclaration, le vice-président américain remet en cause la doctrine du « cordon sanitaire » (*Brandmauer*) en vigueur en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui consiste à tenir l'extrême droite à distance du pouvoir. Il donne un coup de pouce au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) dont il a, en outre, rencontré la cheffe, Alice Weidel, à Munich, le 14 février, à neuf jours des élections législatives anticipées du 23 février, alors même qu'il a refusé de s'entretenir avec le chancelier, Olaf Scholz. Cette ingérence directe dans la vie politique a provoqué une vive émotion en Allemagne.

Il détourne les propos du pape Jean Paul II

« *N'ayez pas peur !* » est une formule martelée par le pape Jean Paul II dans son homélie lors de la cérémonie marquant son installation, le 22 octobre 1978. L'injonction d'origine biblique fut interprétée comme un défi lancé au régime soviétique par le pape conservateur, dont l'influence, pendant les vingt-six ans de son pontificat, allait accélérer la chute du communisme. « *Ouvrez les frontières de l'Etat, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture, de la civilisation, du développement* », avait-il poursuivi. J. D. Vance détourne cette formule chrétienne célèbre pour en faire un slogan populiste.



Le vague à l'âme des musées juifs en Europe

Les établissements d'art et de culture juifs connaissent des baisses de fréquentation et des soucis financiers

ENQUÊTE

Rachida Dati a grillé la politesse à la maire de Paris, Anne Hidalgo. Le 27 janvier, à l'occasion des 80 ans de la découverte du camp d'Auschwitz-Birkenau, la locataire de la Rue de Valois annonçait un soutien de l'Etat de 6,5 millions d'euros au projet d'extension et de réaménagement du Musée d'art et d'histoire du judaïsme (MAHJ), situé dans le Marais, à Paris. Quatre jours plus tard, la maire (Parti socialiste) de Paris révélait une contribution exceptionnelle de 9 millions d'euros au chantier, et la mise à disposition d'une ancienne école pour y loger les bureaux et la bibliothèque du musée. La région Ile-de-France, enfin, complète le tour de table avec 3 millions d'euros, portant la contribution publique à 18,5 millions d'euros, sur un coût total de 22 millions.

Au moment où les crédits culturels sont sabrés de toutes parts, un tel élan est inespéré. Mais l'heure est grave: jamais l'antisémitisme n'avait atteint ces dernières décennies, pareille intensité en France—1 570 actes dénombrés en 2024. Dans les collèges et les lycées, les atteintes antisémites ont doublé en un an, selon le Conseil représentatif des institutions juives de France. Directeur du MAHJ, Paul Salmona ne s'étonne pas de cette flambée, «à la jonction inédite de la critique anticapitaliste, de l'antisémitisme racialiste et d'un antijudaïsme du monde arabo-musulman». Et malgré deux mille ans d'histoire partagée, «le judaïsme demeure une tache aveugle dans l'histoire de France», ajoute-t-il.

Les manuels scolaires mentionnent bien l'affaire Dreyfus et la Shoah. Rien en revanche sur la présence juive depuis l'époque gallo-romaine, sur l'expulsion des juifs par les rois capétiens ou leur émancipation à la Révolution française. Rien surtout sur leur contribution à la société française, que le MAHJ s'efforce de raconter depuis son ouverture, en 1998. «Ce musée permet une double compréhension: l'histoire des juifs en France et inversement l'histoire de France avec les juifs, l'idée que le récit national n'est pas complet sans les juifs», résume l'historien Ivan Jablonka.

Débats de haut vol

Des expositions originales aux débats dans l'auditorium, cet universitaire aime à peu près tout au MAHJ, qui abrite la troisième plus grande collection au monde d'art juif après le Musée d'Israël, à Jérusalem, et le Jewish Museum de New York. «Mais la muséographie est devenue désuète, reconnaît-il. Il y a trop de judaïca, des objets de culte, des images pieuses du XIX^e siècle, qui ne sont qu'une toute petite partie de l'art et de l'histoire du judaïsme.»

Faute de place, la présence des juifs de France y est tronquée—la chronologie s'achève en 1914, leur rôle dans la politique, le sport ou la chanson est relégué aux expositions temporaires. Les objets aussi sont insuffisamment contextualisés. Quant à la collection d'art contemporain et à l'important fonds photographique, enrichis ces dix dernières années, ils sont montrés avec parcimonie.

Dès son arrivée en 2012, Paul Salmona a milité pour repousser les murs de l'hôtel de Saint-Aignan, mis à disposition par la Ville. Un premier projet prévoyant de creuser des salles sous le jardin Anne-Frank, qui jouxte le bâtiment, a été abandonné pour des raisons écologiques. Le nouveau chantier, prévu entre 2027 et 2030, envisage de remodeler l'existant, en augmentant

explicite Paul Salmona. Un parti pris que revendique aussi sa présidente, Dominique Schnapper: «Ce qui est spécifique chez nous, c'est le côté positif de cette histoire, une vérité historique que la mémoire collective a oblidérée.»

Une vérité percutée de plein fouet par le 7 octobre 2023. En libérant les discours de haine, le carnage perpétré par le Hamas en Israël a ébranlé l'écosystème de ces lieux mémoriels. «Les musées juifs ne sont plus des lieux neutres, regrette Emile Schrijver, directeur du quartier culturel juif d'Amsterdam, dont le Musée de l'Holocauste, inauguré en mars 2024. On a beau être des lieux d'art et de culture, on attend de nous qu'on réponde à l'actualité, qu'on donne une opinion. C'est épaisant, et ça nous rend vulnérables.»

Selon une enquête de l'Association européenne des musées juifs, publiée fin 2024, 81 % des musées juifs en Europe et aux Etats-Unis ont subi des attaques antisémites depuis le début du conflit: tirs sur le bâtiment du Mémorial de la Shoah, à Drancy

(Seine-Saint-Denis), en mars 2024, alerte à la bombe en mai au Polin, à Varsovie, injures sur les réseaux sociaux, tags antisémites...

«Boycott total»

D'après cette étude, alors que les dépenses en sécurité de ces lieux mémoriels ont triplé en un an, leur fréquentation a dégringolé en moyenne de 38 %. A Bruxelles, le Musée juif de Belgique, qui accueillait environ 30 000 visiteurs par an, accuse une chute de 70 % de sa fréquentation depuis le 7 octobre 2023. «On a subi un boycott total du public et de la presse», se désole sa directrice, Barbara Cuglietta, soulagée d'avoir fermé pour travaux en septembre 2024.

Même l'exposition du photographe Erwin Blumenfeld, un succès quelques mois plus tôt au MAHJ, a été boudée par le public bruxellois. «Les gens ont peur, ce musée porte des plaies qui se sont ravivées», ajoute Barbara Cuglietta, en référence à l'attentat commis en 2014 par Mehdi Nemmouche, qui a fait quatre morts dans l'enceinte de l'établisse-

ment. Un autre sentiment s'ajoute au désarroi: celui d'une profonde solitude. «Le plus troublant, c'est l'attitude de certains partenaires avec lesquels on voulait s'associer», déplore Barbara Cuglietta. «On nous a sommés de nous positionner par rapport au conflit, de nous déclarer antisionistes.»

Le MAHJ a échappé à de telles avanies. «Nous sommes un musée républicain et non une institution communautaire», justifie Dominique Schapper. «Le MAHJ est de fait moins identifié par les ennemis des organisations juives.» L'institution parisienne a atténué son image confessionnelle, en ouvrant le samedi, jour du shabbat, à partir de 2016, et à travers des thèmes d'expositions autour de figures populaires comme l'humoriste Pierre Dac ou le dessinateur Joann Sfar.

Quoique fermé le samedi, le Mémorial de la Shoah, qui gère sept lieux à Paris et en province, répugne à se définir comme un musée juif. «Nous travaillons sur une page de l'histoire de l'Europe et de la France», corrige son directeur,

L'embrasement du conflit au Proche-Orient complique les levées de fonds privés

Jacques Fredj, rappelant que d'autres génocides, arménien, rom, tutsi ou herero (commis entre 1904 et 1908 par le Deuxième Reich allemand dans l'actuelle Namibie), y sont abordés.

Ces derniers mois, l'institution du Marais a constaté une hausse de 20 % de la fréquentation et surtout un record de visites scolaires—140 000 élèves rien qu'à Paris en 2024. «On sent un besoin accru de formation des enseignants, débordés par les questions et les amalgames soulevés dans leurs classes», constate Jacques Fredj.

Dans l'angle mort des mécènes

L'effort de pédagogie n'est pas superflu à l'heure de la désinformation entretenu par les réseaux sociaux. Mais l'argent manque. Le Mémorial de la Shoah, qui ne perçoit que 2,5 millions de l'Etat, à peine 15 % de son budget, accusait en 2023 des pertes de 500 000 euros, liées notamment à l'inflation. Le déficit devrait être du même ordre en 2024. «On espérait que le plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme nous apporterait des moyens supplémentaires, de l'ordre de 2 millions d'euros, mais ça n'a pas été le cas», confie Jacques Fredj, regrettant un «décrochage entre la parole publique et la réalité des moyens alloués».

Aujourd'hui, le Mémorial de la Shoah doit réduire la voilure. Moins d'expositions, de stages à destination des enseignants et probablement l'instauration d'une billetterie payante. Hetty Berg, directrice du Musée juif de Berlin, déplore elle aussi le hiatus entre «les discours des politiques contre l'antisémitisme et leur mise en pratique». Sur le papier, tout va bien: le musée, l'un des plus visités de Berlin, en partie pour son architecture, a accueilli 653 000 visiteurs en 2024. Et son budget de plus de 20 millions d'euros, abondé par l'Etat fédéral, n'a pas été rogné cette année. «Mais on a le même budget depuis trois ans et, avec l'inflation, on doit désormais faire des choix», explique Hetty Berg. L'établissement a réduit son amplitude horaire et supprimé l'une des deux expositions annuelles. Pis, la directrice est obligée de refuser les demandes accrues de scolaires.

L'embrasement du conflit au Proche-Orient complique aussi les levées de fonds privés. «Les donateurs juifs sont concentrés sur l'aide à Israël et le combat contre l'antisémitisme», dit Joanna Fikus, responsable des expositions au Polin. Quant au MAHJ, il est depuis toujours dans l'angle mort des mécènes, qui lui préfèrent les institutions communautaires ou le Mémorial de la Shoah. L'homme d'affaires Denis Olivennes, qui siège au sein de la Fondation Pro mah, chargée de trouver plus de 4 millions d'euros pour boucler le chantier, se veut optimiste. «Il va falloir qu'on y arrive, car le MAHJ a un rôle pédagogique décisif, plaide le bras droit du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. Quand vous voyez des tombes du XI^e et du XII^e siècle à Paris, quand vous voyez matériellement l'ancienneté de l'inscription des juifs dans la communauté nationale, ça change votre regard. Vous n'avez plus la tentation de leur dire "retourne dans ton pays", car vous savez que "leur pays" c'est la France.» ■

ROXANA AZIMI



Le Musée d'art et d'histoire du judaïsme, à Paris, en 2023. JÉRÔME GALLAND



Au Mémorial de la Shoah, à Paris, le 19 janvier. DIMITAR DILKOFF/AFP

«Les gens ont peur, ce musée porte des plaies qui se sont ravivées»

BARBARA CUGLIETTA
directrice du
Musée juif de Belgique

d'un tiers le parcours permanent. Un gain d'espace qui permettra de traiter de l'immigration juive dans l'entre-deux-guerres, des résistances juives sous l'Occupation, et, dans l'après-guerre, de l'arrivée des communautés d'Afrique du Nord.

En faisant sa mue, le MAHJ ne rompt pas avec son ADN: célébrer résolument la vie plutôt que la mort et les siècles de barbarie dont ont été victimes les juifs. «Nous voulons éviter ce que l'historien Salo Baron nommait l'«histoire lacrymale du judaïsme» et mettre en lumière une collectivité historique parfaitement intégrée»,

Les Berbères des Canaries sortis de l'oubli

Le Centre Pompidou-Metz réunit des créateurs contemporains qui interrogent le regard occidental

ARTS METZ

Depuis une vingtaine d'années se multiplient les travaux historiques et théoriques qui s'efforcent de corriger la très ancienne habitude des pays occidentaux de se considérer comme le centre mondial de la création artistique. Non que cette conception soit désormais ruinée : le marché de l'art, qui n'aime pas que l'on conteste la géographie capitaliste, et les nationalismes, dont le plus puissant règne aux Etats-Unis, règlent encore souvent dans les marges ce qui naît en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique latine. Mais le mouvement de réexamen et de réécriture est engagé. L'exposition «Après la fin. Cartes pour un autre avenir», présentée au Centre Pompidou-Metz, est portée par cet élan. Son commissaire, Manuel Borja-Villel, fut longtemps directeur du Musée Reina-Sofia de Madrid, qu'il a cherché à réformer en ce sens.

A Metz, il réunit quarante artistes, la plupart vivants. Deux diasporas sont rapprochées et confrontées, la caribéenne et la maghrebine – selon le terme choisi ici. Elles ont en commun d'être nées de colonisations et, pour la première, de la traite négrière. Aussi le parcours commence-t-il par des panneaux peints par Juan et Miguel Gonzalez qui, au XVII^e siècle, célébraient le triomphe de Hernan Cortés (1485-1547) au Mexique. Les œuvres sont de toutes natures matérielles : peintures, sculptures, tissages, dessins, photographies, vi-

déos, textes. Leur disposition ne répond ni à une chronologie ni à des thématiques. L'idée serait plutôt de suggérer l'enchevêtrement des cultures et des références, de part et d'autre de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Le principe est judicieux, le propos de l'exposition pertinent, l'intention générale incontestable. Pourquoi alors n'est-on qu'à demi convaincu ? D'abord parce que l'exposition paraît trop courte et à l'étroit, n'occupant qu'une des galeries du bâtiment. Ensuite parce que s'il y a là des œuvres remarquables, il y en a aussi qui, trop bavardes et insistantes, sacrifient la forme au message. Les premières sont d'artistes de longue date reconnus : fantasmagories édéniques de Baya (1931-1998) ; figures mythiques menaçantes de Wifredo Lam (1902-1982) ; pictogrammes d'Ahmed Cherkaoui (1934-1967), que l'on aurait aimé plus nombreux. Un autre moment fort est l'interprétation de passages de la pièce d'Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient* (1956), par le poète Edouard Glissant (1928-2011) et la cinéaste Sarah Maldoror (1929-2020), filmés en 1978 par celle-ci dans les réserves du Musée de l'homme à Paris où l'on avait introduits Michel Leiris.

Plus rares sont les surprises. Deux d'entre elles se réfèrent aux versions caribéennes du vodou africain. Dans les années 1940, la cinéaste expérimentale américaine Maya Deren (1917-1961) a filmé des instants de rituels et de danses en Haïti, qui sont ici montrés bruts, d'autant plus intéressants. Plus récemment, la Cu-



baine Belkis Ayon (1967-1999) a fixé par collagraphie des scènes des cérémonies de la confrérie Abakua, venue de la région de Cross River (Nigeria) avec les noms de Baya (1931-1998) ; figures mythiques menaçantes de Wifredo Lam (1902-1982) ; pictogrammes d'Ahmed Cherkaoui (1934-1967), que l'on aurait aimé plus nombreux. Un autre moment fort est l'interprétation de passages de la pièce d'Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient* (1956), par le poète Edouard Glissant (1928-2011) et la cinéaste Sarah Maldoror (1929-2020), filmés en 1978 par celle-ci dans les réserves du Musée de l'homme à Paris où l'on avait introduits Michel Leiris.

Plus rares sont les surprises. Deux d'entre elles se réfèrent aux versions caribéennes du vodou africain. Dans les années 1940, la cinéaste expérimentale américaine Maya Deren (1917-1961) a filmé des instants de rituels et de danses en Haïti, qui sont ici montrés bruts, d'autant plus intéressants. Plus récemment, la Cu-

S'il y a là des œuvres remarquables, il y en a aussi qui sacrifient la forme au message

poétique, étudie l'histoire des Canaries, son peuplement berbère et l'anéantissement de cette population, les Guanches, massacrés ou réduits en esclavage par le colonisateur espagnol.

La première raison de l'intérêt des deux auteurs tient à l'origine berbère des Guanches. Soumeya Ait Ahmed se souvient des conversations familiales suscitées par le premier congrès pan amazigh à Gran Canaria en 1997, qui réunissait les peuples amazighs d'Egypte, du Mali et des Canaries. «Cela m'a marquée, en tant qu'en-

fant de parents amazighs ayant grandi en ville, pour comprendre l'étendue d'un peuple qui a été globalement mis à l'écart dans les récits contemporains sur notre région», dit-elle. A quoi Nadir Bouhmouch ajoute qu'ils ont voulu «démystifier un peuple que l'on qualifie toujours de "mystère", mythologie qui empêche de dire haut et fort que ce qui s'est passé sur les îles n'est pas un mystère, mais un génocide. C'est aussi une des raisons de ce projet : la question du génocide et la manière dont le terme est utilisé pour certains peuples et pas d'autres». L'allusion à l'actualité est transparente.

Mais *Teide* est loin d'être un documentaire de facture classique. Sa construction fait «dialoguer la mythologie guanche et les faits historiques avec la réalité contemporaine du tourisme de masse, de l'emboîtement et de la crise écologique», explique le duo. Cela s'entend d'abord par la bande-son tisse une polyphonie à plusieurs composantes : «Une voix poéti-

que sifflante à la première personne, une voix factuelle en tamazight à la troisième personne et un groupe de voix qui énumèrent des toponymes canariens étymologiquement dérivés de la langue tamazight, comme s'ils essayaient de ne pas les oublier.» Ceux-ci sont chuchotés : «Ce sont les voix des morts», répond le duo, ceux de la conquête et de l'esclavage, si longtemps passés sous silence.

Cela se voit aussi nettement dans le tressage des séquences et des images. Les unes rappellent la résistance sans espoir des Guanches armés de javelots face aux chevaux et aux cuirasses des soldats espagnols, le suicide des vaincus refusant de se rendre et, à l'appui de ce récit, les découvertes archéologiques et les archives qui font connaître aujourd'hui ce peuple effacé. ■

PHILIPPE DAGEN

Après la fin. Cartes pour un autre avenir. Centre Pompidou-Metz. Jusqu'au 1^{er} septembre.

Le photographe Mathieu Bernard-Reymond fait tourner la machine à rêves

A Rouen, au carrefour des images et des mots, l'artiste franco-suisse expose des créations poétiques et intrigantes, produites entre autres avec l'aide de l'intelligence artificielle

EXPOSITION ROUEN

La preuve que les images de Mathieu Bernard-Reymond sont réussies, c'est qu'on oublie vite les prouesses techniques qui ont présidé à leur naissance. Ne restent que le mystère et la poésie de visions qui, par leur étrangeté, résistent à l'observation, entraînant le cerveau vers l'imaginaire et la fiction : des dunes où poussent des plantes-chevelures, des ciels en draps froissés, une falaise en rose des neiges fossilisée. Elles sont présentées au Centre photographique Rouen Normandie jusqu'au 10 mai, dans une exposition pénétrante qui fait dialoguer de façon subtile les mots et les images.

Le photographe franco-suisse de 48 ans a embrassé l'ère numérique dès ses débuts. Il s'est très vite pris à expérimenter et sonder les potentialités des nouvelles technologies, créant des œuvres électriques à partir du logiciel Photoshop, de la 3D, des jeux vidéo... et plus récemment de l'intelligence artificielle générative.

Dans la salle du centre photographique Rouen Normandie, sont présentés quatre de ses travaux réalisés ces sept dernières années.

Et ce sont paradoxalement les mots qui s'imposent dans la scénographie. Une façon de rappeler que ce sont des textes, des «prompts», qui nourrissent l'IA, et que les mots, avec leurs ambiguïtés, sont aussi d'inépuisables réservoirs d'images. La série *I think I've Forgotten this Before* («j'ai déjà oublié ça avant»), réalisée en 2022, donne vie à des souvenirs de l'artiste, qui dit avoir une mémoire déplorable. Il a choisi une version dépassée d'IA, exploitée sa lenteur et ses défauts pour faire naître des étrangetés à partir de ses souvenirs – une rupture amoureuse, une évocation de l'enfance...

Etapes multiples et complexes
Les légendes sont éparses sur le mur, et le spectateur ne sait pas quelle image illustre quel souvenir. Et peu importe. Les paysages ont l'air de rêves où les frontières entre les choses, les lieux et les matières s'effacent. Un arbre devient lac, un bureau est à la fois dedans et dehors. Le tout va bien plus loin que la recréation d'une scène entrevue autrefois : «Je sais que j'ai trouvé la bonne image lorsqu'elle ne représente pas le souvenir, mais qu'elle est plus complexe, qu'elle me fait progresser en tant que personne», assure l'artiste. Ce sont

Les légendes sont éparses sur le mur, et le spectateur ne sait pas quelle image illustre quel souvenir

des images où l'on peut «reconnaître» quelque chose, dit-il, comme dans n'importe quelle œuvre d'art, qui, si elle est réussie, exprime des choses très complexes en un éclair.

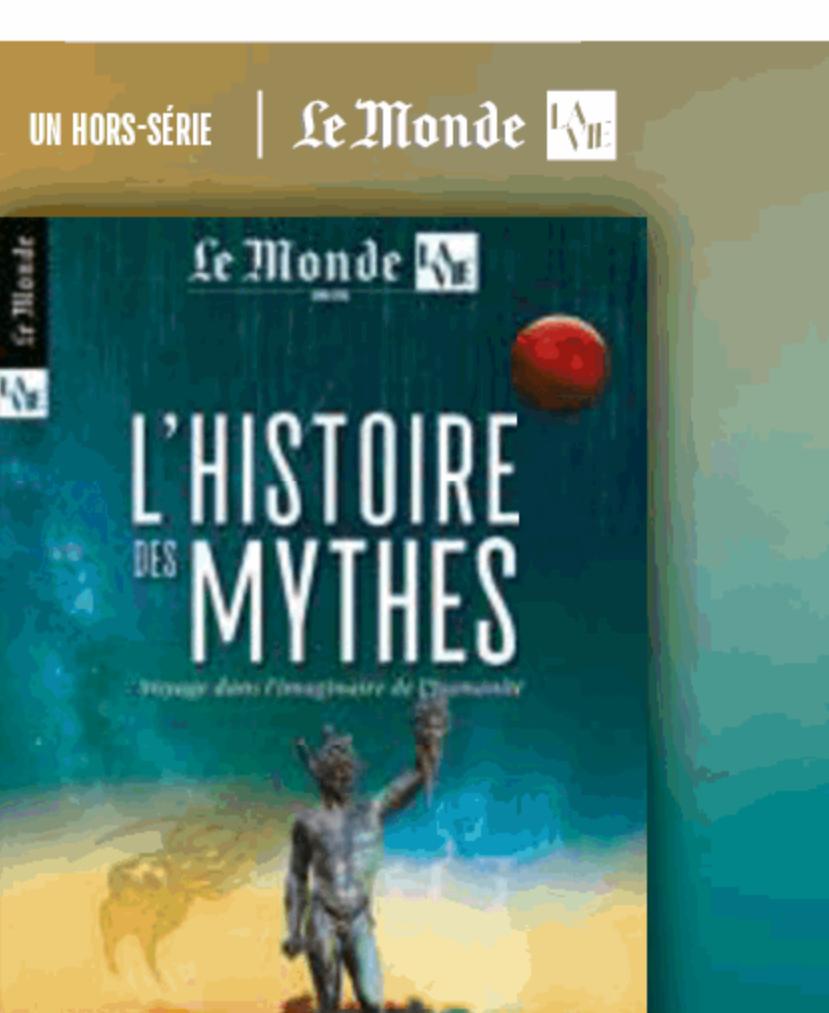
L'artiste a encore empilé des couches de sens supplémentaires en travaillant à partir des textes de l'écrivain suisse Charles-Ferdinand Ramuz (1878-1947). Tirant parti de la langue imagée de l'auteur, qui a mêlé dans ses livres récits de montagne, thriller et science-fiction, l'artiste a nourri une IA de ses romans et de ses propres photographies. Sont nées de fascinantes images, en grand format, obtenues après des étapes multiples et complexes : des roches métalliques en suspension, un intérieur de maison en voie de pétrification. «Je voulais représen-

ter les images mentales qui se formaient à la lecture de ses livres», explique l'artiste. Ici encore, le texte et l'image dialoguent sur le mur, mais aucun n'est au service de l'autre.

Une vidéo intitulée *La Flèche du temps*, toute simple et pourtant lumineuse, prouve bien combien l'artiste sait mettre la technique au service de son propos, et pas l'inverse. Confronté à la chute de l'arbre centenaire du jardin de ses parents, au passage de la sonde Cassini et à la découverte d'une pièce de monnaie romaine, l'artiste mélange et superpose des images venues de différentes sources (les siennes, celles sa famille, des vues de l'espace de la NASA), dans un collage fluide, comme dans une association d'idées. En même temps, l'artiste fait tourner à haute voix ses pensées dans une réflexion intime et touchante sur le passage du temps, mélangeant l'infiniment petit et le lointain, partageant une expérience humaine des plus simples et des plus étonnantes. ■

CLAUDE GUILLOT

Un sentiment véritable, de Mathieu Bernard-Reymond. Centre photographique Rouen Normandie. Jusqu'au 10 mai.



VOYAGE DANS L'IMAGINAIRE DE L'HUMANITÉ

Depuis la nuit des temps, l'homme invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie sur terre. Peuplés de dieux, riches d'événements extraordinaires, ces récits se sont transmis au fil des migrations, s'adaptant à chaque civilisation. Et chaque époque les revisite, en fonction de ses besoins. Les mythes contemporains autour du progrès, de l'intelligence artificielle ou de la paix sont porteurs d'espérance ou de désillusion. Cette nouvelle édition entièrement revue, actualisée et augmentée, conte les rêves, les peurs et les espoirs de l'humanité.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE - 164 PAGES - 14,90 €

GAETANO DONIZETTI
MélodiesAvec Michael Spyres (ténor)
et Carlo Rizzi (piano).

Titanesque entreprise que de rassembler quelque 200 mélodies de Gaetano Donizetti (1797-1848), pour la majeure partie méconnues, dont les partitions, parfois inédites, ont été disséminées dans un grand nombre de bibliothèques européennes. Un corpus qui emprunte certes à l'écriture opératique du compositeur, mais recèle aussi de belles trouvailles stylistiques autour d'un large éventail émotionnel. Après Lawrence Brownlee et Nicola Alaimo pour les deux premiers albums, c'est au ténor Michael Spyres et à la contralto Marie-Nicole Lemieux que le label discographique Opera Rara a confié le doublé des volumes suivants. Ainsi ce troisième disque, quasi intégralement chanté en français, qui offre à Michael Spyres l'occasion de briller dans le répertoire romantique belcantiste, où son talent est actuellement sans limites.

Parmi les numéros remarquables, la cantate *La Dernière Nuit d'un novice*, qui soumet à la tentation de la chair un jeune homme à la veille de ses vœux en un saisissant combat entre le Bien et le Mal. ■ MARIE-AUDE ROUX

Opera Rara.

CATHÉDRALE
Poison

Le groupe Cathédrale a beau être originaire de Toulouse, la Ville rose, leur pigment musical tend plutôt vers le vert-gris post-punk. Dans le sillage de leur illustre ainé Wire, le quintette, passé désormais quatuor, échafaude depuis ses débuts voilà dix ans un rock tendu et angulaire, où la pop a toutefois droit de cité sur certains refrains. Ce cinquième album de la formation emmenée par le chanteur et guitariste Jules Maison, enregistré à Bruxelles sous la houlette de Mathieu Versini (également au mixage), s'étoffe de synthétiseurs sans trop déborder sur les guitares, une mue déjà opérée sur leur précédent opus, *Words/Silence* (2023). Treize titres où la tension demeure omniprésente, qu'elle soit accompagnée de rythmiques syncopées (*Cravings*), de riffs tranchants (*Monuments & Bricks*, *South Life*) ou sur le particulièrement angoissant *Radium*. En guise d'élixir pop, ce *Poison* sait notamment y faire sur *Where the Fire Is*, *New Light* et l'efficace single *The Setting Sun*, inspiré du poème de Baudelaire *Le Poison*. ■ FRANCK COLOMBANI

Howlin' Banana Records/Regarts.

YANNIS CONSTANS - SAMSON SCHMITT - CAMILLE WOLFROM
Esperanza

Le vent joyeux et malicieux du swing manouche, le guitariste Yannis Constans (né à Toulouse en 1987) s'y est laissé prendre à 18 ans en achetant trois albums du maestro Django Reinhardt (1910-1953). Cette musique est devenue l'un de ses terrains de jeu favoris. Il y fait montre d'une belle virtuosité, se produisant, entre autres, avec Stochelo Rosenberg, Angelo Debarre, la famille Schmitt (Dorado, Tchavolo, Samson), lignée noire du swing manouche installée en Moselle. Yannis Constans et Samson Schmitt n'ont cessé de se croiser sur scène (notamment au festival Welcome in Tziganie, où ils se produisent encore cette année lors de la 18^e édition, qui se tiendra du 25 au 27 avril à Seissan, dans le Gers). Il manquait aux deux guitaristes un album ensemble. Fringant, virtuose, le voici, enregistré avec le contrebassiste Camille Wolfrom plus quelques invités, dont Dorado Schmitt au violon, bâti autour de leurs propres compositions – jazz manouche, ballades et autres couleurs. Il contient des perles qui feront le bonheur des amateurs de danse swing (*Le Chat et la Souris* ou *Hora Adriano* – avec le clarinettiste Nicola Giannmarino). ■ PATRICK LABESSE

Frémeaux & Associés/Socadisc.

■ Lire aussi sur «Lemonde.fr» les critiques des albums de Renaud Capuçon et de PartyNextDoor and Drake.



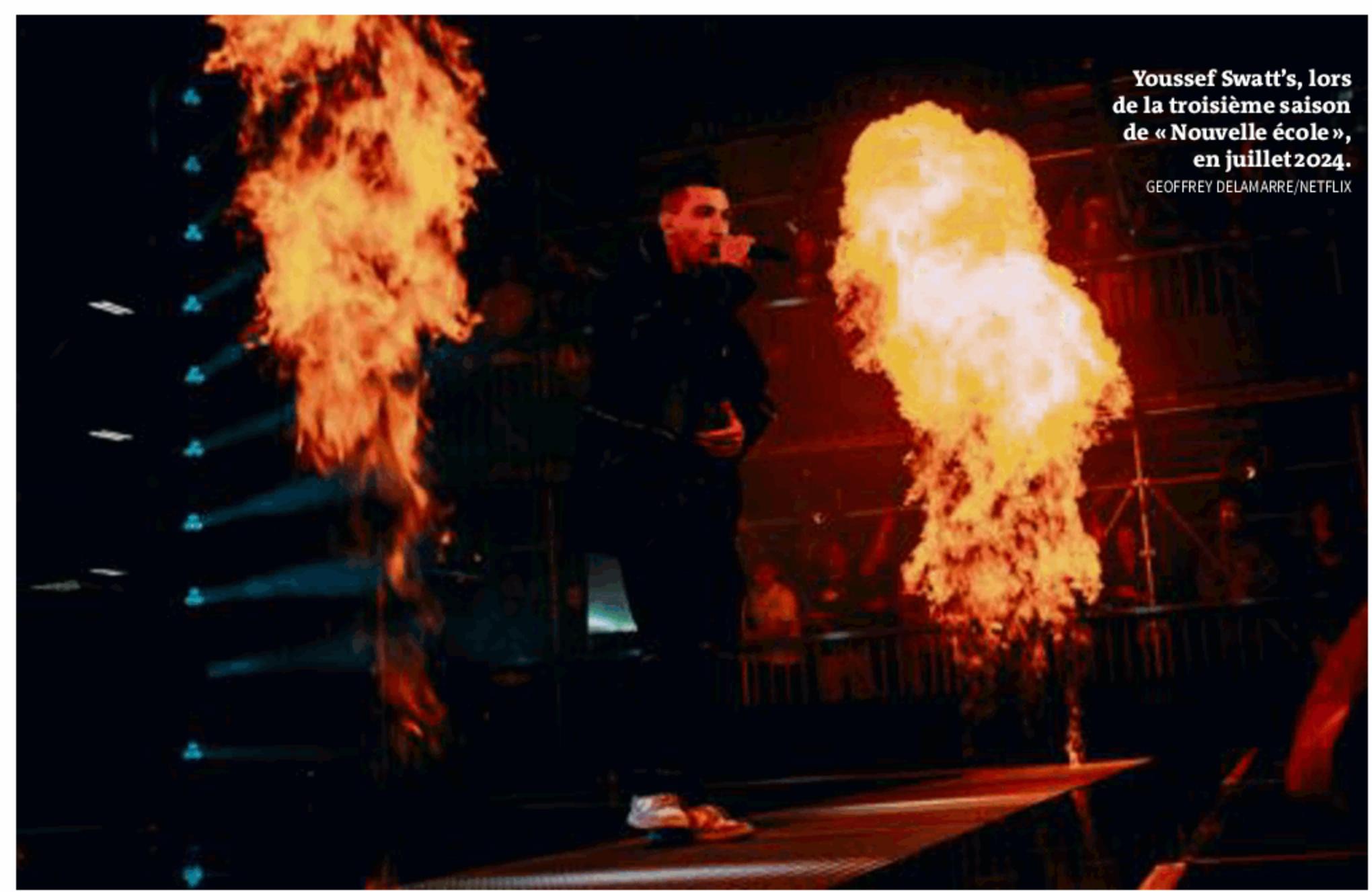
LAURENT EDELIN/PRUNE NOURRY/GALERIE TEMPION

PRUNE NOURRY
Galerie Tempion

L'œil accroche sur la Vénus de Lespugue, iconique, avec ses dimensions corporelles hors norme. Mais la miniature d'ivoire est ici revisée à taille humaine et en bronze recouvert d'une «peau de terre», de même que ses

comparées aux morphologies et aux teintes naturelles diverses, érigées sur des socles mi-muséaux mi-bruts ou façon palette en bois, comme sur un lieu de fouille. D'autres, d'une trentaine de centimètres, sont regroupées, en suspens sur les murs. Le corps féminin est au cœur de la pratique de Prune Nourry, révélée par son armée de *Terracotta Daughters*, inspirée des guerriers de terre cuite chinois, il y a une douzaine d'années. Dans le cadre d'une résidence qui a accompagné son projet pour la gare Saint-Denis-Pleyel (Seine-Saint-Denis), la sculptrice a convié dans l'intimité de son atelier huit femmes de tous âges et origines rencontrées au sein de la Maison des Femmes, association de la ville qui accueille et accompagne des victimes de violences. Elle a demandé à ses modèles dionysiens de poser nues pour elle, au-delà de leurs tabous ou traumas, à la façon, frontale, des vénus paléolithiques, tout en ébauchant à peine les visages ou les jambes, sur ce même modèle, afin de garder une forme d'abstraction et d'anonymat. En ressort une exposition troublante, qui donne envie de découvrir l'installation monumentale qui entrera en gare en 2026. ■ EMMANUELLE JARDONNET

«Prune Nourry. Vénus». Galerie Tempion, 28, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3^e. Jusqu'au 1^{er} mars, du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures.



Youssef Swatt's, lors de la troisième saison de «Nouvelle école», en juillet 2024.
GEOFFREY DELAMARRE/NETFLIX

Youssef Swatt's à bonne école

L'artiste publie un disque après sa victoire au tremplin rap de Netflix

RENCONTRE

Le jour de notre rencontre, mi-février, Youssef Swatt's arrive en Vespa, un vieux modèle qui rappelle la dolce vita. Ce scooter, c'est un peu l'allégorie de son rap: classique, bien écrit, mélancolique à souhait, pas du tout dans les codes du monde moderne, bruyant et rapide. De son vrai nom, Youssef Reziki, ce Belge de 27 ans a créé l'événement pendant l'été 2024 en remportant le tremplin rap «Nouvelle école», diffusé sur Netflix. Il a publié ce vendredi 21 février *Chute libre*, album où il invite l'idole de son enfance, Youssoupha, ou le pianiste Sofiane Pamart.

Le rappeur a gagné face aux deux autres finalistes en ne respectant pas les consignes données par les jurés, les rappeurs SCH et SDM et la chanteuse Aya Nakamura: «Ils nous évaluaient, explique-t-il, sur notre capacité à faire un hit. Par là, on entend créer une chanson qui soit le plus dans les codes commerciaux, des morceaux plus destinés aux boîtes de nuit, aux clubs, avec l'utilisation de l'autotune sur la voix, des titres qui privilient plus la forme que le

fond.» Mais voilà, Youssef Swatt's ne se voyait pas gagner avec un style qui n'est pas le sien et a tenté le tout pour le tout, quitte à voir passer sous son nez la cagnotte qui pourrait lancer sa carrière.

Dans *Générique de fin*, il scande: «Le rap m'a sauvé la vie, et je vais sauver la sienne... On m'a demandé un hit, tant pis pour les radios/ j'ai fait une chanson triste, tant pis pour les 100 000 euros.» Contre toute attente, c'est ce morceau, que sa mère lui avait conseillé d'écrire, qui le fait gagner: «Ça a créé une sorte de bug dans la matrice», commente-t-il, parce qu'il a tellement touché le jury, ému le public, que ça a presque poussé à un débat sur la musique... Peut-être qu'un hit, c'est juste une chanson qui touche les gens, peu importe si ça les fait danser ou si ça les fait pleurer, tant qu'elle touche.»

Reste au vainqueur à concrétiser les espoirs du public. C'est ce qu'il fait dans ce premier EP avec des raps tels que *Demain tout ira mieux*, *L'Ordre des choses* ou le très beau *Le Monde qui tourne autour de moi* où il écrit: «Si la suite vous intéresse, vous allez voir qu'il n'y a pas plus d'étonnant qu'un pauvre avec

des rêves/Dites à mon père de ne plus s'en faire/Tout l'amour qu'il m'a donné, je lui rendrai sur son compte bancaire.»

Benjamin d'une famille de cinq enfants, fils d'un chauffeur de bus et d'une mère au foyer résidant à Tournai, en Belgique, il dit s'être pris de passion pour le rap dès ses 6 ans, retrançrant les textes sur ses cahiers quand ils ne sont pas dans les livrets de ces CD préférés, de Sniper à Soprano en passant par IAM, NTM et Oxmo Puccino. A 9 ans, sur l'ordinateur familial, il crée son Skyblog sur le rap français: «Je me prenais très au sérieux», s'amuse-t-il.

Deux passions

Son père le dépose régulièrement à la bibliothèque sur le chemin du travail: «La bibliothécaire me prépare une pile de bouquins, elle sait ce que j'aimais», se rappelle-t-il. Avec ses deux passions, le rap et la littérature, Youssef Swatt's se construit un beau bagage, mais voilà, le rap bien écrit n'était jusque-là pas à la mode dans sa génération. Ses trois premiers albums restent confidentiels, jusqu'à sa participation à la troisième saison de «Nouvelle école».

Après sa victoire, ses concerts parisiens à La Cigale et au Bataclan sont tous donnés à guichets fermés, les 24 et 25 novembre 2024. Cette victoire, il la doit à sa mère, qui a toujours apprécié ses chansons tristes et cru en sa capacité à émouvoir ses auditeurs. Sur scène, entouré de ses musiciens, Youssef Swatt's lui a rendu hommage dans un monologue avant son morceau *Ma belle*. Hommage avec les mots d'un petit garçon: «Je me rappelle quand j'ai compris pourquoi ma maman était aussi malheureuse toute sa vie. Je me rappelle quand j'ai compris: ma maman c'est une femme. Et être une femme, c'est avant tout être à la merci des hommes de sa famille. Quoique toute sa vie, elle a grandi avec le monde qu'il lui dit "Patience, patience, t'iras au paradis."» C'est ce qu'on dit aux jeunes filles, c'est ce que veut la tradition. Sauf que moi, j'enmerde la tradition. Moi, je veux que tu goûtes au paradis, ici et maintenant.» Et à la fin de l'envoi, comme dirait Cyrano, il touche. ■

STÉPHANIE BINET

Chute libre, Rocher noir/
Ada France

Les voix mêlées de György Kurtág et Benjamin Appl

Pour ses 99 ans, le compositeur, en duo avec le baryton, se confronte aux Lieder de Schubert

MUSIQUE

Apparu tardivement sur la scène de la musique contemporaine, dont il ne suivait pas les préceptes avant-gardistes, le Hongrois György Kurtág a patiemment, et parfois douloureusement, fait entendre une voix qui, sans jamais prétendre à la modernité, s'est toujours exprimée avec des accents inouïs. De ce point de vue, l'album *Lines of Life* («lignes de vie»), qui paraît pour le 99^e anniversaire du compositeur, né le 19 février 1926, à tout une œuvre de Kurtág.

Une forme qui joue avec les références passées (des Lieder de Franz Schubert alternent avec des pages du grand Magyar inspirées par le poète Friedrich Hölderlin), une intimité propre à la musique de chambre (domaine dans lequel «l'oncle György» a fait autorité) et une intention globale qui relève du message (les notes choisies par cet adepte de la mise en abyme ont toujours un sens

autre que musical). Les œuvres de György Kurtág s'apparentent souvent à des hommages post mortem. Cet album ne déroge pas à la règle et pourrait porter la mention «in memoriam Marta». Nombreux sont les poèmes qui évoquent le souvenir d'une bien-aimée ou qui portent l'empreinte de la pianiste Marta Kurtág, l'épouse du compositeur, morte en 2019. Saluer sa mémoire conduit György Kurtág à faire en quelque sorte ses adieux, lui qui, depuis la création en 2018 de son opéra *Fin de partie*, a peu écrit, en dehors de multiples révisions.

Spectacle de l'âme

Le programme débute par un étonnant solo vocal, *Circumdecent* (2022), qui, par son emprunt au chant grégorien, figure quelque peu la vie monastique imposée au compositeur par l'âge grandissant et la santé défaillante. Benjamin Appl restitue aussi bien la source médiévale du chant que le petit écart propre à

György Kurtág. Le baryton éclaircit son timbre pour le premier Lied, *Ganymed*, de Schubert. Le dédoublement (indissociable de l'écriture de Kurtág) est magnifié dans la première mélodie (*Das Angenehme dieser Welt*) composée sur des vers de Hölderlin.

Entre aigus angéliques et graves infernaux, la voix de Benjamin Appl rappelle que si, pour Kurtág, l'acte musical est une question de vie ou de mort, ses compositions sont faites, en général, de vie et de mort. Schubert invite alors à fixer la tombe... Plus loin, les rondes printanières (*Im Frühling*) du même Schubert ne pourront pas tourner sans que nous parvennie l'image, au piano, d'une Marta assurant les ritournelles. De «brise» en «vent d'est», ce programme existentiel s'élève vers un sommet, «An...», le plus extraordinaire des «Hölderlin» de Kurtág.

Dans *Gestalt und Geist*, deux cuivres mettent en scène le spectacle de l'âme. György Kurtág ne partage pas ses visions, il les pro-

jette dans l'esprit de l'auditeur et de l'interprète. Retour à Schubert, après un râle du compositeur ténuisé au contact de Paul Celan. Changement de pianiste pour le cycle expressionniste de Kurtág dans la dernière plage du disque, avec la présence de Kurtág au piano. Qu'il s'agisse de Schubert (*Der Jungling an der Quelle*) ou de Brahms (*Sonntag*), le musicien nonagénaire dégage une incroyable candeur. Il rayonne également dans la simplicité au cours de l'entretien avec Benjamin Appl, proposé en bonus d'un album dont le compositeur a suivi toutes les étapes, entre février et mai 2024. ■

PIERRE GERVASONI

Lines of Life. Schubert & Kurtág. Alpha Classics/Outhere Music.

François Cluzet « Je me suis débarrassé de ma mythomanie en endossant des rôles »

ENTRETIEN

Comédies, drames, théâtre et cinéma, François Cluzet est, à 69 ans, l'un des acteurs français les plus appréciés du public. *Ne le dis à personne* (2006), de Guillaume Canet, lui avait valu le César du meilleur acteur, en 2007, mais c'est l'immense succès d'*Intouchables* (2011), d'Olivier Nakache et Eric Toledano, qui lui a offert une notoriété mondiale. Il est actuellement sur scène aux Bouffes parisiens, où il joue le rôle d'un psychanalyste interné dans un établissement psychiatrique, dans *Encore une journée divine*, une pièce adaptée du roman (Noir sur blanc, 2021) de Denis Michelis. Comme un rappel de son passé tourmenté.

Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n'avais pas vu Jacques Brel [1929-1978] sur scène, aux Champs-Elysées. Je devais avoir 12 ans. Chaque année, ma tante se rendait à la boutique de mon père, qui était marchand de journaux, prenait *L'Officiel des spectacles* et, six mois avant, réservait un spectacle pour le 31 décembre. C'était son cadeau. Cette année-là, elle avait dit « On va aller voir Brel ! » Ma grand-mère avait demandé « Et les enfants ? » – « Les enfants aussi ! » Et on s'est retrouvés devant Jacques Brel.

Là, je vois un type avec les oripeaux de Don Quichotte qui chante à en crever, en larmes et en sueur. Et ma première réaction a été de me dire « Il va se faire engueuler par ses parents », parce qu'on ne se met pas dans cet état-là, chez nous. Mais, en fait, c'est une standing ovation de vingt minutes. Et là, soudain, j'ai compris que l'on pouvait pleurer comme ça et se faire applaudir, je me suis dit : « C'est ce que je veux faire ! » Jusque-là, à la maison, je voyais surtout mon père dépressif, et quand on pleurait, personne n'applaudissait. Ma mère était partie, et il le vivait très mal.

Votre mère vous avait-elle abandonné ?

Si je vous résume l'histoire, la voici : ma grand-mère avait un petit commerce de journaux et mon père lui avait racheté. Ma mère y travaillait. Peut-être que leur vie intime n'était pas satisfaisante, peut-être pensaient-ils, dans leur aspiration à être des bourgeois, qu'il fallait avoir des amours parallèles... En tout cas, mon père avait une maîtresse, et ma mère a pris un amant, le représentant de chez Larousse. Sans doute s'est-elle dit à un moment qu'elle ne voulait pas passer à côté de son existence, de sa vie sexuelle, et elle est partie avec lui. J'ai alors 10 ans, je vois peu ma mère, car cela ne plaît pas à mon père, je ne m'entends pas avec mon frère ainé, mon père pleure souvent. Un jour sur deux, mon frère ou moi nous levons à 6 heures pour réceptionner les journaux. Et soudain, je vois Brel sur scène ! J'ai su tout de suite ce que je voulais devenir.

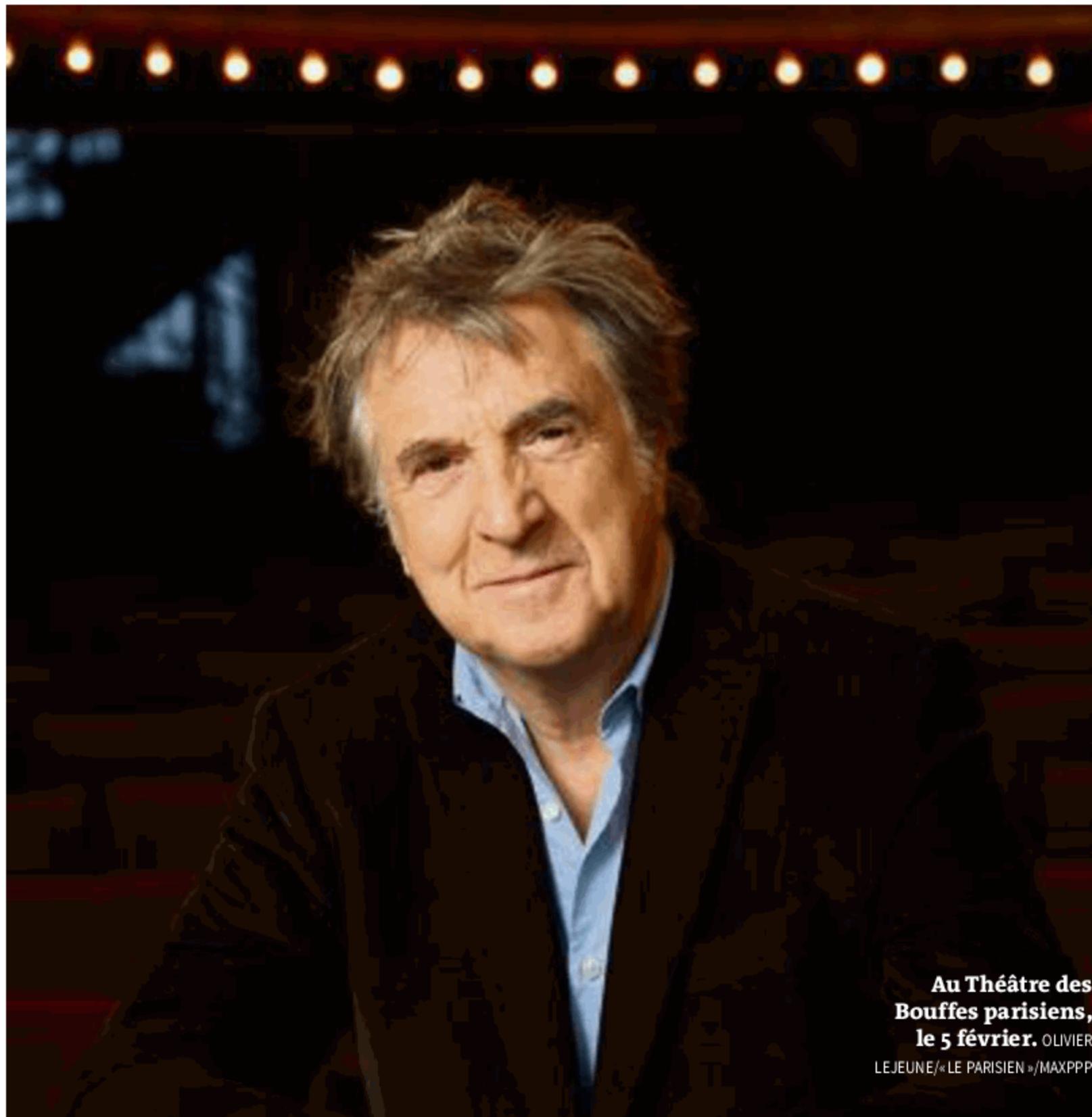
Votre père a-t-il trouvé cela bien que vous deveniez acteur ?

Oui. Bizarrement, mon père, qui avait empêché mon frère d'être cuisinier alors que c'était sa vocation, m'a laissé tout de suite suivre ma voie. En 1^{re}, j'ai annoncé que j'arrêtais mes études pour devenir acteur, et il n'a pas émis la moindre protestation. Peut-être parce qu'il savait que je le ferai quand même. Je lui ai annoncé que j'allais m'inscrire au Cours Simon. Il m'a demandé : « Combien ça coûte ? » J'ai répondu : « On ne discute pas d'argent avec les artistes. »

Ça l'a beaucoup fait rire. Et non seulement il a payé les 250 francs que coûtait l'inscription mais il m'a donné de l'argent pour que je puisse payer la moitié du loyer du studio que je partageais avec une petite amie, rue du Bac. Et il a toujours montré qu'il était fier. Un jour, j'ai fait la couverture d'un magazine pas très connu avec le titre : « L'acteur le plus rentable de l'année ». Ça lui a vraiment fait plaisir. Au-delà de l'artistique, ce qui lui plaisait, c'était l'anti-bohème : j'ai eu la chance de gagner ma vie assez vite.

Est-ce que le fait d'observer chaque jour votre père dominé par ses émotions vous a aidé à jouer certains rôles ?

En vérité, ce qui m'a aidé, c'est que mon père, mon frère et moi étions mythomanes. Nous voulions sortir de notre condition sociale de vendeurs de journaux, et donc on mentait tout le temps, sur tout. Dès que mon père était hors du magasin, il se disait médecin. Comme il voulait que l'on fréquente des gens influents, il m'avait inscrit au collège Stanislas, dans le 6^e arrondissement de Paris. Il avait aussi insisté auprès de la banque pour



Au Théâtre des Bouffes parisiens, le 5 février. OLIVIER LEJEUNE / LE PARISIEN / MAXPPP

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI...
Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Le comédien replonge dans les soubresauts d'une enfance pleine de mensonges

que nous ayons, mon frère et moi, une carte bancaire dès l'âge de 14 ans. J'allais à Stanislas au volant d'une voiture qu'on m'avait prêtée, mais sans avoir mon permis. Avec cette voiture et cette carte bancaire, je pouvais inventer que j'étais un gosse de riche. Nous achetions nos fringues chez Delaveine, un magasin qui imitait les Weston et les Burberry. Nous passions donc pour des bourgeois. La mythomanie est vraiment cousine du jeu. Il faut y croire, et on croyait à ce que l'on disait. Aujourd'hui, je suis devenu allergique au moindre mensonge.

Il faut aussi être cru ! Comment faire croire que l'on est médecin lorsqu'on est marchand de journaux ?

J'avais une copine, Marianne, qui était avec moi au Cours Simon. Un week-end, elle nous a invités, mon père et moi, à déjeuner chez ses parents, à la campagne. Son frère ainé était en cinquième année de médecine, justement. Ça n'a absolument pas gêné mon père. Il savait très bien qu'un médecin n'a pas besoin de le proclamer. Plus tard, on a eu en notre possession une photo de lui qui ouvrait la porte de la Rolls d'un de ses patrons. Avec le cadrage, on ne voyait que lui ouvrant la porte. Alors on montrait la photo comme si la Rolls était celle de mon père.

Cette mythomanie venait de ma grand-mère, son père ne l'avait pas reconnue, et elle avait été élevée par des parents nourriciers. Elle racontait à tout le monde que son père était un type de la noblesse qui n'avait pas pu avouer à sa famille son histoire d'amour. Elle a ensuite largement encouragé la mythomanie de mon père.

Le problème est qu'il nous utilisait aussi pour faire revenir ma mère. Alors qu'il avait déjà des revenus corrects, il nous avait fait retourner chez ma grand-mère, vivre dans l'arrière-boutique où l'on dormait à trois, mon père, mon frère et moi, dans une sorte de lit-cage défoncé. Cela ressemblait à la misère,

J
« Encore une journée divine », une pièce adaptée du roman de Denis Michelis. Mise en scène d'Emmanuel Noblet. Avec François Cluzet. Jusqu'au 18 avril, au Théâtre des Bouffes parisiens

peux faire beaucoup pour toi, mais je ne peux pas tout. Tu devrais aller voir quelqu'un. J'ai fait une analyse pendant huit ans, à raison de trois séances par semaine, avec une femme formidable. La première fois, j'ai tout déballé pendant trois quarts d'heure. Puis, on a travaillé dessus. Un jour, je lui ai demandé : « Mais quand va-t-on arrêter ? » Et elle m'a répondu cette phrase qui m'a marqué : « Le jour où vous voudrez mettre cet argent ailleurs. » C'est vrai que cela me coûtait cher... Avant de mettre fin à mon analyse, je lui ai demandé quels mots je pouvais mettre sur tout ce que je lui avais raconté. Elle m'a répondu : « Vous avez été instrumentalisé par votre père. » Cela a fini de m'aider complètement.

Vous avez eu très vite du succès. Est-ce la chance, le talent, la bonne rencontre ?

J'avais cette capacité à jouer des rôles, mais aussi un physique un peu moyen. Il faut voir que j'arrive à une époque où l'on passe de Cary Grant [1904-1986] et Gary Cooper [1901-1961] à Robert De Niro, Al Pacino, Dustin Hoffman. On me disait d'ailleurs tout le temps que je ressemblais à Dustin Hoffman. Daniel Auteuil et moi, on a bénéficié à plein de cette période. J'ai gagné de l'argent assez vite. Cela a créé un décalage définitif avec mon frère et ma famille.

Avez-vous trouvé, au théâtre et au cinéma, des parents de substitution ?

Claude Chabrol [1930-2010] ! Il était très intelligent, très cultivé, riant tout le temps, d'une sensibilité hors du commun. Il a fait 57 films, quasiment avec la même équipe. C'était un type merveilleux ! La première fois qu'il m'a engagé [pour *Le Cheval d'orgueil*, sorti en 1980], il m'a seulement demandé quelle était ma taille : 1,74 mètres. Je n'en reviens pas d'être pris ainsi, en huit secondes. « Je t'ai déjà vu jouer dans un film », m'a-t-il dit, avant d'expliquer qu'il avait déjà engagé l'actrice principale, plutôt petite, et qu'il ne voulait pas d'un grand acteur pour cette raison. Et puis, on a fait plusieurs films comme *L'Enfer* [1994], où j'avais un rôle extraordinaire de type complètement dingue.

Comment avez-vous réussi à ne jamais rester cantonné dans un type de rôle ?

Mon physique, encore une fois, était à un carrefour, ni beau ni laid, ni grand ni petit. J'ai joué à quelques semaines d'intervalle un ouvrier en bleu de travail sur une chaîne automobile et un fils de famille. Avec moi, le costume fait le personnage, je mets une soutane et je suis un curé. Et puis, j'ai le plaisir d'être le personnage que l'on me confie. Gérard Depardieu m'a dit un jour : « T'es comme moi, tu ne t'aimes pas. » Etre connu m'a guéri de cela. Je m'aime mieux.

Vous avez tout de même connu les addictions et les excès...

J'ai pris beaucoup de risques. A moto. Avec l'alcool et la drogue. Mais je m'en suis toujours sorti. J'ai arrêté les excès d'un coup, parce qu'un jour je me suis dit que, si je continuais, je ne réaliserais pas mon rêve : être un acteur célèbre et amoureux d'une belle femme. Et, à l'aube de la cinquantaine, Guillaume Canet m'a proposé *Ne le dis à personne*, puis *Les Petits Mouchoirs* [2010], qui ont été des succès énormes. Et finalement, j'ai rencontré le succès international avec *Intouchables* et ses 52 millions d'entrées. On me reconnaissait jusqu'en Chine et en Russie. Peu à peu, j'ai approché cet idéal imaginé dans mon enfance. Mais ce sont toujours les autres qui me disent que j'ai une belle filmographie.

Et votre mère a-t-elle fini par vous dire un jour que vous étiez le meilleur ?

Non. Elle n'allait même pas voir mes films. Quand [son ex-compagnon] Marie Trintignant est morte [en 2003], ma mère m'a dit : « Oh, je ne vais pas venir à l'enterrement, j'ai horreur de ça. » J'ai failli lui dire que son petit-fils de 10 ans, lui, irait à l'enterrement de sa mère, mais j'ai laissé tomber. En fait, avec le recul, j'admire que ma mère soit partie par amour, et je vois même que cela a eu une véritable influence sur moi, car, jusqu'à la femme que j'ai épousée il y a quinze ans, je n'ai cessé de partir, de quitter mes compagnes lorsque les premiers reproches arrivaient.

Ma mère a disparu à la fin du mois d'août 2024, sans avoir changé quoi que ce soit à ce qu'elle était. Elle a peut-être retrouvé celui qu'elle aimait. Et pour moi, avec le temps, les bons souvenirs de mes parents s'imposent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËLLE BACQUÉ

LE GRAND ÉCART DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Alors que la qualité des sols se dégrade et que la rémunération du travail paysan ne satisfait pas les agriculteurs, la France mise sur l'export de ses productions et le recours aux pesticides

Gaspard Koenig Convaincre la terre plutôt que la soumettre

Alors que 60 % des sols européens sont dégradés et que la biodiversité s'effondre, le philosophe plaide pour la mise en place d'une solution pensée autant par la science que par les poètes : l'agroécologie

Le contexte

Le Salon de l'agriculture, qui devait ouvrir ses portes samedi 22 février à Paris, ne risque pas de renouer avec les manifestations d'agriculteurs en colère ayant marqué l'édition 2024. Adoptée avec le soutien du ministre de l'agriculture, la loi d'orientation agricole place la souveraineté alimentaire au centre des politiques publiques. Le texte prévoit de simplifier des réglementations concernant la protection de l'environnement mais aussi de dé penaliser certaines infractions. «La vocation productive de notre pays est enfin réaffirmée», s'est réjoui la FNSEA, premier syndicat agricole français. Pas sûr pour autant que ce nouveau cap permette de répondre aux défis environnementaux et sociaux de l'agriculture française.

Nous sommes entrés sans le savoir dans une nouvelle ère physiocratique, c'est-à-dire de gouvernement par la nature. La violence de la crise agricole et l'intensité des débats qu'elle suscite montrent combien le rapport entre l'homme et la terre sera déterminant pour notre prospérité et tout simplement pour notre survie.

A l'injonction de laisser l'agriculture aux agriculteurs, au malaise moral qui nous saisit quand intellectuels des villes et scientifiques des labos font la leçon aux travailleurs de la terre, il faut opposer que celle-ci a toujours été un objet politique. Dans les sociétés premières, les modes de culture procédaient de véritables choix collectifs, décrite par l'archéologue David Wengrow. Au siècle des Lumières, les physiocrates ont promu la modernisation économique des fermes au nom des mêmes principes qui alimenteront la Révolution française. Dans les années 1960, la révolution verte, mêlant mécanisation et produits phytosanitaires, a été menée tambour battant par le pouvoir gaulliste. La société n'a jamais laissé les paysans tranquilles...

Et ce pour une bonne raison : la terre est notre patrimoine commun. Si l'humain vient étymologiquement et métaphysiquement de l'humus, alors rien de ce qui concerne l'humus ne peut être étranger à la collectivité humaine. Comme le disait le président Roosevelt au moment du «Dust Bowl», cette tempête de poussière provoquée par le surlabourage dans l'Amérique des années 1930 : «Une nation qui détruit son sol se détruit elle-même.»

De ce point de vue, l'heure est grave : 60 % des sols européens sont dégradés, donc privés de leur fertilité naturelle. Les nappes d'eaux minérales les plus profondes s'avèrent polluées, déclenchant des scandales en série. Métabolites de pesticides et polluants éternels s'invitent dans nos organismes, au risque de favoriser cancers et maladies neurodégénératives.

La biodiversité sur les surfaces cultivées s'effondre, laissant prospérer les espèces invasives. La science dénonce aujourd'hui les impensés de la révolution verte, qui, loin de nourrir le monde, est en passe de saboter le capital naturel sans lequel aucune production alimentaire n'est possible. Heureusement, la science propose aussi une solution, que l'on retrouve aussi bien sur le site de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) que dans les écrits du biologiste Marc-André Selosse ou en conclusion des analyses du professeur de médecine Christian Bréchot : l'agroécologie.

Le principe de l'agroécologie est de développer des solutions fondées sur la nature pour répondre aux problèmes posés par la nature : pour éliminer les ravageurs, planter des haies qui abriteront leurs prédateurs ; pour fertiliser la terre, semer des couverts végétaux (le trèfle pour fixer

l'azote, par exemple) ; pour limiter la poussée des adventices, associer différentes variétés culturelles sur un même champ, etc. Il ne s'agit nullement de revenir en arrière, mais d'utiliser notre connaissance des écosystèmes pour utiliser à notre avantage les patientes trouvailles de l'évolution naturelle. Agroforesterie, permaculture, agriculture de conservation des sols et bien d'autres méthodes vont en ce sens. C'est le progrès !

Le nec plus ultra de l'agronomie

Si la faisabilité technique de l'agroécologie est largement démontrée, il est également nécessaire, pour l'installer dans nos imaginaires, d'en mettre au jour les principes philosophiques. Henry David Thoreau [1817-1862], le poète et penseur américain célèbre pour avoir vécu deux ans dans sa cabane au bord de l'étang de Walden, en est à mon sens le premier praticien et le théoricien involontaire.

Thoreau n'est pas un ermite. Il apprécie le commerce des hommes et le commerce tout court. Il veut vivre avec simplicité, à l'équilibre, mais nullement en autarcie ni en autosubsistance. Voilà pourquoi, afin de dégager les revenus nécessaires à ses modestes besoins, Thoreau entreprend de cultiver un champ de haricots.

Il refuse tout d'abord d'utiliser les engrains de l'époque, tels que la sciure ou la chaux – des «saletés». Il entend rester le «squatteur» de la terre, pas son propriétaire, et la rendre à la nature dans l'état où il l'a trouvée. Pas d'intrants chimiques, donc. Puis, la deuxième année, Thoreau renonce également au labour : le voilà en semis direct, le nec plus ultra de l'agronomie contemporaine.

En sarclant ses haricots, Thoreau réfléchit au sens de ses gestes : «Faire au sol jaune exprimer sa pensée d'été en feuilles et fleurs de haricot plutôt qu'en absinthe, chиendent et millet, faire à la terre dire haricots au lieu de gazon.» Il faut proposer au lieu d'imposer, convaincre la terre plutôt

que la soumettre. Cette «*demi-culture*», comme le définit Thoreau, se trouve à cheval entre le sauvage et le civilisé. Elle accepte la croissance anarchique de certains haricots folâtres sans perdre de vue l'exigence de rendement. Thoreau écrit des poèmes, mais il tient aussi ses comptes. En éliminant les coûts fixes, il se vante de générer davantage de bénéfices que les gros fermiers voisins. Ce qu'une étude de France Stratégie a confirmé en 2020 pour l'agroécologie : les agriculteurs qui s'y engagent voient leurs revenus nets moyens progresser.

La demi-culture génère son propre mode d'action politique, lui aussi pratiqué et popularisé par Thoreau : la désobéissance civile, cette manière de protester sans heurter, de retrouver le sauvage en soi pour mieux juger du bien et du mal.

Pour réussir la nécessaire transition agroécologique, il faut bien sûr transformer le système productif européen en réorganisant le système de subventions, la filière agroalimentaire, les écoles de formation, etc. Les agriculteurs, qui sont parmi les professions les plus adaptatives, embrasseront ce changement à partir du moment où il est politiquement clair, socialement partagé et financièrement viable. Mais il faut aussi changer de regard. Ne plus vouloir «faire propre». S'affranchir de l'obsession moderne du monochrome : champ jaune, tableau bleu, ville grise. Accueillir l'irréductible singularité du vivant. Accepter, dans les cultures comme dans nos sociétés, une part de désobéissance. ■

Gilles Luneau Libérer la valeur des produits agricoles

La souveraineté alimentaire n'est pas compatible avec l'internationalisation des filières agricoles, rappelle l'essayiste

POUR PAYER À SON JUSTE PRIX LE TRAVAIL AGRICOLE, IL FAUT REMETTRE LA FERME AU CENTRE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

n'être qu'une variable d'ajustement des profits de l'amont et de l'aval de la chaîne.

C'est conforme aux principes de la chaîne de valeur édictés dans les années 1980 par le chercheur américain Michael Porter. Une théorie néolibérale de la compétition de tous contre tous, centrée sur l'avantage compétitif d'une entreprise par rapport à ses concurrents. Dans ce cadre, on marie l'activité agricole, ses industries d'amont et d'aval et la commercialisation de la nourriture. Trois activités différentes, aux contraintes et aux facteurs compétitifs divergents. Prise en état, l'agriculture y est le maillon faible, et, si elle adhère à cette idéologie, elle n'a d'autre choix que d'obéir au dictat de la compétitivité internationale et de la croissance infinie pour tenter de dégager un peu de bénéfice de son travail.

Services rendus

Il faut rompre avec cette pensée stupide qui brise les liens territoriaux de l'agriculture pour prétendre produire en masse quelque part et vendre partout. Cela ne se réalise qu'en détruisant le revenu de l'agriculteur, les écosystèmes et la santé du consommateur. En 2017, les Etats généraux de l'alimentation, centrés sur «une meilleure répartition de la valeur ajoutée», ne se sont pas préoccupés des conditions de production de cette valeur, n'ont pas tenu compte des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat concernant la responsabilité de l'agriculture dans les émissions de gaz à effet de serre et dans le rôle capital qu'elle occupe dans la résilience climatique et écologique.

Le territoire géographique est l'espace de la résilience climatique. Il y a une incohérence à revendiquer à la fois la souveraineté alimentaire et l'internationalisation des filières agricoles. A cet égard, le rapport de Terre de liens «Souveraineté alimentaire : un scandale made in France» est éloquent. La totalité de la production de la ferme France couvrirait 130 % des besoins, si 43 % de la surface agricole utilisée n'était pas consacrée à des produits exportés. Il y a, en France, divorce entre la mission nourricière de l'agriculture, ce pour quoi elle est subventionnée, et la réalité.

L'agriculture doit assumer une transition, c'est-à-dire changer de système et ouvrir un chemin pour s'éloigner de l'axiome croissance-compétitivité-performance qui fonde la chaîne de valeur. Il faut rompre avec la compétitivité qui fait prévaloir l'exportation au détriment des souverainetés. Quant à la performance, il suffit d'observer scientifiquement le comportement du vivant pour comprendre que son évolution est guidée par la robustesse, qui est essentielle face au changement climatique et aux atteintes chimiques contre les écosystèmes. Une des solutions consiste à libérer l'agriculture de ses chaînes de valeur.

Pour payer à son juste prix le travail agricole, il faut remettre la ferme au centre de la production alimentaire en territorialisant les filières agricoles. Les premiers pas du rééquilibrage de la valeur passent par l'évaluation des besoins alimentaires d'un territoire et par celle des productions locales pour y répondre. Les seconds, par l'évolution des plans alimentaires territoriaux en

des systèmes alimentaires réunissant tous les acteurs avec pour objectif de produire en accord avec la transition écologique.

Ce virage entraînera l'évolution des industries de transformation, des réseaux de commercialisation et des modes de consommation. La «valeur» sera d'abord mesurée à ses retombées territoriales, et non pas à sa performance boursière. La valeur des productions ne s'évaluera plus sur l'horizon de marchés lointains mais se construira sur le rayonnement des services rendus par l'agriculture : circuits courts et longs, protection de la ressource en eau et de la biodiversité, qualité de l'air, emploi, renouveau de la vie rurale, etc.

Pour qu'une rémunération juste des paysans n'entraîne pas une inégalité d'accès à la nourriture, il faut aussi intégrer à la transition une sécurité sociale de l'alimentation. Des travaux prospectifs cernent déjà les modes de sa mise en place. Par ailleurs, l'argent existe pour financer cette transition : l'actuel système alimentaire (agriculture et industries associées) est soutenu par 48 milliards d'euros par an (2021) d'argent public. Un tel budget est un bon goudron pour changer de cap. Reste à trouver un capitaine et un équipage politique. ■

Gilles Luneau est journaliste et réalisateur. Il a notamment écrit «Les Paysans face au chaos climatique» (*Impacts*, 2022)

Marc Dufumier

Intégrer les apports de l'agroécologie

La loi d'orientation agricole devrait favoriser la rémunération du travail paysan plutôt que subventionner l'extension des exploitations et l'usage des pesticides, soutient l'agronome

Le projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture, présenté par le gouvernement, a été définitivement adopté, jeudi 20 février, par le Parlement, après un ultime vote du Sénat. Bien que notre agriculture soit reconnue d'*« intérêt général majeur »*, elle reste encore mal comprise et mal traitée par nombre de nos élus. Certains veulent retirer à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail son droit à l'homologation des produits phytosanitaires. Ou encore mettre fin au principe de séparation de la vente et du conseil en ce qui concerne les engrains de synthèse et les produits pesticides. Or, c'est bien la vente de tels produits – fort coûteux – puis leur emploi – souvent inconsidéré – qui met en péril le revenu d'agriculteurs fort mal conseillés.

Ces derniers sont déjà victimes des injonctions de la grande distribution et des industries agroalimentaires. Ils peinent à rivaliser avec les productions étrangères, souvent issues de grandes exploitations à faible coût de main-d'œuvre en Argentine, au Brésil, en Ukraine ou en Roumanie. Beaucoup restent prisonniers de dettes lourdes et ont du mal à assurer la relève. Trompés par les promesses de l'agro-industrie, ils se retrouvent dans

une impasse, ce qui interdit le renouvellement des générations. Pour en sortir, il faut intégrer les apports de l'agroécologie.

La question cruciale est donc celle des ressources à privilégier pour une agriculture plus durable. Plutôt que d'investir dans des intrants chimiques onéreux et polluants, il serait plus judicieux de valoriser des ressources naturelles abondantes, renouvelables et souvent gratuites. L'énergie solaire permet la production de calories alimentaires par la photosynthèse. Le carbone de l'air contribue à la synthèse des glucides et lipides, tandis que l'azote, fixé par les légumineuses, facilite la production de protéines végétales. Les minéraux contenus en sous-sol se libèrent progressivement et aident à fertiliser les cultures.

CES FORMES D'AGRICULTURE SONT À MÊME DE NOUS ASSURER UNE PLUS GRANDE VALEUR AJOUTÉE À L'HECTARE

Une approche agroécologique doit reposer sur plusieurs leviers. D'abord, une couverture végétale dense et permanente, qui permet de maximiser l'interception de l'énergie solaire par les cultures. Les associations de plantes, comme les méteils (céréales et protéagineux) ou les prairies permanentes (graminées et légumineuses), améliorent cette captation. L'accès à l'eau est également fondamental : l'infiltration de l'eau de pluie, facilitée par les galeries creusées par des vers de terre, assure l'humidité du sol et garantit la « transpiration » des plantes, essentielle à l'absorption du CO₂. L'apport de matière organique sous forme de fumiers, de composts ou autres peut enrichir en humus les couches arables et permettre ainsi le maintien d'une plus grande quantité d'eau infiltrée à hauteur des racines.

Production de grande qualité
L'introduction systématique de légumineuses comme la luzerne, le trèfle ou les pois dans les rotations de cultures peut renforcer l'autonomie en protéines végétales, réduisant ainsi notre dépendance aux importations, qui couvrent encore deux tiers de nos besoins. Ces plantes contribuent aussi à la fertilisation des sols en azote par la voie biologique, avec pour effet de nous éviter l'emploi d'engrais azotés de synthèse (urée, ammonitrates, sulfate d'ammonium) qui sont coûteux en énergie fossile et responsables d'émissions de protoxyde d'azote, un puissant gaz à effet de serre.

L'agroforesterie constitue un autre levier essentiel. L'implantation d'arbres aux racines profondes, en bordure ou au sein des parcelles cultivées, permet de capter les minéraux libérés par l'altération des roches en sous-sol et de les restituer aux sols lors de la chute des feuilles. Ces arbres peuvent être aidés dans cette tâche par des champignons mycorhiziens, qui étendent leur réseau racinaire et accroissent l'extraction de minéraux, qu'ils restituent aux arbres dont ils ont tiré leur énergie. A condition que cet équilibre naturel ne soit pas menacé par l'usage massif de fongicides,

qui détruisent ces champignons. Autre levier, les haies champêtres : en plus de leur rôle fertilisant, elles protègent les cultures des vents, limitent l'érosion des sols et favorisent la biodiversité en abritant des insectes auxiliaires.

On n'est donc pas sans solution technique pour nous assurer une plus grande souveraineté alimentaire, réduire notre dépendance à l'égard des importations de gaz naturel pour la fabrication de pesticides et d'engrais de synthèse, et mettre fin à celles de soja en provenance des Amériques. Ces formes d'agriculture inspirées de l'agroécologie sont à même de nous assurer une plus grande valeur ajoutée à l'hectare, même si, en quantité, les rendements bruts peuvent diminuer. Mais étant plus diversifiées et artisanales que nos formes d'agricultures industrielles, elles sont donc bien plus exigeantes en travail.

La loi d'orientation agricole devrait donc favoriser la rémunération du travail paysan plutôt que subventionner l'agrandissement des exploitations et l'usage de néonicotinoïdes et autres pesticides coûteux et nocifs. Il s'agit d'encourager un modèle garantissant une production alimentaire de grande qualité sanitaire, nutritionnelle et environnementale.

Loin d'être punitive, l'agroécologie peut se révéler au contraire salvatrice pour notre paysannerie, à la condition de rémunérer correctement le surcroît de travail des agriculteurs en échange de leurs services environnementaux. Les payer en proportion du travail plutôt que les subventionner proportionnellement aux surfaces exploitées : ce changement de paradigme permettrait d'enrayer la course à l'agrandissement des exploitations et d'assurer le renouvellement des générations, en redonnant à l'agriculture française sa viabilité économique et écologique. ■

Marc Dufumier est professeur honoraire d'AgroParisTech et président d'AgriParis Seine

Anne-Cécile Suzanne

Faire de l'élevage un bien commun

La cheffe d'exploitation agricole s'interroge sur la meilleure manière de renouer les liens entre élevage et pâturage pour sauver la filière bovine française

L'agriculture produit des biens valorisés à leur prix de consommation – le plus bas possible, à en croire la grande distribution. De fait, le poids de l'alimentation dans le budget des ménages a été divisé par deux depuis 1960. La fin de la pauvreté alimentaire : une volonté des « trente glorieuses » qui s'est concrétisée par une décorrélational entre les coûts de production agricoles et le prix payé aux agriculteurs. Comment ? Grâce à la politique agricole commune (PAC). Elle a permis de subventionner directement la production agricole, libérant les agriculteurs des logiques de marché et soutenant artificiellement des prix alimentaires bas. Mais le monde a changé.

La PAC, tout d'abord, a cessé de soutenir directement les quantités produites. Les agriculteurs ont perdu en soutien et sont devenus de plus en plus exposés aux prix que leurs acheteurs veulent bien leur payer. Ces mêmes prix se sont aussi internationalisés, financiers en partie, ce qui les rend imprévisibles, viollemment variables. La nature, également, a cessé d'être considérée comme exploitabile à souhait. Des normes ont été édictées, sans que leur financement soit envisagé autrement

que par les agriculteurs eux-mêmes. Leur revenu en Europe a diminué de 12 % par hectare en vingt ans, et leurs dettes ont augmenté de 30 %. A mesure que les normes se multiplient, que le budget de la PAC baisse en euros constants, que les coûts de production augmentent et que le changement climatique sévit sur les rendements, l'équation économique agricole n'est plus soutenable pour de nombreuses filières, en particulier pour l'élevage bovin.

Depuis 2016, la France a perdu 2,6 millions de bovins. Cet élevage souvent décrié repose sur le pâturage. Il est essentiel à la biodiversité, aux haies, aux zones humides. Il capte, par les prairies dont il assure le maintien, des milliers de tonnes de carbone. Le fumier produit par les animaux est indispensable à la santé des sols. L'élevage porte avec lui des milliers d'emplois dans les territoires. Pour autant, le manque de revenus, la baisse des aides, le défaut de considération sociale et l'exigence du métier tuent l'élevage en France.

Le poids de l'habitude

Après les éleveurs, les premiers à en souffrir sont les acteurs qui dépendent de l'élevage. Ceux de la viande, après avoir profité des années d'un prix d'achat des animaux extrêmement bas, cherchent à présent à soutenir les cheptels. Mais ils sont pris en tenaille entre la diminution des volumes qui fait perdre en rentabilité et le montant des financements pour restaurer l'attractivité du métier d'éleveur. Le prix des animaux a augmenté de 30 % en un an dans les fermes. De combien augmentera-t-il encore avant que les acheteurs se disent que le meilleur moyen de lutter contre la hausse des prix serait justement d'investir pour assurer la pérennité des exploitations ?

La maroquinerie de luxe se dispute les peaux de veau françaises, et les selliers, tels que CWD, cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en cuirs origine France. Mais que faire quand une peau ne vaut pas bien cher ? Même en multipliant par deux leurs prix d'achat, ils ne parviendront pas à convaincre leurs éleveurs de continuer à faire naître des animaux.

Les pouvoirs publics locaux comprennent que, sans les éleveurs, leurs terroirs, leurs paysages et leur économie ne seront plus les mêmes. Mais ils subventionnent l'élevage de manière trop cosmétique pour en assurer la pérennité. Une solution serait que les éleveurs qui ne sont pas concurrents s'associent pour conserver le cheptel de France. Le développement des sociétés à mission offre le véhicule juridique pour de tels rapprochements. La faisabilité est réelle. Reste, pour chaque acteur de l'aval, à choisir : dépendre des importations ou travailler autrement avec la ferme France.

Les seuls véritables obstacles à cette évolution sont le poids de l'habitude et l'absence de vocabulaire commun. Rien d'insurmontable, mais c'est le grand défi qui nous attend : réinventer les règles du jeu pour protéger nos biens communs, inventer des collaborations nouvelles qui permettent de sauver l'essentiel. ■

Anne-Cécile Suzanne est agricultrice à Mauves-sur-Huisne (Orne) et consultante au sein du cabinet de conseil en stratégie Kea. Elle a écrit *« Les Sillons que l'on trace »* (Fayard, 2024)



LA CHRONIQUE DE JÉZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN

L'Europe, de simplification en dérégulation

L'omnibus qui évoque le sympathique petit train de voyageurs desservant toutes les gares d'un long parcours a une autre signification en droit européen. La Commission européenne l'utilise pour embarquer de nombreux textes dans le « train » de la simplification réglementaire. Le véhicule n'est pas nouveau : il a déjà été utilisé plusieurs fois ces dernières années, en droit de la consommation, en droit rural ou en droit financier, pour regrouper dans un seul texte des modifications portant sur plusieurs directives ou règlements. Il file désormais bon train pour en modifier d'autres, concernant notamment la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et la régulation financière. L'opération, dont l'initiative échappe largement au débat démocratique, n'est pas sans danger. La simplification annoncée pourrait en réalité conduire à une dérégulation massive, qui fragilisera l'Europe sur les plans écologique et financier.

Trois paquets omnibus sont annoncés dans le programme de travail publié par la Commission européenne le 11 février. Le premier concerne le cadre de durabilité des entreprises, le deuxième entend faciliter l'investissement, et le troisième vise à adapter les exigences appliquées aux petites et moyennes entreprises. Ils n'auront certainement pas la lenteur légendaire du train omnibus, puisque les deux premiers sont programmés pour le premier trimestre 2025 et le troisième pour le trimestre suivant. Ça devrait donc aller vite, mais pour aller où ? En six mois de travail pourraient tomber six ans de négociations !

Le poids des exigences

Parmi d'autres initiatives d'horizons variés (réseaux d'entreprises et d'investisseurs, ONG, institutionnels...), plus de 240 chercheurs, économistes et autres, ont signé une lettre ouverte publiée par Euractiv, le 5 février, pour alerter sur le danger du premier omnibus. Celui-ci concerne le cadre de durabilité des entreprises et prévoit de simplifier trois textes-clés : la directive CSRD, qui oblige les entreprises à fournir des informations essentielles sur l'impact environnemental et social de leurs activités et leur exposition au changement climatique ; la directive CS3D qui fixe le devoir de vigilance des entreprises en matière de protection des droits humains et de l'environnement ; la taxonomie qui fournit un premier système de classification des activités durables pour orienter les investissements. Les signataires estiment que la « simplification » est en train de servir de prétexte pour revoir à la baisse le niveau d'ambition des textes visés alors que les entreprises européennes ont en besoin pour piloter leur transition.

Les arguments de la Commission européenne, selon lesquels ce cadre serait devenu un frein à la compétitivité des entreprises et serait vécu comme une bureaucratie écrasante, sont fallacieux. En pratique, on observe même que les entreprises les plus vigilantes sur le plan environnemental et social sont aussi les plus performantes (c'est d'ailleurs ce qu'avait montré l'étude d'impact que la Commission avait réalisée sur le devoir de vigilance et qu'elle connaît aujourd'hui). Quant au poids des exigences, il est proportionné pour équilibrer les capacités des entreprises et la demande croissante des investisseurs qui cherchent à mieux orienter leurs investissements. Les entreprises ont eu du temps pour s'y préparer et des adaptations sont prévues pour les PME, qui dans leur grande majorité n'y sont pas encore astreintes. L'ampleur du coup de rabot sera dévoilée le 26 février. En attendant, la Commission européenne semble beaucoup plus sensible aux doléances de quelques lobbies réfractaires au changement qu'à la parole des scientifiques et des experts qui tentent de l'alerter.

TROIS PAQUETS OMNIBUS SONT ANNONCÉS DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL PUBLIÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE LE 11 FÉVRIER

Les deux autres omnibus prévus font aussi partie de ce que la Commission européenne présente comme des mesures pour conduire l'Europe vers une « *Union plus audacieuse, plus simple et plus rapide* ». Là encore, on peut craindre que la simplification soit le cheval de Troie de la dérégulation. L'*« omnibus investissement »* entend faciliter, entre autres, le déploiement d'InvestEU et du Fonds européen pour les investissements stratégiques. Ces dispositifs ont commencé d'être installés en 2014 par la Commission européenne, sous l'impulsion de son président de l'époque, Jean-Claude Juncker, qui voulait un plan d'investissement pour l'Europe, une union des marchés de capitaux et la relance de la titrisation. Rien de nouveau donc et plutôt que d'aller chercher les moyens de ses ambitions d'investissement dans des dispositifs de financement innovants, la Commission européenne s'en prend aux normes.

Cela passera vraisemblablement par un assouplissement des règles prudentielles appliquées aux banques (exigences de fonds propres et de liquidité notamment). Il est peu probable que cela orientera mieux les financements vers les investissements dont l'Europe a besoin pour se réindustrialiser et se décarboner. En revanche, le risque de crise financière s'en trouvera accru car la dérégulation financière y mène en général tout droit. Il faut être clair sur l'enjeu. Ce n'est pas la simplification en soi qui pose problème, car ces règles prudentielles sont indéniablement trop complexes. Par exemple, le ratio de fonds propres savamment pondéré par les risques gagnerait amplement à devenir un simple ratio de liquidité suffisamment strict de l'ordre de 15 %. Les deux ratios de liquidité gagneraient à être fondus en un seul, l'important étant surtout de veiller à la stabilité des ressources des banques. Le problème est que la simplification annoncée n'aboutira sans doute pas à des règles simples et transformatrices, mais à des normes en trompe-l'œil, toujours plus complexes et moins protectrices. ■

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences d'économie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et directrice scientifique de la chaire Energie et prospérité

Oksana Mitrofanova

La corruption, ennemi intérieur de l'Ukraine

Le 24 février est un jour de deuil pour nous, Ukrainiens, puisque depuis trois ans une guerre sans pareille fait rage sur notre sol, d'une ampleur jamais vue pendant quatre-vingts ans sur le continent européen. Peut-on alors parler de fatigue de la guerre en Ukraine ? Plutôt de désespoir dû à l'impuissance, d'amertume liée à l'angoisse de l'abandon. Au XXI^e siècle, les Ukrainiens doivent défendre leur droit à un Etat par des moyens du passé, défendre leur souveraineté avec des armes face à un projet impérial russe du XIX^e siècle.

D'un côté, toute guerre est exténuante. Seuls ceux qui en tirent profit sont heureux. D'un autre côté, la lassitude devant cette guerre semble peu à peu s'installer chez nombre d'Américains et d'Européens. La propension au repli isolationniste du président américain, Donald Trump, la difficile prévisibilité de sa politique étrangère et, surtout, l'épée de Damoclès d'une éventuelle suspension de l'aide militaire sont des questions existentielles pour la nation ukrainienne.

Fonctionnaires multimillionnaires

Le 18 février, en Arabie saoudite, des négociations entre de hauts responsables américains et russes sur la fin de la guerre en Ukraine ont eu lieu pour la première fois, mais sans représentants ukrainiens. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a alors annoncé qu'il refusait de signer l'accord sur les terres rares avec les Etats-Unis parce que «le document était clair sur une seule chose : nous devons en donner 50 %» et ce sans garanties de sécurité. Le 19 février, Trump a qualifié Zelensky de «dictateur sans élections» et a affirmé que le soutien de ce dernier était de 4 % parmi les Ukrainiens, alors que, selon le dernier sondage, 57 % des Ukrainiens lui feraient confiance. Les Etats-Unis ont-ils déjà oublié les crimes de guerre russes ?

En revanche, la volonté de l'administration Trump de contrôler davantage l'aide américaine à l'Ukraine est tout à fait compréhensible. En effet, pour con-

La lutte contre la corruption est un préalable nécessaire à la déroute de l'envahisseur russe, mais aussi à la reconstruction morale et matérielle du pays, estime la politiste ukrainienne

clure de manière décisive la guerre en cours, la lutte contre la corruption doit être menée avec plus de vigueur dans notre pays. Alors que notre nation est saignée à vif, que de nombreux soldats sont tués dans leurs tranchées et que trop de civils ukrainiens meurent sous les décombres de leurs immeubles pulvérisés par les bombes russes, la corruption profite à quelques-uns.

Quelques récents cas médiatisés permettent de comprendre l'ampleur de ce problème. Fin 2024, Tetyana Kroupa, directrice d'une commission régionale d'aptitude médicale, a été arrêtée dans le cadre d'une enquête pour corruption. Cinq millions de dollars [4,7 millions d'euros] et 300 000 euros en cash, des bijoux de marque et des pierres précieuses ont été retrouvés au domicile de la fonctionnaire. Dans son bureau, on a trouvé plus de 100 000 dollars, ainsi que nombre de certificats médicaux d'invalidité falsifiés...

Début 2025, Oleh Drouz, le psychiatre en chef des forces armées ukrainiennes, a aussi été arrêté pour le même motif.

Celui-ci possède des millions en liquide, des BMW dernier cri, des terrains et des appartements... Cette situation est choquante et terrible à la fois : alors que les services de renseignement découvrent des montagnes d'argent liquide et d'objets de luxe lors de l'arrestation de ces fonctionnaires multimillionnaires, de simples gens font de leur mieux pour aider les unités militaires sur la ligne de

front et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le peuple ukrainien comprend bien que la corruption est un danger mortel pour son existence et sa survie. En ceci qu'elle aboutit à une inefficience et à une défiance de son appareil étatique, ce qui se traduit par de nombreuses vies brisées. L'Ukraine se retrouve prise entre le marteau de la guerre et l'enclume de la corruption.

Traumatisme psychologique

Le tragique de la situation actuelle peut être perçu par le soldat ukrainien. Maintenant, les soldats blessés reviennent et ont non seulement besoin de soins, mais aussi de se réadapter psychologiquement. Dans une famille que je connais, un père de 50 ans, qui est parti à la guerre, un volontaire, est aujourd'hui démotibilisé. Blessé, traumatisé et à moitié sourd, il reçoit une pension mensuelle d'environ 140 euros par mois et passe ses journées à la datcha. Il ne veut voir personne à cause du traumatisme psychologique. Quelle serait sa réaction si l'apprenait que des responsables s'engraissent à ses dépens ? Quelle serait celle de son fils de 30 ans qui s'est également porté volontaire pour la guerre et combat toujours ? Tous ces soldats ukrainiens blessés ou tués pour être partis défendre leur patrie, leur famille, leur identité, leurs droits peuvent-ils être ainsi trahis par une poignée de corrompus, alors que nombre de leurs frères d'armes sont tombés sous les coups de l'armée russe ?

La guerre continue et l'horizon ukrainien est assombri par plusieurs incertitudes et risques politiques. Donald Trump promet d'arrêter la guerre, mais sera-t-il en mesure de fournir des garanties de sécurité fiables à l'Ukraine ? Les Etats-Unis vont-ils réduire, voire cesser, l'aide militaire à l'Ukraine et la forcer à reconnaître la Crimée et les territoires occupés comme russes ? L'Union européenne sera-t-elle en mesure d'augmenter rapidement son aide à l'Ukraine afin de compenser un probable désengagement

américain ? Les pays européens seront-ils capables de déployer des forces importantes de maintien de la paix sur le sol ukrainien et ce sans aucune présence de troupes américaines à leurs côtés ? La pause ne sera-t-elle qu'une trêve avant le début de la prochaine guerre russe ?

Comment donc l'Ukraine peut-elle sur le long terme sortir victorieuse de cette guerre existentielle ? La réponse est sans équivoque : la défaite de la corruption intérieure est un préalable non seulement nécessaire à la déroute de l'ennemi extérieur, mais aussi à la reconstruction morale et matérielle de notre propre pays. Sa défense ne peut plus reposer seulement sur l'héroïsme des combattants ni sur l'engagement de sa population, elle doit aussi être assumée par l'Etat tout entier. Ce n'est qu'ainsi que les alliés de l'Ukraine ne feront pas défection et seront prêts à maintenir, voire à amplifier, leur assistance, y compris militaire, avant de se porter les garants d'une paix juste et pérenne pour l'Ukraine, elle-même nécessaire à la sécurité de la communauté euratlantique. En fonction des choix de politique intérieure ukrainienne, de politique extérieure des pays européens, de la position de Donald Trump, l'existence de l'Ukraine en tant qu'Etat-nation sera, en cette année décisive, définitivement affirmée ou mortellement atteinte. A nous tous de refuser une issue tragique à cette guerre que la Russie nous mène en profitant de nos faiblesses. ■



LA VOLONTÉ DE L'ADMINISTRATION TRUMP DE CONTRÔLER DAVANTAGE L'AIDE AMÉRICAINE À L'UKRAINE EST TOUT À FAIT COMPRÉHENSIBLE

Oksana Mitrofanova est politiste, chercheuse senior à l'Institut d'histoire mondiale de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, et enseigne à l'université Lyon-III Jean-Moulin. Elle a écrit «France-Ukraine. Une histoire des relations diplomatiques et militaires, 1991-2023» (Maison des sciences de l'homme, 2024)

La folle entreprise trumperre visant à faire capituler les Ukrainiens a tourné court. Face à la trahison américaine, les Européens et les Canadiens resserrent les rangs et ne relâchent pas la pression sur la Maison Blanche. Vladimir Poutine espère la levée des sanctions américaines, ce qui fait rebondir le rouble, mais les taux d'intérêt restent très élevés. La politique américaine est imprévisible. Dans le même temps, la guerre continue.

La Russie est l'acteur majeur de ce conflit. Et pourtant, la situation dans le pays agresseur reste un angle mort de l'analyse. Le Kremlin cultive notre ignorance, dans le bruit et la fureur des bombes et des cyberattaques. Les discours arrogants, les menaces et les mensonges créent l'illusion d'une machine de guerre poutinienne en bon état de marche. Il est urgent de revenir aux faits et de souligner les limites de la capacité russe à mener seule un conflit de longue durée.

Marie Mendras

Les demandes extravagantes de Vladimir Poutine dévoilent les vulnérabilités de la machine de guerre russe

Le président russe est pressé de signer un cessez-le-feu car il a besoin de faire une pause, analyse la politologue, pour qui il est urgent de souligner les difficultés de la Russie à mener seul un conflit de longue durée

ble : des centaines de milliers de tués et de blessés, de lourdes pertes en matériel et armement, les ripostes ukrainiennes en territoire russe, notamment l'occupation d'une partie de la région de Koursk. Dans les territoires qu'ils occupent, les Russes rencontrent de nombreux obstacles : bombardements, sabotages, défauts d'approvisionnement, manque d'argent. Les populations captives ne collaborent pas.

Logistique défaillante

Le cessez-le-feu aux conditions de Moscou permettrait aux forces russes de se reconstituer et se réarmer, tout en interdisant aux Ukrainiens de faire de même. Mais les nouvelles recrues recevront une formation sommaire. Grâce aux témoignages des blessés russes soignés en Ukraine, nous connaissons l'impréparation, la logistique défaillante, les ordres et contre-or-

dres, les tensions au sein des commandements. La sidérante tentative de renversement du commandement militaire par Evgeni Prigojine et ses milices en juin 2023 a marqué les esprits.

En ce qui concerne le rapport de force militaire, il importe de rappeler la déroute de l'armée aux abords de Kiev et la défaite de la marine russe en mer Noire en 2022. Dans le domaine du renseignement et de la technologie, les Ukrainiens et l'OTAN ont une puissance inégalée. A ce jour, les Russes gardent la supériorité dans les airs. C'est pourquoi les pays occidentaux ont accéléré la livraison d'avions et de défense antiaérienne, ainsi que la formation des militaires ukrainiens. Contrairement à l'Ukraine, la Russie n'a pas d'alliés institutionnels, mais des fournisseurs ad hoc de soutien militaire : la Chine, la Corée du Nord et l'Iran. Sur le plan économique et social, la situation est de

plus en plus tendue. Les sanctions occidentales ont un fort impact sur les secteurs-clés de l'économie. Elles ciblent aussi plus d'un millier de dirigeants et responsables, dont les avoirs à l'étranger sont gelés et qui, même s'ils profitent de l'économie de guerre, veu-



COMMENT PRENDRE AU SÉRIEUX DES «SONDAGES» D'OPINION ALORS QUE LA DICTATURE IMPOSE LE SILENCE ET PUNIT TOUTE CRITIQUE?

lent un arrêt des combats. Cela explique la demande insistante de Vladimir Poutine d'une levée immédiate des sanctions dans son «plan de paix», et doit donc nous encourager à appliquer de nouvelles sanctions individuelles.

Trois années de guerre à outrance ont déstabilisé les populations de Fédération de Russie, de Kaliningrad à Novossibirsk, de Belgorod à la république caucasienne du Daghestan. Plus aucune information fiable n'est publiée, en particulier les statistiques démographiques. Qui oserait dire publiquement que le nombre des décès excède celui des naissances à Saint-Pétersbourg et dans plusieurs provinces russes de la Fédération, et que l'espérance de vie moyenne des hommes a chuté ?

Avenir bouché

Les témoignages et les reportages, diffusés sur des sites d'opposition (accessibles avec un logiciel VPN), révèlent une nette détérioration des services de santé, la fermeture d'hôpitaux et de dispensaires, et le manque de médicaments, causant la mort de malades du diabète ou souffrant d'infection respiratoire. Les retraites sont régulièrement augmentées, mais en deçà de l'inflation. Dans ces conditions, comment peut-on prendre au sérieux des «sondages» d'opinion alors que la dictature impose le silence et punit d'emprisonnement toute critique de l'«opération militaire spéciale» ?

Derrière une croissance fièrement annoncée à 3 %, qui souligne une surchauffe de l'industrie d'armement, on cache le déclin des autres industries, la fermeture d'entreprises, la pauvreté et la hausse des inégalités. Pour les classes moyennes comme pour les milieux populaires, à l'insécu-

rité matérielle s'ajoute l'absence de perspective d'une amélioration prochaine, car le Kremlin ne dit pas quand il mettra fin à la guerre.

Plus de 1 million de Russes de la classe moyenne aisée ont quitté leur pays ces trois dernières années, s'ajoutant aux 5 à 6 millions ayant choisi l'exil depuis 2010. Pour ceux qui sont restés, l'avenir est bouché. L'un des secrets les mieux gardés du Kremlin est l'insatisfaction des élites. Le système kleptocratique-oligarchique avait pendant vingt ans assuré la loyauté des élites et une certaine cohésion au sein du système dirigeant. Mais, avec la guerre, le FSB [service fédéral de sécurité] et ses forces spéciales ont développé leur emprise dans tous les domaines, militaire, économique, politique. La prise de décision est de plus en plus opaque et arbitraire, sans contrôle ni coordination. Personne n'assume la responsabilité des échecs.

La Russie est malade de sa guerre, mais la dictature n'en a cure. Elle ne sait pas s'arrêter car elle joue sa survie. Il dépend de nous, les alliés de l'Ukraine, de la forcer à s'arrêter par la puissance de notre engagement et la détermination à assurer sur le long terme la sécurité de tous les Européens. ■

Marie Mendras est professeure à Sciences Po, membre du conseil de la Free University, université russe en exil. Elle a publié «La Guerre permanente. L'ultime stratégie du Kremlin» (Calmann-Lévy, 2024).



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOUCART

Trump plonge la science dans le chaos

Comment qualifier la rupture de l'ordre institutionnel en cours aux Etats-Unis ? Pour l'historien américain Timothy Snyder (université Yale), il faut bien se rendre à cette évidence : c'est un coup d'Etat, sans guillotines, qui est en cours de l'autre côté de l'Atlantique. C'est même, dit-il, le premier du genre conduit grâce à la prise de contrôle des systèmes d'information d'un Etat. «Deux douzaines de jeunes gens vont de bureau en bureau, habillés en civil et armés uniquement de clés USB», écrit M. Snyder dans une tribune du 12 février. En usant d'un jargon technique et de vagues références à des ordres venus d'en haut [du DOGE, Department of Government Efficiency, «ministère de l'efficacité gouvernementale»], ils parviennent à accéder aux systèmes d'information de base du gouvernement fédéral. Ils accordent ensuite à leur chef suprême l'accès à ces informations et le pouvoir (...) d'interrompre tous les paiements et financements du gouvernement.»

Grâce à l'intelligence artificielle, l'accès aux grandes masses de données des serveurs fédéraux permet d'identifier les fonctionnaires à licencier, d'interrompre les programmes de promotion de la diversité ou de protection de l'environnement, de cibler des pans entiers du réseau d'agences de l'Etat fédéral. Voir d'en annihiler complètement certaines, à l'image de ce qui s'est produit avec l'Usaid, l'agence américaine pour l'aide au développement. Tout cela est en cours, et il existe des doutes sérieux sur la capacité de la justice et des Etats à faire obstacle au rouleau compresseur actuellement à l'œuvre.

Des coupes colossales

Ce coup d'Etat numérique permet aussi, et surtout, un contrôle étroit du pouvoir sur la conduite de la science et la production de la connaissance, qui n'a plus rien à voir avec ce que la première administration Trump (2017-2021) avait mis en œuvre. Une enquête conduite par Romany Webb (Sabin Center for Climate Change Law) et Lauren Kurtz (Climate Science Legal Defense Fund), publiée en 2022, indique que la «guerre contre la science» menée entre 2017 et 2021 a consisté, pour les chercheurs des institutions et agences fédérales, en une série de censures ponctuelles, de suppressions de certaines données ou encore de pressions conduisant à l'autocensure.

«Pendant le [premier] mandat du président Trump, il y a eu 154 cas documentés de censure de scientifiques par le gouvernement fédéral, et 19 cas où des scientifiques se sont livrés à l'autocensure, écrivent les deux chercheuses. Dans environ 72 % des cas, cela a concerné la suppression d'informations sur le changement climatique.» La situation actuelle est radicalement différente par son ampleur, son caractère systémique et la variété des disciplines touchées.

Donald Trump et Elon Musk plongent la science américaine dans un indescriptible chaos. La

L'ENSEMBLE
DES RECHERCHES
SUSPECTÉES
DE «WOKISME»
ET DE «PROPAGANDE
NÉO-MARXISTE»
SONT VISÉES

UNE AUTRE AGRICULTURE EST POSSIBLE

ÉDITORIAL M

Le vote de la loi d'orientation agricole juste avant l'ouverture, samedi 22 février, du Salon international de l'agriculture, à Paris, arrive sans doute à point nommé pour apaiser certaines tensions qui taraudent depuis plusieurs mois le monde paysan. Mais, en faisant le choix de grands principes difficilement applicables, comme la reconnaissance de l'agriculture comme étant d'*«intérêt général majeur»*, et de mesures de court terme, ce texte apparaît surtout comme une occasion manquée pour amorcer la transition écologique d'un secteur qui subit et alimente à la fois les effets du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité et de l'appauvrissement des sols. Les questions, pourtant centrales, du revenu et du partage de la valeur sont, elles aussi, éludées.

Manifestations et pressions de la part des principales organisations syndicales ont infléchi le travail des législateurs davantage dans le sens d'une perpétuation d'un modèle agricole à bout de souffle que vers un changement de paradigme. Celui-ci semble pourtant inéluctable face à des rendements qui déclinent, une crise démographique et des exploitations vulnérables à la concurrence internationale.

La loi d'orientation agricole ne se caractérise pas seulement par la faiblesse de ses ambitions écologiques, elle acte aussi des reculs sur des mesures, comme la dépénalisation des atteintes aux espèces protégées, pourtant encadrées par le droit européen. Le texte final ne fait même plus mention de la transition agroécologique, perçue comme un mot tabou. Or, elle est reconnue dans les travaux scientifiques internationaux comme une solution apportant une plus grande résilience, atténue le réchauffement climatique tout en produisant en quantité suffisante pour nourrir les populations.

En se rangeant derrière certains des arguments des syndicats les plus revendicatifs, les élus donnent le sentiment d'une agriculture monolithique, qui serait entièrement dévolue à des modes de production n'étant plus soutenables. Or, comme le montre une enquête de décembre 2024 du cercle de réflexion The Shift Project, menée auprès de 8000 agriculteurs, une grande majorité d'entre eux ont tout à fait cons-

cience des vulnérabilités de leurs exploitations et sont prêts à changer leurs pratiques pour peu qu'on leur en donne les moyens et que l'on crée l'écosystème favorable à l'émergence d'une autre agriculture.

Les leviers du changement sont connus. De nombreux exemples montrent qu'une agriculture plus diversifiée, sans engrais de synthèse et moins dépendante d'intrants extérieurs, peut être viable. Mais la généralisation de telles pratiques ne peut se faire sans un minimum de mobilisation politique pour accompagner les exploitants. Pour cela, il est nécessaire d'expliquer, de former, de sécuriser les débouchés et les revenus pour sortir d'un modèle qui est une impasse. Les événements sociaux et politiques des derniers mois montrent que la France est encore loin du compte en faisant passer pour des solutions le retour à des pratiques pérémortes, retardant une transition inéluctable.

La colère agricole est souvent l'expression d'un sentiment légitime d'abandon de la part des pouvoirs publics, qui les submergent d'injonctions contradictoires. Plutôt que de céder à la démagogie d'un retour en arrière, il faut encourager les initiatives en faveur de l'adaptation au changement climatique, accompagner la généralisation des bonnes pratiques et donner un cap clair et cohérent. Ce devrait être la vocation d'une loi d'orientation agricole. Celle qui a été adoptée jeudi 20 février n'en a que le nom. ■



SALON DE L'EXECUTIVE EDUCATION

20 MARS 2025
AUDITORIUM DU MONDE

Le Monde
Nouvel Obs
Courrier international

FORMATION CONTINUE,
GRANDES ÉCOLES,
UNIVERSITÉS, IAE, IEP,
RECONVERSION, VAE

EXECUTIVE-EDUCATION.
LEMONDE.FR

JE M'INSCRIS!





HERMÈS
PARIS

Hermès, la ligne continue

l'époque

Le Monde

ENQUÊTE



L'ouverture du champ des possibles dans les pratiques amoureuses et sexuelles angoisse les pantoufleurs du désir. Faut-il vraiment tout tester pour être épanoui?

Les ringards du sexe

5

AMOUR

La flamme de mon pote

Présenter son ami célibataire grâce à un PowerPoint dans un café bondé: le «pitch dating» séduit les lassés des applis

8

UN APÉRO AVEC...

Eva Joly

Avocate engagée, l'ex-magistrate anticorruption revient, dans un livre de souvenirs, sur sa vie, son passage en politique et sur l'affaire Elf, qui l'a consommée

7

LOISIRS

Change de disque

Dans les bars audiophiles, on peut siroter un verre en écoutant de la musique en haute résolution. Immersion dans le cœur du son

Par Antonin Gratien

C'est comme si j'avais loupé le wagon du renouveau érotique», résume Alexandra dans un souffle agacé. Longtemps «hyper à l'aise» avec des habitudes que cette chargée de communication qualifie, mi-blagueuse mi-sérieuse, de «traditionnellement» orientées vers la pénétration vaginale, cette Francilienne confie s'être peu à peu sentie «larguée», à mesure que son entourage tressait les lauriers de «jouets» consacrés à la masturbation féminine – dont les ventes se sont envolées depuis les confinements liés au Covid-19.

A force d'être répétés, ces commentaires élogieux à propos d'accessoires pour lesquels cette trentenaire n'a jamais eu «ni curiosité ni penchant» ont fait germer dans son esprit une interrogation brûlante: «Après m'être justifiée pour la vingtième fois, en expliquant que, non, les sextoys à aspiration clitoridienne n'étaient pas "mon truc", je me suis sentie bloquée dans la posture peu glamour de pantoufle du sexe – par manque d'esprit d'aventure, peut-être...» Une réflexion angoissée, témoignant du «mal-être de ceux qui se sentent obligés de pratiquer une sexualité perçue comme moderne pour "en être"», souligne le docteur en psychologie Pascal de Sutter. Selon lui, cette pression représente le «revers de la médaille» d'une «révolution sexuelle» contemporaine caractérisée par la levée des tabous. Et l'enrichissement des pratiques.

La vaste enquête Inserm-ANRS «Contexte des sexualités en France», quatrième du genre depuis 1970, dont les premiers résultats ont été révélés en novembre 2024, l'atteste: les habitudes de la population hexagonale s'éloignent de la pénétration génitale pour se diversifier, tant du côté de la masturbation que du sexe oral ou anal. «Mais cet affranchissement de l'intime, qui se traduit par la banalisation de pratiques autrefois marginalisées, apporte aussi son lot d'injonctions inédites», réagit Pascal de Sutter, également auteur de *La Sexualité des gens heureux* (Les Arènes, 2009). «Ejectées par la porte, les normes reviennent par la fenêtre. Certains craignent que, parce que tout serait désormais possible

en matière de sexualité, chaque pratique serait à expérimenter – sous peine d'être qualifié de "boomeur sexuel".»

Une problématique avec laquelle s'est familiarisée l'illustratrice June Pla, fondatrice du compte Instagram @jouissance.club, fort de 974 000 abonnés. Une page haute en couleur, peuplée de tutos sur le cunnilingus, le massage érotique ou la pénétration digitale. «Sur les réseaux, plusieurs commentaires d'internautes rapportent que ces informations peuvent être perçues comme agressives, comme un ordre à développer une sexualité experte et prolifique», déplore l'artiste. Pourtant, assure-t-elle, ces contenus au ton amical, qui constituent l'un des nouveaux bastions de l'éducation sexuelle en ligne, ont pour seule vocation «de fédérer des communautés, en faisant circuler gratuitement une parole bienveillante orientée sur le plaisir». Ce, à travers des conseils: «à prendre comme ceux dispensés par un livre de cuisine, à partir duquel chacun serait libre d'enlever ou d'ajouter des ingrédients».

Filant la métaphore culinaire, Sindbad reconnaît, pour sa part, avoir «un peu hâtivement révisé [ses] recettes». Après s'être plongé dans plusieurs portails sexo-pédagogiques, ce trentenaire à l'allure gaillarde s'est soudain trouvé «bête». «Face à l'éventail des possibilités, j'ai eu le sentiment que mon train-train sexuel, très porté sur le génital, avait un arrière-goût fade», détaille ce restaurateur qui, pour surmonter son désarroi, a décidé d'aborder de nouveaux rivages sensuels, avec comme horizon sa glande prostatique. Correctement stimulée via le rectum, cette zone érogène parfois qualifiée de «point P» – en référence au «point G» féminin – offrirait en effet des orgasmes plus intenses que ceux provoqués par l'éjaculation. Désireux d'atteindre ce graal méconnu, le Bordelais s'est résolu à sauter le pas d'une exploration anale «à tort pensée comme réservée aux ébats gays», après avoir consulté une enquête IFOP. Laquelle rapportait que, en 2021, 22 % des femmes interrogées avaient déjà pénétré

Maylis, 32 ans, a laissé derrière elle ses pratiques «baroques» pour s'«éclater» dans une sexualité «romantique»

l'orifice de leur partenaire masculin avec un doigt, 17 % avec la langue et 13 % à l'aide d'un objet.

«Je me suis dit: pourquoi pas moi?», se remémore-t-il. Une interrogation aussitôt traduite par l'achat «empressé» de sextoys ainsi que d'un gode-ceinture pour que sa conjointe puisse pratiquer le pegging – c'est-à-dire la sodomie sur un partenaire masculin. Seulement voilà, «en solitaire comme à deux, les tentatives se sont révélées plutôt infructueuses», synthétise dans un rire communicatif celui qui a remisé ses accessoires au placard. Sans toutefois manquer de se promettre, pour l'année 2025, de «sortir de sa zone de confort», en s'essayant, cette fois, au slow sex tantrique.

Autodéterminer son rapport au plaisir, c'est aussi la philosophie défendue par le «sexpositivisme». Un mouvement prônant l'exploration du désir dans un cadre sécurisant, qui prend racine dans l'élan féministe prosexe qui naît aux États-Unis dans les années 1980, et dont plusieurs collectifs cultivent aujourd'hui l'héritage. C'est le cas de Love Experience, une structure née en 2020 à l'initiative de la coach Zohra, qui organise, à Paris, des ateliers d'éducation au consentement, ainsi que plusieurs événements à thème. Immisés dans une ambiance «bienveillante, inclusive et délestée des pesantes normativités, les participants s'initient au "body-positivism" ou se retrouvent les yeux bandés, afin de favoriser les connexions sensorielles, au-delà des apparences», dépeint l'organisatrice.

A d'autres occasions, ces «sexpositivistes» en herbe sont initiés au toucher non sexuel en pleine conscience, au *dirty talk*, ou encore au BDSM. Une approche plurielle qui «n'a rien d'une course à la performance, où le but serait d'enchaîner les expériences, pour cocher une "checklist"

de pratiques marginales», souligne-t-elle. L'enjeu, le vrai? «Apprendre à cartographier son propre paysage du plaisir. En commençant par s'autoriser à dire "oui" lorsqu'on est intéressé. Et à surtout oser exprimer un "non" en cas de gêne.» Un réflexe qui permet d'évacuer le stress à l'endroit des attentes sociétales en matière de sexualité. Et de demeurer en phase avec son désir.

Un défi auquel s'est «violemment heurtée» Maylis, 32 ans. L'air lointain, cette maroquinière au franc-parler reconnaît avoir cultivé «trop longtemps» des pratiques pour lesquelles elle estime n'avoir eu, rétrospectivement, qu'une appétence limitée, pour «coller à l'image de la révolutionnée sexuelle». «En voulant me prouver à moi-même et aux autres que j'étais une femme libre, en total accord avec sa libido, je me suis précipitée vers une sexualité effrénée», détaille-t-elle. Avant d'égrainer le chapelet de ses pratiques d'alors: «Les coups d'un soir, les ébats dans les lieux publics, le sexe accessoirisé à connotation BDSM...» D'abord «grisée» par ce qu'elle appelle, non sans humour, sa «phase débridée», elle explique que ce goût lui «a passé» au bout de quelques années. Et regrette d'avoir poursuivi sur cette lancée «en pilote automatique» par crainte de tomber du côté des «rasoirs du sexe».

Une angoisse évacuée grâce à un travail thérapeutique qui l'a «ramenée à l'évidence». «Faire une distinction entre sexualité hype et ringarde relève de l'absurde, tranche-t-elle. Dès lors que tout est consenti, et que chaque partenaire y trouve du plaisir, le compte est bon.» Forte de cette conviction, c'est sans regret que Maylis a laissé derrière elle ses pratiques «baroques» d'antan pour «[s]'éclater» dans une sexualité «romantique» qu'elle qualifie volontiers de «vanille», un terme habituellement employé pour moquer des pratiques intimes jugées doucereuses, en référence aux arômes de cette plante. «De toute façon, ça a toujours été mon parfum favori», lâche dans un sourire celle qui se «moque pas mal» des esprits inquisiteurs qui pourraient percevoir dans ses nouvelles habitudes la preuve d'un manque de fantaisie plutôt que l'expression enthousiaste d'un désir mûri. Et décomplexé.

ENQUÊTE

L'amour pas ouf Sextoys, triolisme, BDSM... La libératrice levée des tabous sur les pratiques sexuelles engendre aussi des injonctions inédites. Une révolution de l'éros qui laisse de côté les adeptes des ébats plan-plan

« L'hégémonie des scripts sexuels "pénétro-centrés" est battue en brèche »

Après avoir décortiqué les rouages des passions coïncidentes dans *Fragments d'un discours poly-amoureux* (Michalon, 2017), puis les enjeux de la sobriété sexuelle à travers *La Révolution du no sex* (L'Observatoire, 2023), Magali Croset-Calisto, sexologue et psychologue exerçant à Paris, continue de croquer les mutations de nos schémas relationnels et sociétaux avec sa nouvelle parution : *La sexualité, qu'est-ce que ça change ?* (Labor et Fides, 103 pages, 10 euros).

Assistons-nous à une révolution de l'intime ?

J'irais même plus loin, en parlant de « révoltes », plurielles et simultanées. D'une part, l'hégémonie des scripts sexuels « pénétro-centrés » est battue en brèche par

la démocratisation de la masturbation réciproque, le boom du marché du sextoy, ou encore l'essor des cybersexualités. De l'autre côté, les configurations affectives dans lesquelles ces usages se réinventent sont, elles aussi, en pleine métamorphose. Même si la monogamie successive demeure majoritaire, elle est désormais concurrencée par de nouvelles typologies affectives. A l'image du polyamour.

Comment expliquer cette prise de distance avec la conjugalité traditionnelle ?

Cette tendance s'inscrit dans un contexte de désenchantement vis-à-vis de ce schéma. En France, près d'une union sur deux se termine par un divorce. Et le vernis romantique qui, pendant longtemps,

auréolait le couple hétérosexuel, a été écorné par la mise en lumière de l'ampleur du viol conjugal et des déséquilibres sexistes qui peuvent structurer ces unions. Ce qui explique l'envie de sortir des sentiers battus. Parmi les pistes émergentes, certaines remettent en question l'idée même de l'infidélité, qui concerne un homme sur deux et une femme sur trois, en France. En nourrissant l'idée qu'éprouver du désir, ou un sentiment émotionnel fort, à l'égard d'autres individus que son partenaire n'équivaut pas nécessairement à une « tromperie », le polyamour comme la non-exclusivité présentent l'avantage de délester de nombreux individus du poids de la culpabilité. Voire du mensonge.

Cette approche est parfois considérée comme visionnaire. Au risque de faire passer ses détracteurs pour des « arriérés » de la conjugalité...

Certains peuvent se sentir dépassés ou en décalage. Au point de s'auto-dénigrer en ayant le sentiment de piétiner dans un conformisme restrictif, là où d'autres auraient l'audace de s'aventurer vers des rivages avant-gardistes et émancipateurs. Mais ce clivage entre « Anciens » et « Modernes » est faussé : aucun modèle émergent

n'a vocation à prendre le pas sur les schémas dits « classiques » en prétendant imposer sa vérité sur la marche à suivre pour cultiver une relation en phase avec l'époque. Plutôt que d'opposer les configurations affectives entre elles, il faut valoriser cette diversité en l'inscrivant dans une logique de complémentarité, où chacun pourrait trouver l'espace nécessaire à l'expression – et à l'expérimentation – de ses attentes

Y compris ceux qui se retirent de la vie amoureuse et/ou sexuelle ?

Alors que le célibat de longue durée a longtemps été synonyme de stigmatisation sociale, il apparaît aujourd'hui comme un choix de vie non seulement possible, mais envisageable. Notamment grâce aux prises de parole de personnes aromantiques – qui ne ressentent pas d'attraction amoureuse – qui revendentiquent une existence épanouie à des kilomètres de l'archétype du « vieux garçon », ou de la « vieille fille ». En parallèle, depuis quelques années, d'autres personnes donnent de la voix pour visibiliser l'absence d'attraction sexuelle envers autrui, que ce soit au sein du couple ou non. Il s'agit des individus asexuels, dont on estime qu'ils représentent 1 % de la population mondiale. Le basculement est

de taille ! Ceux qui pouvaient se sentir socialement dénigrés, voire pathologisés par la tradition psychiatrique, trouvent dans ces révoltes de l'intime une forme de « normalisation » déculpabilisante.

Dans votre livre « La sexualité, qu'est-ce que ça change ? », vous allez jusqu'à évoquer une « récession sexuelle ». De quoi s'agit-il ?

Precisons que le terme « récession » n'est pas synonyme de régression, ni même de démission. Ce phénomène qui, selon l'IFOP, a entraîné une chute record du pourcentage de français ayant eu un rapport durant l'année écoulée [76 % en 2024, un chiffre qui n'avait jamais été aussi bas depuis cinquante ans] peut s'interpréter de diverses manières. D'une part, la pulsion sexuelle explorée à l'envi par les baby-boomers en leur temps cède désormais le pas à celle, moins jouisseuse, de l'autoconservation. Surtout dans un contexte post-pandémie où la fragilité de la vie humaine n'a jamais été aussi palpable, et où la projection dans l'avenir est devenue anxiogène. Pour le dire rapidement, les incertitudes de notre temps nous détournent de la course aux plaisirs. De manière plus ciblée, notons par ailleurs que, en 2021, l'Observatoire européen de la sexualité féminine rapportait que 35 % des Françaises étaient insatisfaites de leur vie intime. Faute d'écoute, d'attentions. En ce sens, l'abstinence – ou le retrait partiel de la vie érotique – pourrait aussi relever d'une révolte à l'égard d'ébaux amoureux androcentrés. Ou, plus largement, à l'égard d'une société sexiste où le bien-être féminin passe au second plan.

La continence sexuelle est justement l'un des fers de lance du mouvement « 4B », érigé contre la misogynie...

Il s'agit d'un mouvement féministe radical qui a vu le jour à l'initiative des femmes sud-coréennes durant les années 2010, avant d'être importé aux Etats-Unis à la suite de l'élection de Donald Trump. Le 4B dit non aux relations sexuelles ou romantiques avec des hommes, non au mariage, et non au devoir reproductif. Soulignons que ce « boycott » revendicatif n'a rien de nouveau : en 411 av. J.-C. déjà, Aristophane mettait en scène, dans sa pièce *Lysistrata*, des femmes qui se rebellaient contre la phallogratie en clamant : « Refusez-vous à vos mariés. » Aujourd'hui comme hier, ce séparatisme apparaît comme un moyen de se soustraire à l'étau des attentes patriarciales. Et de lutter en faveur de l'autodétermination affective.

Quelles menaces pèsent sur ce principe ?

Alors que de nouvelles générations aspirent à naviguer avec fluidité entre ces nouvelles façons de « faire relation », un élan contre-révolutionnaire réactionnaire – et aux relents masculinistes – entend imposer une vision coercitive, voire discriminatoire, en matière de droits sexuels. Cette tendance défend l'idée d'un retour au patriarcat hégémonique, et s'accompagne d'une stigmatisation décomplexée des communautés LGBT+, comme du démantèlement de plusieurs acquis sociaux, liés au droit à l'avortement ou encore au mouvement #MeToo. Ces agissements fournissent la preuve que les conservateurs perçoivent cette polyphonie affective comme une menace civilisationnelle plutôt que comme un enrichissement dont chacun pourrait tirer un enseignement. En matière de tolérance, de plaisirs. Et de libertés.

Propos recueillis par A. Gr.



GUILLAUME BLOT POUR « LE MONDE »

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Dans la Creuse, le pop-corn est dans le pré

Frédéric Potet

A La Chapelle-Baloue. Florian Tournier et Lola Planelles, qui se sont rencontrés il y a cinq ans grâce à l'émission de M6, se sont lancés dans la confiserie artisanale pour diversifier leur activité

Si «L'amour est dans le pré», il est aussi dans le pop-corn. A La Chapelle-Baloue (Creuse), deux anciens candidats de l'émission de télévision permettant à des agriculteurs célibataires de trouver un conjoint viennent de se lancer dans la production de maïs soufflé. Lola Planelles et Florian Tournier s'étaient rencontrés en 2020 devant les caméras de M6. La première, infirmière dans le Gers, s'était ensuite installée dans la ferme du second, éleveur de vaches de race limousine à Bazelat (Creuse), une commune voisine de celle où ils vivent désormais. Au Salon international de l'agriculture, ce lundi 24 février, tous deux viendront présenter le fruit de leur union, sur le stand de la Creuse : le bien nommé «Pop'Creuse».

C'est «grâce» à la télé, encore elle, que leur projet a vu le jour. Il y a deux ans, un reportage sur une production artisanale de pop-corn a fait tilt – ou plutôt pop – dans l'esprit de Lola : pourquoi ne pas détourner de leur usage une partie des 4 hectares de maïs que cultive Florian pour nourrir ses bêtes afin de se diversifier dans la confection de friandises ? Sauf que voilà : le maïs fourrager (ou maïs ensilage), riche en fibres digestibles appréciées des ruminants, n'a pas les propriétés explosives et de mutation du maïs à forte teneur en amidon prisé dans les salles de cinéma. Il a fallu trouver une semence adaptée à la prairie de l'éleveur. «Cela m'a pris un an», raconte ce dernier.

Mise en terre en avril 2024, puis replantée après le passage dévastateur de sangliers, la variété a finalement donné de jolis grains dorés six mois plus tard. S'en sont suivis l'achat d'une machine à pop-corn professionnelle en Inox, puis l'aménagement en atelier d'une petite arrière-cuisine. Trois recettes sont aujourd'hui proposées par les néo-confiseurs, en plus des «classiques» pop-corn au sucre et au sel : chocolat nappé, cannelle et curry. «On avait envie de monter un projet à deux», explique Lola, infirmière à l'antenne de Châteauroux (Indre) de l'Établissement français du sang, et de se lancer dans quelque chose d'original.»

D'assez conforme, finalement, à l'impression laissée par le couple, il y a cinq ans sur le petit écran. Pour la première fois, la société Fremantle, qui produit «L'amour est dans le pré», avait sélectionné un candidat en situation de handicap : Florian Tournier, rendu paraplégique après la chute d'un arbre, coupé par lui-même, en 2010. Son ménage s'était alors disloqué. Ce sont ses parents – agriculteurs également, à La Souterraine (Creuse) – qui avaient inscrit ce grand timide peu porté sur la drague à la saison 16 de l'émission présentée par Karine Le Marchand. Dans la lettre qu'elle lui écrivit pour être retenue par la production, Lola Planelles avait indiqué qu'elle «ne serait pas [son] infirmière», mais une compagne attentionnée.

Son fauteuil roulant n'a pas empêché Florian de continuer à s'activer à la ferme. Ses quatre tracteurs sont équipés d'élévateurs – de sa conception – qui l'aident à accéder à la cabine. Un quad lui permet d'aller et venir auprès de son troupeau de 80 têtes alors qu'un ouvrier agricole à mi-temps se charge des travaux les plus physiques. «Ce n'est pas tous les jours facile, mais c'est ce qui fait le charme de ma situation. Quand on a ça [la passion de l'élevage] dans le sang, il est difficile de faire autre chose», concède l'exploitant agricole de 41 ans. «Son autonomie est admirable, il ne lâche jamais rien», s'émerveille sa conjointe, de dix ans sa cadette.

Pour vendre son pop-corn, le couple table sur Internet et sur les marchés, en particulier celui, itinérant, qu'organisent d'ex-participants de «L'amour est dans le pré» tout au long de l'année. L'ADP Tour offre ainsi l'occasion aux fans de l'émission de rencontrer ces derniers et d'acheter leurs produits : les magrets de Claire et Sébastien (saison 10), le champagne de Virginie et Thomas (saison 9), les fleurs aromatiques de Valentin et Laura (saison 16), les bocaux de Jérôme et Lucile (saison 15)... En novembre, au moment d'accueillir à leur tour l'événement, Florian et Lola proposeront leur nouveauté : du pop-corn aux quatre épices.



ALE GIORGINI

Mise en terre
en avril 2024, puis
replantée après
le passage dévasta-
teur de sangliers,
la variété a donné
de jolis grains dorés
six mois plus tard

Première rencontre

«En 1986, je termine ma troisième année de droit à Poitiers et m'apprête à préparer Sciences Po Paris pendant l'été. Je rêve de devenir journaliste. Le Rotary club de Châtellerault (Vienne), dont mon père est membre, organise durant trois jours un séminaire, le RYLA, autour du journalisme et de la communication. J'y vais. Parmi les autres étudiants, je vois Thorsten. Son rire, très sonore, m'amuse, comme son accent un peu anglais quand il parle français alors qu'il est allemand. De conférences en pauses-café jusqu'en soirée, de petits groupes se forment.

C'est amical, bon enfant, mais, avec Thorsten, c'est différent. On s'entend très vite très bien, on discute beaucoup et on rigole, comme des meilleurs copains. A tel point qu'après le séminaire, je l'invite pour un déjeuner chez mes parents. Quand, quelques jours plus tard, Thorsten m'écrit une lettre pour me rendre l'invitation chez ses parents, en Allemagne du Nord, je rejette la proposition, en expliquant que je ne pense qu'à ma prépa. Une nouvelle vie démarre, je l'oublie.

Dix ans plus tard, j'ai une femme et deux enfants, des sentiments de bonheur et d'amour et de route tracée tout droit pour toujours. Jusqu'au jour où, à 38 ans, la main d'un homme se pose sur ma cuisse et ne me laisse pas indifférent. C'est cataclysmique pour moi, mais aussi pour mon entourage. Je passe les deux années suivantes à me demander si c'est la crise de la quarantaine ; à me dire que ça me passera ; à espérer que ça me passe ; à me dégoûter jusqu'à ressentir de l'homophobie contre moi-même.

Parallèlement, je renouvelle l'expérience homosexuelle lors de rencontres d'un soir. C'est difficile à gérer. Identitaire, presque. Je culpabilise et, en même temps, je sors d'un déni inconscient, je deviens qui je suis au fond. Je ne veux pas tout fouter en l'air, mais cette bascule a tout d'irréversible. En 2005, je finis par divorcer et, sans m'étendre sur le temps long et douloureux de la procédure, je peux dire que, quelques mois après, soulagé et tristement libre, je tombe amoureux d'un homme, pour la première fois. Une vraie rencontre et une belle histoire qui va durer dix-sept ans, un mariage et un (deuxième) divorce compris.»

«Je sens quelque chose de spécial que je n'ai jamais ressenti de ma vie avec un garçon»

AMOURS DE JEUNESSE



HÉLÈNE BLANC

«Je suis tombé amoureux de lui avant même de l'avoir revu»

Ils se sont connus, se sont aimés, se sont séparés. Puis le tourbillon de la vie les a fait se retrouver. Pascal, 59 ans, raconte son histoire avec Thorsten, qui livrera à son tour, dans le prochain épisode, sa version de leurs retrouvailles

Charlotte Herzog

Retrouvailles

«Fin 2023, je reçois sur LinkedIn un message de Thorsten.

Cher monsieur,

salut et bonjour Pascal,

Je viens de tomber sur une lettre de toi, datée du 8 mai 1986, et gardée toutes ces années dans un exemplaire de Passion d'Allemagne par Patrick Démerin (...). J'étais/je suis le participant allemand au RYLA 1986, alors stagiaire dans une librairie à Tours, je t'ai rendu visite à Châtellerault, je me souviens de l'accueil extrêmement sympa de la part de ta famille.

A travers, eh bien, les décennies, j'ai bien essayé à plusieurs reprises de savoir ce qu'était devenu ton rêve de devenir journaliste. Mais sans succès. Quand j'ai trouvé ta lettre, j'ai cherché sur Internet, je m'y suis appliqué, et voilà, je suis presque sûr que c'est toi/que c'est vous. Les études de droit à Poitiers, puis Sciences Po, la télé, je suis ravi.

Pour moi, c'était six ans d'études en Angleterre, dix ans au sein de l'édition, et maintenant je travaille dans l'événementiel. Après une pause de vingt ans, j'ai redécouvert ma passion pour la France à travers la natation et la musique (...).

J'espère que ça va bien.

Voilà une proposition : on se donne rendez-vous à Paris pour prendre un verre ? Ça me ferait plaisir.

Une très belle soirée,

Thorsten.

Je lui réponds le jour même :

Hello Thorsten !!

Mais ouiiii c'est bien moi ! Et c'est bien toi ! Ton message m'a vraiment fait plaisir ! C'est un très beau souvenir le RYLA 1986, c'était passionnant et c'était donc il y a... trente-sept ans !

Tu n'as pas changé !! Le même regard et le même sourire !

Il s'est passé beaucoup de choses en trente-sept ans ! Dans mon travail, dans ma vie personnelle, dans mes engagements associatifs. Aujourd'hui, je suis réalisateur de documentaires.

Et toi ? Tu as une famille ? Marié ? Moi, j'ai été marié, j'ai eu deux enfants qui ont 28 et 25 ans, j'ai divorcé, puis je me suis aperçu après bien des années, vers l'âge de 40 ans, que j'étais plutôt attiré par les garçons... C'est la vie ! Enfin, c'est ma vie !

Oui, voyons-nous pour prendre un verre et même déjeuner ou dîner ensemble ! Avec grand plaisir ! Tu es venu souvent en France ? N'hésite pas à m'appeler quand tu viens à Paris ! Et restons en contact ! On ne va pas attendre encore trente-sept ans pour se parler !

Je t'embrasse cher Thorsten,
Pascal.

Quand je reçois son message, j'ai 58 ans, je suis homo et bien décidé à vivre librement et célibataire, sans les contraintes de l'amour. Deux ou trois jours après, on se téléphone. Il fait grand soleil et très froid. Je suis au Père-Lachaise, un endroit que j'aime bien et que Thorsten connaît, il peut m'imaginer. J'entends sa voix, son rire, il me raconte sa vie, moi aussi, je le revois à 20 ans, un truc se passe en moi. On se fait des blagues, on se drague un peu, ça m'émoustille, j'ai très envie de le revoir. Ce coup de fil étonnant dure près de deux heures. Juste après, je suis séduit, comme la sensation d'être amoureux, mais je me dis que ce n'est pas possible.

Pendant un mois, on s'écrit beaucoup. Par mail, surtout. Et on s'envoie des photos, parfois olé olé. C'est assez intense. Je lui laisse entendre que je ressens quelque chose. Thorsten, lui, ne dévoile rien jusqu'au jour où il m'invite chez lui, en Allemagne, pour le réveillon du Nouvel An. Je dis oui, sans poser de questions. Je suis pressé de le revoir. Je suis allé chez le coiffeur, j'ai mis une veste que je ne mets jamais et me suis aspergé d'eau sauvage.

Quand il ouvre la porte de chez lui, on se fait la bise, il y a un petit moment de gêne avec en sous-texte "bon bah ça y est, maintenant, on y est". Très vite, il rit, ça me détend. Très vite, c'est assez animal, charnel, et peu de temps se passe avant qu'on ne se retrouve dans sa chambre. Tout se passe très bien, je me sens désiré, ça me plaît beaucoup et, derrière, on passe le reste du temps à discuter, sans rater les feux d'artifice depuis son balcon. Je sens quelque chose de spécial que je n'ai jamais ressenti de ma vie avec un garçon.

Le lendemain, je dois rentrer à Paris pour le boulot.

En février, on se revoit à Paris, dans un hôtel très cher, super romantique. Ce séjour comme deux jeunes amants renforce ce qui existe entre nous. Je lui dis que je suis amoureux, lui ne se déclare pas. Un soir au restaurant, je panique un peu, je lui demande où l'on va comme ça. Il ne me rassure pas. En sortant, on se promène, je marche quelques pas devant lui. Sur le parvis de la bibliothèque François-Mitterrand, il m'attrape par le bras et m'embrasse fougueusement. Je pleure. Lui aussi. Je comprends qu'il se passe quelque chose et qu'il essaie de me le dire. Pour moi, ce parvis, c'est le point de départ de notre histoire.

Pour l'instant, il vit toujours en Allemagne, moi à Paris, et on s'aime. Il me le dit, d'ailleurs. "Je t'aime." Il est devenu démonstratif et tactile. Il m'appelle beaucoup, me fait des déclarations. Je sens comme un rééquilibrage qui me fait du bien. Moi, je suis tombé amoureux de lui avant même de l'avoir revu. Est-ce possible ? Et qu'est-ce qui fait qu'il m'a recontacté à ce moment-là ? Le destin ? Franchement, c'est troublant. On aurait aussi pu ne jamais se revoir.

Avec Thorsten, la vie est simple, joyeuse et pas chiante. Il cherche toujours à faire plaisir, à trouver des solutions, il est galant, très prévenant, délicat. Et, en fait, il était déjà comme ça à 20 ans. Son petit accent, son rire. On se marre tout le temps. On finira cette vie-là ensemble. Je crois qu'il ne faut jamais décider de tirer un trait sur l'amour.»

AMOUR

Coup de foudre sur PowerPoint

Dans les soirées «pitch dating», on peut «vendre» son ami célibataire comme un projet dans lequel investir. Une alternative pour les déçus des applis de rencontre

Djaïd Yamak

Celena, 25 ans, déroule son PowerPoint sur la scène d'un bar parisien bondé, ce mardi de février. Quinze slides (pages de diaporama) colorés défilent sur un écran, en cinq minutes chrono. Aucun patron de start-up, aucun business angel ou cadre en doudoune à manches courtes n'assiste à la présentation. Devant elle, une foule compacte de jeunes gens – entre 20 et 30 ans – sirote des cocktails et mange des hamburgers sur des tables basses.

Celena n'est pas venue présenter le modèle économique d'une jeune entreprise. Elle est venue parler d'un sujet moins «corporate» : son ami Gowtha, 28 ans, gérant de café, célibataire depuis trois ans, dans l'espoir qu'il rencontre l'amour. Les deux amis ont découvert le pitch dating en tombant par hasard sur une vidéo du compte TikTok «Pitch_dating». Un rituel au départ circonscrit au monde de l'entreprise, qui consiste à vendre un produit ou un projet en peu de temps, transposé dans le domaine de la rencontre : un proche distille avec humour les traits saillants de la personnalité de son ami. Gowtha n'est pas très friand des applications de rencontre de type Tinder. Celena postule spontanément en envoyant un message à la fondatrice de la soirée, Laurie Dutheil. Elle lui écrit une note d'intention, dans laquelle elle détaille les grandes lignes de son pitch. Grâce à son portrait décalé et humoristique, le binôme Celena-Gowtha est sélectionné pour la

18^e édition des soirées «Pitch Dating», trois ans après la première, qui a eu lieu à Paris en 2022. Plus de 50 candidatures ont été examinées par l'organisatrice. Huit ont été choisies. La participation est gratuite.

Pour convaincre son auditoire, composé notamment de jeunes célibataires, Celena a opté pour une présentation format «Canva» inspiré des Wrapped de Spotify, le système de classement annuel inventé par la plateforme musicale. Gowtha, qui l'accompagne sur scène, est décrit comme amateur de musculation et «gourmand au vrai sens du terme». Ses activités préférées sont mises en avant : «s'incruster aux dates de ses potes», «nous expliquer ses origines sri-lankaises» ou «conduire, mais interdiction de manger dans sa voiture», poursuit sa «vendeuse». A la fin du discours, un micro circule dans la salle. Le public peut poser des questions à l'intéressé, dont on vient de découvrir quelques aspérités. «C'est quoi ton signe astrologique?», demande une jeune femme. «Quelle chanson définit le mieux ta vie amoureuse?», interroge une autre.

Trois couples seulement se sont formés depuis les débuts de ces soirées en France, d'après l'organisatrice, qui suit de près leurs rebondissements. Et, ce soir de février, elle égrène les chiffres du concept dans un PowerPoint introductif, juste avant l'arrivée des binômes sur scène. Depuis la première édition, il y a eu «185 célibataires «pitchés», plus de 2 900 slides produits, 368 DM et SMS, 97 petits bisous et 0 MST». Laurie Dutheil est rétribuée par les bars qui accueillent ses événements, mais la somme qu'elle touche, dit-elle, ne lui permet pas encore de les rentabiliser.

Les soirées pitch dating ont été inventées aux Etats-Unis en 2019, sous le nom «YouShouldDate.ppt». Laurie Dutheil importe le concept en France en 2022. Passionnée de graphiques, cette coach en relations amoureuses a travaillé pour plusieurs programmes de télé-réalité en tant que «productrice de jeux», comme «La Villa des coeurs brisés» et «Love Island». Elle présente ses soirées comme une manière «d'injecter de l'humour dans l'amour». Et comme une solution autre que les applications de rencontres dont le marché est en berne.

«QUAND UN AMI TE PRÉSENTE, ÇA FAIT RESSORTIR LES PETITS TRUCS BIZARRES. C'EST ÇA QUI EST COOL : ON NE VEUT PAS DE QUELQU'UN DE PARFAIT»

«Swipes» d'un prétendant à un autre, «matchs» infructueux, agents conversationnels qui déshumanisent... De plus en plus d'utilisateurs des applis expriment leur lassitude. Ainsi, selon un sondage publié en novembre 2023 par l'institut Cluster17, 44 % des personnes interrogées s'en disaient insatisfaites. Quant à Tinder, les utilisateurs mensuels sont passés de 75 millions en 2021 à 56 millions au premier trimestre 2024. Pour répondre à ce besoin de ne plus passer par un cupidom algorithmique, et éviter les déceptions dans la vie réelle, la rencontre sans écran interposé séduit donc de plus en plus de célibataires. Selon Laurie Dutheil, le pitch dating permet de découvrir des gens «autrement que sous la forme d'une identité réduite à des pixels, d'un profil avec des critères à partir desquels tu projettes une idée ou un fantasme. Pour beaucoup, il y a une envie de hasard, de rencontre forte, comme si c'était écrit».

Déléguer la présentation de soi à un tiers est aussi un gage d'authenticité, un exhausteur de singularité. «Dans une application, c'est toi qui te vends, donc tu dis ce que tu veux. Mais quand c'est un ami qui te présente, cela fait ressortir les petits trucs bizarres. C'est ça qui est cool : on ne veut pas de quelqu'un de parfait. C'est aussi une bonne manière de briser la glace. Il n'y a plus l'aspect gênant du date», explique Celena, la pitcheuse de Gowtha.

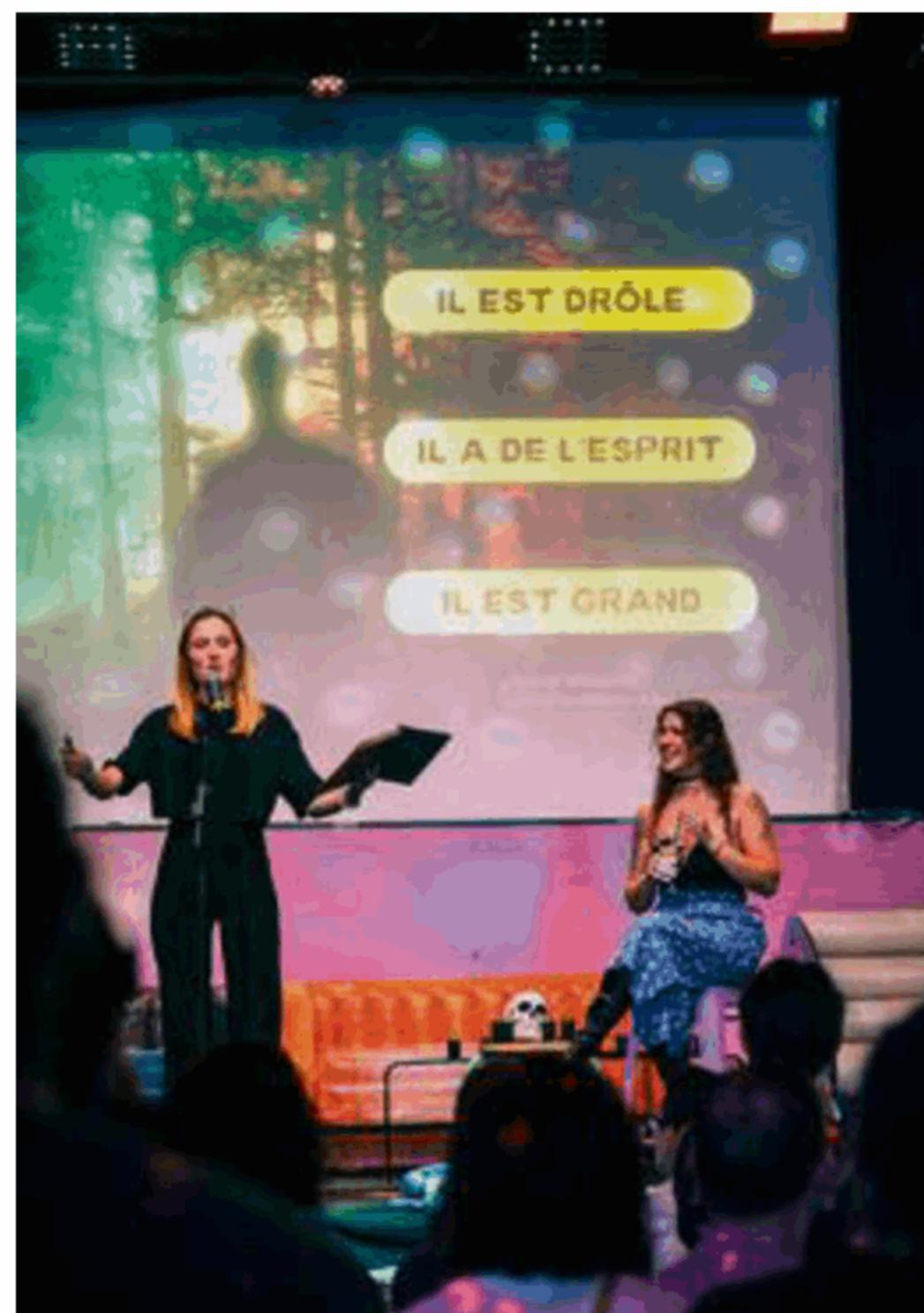
A l'étage du bar, l'écran qui retransmet le match de football de Ligue des champions Manchester City - Real Madrid est déserté. Devant une pizza et des pintes de bière, des groupes d'amis regardent les huit binômes enchaîner leurs diapositives sur scène, comme dans un spectacle de stand-up. Lilian, ingénier de 22 ans, est venu moins pour trouver l'amour que par curiosité. «On est là pour passer un bon moment entre amis, mais bon, on ne va pas se mentir, on n'est pas à l'abri de faire une rencontre», affirme Léa, 21 ans, un verre de vin blanc à la main.

Le succès du pitch se vérifie en direct, lors de la séquence des questions-réponses, qui dure cinq minutes. Certaines personnes sortent leur téléphone pour flasher le QR code du compte Instagram de «Louis 2.0», un jeune homme qui vient d'être «pitché». Les rebondissements se mesurent surtout le lendemain, lorsque les participants sont contactés (ou non) sur les réseaux sociaux. Gowtha a reçu plusieurs messages sur son compte Instagram. «Mais il s'est surtout fait des photos», assure Celena.

Par son éloquence, ou par l'originalité de sa présentation, le pitcheur peut susciter lui-même la curiosité du public. Yohan, casquette noire vissée sur la tête, présente son amie Mathilde. Pour son pitch, il a opté pour une parodie du jeu Pokémon. «Laissez-moi vous présenter l'histoire de cette pépite, Mathildosorus.» Lors des échanges avec le public, une jeune femme s'adresse à lui : «Tu es célib?» Elle monte sur scène. L'un après l'autre, ils échangent un «bisou tortue» sur la joue, les lèvres rentrées, devant les applaudissements du public.

A défaut de provoquer une rencontre amoureuse, ces soirées peuvent également se lire comme une ode à l'amitié. «Le but, c'est aussi de redonner ses lettres de noblesse à l'amour amical», explique Laurie Dutheil. Un marché de l'amitié qui s'étoffe à une époque où les jeunes souffrent davantage de la solitude, avec des services spécialisés chez Bumble, OkCupid ou Timeleft, qui proposent un dîner hebdomadaire avec cinq inconnus sélectionnés en fonction de critères préédéfinis.

L'organisatrice prévoit d'organiser plus de soirées pitch dating dans d'autres grandes villes. La prochaine se tiendra à Toulouse, le 25 février. Une édition intergénérationnelle, où des participants âgés de plus de 60 ans ont été présentés par des pitcheurs plus jeunes, a déjà été expérimentée en octobre 2024.



Une participante «pitche» son amie célibataire lors d'une soirée, à Toulouse, en 2024. SOLÈNE DESJARDINS



HENRY HARGREAVES POUR «LE MONDE». STYLISME CULINAIRE CHARLOTTE OMNÈS

Annibal Colonna est né en 1996, à Paris. Ses parents, tous les deux franco-algériens, cherchent à lui donner un prénom arabe. Ils hésitent à l'appeler Sindbad, mais le prénom est déjà très populaire sur les bateaux du port d'Alger, d'après son père, né dans la capitale. Ils optent pour Annibal, en clin d'œil à Hannibal Barca, le célèbre général carthaginois. Dans son enfance, peu de gens le comparent au héros phénicien. Ses camarades de classe l'assimilent plutôt à Hannibal Lecter, le personnage de fiction du film *Le Silence des agneaux*. «Quand j'étais petit, tout le monde m'appelait Annibal le cannibale», se remémore-t-il. Sorti en 1991, le thriller américain au succès

LE PRÉNOM Annibal

Par D.Ya.

phénoménal retrace l'histoire de ce psychiatre anthropophage qui déguste les organes de ses victimes en sirotant du vin rouge. Annibal se plaint de ces railleries enfantines auprès de son père. «Tous les garçons plus grands que toi qui t'appellent Annibal le cannibale, tu les mords très fort», lui recommande celui-ci. Tout au long de sa scolarité, Annibal s'habite à défendre son prénom. Auprès d'inconnus, de ses camarades comme de ses professeurs. Il défend également ses parents lors des procès en extravagance qui leur sont faits. «Je suis né avant le film», répond-il aux détracteurs, avec ce sous-entendu : ils ne pouvaient pas connaître la référence.

Un petit arrangement avec la réalité puisqu'il est né cinq ans après la sortie du long-métrage. Aujourd'hui encore, son prénom passe rarement inaperçu. «Ce n'est jamais : «Enchanté, Annibal» et ça glisse. Non, dans 90 % des cas, j'ai droit à une remarque.» Avec le temps, il a pris goût au rituel de la présentation. Son identité déclinée pique la curiosité de ses interlocuteurs, et lui évite de s'enliser dans un échange de banalités. «Tout de suite, ça donne de la couleur à la conversation. Ça me permet de jauger mon interlocuteur, selon sa manière de réagir à mon prénom.» Les «cultivés» l'identifient à Hannibal Barca, les «lourdingues» font encore le rapprochement avec Hannibal Lecter, ou s'en amusent : «Hannibal lecteur ? Tu aimes les livres?» D'autres sont intrigués par ses parents. Lorsque la fatigue est trop grande pour satisfaire leur curiosité, Annibal se présente sous un autre prénom : «Je dis Steph!» Annibal travaille dans le cinéma. Il est producteur. «Tu me vois m'appeler Annibal Colonna et bosser dans les assurances ? Quand tu t'appelles Annibal, tu n'as pas le droit d'être un Sims [une personne ordinaire].» Son prénom a-t-il joué un rôle dans sa vie ? «J'ai envie d'être surpris par les gens, j'aime les pas de côté, les personnalités inattendues. Quand tu dois vivre avec un prénom différent, tu apprends

à te construire de façon différente, ça te conditionne», répond l'intéressé. Annibal ne s'est jamais pris de passion pour Hannibal Barca. Plusieurs livres d'histoire sur le tacticien de génie lui ont été offerts. Il n'en a lu aucun. «J'en sais le minimum, pour ne pas avoir l'air con quand on me pose la question. C'était un brillant militaire qui a rendu Carthage assez costaud sur la carte, qui a longé l'Algérie, le Maroc et qui a traversé les Alpes avec des éléphants. Enfin, c'est l'histoire que je me raconte, je ne suis même pas sûr que ce soit la vraie. Ensuite, choqué par la beauté de Rome, il s'est arrêté devant la ville, et ne l'a pas attaquée.» Annibal Colonna, lui, ne s'arrêtera pas devant un César.

Le plus inclusif

Les Noctambules, à Nanterre (Hauts-de-Seine)

L'école de cirque Les Noctambules a vu le jour grâce à l'artiste de cirque Satchie Noro. Niché au cœur de l'université Paris-Nanterre, cet espace accueille les enfants de 3 à 8 ans et leurs parents pour des ateliers de découverte. Ces moments ouverts aux enfants en situation de handicap ou avec des besoins spécifiques affichent complet jusqu'à juin, mais il devrait y avoir de nouveaux créneaux dès la rentrée. Dès là, le dimanche 16 mars, une journée portes ouvertes gratuite et consacrée aux familles proposera un spectacle de jonglage et un atelier de découverte du trapèze, de la boule d'équilibre et du tissu aérien.

Les Noctambules, 220, avenue de la République, Nanterre.

Tarif des ateliers en duo : 5 euros.

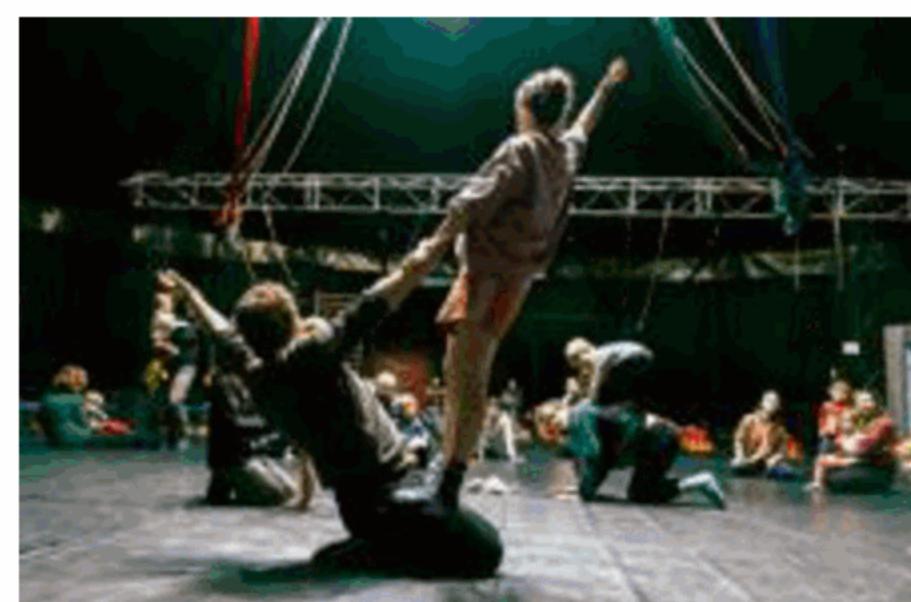


EN FAMILLE

Cinq ateliers pour petits et grands acrobates

Plusieurs compagnies de la région parisienne font pratiquer le cirque aux enfants à l'occasion de stages, de journées portes ouvertes ou d'ateliers en duo avec les parents

Thiphaine Thuillier



Le Cirque électrique, à Paris 20^e

Dans ce lieu hybride, qui mêle salle de concerts, restaurant, école de cirque pour enfants, et fêtera bientôt ses trente ans d'existence, les propositions de divertissement sont variées. Outre les cours annuels axés sur le jeu et l'expérimentation, l'école propose aussi des stages pendant les vacances scolaires pour les 2-16 ans. Hélas, la plupart des créneaux sont complets pour le moment. Pour inscrire ses enfants pour l'année 2025-2026, il faut s'y prendre en juillet! Mais à défaut de pratiquer, vous pouvez toujours regarder. En avril, le Cirque électrique propose une performance tout public autour de la magie lumineuse baptisée « Chromarium » dans laquelle musique, lumière et acrobatie se mêlent pour créer une atmosphère surprenante et fantastique qui devrait séduire toute la famille.

Le Cirque électrique, place du Maquis-du-Vercors, Paris 20^e. Tarif spectacle : 17 euros pour les adultes et 7 euros pour les enfants.



« Je découvre le cirque », à Little Villette, Paris 19^e

La salle vitrée de Little Villette, l'espace consacré aux enfants en plein cœur du parc parisien, est recouverte de tapis de sol. Ballons géants, bâtons, balles sensorielles, tissus : tout le matériel nécessaire à une découverte des bases des pratiques du cirque est à disposition pour les enfants âgés de 4 à 6 ans. Bonus de cette séance du samedi après-midi : les bambins sont accompagnés par un adulte, qui s'essaie, lui aussi, aux exercices. Tenue confortable et bonne humeur sont les prérequis de cette séance menée par l'artiste Abel Benalcazar, professionnel souriant et pédagogue. Jonglage, acrobatie au sol ou à deux : en une heure, l'animateur fait découvrir le plus de disciplines possibles. Et les exercices d'équilibre sur les ballons géants rencontrent un franc succès! Pour les enfants passionnés, le cours peut se décliner en trois séances afin de constater une progression. Le dimanche matin, une version spéciale tout-petits est proposée pour les enfants de 18 mois à 4 ans.

Ateliers « Je découvre le cirque », Little Villette, 211, Galerie de La Villette, Paris 19^e.
Tarif : 22 euros le duo. Prochaine session : samedi 1^{er} mars.

Le plus conceptuel



L'Académie Fratellini et le théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

La célèbre Académie Fratellini est fermée au grand public pour travaux jusqu'en octobre. Cet établissement installé à Saint-Denis propose d'ordinaire des cours hebdomadaires et des ateliers parents-enfants ponctuels. En attendant de renouer avec sa programmation habituelle, l'équipe s'associe au théâtre Gérard-Philipe (TGP), situé dans la même commune, pour un événement éphémère. Cet atelier adultes et bambins (7 ans et plus) aura lieu le samedi 8 mars autour du spectacle *Le Poids des choses*, de Camille Boitel, qui interroge la pesanteur, la force et la fragilité des objets et sera joué du 5 au 8 mars au TGP. Après le spectacle, rendez-vous sous le chapiteau de l'Académie pour mettre en pratique les gestes observés sur scène.

L'atelier cirque parents-enfants, 1-9, rue des Cheminots, Saint-Denis. Tarif : 10 euros pour la session de deux heures.



Le Plus Petit Cirque du monde, à Bagneux (Hauts-de-Seine)

Avec son toit pentu, on ne peut pas le louper! Le Plus Petit Cirque du monde a vu le jour en 1992 à l'initiative d'habitants de Bagneux souhaitant proposer aux enfants de la ville un choix plus large d'activités extrascolaires. Il a élu domicile dans ce chapiteau en dur vert et bleu il y a une dizaine d'années. Si les ateliers adultes-enfants ont été mis en pause, ils devraient de nouveau être proposés à la programmation dans les mois à venir. En attendant, il est toujours possible d'inscrire ses enfants à des stages pendant les vacances scolaires. Deux offres sont possibles : l'une pour les 4-6 ans autour de la motricité et l'autre pour les 7-14 ans avec une approche pluridisciplinaire qui leur apprend l'entraide et le dépassement d'eux-mêmes. Bonne nouvelle : il reste des places pour la deuxième semaine des vacances d'hiver. D'autres sessions sont prévues au printemps et en été. Deux vendredis par mois, le lieu ouvre ses portes pour des soirées gratuites où les talents s'expriment sur scène en chantant ou en slamant. Prochain Vendredi barbecue - le petit nom de ces rendez-vous - le 7 mars, avec pour thème prometteur « Exprimez-vous ».

Le Plus Petit Cirque du monde, I, impasse de la Renardière, Bagneux.
Tarif des stages en fonction des profils.

Le plus électrique

LOISIRS

Tout pour la musique

Woawww! La réaction a jailli en anglais cet après-midi de février, mais la plupart des visiteurs qui poussent la porte de la salle d'écoute du Listener, un restaurant bar à vins « audiophile », ont souvent la même réaction. Angela, arrivée la veille de New York, a voulu faire une surprise à Marvin. Elle a réservé pour une heure ce salon feutré pour y écouter, avec son compagnon, leurs morceaux préférés sur le nec plus ultra du matériel hi-fi.

L'équipement a de quoi impressionner. Face à un canapé design se dressent deux énormes enceintes en forme de tour d'échiquier, flanquées chacune d'un immense haut-parleur, aux allures de sculpture contemporaine. Un amplificateur à lampes de 120 kilos, un convertisseur tout aussi massif, une platine vinyle à deux bras et un lecteur numérique complètent le tableau. De retour dans le coin « coffee shop » du Listener, une heure après l'écoute de huit titres, une « playlist plutôt rhythm and blues et jazz », concoctée par Angela, Marvin semble toujours abasourdi, multipliant les « amazing! » et autres « Oh my god! »

Cette salle d'écoute se loue à l'heure (de 50 à 100 euros, avec une capacité de dix personnes), à la manière d'un box de karaoké. La comparaison s'arrête là, car, ici, en solo, en couple ou en bande, passionnés de musique ou simples curieux viennent pour écouter, et vivre une expérience musicale d'une clarté et d'une profondeur impressionnantes. « Nous avons la prétention d'avoir le meilleur son de Paris », annonce Jérôme Thomas, pull marin bleu marine de bon aloi pour ce Breton originaire de Rennes.

A l'aube de la cinquantaine, cet ex-directeur de clinique a créé avec Thomas de Coninck, ingénieur du son, « le cocon musical dont il a toujours rêvé ». Le premier est plutôt « musique électronique, voire contemplative, jazz », le second « plus rock, voire métal ». Pendant un an, les deux chasseurs de son se sont mis au diapason de l'actualité acoustique pour trouver et tester le système audio à la hauteur de leurs ambitions. « Les enceintes sont grecques, l'ampli est chypriote, là, c'est du matériel polonais, japonais, français », énumère Thomas de Coninck. L'insonorisation des lieux a été poussée à son maximum pour éviter toute nuisance. L'investissement est important, autour de 150 000 euros. Les deux fameuses enceintes grecques sont affichées sur le catalogue du fabricant au prix de 46 000 euros la paire.

Si elle en constitue la pépite, la salle d'écoute n'est pas le seul endroit du Listener destiné à choyer l'oreille des audiophiles et autres mélomanes. Le souci de la qualité sonore s'applique à tous les espaces. Au rez-de-chaussée de cet ancien salon de beauté, sous une hauteur de plafond de 5 mètres, et face à une cheminée habillée de bois, on peut siroter un café ou grignoter un des plats concoctés par Jérôme, au son d'une programmation choisie dans le stock des 2 000 vinyles appartenant au duo – ou composée à partir de la vaste discothèque

numérique –, et adaptée à un lieu où les gens viennent manger, boire et converser. « Plus le son est de qualité, moins on a besoin de pousser le volume », poursuit l'ingénieur du son. Les clients peuvent discuter tout en profitant de la musique. »

Deux salles de sieste individuelle permettent aussi de se détendre, allongé sur une confortable chauffeuse, en

« Ce n'est ni un club ni un espace pour geek, c'est une cathédrale du son »

Stéphane Darras,
cocréateur du
Notre Dame Music Bar

(3^e), Superflu (18^e), le Spootnik Bar (3^e) ou le Notre Dame Music Bar (11^e) ont depuis creusé leur sillon. A Bordeaux, à Lille, à Grenoble, à Lyon, à Nantes, mais aussi à Clermont-Ferrand ou à Angoulême, ces oasis pour mélomanes séduisent une clientèle avide de découvrir ou de redécouvrir le plaisir de l'écoute, le tout dans une ambiance qui invite au partage. Les clients peuvent y profiter d'un système de son haut de gamme, inaccessible pour le quidam, à une époque où les supports physiques restent marginaux au profit de la dématérialisation.

Ces écrins audiophiles trouvent leur origine au Japon. Nés autour de l'amour du jazz, dans les années 1950, les jazz kissaten (« café jazz » en français) étaient de minuscules endroits, où, devant un verre et dans un silence religieux, les clients venaient épouser leur amour de la musique, et écouter des vinyles que la plupart des Japonais ne pouvaient alors s'offrir. La tradition a perduré, s'est ouverte à d'autres genres et a dépassé les frontières de l'Archipel.

Beaucoup de ceux qui ont ouvert des bars audiophiles ont connu le concept à Londres, dans des adresses pionnières comme le Brilliant Corners, un restaurant japonais. C'est le cas de Guillaume Taillieu, qui, de retour en France, fonda, en 2017, le Café Mancuso, à Bordeaux. « Beaucoup de gens surfent sur la tendance, mais il ne suffit pas d'avoir des vinyles, une platine et des enceintes pour s'autoproclamer bar audiophile », prévient le passionné de 36 ans, collectionneur de disques depuis l'âge de 16 ans. Il faut un système hi-fi de très haute qualité, une acoustique impeccable mais aussi une programmation faite pour la découverte. Ici, on ne vous proposera pas du Rihanna. » En fin de semaine, des sessions sont organisées où des « selectors », particuliers ou professionnels, viennent partager et écouter leurs disques favoris.

En appelant leur lieu le « Notre Dame Music Bar », ouvert il y a un an à Paris, Julien Chavanne, ex-producteur dans la publicité, et Stéphane Darras, ancien disquaire, ont voulu donner le ton. Leur bar, précise ce dernier, « n'est ni un club ni un espace pour geek, mais une cathédrale du son, un endroit où l'on écoute la musique religieusement en haute-fidélité ». Ici, les clients s'installent et redécouvrent des pépites, la plupart enregistrées avant l'ère numérique, sur du matériel vintage restauré des années 1960 et 1970.

Eduquer l'oreille, lui faire retrouver les nuances. Depuis 2019, les trentenaires Sophie Chrétien-Kimmel et Mélanie Arrès proposent des sessions d'écoute dans des bibliothèques, des musées, des festivals, ou à l'occasion d'événements organisés par des entreprises. « L'idée était de prendre le contre-pied des usages modernes, dans une époque où la consommation de musique se fait de façon dégradée, fragmentée, nomade et individualisée », explique Sophie Chrétien-Kimmel. Avant chaque « expérience musicale », l'artiste lui-même ou un spécialiste vient parler de son œuvre, puis en silence et en groupe, en intégralité et sans interruption, le public écoute un album diffusé sur un matériel hi-fi haut de gamme. Objectif : écouter plutôt qu'entendre. Quand le son s'éteint, à chaque fois, ils sont nombreux à avoir eu l'impression d'avoir, pour la première fois, découvert la musique.

ZINZIN

Les bombasses



UN APÉRO AVEC...

EVA JOLY

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Avocate engagée, l'ex-magistrate anticorruption revient, dans un livre de souvenirs intitulé «J'ai passé une vie d'hiver dehors», sur l'affaire Elf et sur son passage en politique



Eva Joly, au Harry's Bar,
à Paris, le 29 janvier.
LAURA STEVENS
POUR «LE MONDE»

«La peur, longtemps, ne m'a pas quittée»

Solenn de Royer

Il est arrivée la première au Harry's Bar, s'est installée dans un coin tamisé, a commandé un single malt. On retrouve Eva Joly inchangée : des cheveux blonds encadrant un visage souriant, de grands yeux bleus derrière des lunettes cerclées. Elle tutoie d'emblée, de plain-pied. Comment croire que l'intransigeante magistrate de l'affaire Elf (1994-2003), ex-députée européenne et figure de la lutte contre l'évasion fiscale, qui a représenté Europe Ecologie-Les Verts à l'élection présidentielle de 2012, a aujourd'hui 81 ans ? «C'est parce que je travaille beaucoup et que je bois du whisky !», dit-elle en riant.

Celle qui vient de publier un livre de souvenirs – *J'ai passé une nuit d'hiver dehors* (Les Arènes, 2024) – n'assume pas vraiment le mot «Mémoires», «un peu prétentieux», lui préfère celui de «témoignage». L'ex-magistrate a entrepris ce travail «libérateur» parce qu'on a «trop parlé à [sa] place». Notamment pendant l'affaire Elf, l'affaire de sa vie, instruite au pôle financier du Palais de justice de Paris : une enquête tentaculaire visant à démontrer tout un système de prébendes et de faveurs «dignes de l'ancien régime», impliquant plusieurs dirigeants de la compagnie pétrolière et responsables politiques, dont l'ancien ministre de François Mitterrand Roland Dumas. «On se baignait, on ramassait des débris...», se souvient celle qui, en 1996, a placé en détention l'ex-PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent, suscitant un vent de panique au sein du patronat français.

Plus la juge d'instruction s'approche du cœur du scandale Elf, plus les pressions sont fortes. Sa réputation est attaquée : on moque son accent étranger, son ego prétendument démesuré, un esprit de revanche supposé – elle est devenue magistrate à 40 ans, diplômée d'un simple DEA de droit, grâce à un concours exceptionnel d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature... Le président de la cour d'appel de Paris d'alors, Guy Canivet, la met en garde : «Ne vous approchez pas des fenêtres...» Elle est placée sous protection policière. Le soir, son garde du corps s'installe dans la bibliothèque de sa maison de Bouray-sur-Juine (Essonne), où la juge vit avec son mari et ses deux enfants. «Ça a été très dur, violent, confie-t-elle. Cette classe dirigeante n'était pas habituée à rendre des comptes. Loin de l'intérêt général qu'elle était supposée servir, elle avait la folie des grandeurs, tout en jouissant d'un sentiment d'impunité.»

Voulant croire à l'égalité de tous devant la loi, Eva Joly tient bon. Mais ces sept années consument ses forces, lui font perdre ses illusions, sa «joie de vivre». «J'ai mis deux ans à m'en remettre», raconte-t-elle. Un jour, en écoutant de la musique, je me suis dit : «Que c'est beau ! J'ai compris que j'en sortais enfin... Même si la peur, pendant longtemps, ne m'a pas quittée.»

L'ex-magistrate, «fière d'avoir dévoilé la corruption française», veut croire que ses «audaces» de l'époque – employer les mêmes méthodes pour les délinquants financiers que pour les voyous ordinaires – ont fait bouger les lignes. La législation anticorruption a évolué : interdiction des comptes anonymes administrés par des avocats, directives antiblanchiment, création d'un parquet européen... Elle : «Une vie réussie, c'est une vie qui a du sens.»

Le sous-sol du Harry's Bar s'est rempli, la musique jazz joue plus fort. Eva aime cette institution parisienne, dans le quartier de l'Opéra Garnier. On lui demande ce que signifie le titre de son livre, obscur. Elle sourit : «En Norvège, pour désigner celui qui a survécu à une épreuve, nous disons qu'il a passé une nuit d'hiver dehors...»

L'affaire Elf l'a brûlée, la politique aussi. Elle en parle comme d'une «expérience très douloureuse». Poursuivie par Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly fait campagne pour les Verts aux européennes de 2009, un succès historique (16%). Trois ans plus tard, elle est choisie par les militants pour la présidentielle de 2012. Elle se lance, la fleur au fusil : un crash. Risée de la classe politique quand elle propose de supprimer le défilé du 14-Juillet, elle est la cible de moqueries xénophobes et misogynes. Le parti ne la consulte même pas avant de signer un accord électoral avec les socialistes pour les législatives. «En fait, je ne comptais pas», résume-t-elle. J'ai compris que tous les principes qui m'avaient guidée dans ma vie, comme tenir sa parole ou être fidèle en amitié, n'avaient aucune valeur en politique.» Mais Eva Joly n'est pas du genre à s'apitoyer. Elle n'en veut pas à Cécile Duflot, alors secrétaire générale des Verts, dit que c'est sa propre «naïveté» qui a été le «problème» : «On sait depuis Staline que c'est une erreur de ne pas s'intéresser aux procédures internes...»

Depuis, elle fait de la politique «autrement». L'ex-magistrate anticorruption a été diplomate en Norvège, avant de rentrer à Paris, où elle exerce comme avocate

dans le cabinet de sa fille, Caroline. Elles traquent les multinationales qui, de plus en plus imbriquées au pouvoir politique, ont pris une «place démesurée». En 2022, mère et fille ont fait condamner McDonald's à payer 1,25 milliard d'euros d'amende pour fraude fiscale. «Je ne suis pas modeste en le disant, mais c'est unique !», se félicite celle qui se voit désormais comme une «lanceuse d'alerte».

La soirée avance, le bar est plein à craquer. Eva Joly évoque son enfance dans la Norvège d'après-guerre. Un milieu modeste : son père est tailleur pour la garde royale à Oslo ; et sa mère, coiffeuse. Cette dernière élève ses trois filles avec l'aide de sa propre mère, divorcée d'un mari violent, leur apprenant à se méfier des hommes, «des loups qui ne demandent qu'à vous manger». Eva Joly rit : «Je n'ai pas vraiment été préparée aux plaisirs de la vie.» Elle n'est pas croyante, mais dit avoir été imprégnée des valeurs protestantes (rigueur, travail, sobriété, etc.) dans lesquelles elle a été éduquée. «J'ai cru pendant longtemps que je m'étais libérée, mais c'est faux. Mes enfants me disent souvent : «Tu sais, Maman, tu n'es pas obligée d'escalader la montagne par la face nord !»

L'affaire Elf a fragilisé son couple. Elle se sépare de celui qu'elle appelle encore aujourd'hui son «grand amour», Pascal, rencontré à 21 ans, à son arrivée à Paris. Eva est alors jeune fille au pair dans la famille Joly, des bourgeois catholiques du 6^e arrondissement, qui acceptent mal le mariage de leur fils. Pascal fait sa médecine, tandis qu'Eva étudie le droit, avant de multiplier les expériences pour les maintenir à flot : secrétaire chez le producteur Eddie Barclay, couturière, conseillère juridique d'un hôpital psychiatrique... Fusionnel, le couple croit que la vie sera une «danse perpétuelle». «Quand on est jeunes, on ne sait pas que l'amour ne suffit pas à tout réparer, à combler tous les manques», dit-elle. Souffrant de dépression, Pascal Joly se suicide en 2001. «On a vécu heureux très longtemps», veut se souvenir Eva.

Elle a vendu la maison de Bouray, couverte de glycine, dans laquelle ils s'étaient installés, soignant leur jardin planté de buis, de haies et de fruitiers. «Le plus beau jardin entre Paris et Orléans», avait-elle coutume de répéter. En triant ses souvenirs, elle a compris qu'à la fin, les choses «les plus importantes», ce sont celles de la vie : «Pascal, mon amour, mes deux enfants, mes cinq petits-enfants... Le reste, ce sont des épiphénomènes.»

Elle dit qu'elle va devoir s'arrêter de travailler, qu'elle «ne sait pas trop comment [elle] va vivre ça». Infaillible, elle imagine déjà trouver «d'autres activités» pour remplacer celles qui cessent. A 18 ans, avant son départ pour la France, sa meilleure amie lui avait dit qu'elle aurait dû s'appeler Liv («la vie», en norvégien) : «Tu as un soleil en toi, une vitalité et un goût du bonheur merveilleux.» Eva Joly dit qu'elle veut mourir «vivante».

«ÇA A ÉTÉ TRÈS
DUR, VIOLENTE.
 CETTE CLASSE
 DIRIGEANTE
 N'ÉTAIT PAS
 HABITUÉE
 À RENDRE
 DES COMPTES »

PLAYLIST

> DERNIER LIVRE LU
«L'Abolition», de Robert Badinter (Fayard, 2000)

> DERNIER FILM VU
«La Chambre d'à côté», de Pedro Almodovar (2025)

> DERNIER CONCERT
«Hommage à Gabriel Fauré (1845-1924)», à la cathédrale Notre-Dame-du-Liban, à Paris

> DERNIER MORCEAU ÉCOUTÉ
«As Tears Go By», de Marianne Faithfull

